
3 1761 07369616 3



BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

. Bardoux, G. Gidel, Kinzo Goraï, G. Isambert, G. Louis-Jaray
A. Marvaud, Da Motta de San Miguel
P. Quentin-Bauchart, M. Revon, A. Tardieu

Le Socialisme à l'Étranger

Angleterre, Allemagne, Autriche, Italie, Espagne
Hongrie, Russie, Japon, États-Unis

Avec une Préface de M. A. Leroy-Beaulieu, *de l'Institut,*
directeur de l'École des Sciences politiques
et une Conclusion de M. Jean Bourdeau, *correspondant de l'Institut.*

Paris, FÉLIX ALCAN, éditeur, 1909.

LE SOCIALISME

A L'ÉTRANGER

PRINCIPAUX OUVRAGES DE M. JACQUES BARDOUX

Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les crises belliqueuses. F. Alcan, 1906 (*Ouvrage couronné par l'Académie française*).

Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les crises politiques. Protectionnisme et radicalisme. F. Alcan, 1907.

La reine Victoria, d'après sa correspondance inédite, traduction française, avec une introduction et des notes. 3 volumes. Hachette, 1907 (*Ouvrage couronné par l'Académie française*).

Silhouettes d'outre-Manche. Hachette, 1908.

PRINCIPAUX OUVRAGES DE M. GASTON ISAMBERT

L'indépendance grecque et l'Europe. Plon, 1900 (*Ouvrage couronné par l'Académie française*).

Les idées socialistes en France, de 1815 à 1848. F. Alcan, 1905.

PRINCIPAUX OUVRAGES DE M. GABRIEL LOUIS JARAY

La politique franco-anglaise et l'arbitrage international, avec une préface de M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française. Perrin, 1904 (*Ouvrage couronné par l'Académie française*).

Chez les Serbes. Bibliothèque des questions diplomatiques et coloniales, 1906.

La question sociale et le socialisme en Hongrie. F. Alcan, 1909. *Sous presse.*

PRINCIPAUX OUVRAGES DE M. ANGEL MARVAUD

Essai sur la juridiction administrative dans les États de l'Empire allemand et particulièrement en Prusse. Jouve, 1904. *Epuisé.*

La question sociale en Espagne. *Sous presse.*

PRINCIPAUX OUVRAGES DE M. PIERRE QUENTIN-BEAUCHART

Lamartine homme politique : la politique intérieure. Plon, 1903

Lamartine et la politique étrangère de la Révolution de février. Juven, 1908.

PRINCIPAUX OUVRAGES DE M. MICHEL REVON

L'arbitrage international, son présent, son passé, son avenir. Rousseau, 1892 (*Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques*).

Le Japon moderne. Naud, 1904.

Le Shiuntoïsme. Leroux, 1907.

Les anciens rituels du Shiuntô, considérés comme formules magiques. Oxford, Clarendon Press, 1908.

PRINCIPAUX OUVRAGES DE M. ANDRÉ TARDIEU

Questions diplomatiques. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) F. Alcan.

La conférence d'Algésiras. 3e édition. F. Alcan, 1907.

Notes sur les États-Unis. Calmann-Lévy, 3e édition. 1908,

La France et les alliances. 3e édition. F. Alcan, 1909.

J. BARDOUX, G. GIDEL, KINZO GORAÏ, G. ISAMBERT, G. LOUIS-JARAY
A. MARVAUD, DA MOTTA DE SAN MIGUEL
P. QUENTIN-BAUCHART, M. REVON, A. TARDIEU

LE SOCIALISME
A L'ÉTRANGER

Angleterre, Allemagne, Autriche, Italie, Espagne, Hongrie, Russie, Japon, États-Unis.

AVEC UNE PRÉFACE

DE

M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU
De l'Institut, Directeur de l'École des Sciences politiques

ET UNE CONCLUSION

DE

M. JEAN BOURDEAU
Correspondant de l'Institut.

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1909


LIBRARY
JUN 1 1977
UNIVERSITY OF TORONTO

PRÉFACE

Le volume que je me permets de recommander au public renferme des études sur le socialisme dans les principaux États d'Europe, d'Asie, d'Amérique. Cela seul lui vaudrait l'attention de tous ceux de nos compatriotes que préoccupent les grands problèmes contemporains. Étudier le socialisme, en tant de pays à la fois, en marquer les origines, les tendances, le caractère chez des peuples aussi différents eût été, pour le mieux informé et le plus laborieux des écrivains, une entreprise au-dessus des forces d'un seul homme. Aussi le présent volume est-il l'œuvre collective de vaillants écrivains, français ou étrangers, qui se sont associés pour cette vaste enquête. Presque tous sont des hommes déjà connus par des travaux importants ; plusieurs ont acquis déjà une renommée qui a dépassé nos frontières. Chacun d'eux a traité en ce volume de pays qu'il connaît, de questions qu'il a pu étudier sur place. Chaque chapitre est donc une œuvre de première main, offrant toutes les garanties de capacité et de compétence.

Pour être dû à la collaboration de plusieurs associés, ce volume n'en a pas moins, en sa variété, une réelle unité. Les auteurs qui l'ont écrit n'ont pas été réunis au hasard ; ils se connaissent, ils ont été formés à la même école, ils s'inspirent des mêmes principes, ils pratiquent la même méthode. Presque tous sont des professeurs ou d'anciens élèves de notre École des Sciences politiques. Tous en ont l'esprit, l'amour de la vérité et le sens du réel, le goût de la précision et de la clarté, le soin scrupuleux à noter les faits, l'habitude de les classer en en recherchant les causes, l'enchaînement, les conséquences. Ils savent que dans les sciences sociales, comme dans les sciences naturelles, il n'y a qu'une méthode scientifique, la méthode d'observation. Ils savent également que pour comprendre les faits contemporains et pour écrire l'histoire d'hier ou d'aujourd'hui, il faut appliquer au présent la méthode historique, et autant que faire se peut, les procédés que l'historien applique au passé, y apportant la même conscience, le même souci de véracité et d'impartialité. Si malaisé que cela puisse sembler pour des questions vitales qui passionnent nos contemporains, cela est moins difficile lorsque ces angoissants problèmes, on les examine au dehors, à l'étranger, les considérant chez les autres et non plus chez nous, l'éloignement dans l'espace équivalant parfois au recul dans le temps. C'est un des principaux avantages de la méthode comparative, et c'est une des raisons pour lesquelles, non contents de

la pratiquer nous-mêmes dans l'enseignement, nous la conseillons à tous nos élèves.

Un trop grand nombre de nos compatriotes ne connaissent que la France, ne regardent que la France. Leur horizon ne dépasse pas celui de nos étroites frontières. Leurs vues sociales ou politiques n'en sont pas seulement bornées, elles en sont faussées. Les Français dont les regards demeurent enfermés dans les limites de la France ne sauraient comprendre ce qui se passe en France. Ils ne peuvent avoir l'intelligence des grands phénomènes sociaux contemporains ; ils n'en sentent ni l'ampleur ni la puissance redoutable. Ils sont enclins à considérer comme particuliers à la France, comme imputables à notre régime politique et à notre forme de gouvernement, des mouvements sociaux qui agitent presque également tous les peuples civilisés et qui les poussent tous à la fois dans le même sens. Or, cela est surtout vrai du socialisme et du prolétariat européen. Pour en suivre l'évolution, pour en saisir les mobiles et en apprécier la marche et la poussée, pour en calculer la force et en mesurer l'élan, pour en supputer les chances et en prévoir les conquêtes ou les reculs, il faut les observer simultanément dans les divers États de l'Europe et de l'univers. C'est que ce n'est pas seulement notre démocratie française, c'est le vaste monde contemporain, tout entier, qui semble en travail d'un nouvel état social.

On parle beaucoup aujourd'hui, et non sans raison, de politique mondiale. Mais, il est une chose qu'on oublie trop souvent, c'est que ce n'est pas seulement le champ de la politique étrangère qui s'est démesurément élargi, c'est presque au même degré, celui de la politique intérieure, spécialement celui de la politique sociale. Comme je le constatais l'an dernier, en présentant à nos compatriotes le premier volume d'une vaste enquête annuelle entreprise, elle aussi, par des professeurs et d'anciens élèves de l'École des Sciences politiques [1], la politique intérieure, jadis cantonnée dans les cadres nationaux, participe à l'ampleur nouvelle des vues et des intérêts, dépasse elle aussi les frontières des États et prend en ce sens un aspect international. Les peuples remués par des aspirations identiques et des passions analogues s'entre-regardent avec une curiosité croissante, s'interrogeant et s'excitant mutuellement, s'entraînant et s'imitant de plus en plus les uns les autres.

Sous l'impulsion de la démocratie et sous la pression du prolétariat, des questions nouvelles surgissent à la fois dans la plupart des États; des problèmes inconnus du passé se dressent, impérieusement, devant les monarchies, aussi bien que devant les républiques.

Partout, des deux côtés de l'Océan, les masses

1. Préface de la *Vie politique dans les Deux Mondes*, 1re année 1906-1907. La seconde année 1907-1908 vient de paraître à la librairie Félix Alcan.

populaires, soulevées jusqu'au fond par les mêmes passions, semblent emportées par un même courant vers un même idéal. Pour elles, on l'a souvent remarqué, le socialisme est devenu comme une religion nouvelle qui a ses prophètes, ses dogmes et ses fanatiques, une religion encore dans la vigueur de sa jeunesse et l'ardeur de sa foi, qui est prêchée en même temps chez toutes les nations, qui, chez toutes, compte déjà des millions de croyants dont le zèle impatient attend, des révolutions prochaines, l'avènement d'un vague paradis humanitaire, sous la souveraineté prolétarienne.

Ainsi envisagé, le socialisme donne à la politique contemporaine et au monde moderne une unité qu'on ne peut guère comparer qu'à celle des époques d'unité religieuse. Mais les croyances et les espérances millénaires qui entraînent les foules sur les pas des nouveaux apôtres, ont beau sembler partout identiques, la foi nouvelle en pénétrant dans les divers pays, y prend des formes et des aspects divers, selon les conditions matérielles et les conditions morales, selon les traditions, le génie, le caractère des différents peuples. En ce sens, on pourrait dire qu'il y a autant de variétés de socialisme que de nations. Comme une religion qui prétend à l'universalité, le socialisme a beau se déclarer international, il a beau chevaucher par-dessus les frontières et en promettre l'effacement, il subit, malgré lui, l'action des habitudes, des institutions, du tempérament des peuples

qui l'accueillent. C'est une des vérités qui ressortent du présent volume. Internationaliste en principe, le socialisme se retrouve national par sa façon de concevoir ou d'appliquer la doctrine commune, si bien que, malgré les efforts de ses docteurs et de ses conciles pour maintenir l'unité du dogme, il y a dans son sein presque autant d'églises que de peuples et de nations.

De ces différences peut dépendre le sort prochain des divers États. S'il semble manifeste que toute victoire du socialisme tend à affaiblir les ressources financières avec les forces militaires de l'État, les conquêtes du prolétariat peuvent avoir sur le destin des divers pays des résultats divers, selon que le prolétariat s'y laisse plus ou moins entraîner à l'internationalisme, à l'antimilitarisme, à l'antipatriotisme. Or, l'enquête résumée dans « le Socialisme à l'étranger » montre que, à cet égard, il y a entre les divers pays de grandes différences. Le prolétariat contemporain n'y marche point partout du même pas. Par suite, s'il est des pays où le triomphe du socialisme mettrait en péril le sort de l'État et l'existence même de la nation, il en est d'autres où ses victoires ne leur feraient peut-être pas courir un égal danger. En admettant même, ce qui est encore le secret de l'avenir, que le socialisme doive, à la longue, l'emporter partout, les peuples anxieux de conserver leur indépendance nationale doivent prendre garde d'être les premiers à se laisser désarmer par lui. Il est des

courses où il est périlleux d'être en tête de ses rivaux ; comment cela ne serait-il pas vrai de la course à l'inconnu où le socialisme pousse les peuples modernes ?

Anatole Leroy-Beaulieu.

Paris, mars 1909.

LE

SOCIALISME A L'ÉTRANGER

INTRODUCTION

Ces lignes d'avant-propos n'ont d'autre dessein que d'indiquer l'origine de ces études, d'en définir avec précision le sujet et de faire connaître les préoccupations auxquelles ont obéi leurs auteurs.

La plupart des chapitres de ce livre, avant d'être réunis en ce volume, ont subi l'épreuve de la discussion publique : ils ont formé d'abord le sujet d'une série de conférences, dont les conclusions ont été critiquées dans des réunions sans apparat, dans un groupe d'étude, où des hommes autorisés ont bien voulu apporter le concours de leur expérience. Il nous aurait été précieux de publier ici leurs observations et leurs communications. Des obstacles d'ordres divers ne nous l'ont pas permis. Nous pouvons seulement renvoyer le lecteur, qu'elles pourraient intéresser, aux procès-verbaux de ces réunions [1] ; mais il n'y

1. On y trouvera les observations présentées par M. A. Leroy-Beaulieu, de l'Institut, directeur de l'Ecole des Sciences politiques, le comte de Rocquiny, délégué permanent du Musée social, MM. Alfassa, Georges Blondel, professeur suppléant au Collège de France, Paul Boyer, professeur à l'Ecole des langues orientales, Elie Halévy, professeur à l'Ecole des Sciences politiques, Hubert Lagardelle, directeur du *Mouvement Socia-*

trouvera qu'un résumé schématique et bref de discussions longues et vivantes.

De cette épreuve sont sortis des études étendues, publiées dans un certain nombre de revues : *Revue économique internationale, Annales des Sciences politiques*, *Questions diplomatiques et coloniales*, *Revue politique et parlementaire*, *Nouvelle Revue*, etc. ; ce sont ces études revues, mises à jour jusqu'à la fin de 1908, coordonnées, complétées par des chapitres nouveaux et des conclusions, que nous présentons au public.

Il y trouvera une méthode commune : ces essais sont des études essentiellement objectives, un exposé impartial de faits ; sans doute l'observation et l'interprétation de ces faits sont si délicates, si difficiles, qu'elles ne sont pas sans donner lieu à des controverses ; mais les auteurs de ces chapitres ont pris sur place les éléments oraux et imprimés de leur documentation ; la plupart ont préparé ou préparent des travaux plus étendus sur ces problèmes ; le tableau qu'ils tracent présente donc des garanties de vérité, puisqu'ils le peignent sans autre pensée que d'offrir une représentation fidèle de ce qu'ils ont observé. C'est dire que nous exposons, que nous ne jugeons pas ; c'est dire aussi que nous ne discutons pas des doctrines, mais cherchons seulement à faire

liste. Lepelettier, professeur à l'Institut catholique, le marquis de la Mazelière, dont les livres sur le Japon font autorité, M. Stéphane Piot, le comte Szembek, etc.; cf. *Annales des Sciences politiques*, année 1908, *Supplement*, pages 129 à 148 (cette revue se publie en deux éditions : l'une d'elles seulement contient le supplément).

revivre dans ces pages des mouvements sociaux contemporains.

*
* *

L'objet commun de ces études peut se définir ainsi : *Quelles sont les organisations et les tendances actuelles de la classe ouvrière dans les grandes Puissances du monde ?*

Chacun sait que dans les trente dernières années surtout, le « Quatrième État » a pris conscience de lui-même, s'est organisé, a manifesté des tendances et des besoins différents de ceux des autres classes sociales. Ce prolétariat industriel et agraire, dont la masse est allée croissante, quel rôle joue-t-il dans les grands États ? quelles sont ses aspirations, son idéal social ? dans quelle mesure est-il organisé ? quel est le sens de son activité ? C'est à ces questions que nous essayons de répondre. On pourrait donc donner comme sous-titre à ce volume : *les tendances du prolétariat à l'étranger et les mouvements socialistes.*

Tracer ce tableau d'ensemble nous a paru présenter ce premier intérêt d'offrir des indications précises sur ces mouvements, alors qu'en France nous ne possédons de livres sur aucun d'eux, ceux d'Angleterre et d'Allemagne exceptés.

Il permet ensuite de se livrer à des comparaisons instructives et d'en tirer certaines conclusions. Que les mouvements socialistes correspondent à une évolution économique générale et que l'État ait partout pris des mesures, dictées par le socialisme d'État pour essayer de satisfaire les revendications proléta-

riennes, sans y parvenir pleinement, c'est ce qu'on trouvera exposé dans un chapitre de conclusion.

Que d'autre part le socialisme ne soit plus seul à essayer d'organiser et de s'attacher les classes ouvrières et que le socialisme même tende à se subdiviser en deux courants, c'est ce qu'on apercevra clairement dans ces études. Les tendances opportunistes et évolutionnistes triomphent sans difficulté en Angleterre et aux États-Unis, de même qu'en Allemagne et en Autriche, pays de l'orthodoxie social-démocrate. En Italie, en Espagne, en Hongrie se révèlent plus ou moins vigoureusement des mouvements d'esprit révolutionnaire, dont le type semble bien devoir être recherché en France [1]; ils ont

1. Sur le mouvement ouvrier en France, le « syndicalisme » et ses tendances, nous commençons à posséder toute une littérature, très accessible au lecteur français : les études d'esprit syndicaliste se trouvent dans la revue le *Mouvement socialiste*, le journal hebdomadaire les *Temps nouveaux*, la *Bibliothèque du Mouvement socialiste* (*Syndicalisme et Socialisme*; Pouget, *La Confédération générale du travail*; G. Sorel, *La decomposition du marxisme*; V. Griffuelhes, *l'Action syndicaliste : le Parti socialiste et la Confédération générale du travail*; E. Berth, *les Nouveaux aspects du Socialisme*, broch. in-16, 1908), la *Bibliothèque d'études économiques et syndicalistes* (Paul Delesalle, *la Confédération générale du travail*, *les Deux méthodes du syndicalisme*, broch. in-18, 1907; Pouget, *les Bases du syndicalisme : le Syndicat*, broch. in-18, 1906), le livre ancien de Pelloutier (*Histoire des Bourses du travail*, 1902) et les livres de Georges Sorel (*Essai sur la violence*, 1908; *l'Avenir socialiste des syndicats*, 1901). Comme études soit objectives, soit critiques, on peut citer : Challaye, *Syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire*, F. Alcan, in-16, 1908; Mlle Kristsky, *l'Evolution du syndicalisme en France*, Giard et Brière, in-18, 1908; Mermeix, *le Syndicalisme contre le Socialisme*, Ollendorff, in-16, 1907; De Seilhac, *Syndicats ouvriers, fédérations et bourses du travail*, Lecoffre, in-16, 1902; dans les Revues, la chronique, de M. Jean Bourdeau dans la *Revue politique et parlementaire*; Weill, *le Syndicalisme en France*, *Revue Economique internationale*, janvier 1908, p. 7-41; Turgeon, *l'Esprit syndicaliste*, *Revue d'économie politique*, janvier 1908, p. 81-95; Ed.

tous des caractéristiques analogues : le goût de la violence, la pratique de l'action directe, la méfiance de l'État, le désir de se créer par soi-même des institutions ouvrières spécifiques, destinées à ruiner les institutions bourgeoises actuelles ; ces idées ont attiré au « syndicalisme », puisque c'est ainsi qu'on l'appelle, la sympathie et même le concours d'un certain nombre d'anarchistes ; mais il serait puéril de le confondre avec l'anarchisme, qui n'est pas spécialement ouvrier, mais s'adresse à toutes les classes sociales, qui ne prétend pas établir des institutions nouvelles, mais ruiner les anciennes au profit d'un pur individualisme. Un de ses partisans définit ce jeune « syndicalisme » avec beaucoup de précision dans les termes suivants : « Le syndicalisme est la théorie qui accorde aux organisations professionnelles ouvrières, animées de l'esprit révolutionnaire, une valeur de transformation sociale. C'est un socialisme ouvrier. Par sa conception de la lutte de classe, il s'oppose au pur corporalisme, dont le trade-unionisme anglais fournit le type ; par la prépondérance qu'il donne aux institutions prolétariennes, il se sépare du socialisme parlementaire ; par son souci des créations positives

Villey, *le Syndicalisme*, *Revue d'Economie politique*, décembre 1907, p. 731-736 ; E. Buisson, *le Parti socialiste et les syndicats*, *Cahiers de la Quinzaine*, 3 nov. 1907, 124 pages ; Dagan, *le Syndicalisme en France*, *La Revue*, 15 sept. 1907, p. 153-163 ; les articles de la *Revue Syndicaliste*, dirigée par M. Albert Thomas, dans l'esprit du « Syndicalisme réformiste » ; L. de Seilhac, *le Syndicalisme révolutionnaire et la Confédération générale du travail*, *Le Correspondant*, 25 juin 1908, p. 1258-1282 ; M. Spronk, *l'esprit nouveau des révolutionnaires, M. Georges Sorel*, *Le Correspondant*, 10 janvier 1909, p. 35-65.

et son mépris de l'idéologie, il se différencie de l'anarchisme professionnel[1]. »

C'est ainsi qu'à côté des deux courants anciens, celui des Trades-Unions et celui des marxistes orthodoxes, plus voisins dans la pratique qu'on ne le croirait en songeant à leurs théories, se développe à leur droite un mouvement tantôt chrétien-social, comme en Autriche, en Italie, en Allemagne, en Hongrie, en Espagne, tantôt simplement « bourgeois » d'étiquette conservatrice ou libérale, qui cherche à embrigader dans des organisations syndicales ou coopératives des éléments mêlés : syndicats agricoles français, mouvement coopératiste hongrois, coopératives libérales d'Autriche ou d'Allemagne, etc., sont autant de formes d'une tendance analogue.

A la gauche des anciens groupements, le jeune syndicalisme d'origine française semble plus menaçant pour leur hégémonie, dans les pays où il apparaît comme une réaction du tempérament national contre les influences germaniques. On peut dire qu'il s'est révélé en France et répandu en divers pays à partir de l'année 1900. C'est, semble-t-il, la « question Millerand » qui a été le levain faisant dégager ces idées nouvelles. Il est très curieux de penser que lors de l'entrée au ministère de M. Millerand, chacun se demandait lequel serait dupe : le socialisme qui acceptait le pouvoir ou la bourgeoisie qui l'y invitait ; or,

1. Hubert Lagardelle, *le Syndicalisme*, *Documents du Progrès*, avril 1908, p. 299-309.

la conséquence est tout autre : c'est la création d'un nouveau socialisme. Ce nouveau socialisme a trouvé un appui précieux dans une poussée de sentiments, qui apparaissent depuis quelques années dans les États parlementaires, comme la France et l'Italie, que certains, — comme le leader tchèque, M. Kramarcz, en Autriche — redoutent pour d'autres pays. C'est ce que l'on a appelé le dégoût des politiciens. Ce sentiment s'exprimerait volontiers, en parodiant un mot de M. Forain : que le « parlementarisme » était beau sous l'absolutisme ! Aujourd'hui dans les états démocratiques, il apparait à une portion chaque jour plus grande de l'opinion publique et par suite du monde ouvrier, comme « un arrangement des appétits sous les auspices des avocats politiciens ». C'est par cette expression que le qualifie le « directeur spirituel » du syndicalisme, M. Georges Sorel, dans son livre, *Essai sur la violence;* ses amis ne parlent des socialistes politiques que comme d'un « personnel d'arrivistes à la curée des positions » et un des interprètes du nouveau mouvement ne craint pas d'écrire : « Que peut-il sortir des marchandages, des ruses, des duplicités de la politique vulgaire, sinon un effroyable abaissement des caractères ? Les rivalités des partis ne sont que des courses déchaînées de clientèles avides des prébendes et des sinécures qu'offre la possession de l'État. Bassesse et médiocrité, c'est le lot des démocraties. Il y faut ajouter crédulité et défiance... L'électeur n'apparaît plus que comme une lamentable épave et il reste l'éternel dupé. Le socialisme parlementaire n'était pas l'alchimiste qui pouvait changer

le plomb vil en or pur. Sa pratique démocratique a détruit ses affirmations révolutionnaires [1]. »

C'est ainsi que les mêmes oppositions et les mêmes problèmes se retrouvent dans un certain nombre de grands États. Dans d'autres c'est une question différente qui est sinon la seule, du moins la principale, au premier plan des préoccupations : dans ces pays, à côté du prolétariat industriel existe un très nombreux prolétariat agricole, soit des journaliers, soit même des petits paysans qui ne peuvent vivre sur leurs terres ou y vivent très difficilement et doivent louer leurs bras pour subsister, sinon demeurer dans la misère. La question agraire en Russie, en Hongrie, en Italie, en Espagne est d'une importance capitale ; mais on verra dans les chapitres consacrés à ces pays, combien il est encore difficile de dire de quelle manière elle évoluera et avec elle le monde des travailleurs de la terre.

*
* *

A côté de ces préoccupations d'ordre social, on retrouvera dans les chapitres de ce livre une recherche de psychologie nationale, si l'expression n'est pas trop ambitieuse. C'est, croyons-nous, la conclusion qui sortira avec clarté de cette lecture : il n'y a pas un mouvement socialiste, offrant partout les mêmes aspects, les mêmes conflits, composé partout des mêmes courants de droite, de gauche ou du centre ; si l'on retrouve un fonds commun d'aspirations qui permet

1. *Documents du progrès*, *loco citato*, p. 304.

la création d'une « Internationale », combien divers selon les tempéraments nationaux, les milieux géographiques, les traditions historiques se présentent les groupements ouvriers de chaque pays. Les frontières ne délimitent pas seulement des patries « bourgeoises » ; elles marquent des distinctions profondes entre les partis socialistes.

Avec beaucoup de raison, M. Lagardelle, dans des observations qu'il présentait à propos du socialisme allemand, montrait à quel point tout était changé quand on passait du milieu français de la C.G.T., qu'il connait bien, au milieu allemand de la social-démocratie orthodoxe. Il rattachait le syndicalisme français, comme à sa cause profonde, à notre tempérament national : « En France, disait-il, c'est la bourgeoisie française elle-même qui a poussé le socialisme vers le syndicalisme révolutionnaire. Depuis trente ans, elle prêche aux ouvriers et à tous un pacifisme grossier et peureux ; elle a fini par détruire l'enthousiasme guerrier et patriotique ; mais la flamme qui est l'essence même du caractère français, l'ardeur, l'esprit d'attaque n'ont pas changé ; ils ont été seulement dirigés vers un autre objectif, qui a été la classe bourgeoise et l'ordre de chose actuel ; au lieu de se faire tuer pour sa patrie, l'ouvrier à force d'entendre dire que cela ne valait rien et que la paix devait être maintenue, s'en est désintéressé et s'est passionné pour une autre cause. A bourgeoisie de cette sorte, classe ouvrière de celle que vous savez. » Il aurait pu rappeler que déjà notre tempérament national avait créé le « Blanquisme », conspirateur et rêveur, amoureux des aven-

tures et des révoltes, où se révèle à côté de dissemblances le même esprit révolutionnaire.

Ainsi le mouvement syndicaliste français serait, en son fond, une réaction « nationale » malgré ses idées antimilitaristes, — je ne dis pas antipatriotiques[1]. Si l'on compare à cette constatation les résultats auxquels arrivent les auteurs de chacun des chapitres, on verra que partout le socialisme subit l'empreinte du milieu. Par là à cette question que nous nous sommes posés : observe-t-on que le mouvement ouvrier revêt des aspects particuliers en chaque État ? ces études permettent de répondre très affirmativement. Le monde ouvrier prend partout une physionomie nationale, qui se reflète dans le mouvement socialiste.

*
* *

Enfin notre dernière préoccupation a été d'ordre politique. Nous nous sommes demandés quelle influence

1. Il ne faut pas confondre l'antimilitarisme du mouvement syndical révolutionnaire et l'antipatriotisme de M. Hervé et de ses amis : la revue du syndicalisme révolutionnaire, le *Mouvement socialiste*, a fort nettement marqué la différence des points de vue et de l'esprit : « L'antipatriotisme hervéiste est de source idéologique, dit-elle : l'antimilitarisme ouvrier est de source économique : le premier prend la forme d'un dogme, ayant sa valeur en soi, détaché de toute contingence réelle : le second est inclu dans l'action, y demeure mêlé, n'ayant que l'importance circonstantielle que lui donnent les événements... Il y a un abîme entre cette conception d'un révolutionarisme politique attardé et la féconde énergie des syndicats révolutionnaires. Ceux-ci se révoltent, certes, mais ne rêvent pas de coups de mains. Leur violence est surtout une incessante surveillance d'eux-mêmes et une rupture continuelle du droit bourgeois et du solidarisme démocratique. » (15 décembre 1908, p. 474.)

le socialisme avait sur la politique étrangère des grandes puissances. C'est en nous plaçant à un point de vue de politique générale que nous avons écarté, au moins pour l'instant, des États secondaires, où le mouvement social est en lui-même très digne d'attention, comme la Belgique, la Suisse, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc... Puisque nous recherchons surtout le rôle actuel et la force des classes ouvrières dans le monde, nous devions nous en tenir aux grands États, obligés comme nous l'étions de faire un choix.

Le mouvement socialiste doit aujourd'hui attirer l'attention du diplomate autant que de l'observateur des classes sociales. Du moment qu'il est devenu partout une force, le diplomate doit la mesurer et se rendre compte de la direction où elle tend. Est-ce au bouleversement de l'État ? mais l'avenir de la Russie ou de la Hongrie, par exemple, et leur influence dans le monde en dépendent.

Est-ce que cette puissance, qu'est le socialisme, prône dans tel pays l'antimilitarisme et la grève générale ? l'importance de la réponse se devine et l'étranger a intérêt à être renseigné.

Dans quels États les socialistes ont-ils une politique étrangère active et comment la conçoivent-ils ? un simple exemple montrera la valeur de ces préoccupations : au congrès des socialistes allemands à Essen, en septembre 1907, Kautsky s'écriait : « Le Maroc ne vaut pas la vie d'un seul prolétaire. Si l'on fait la guerre à propos du Maroc, nous devons nous y opposer, même si nous sommes attaqués ! » Qui niera l'intérêt de cette déclaration, si le million d'électeurs des social-

démocrates allemands en partageait l'opinion ? Mais on sait que Kautsky représentait au contraire, à cet égard, la minorité d'opposition avec Karl Liebnecht, Eisner et quelques autres ; ce dernier, sans y songer, montrait bien l'importance nouvelle du socialisme dans la politique internationale, quand il disait à ce même congrès : « Lorsque Noske, au moment où le gouvernement allemand essayait de déchaîner les passions nationales, a mis en avant les sentiments patriotiques de notre parti, cela ne pouvait qu'accroître la tension internationale au lieu de la diminuer... Si notre bourgeoisie peut dire à l'étranger que le prolétariat de son pays se trouve à ses côtés, cela veut dire que le réel danger de guerre a considérablement augmenté. »

Les tendances et les idées des mouvements socialistes ne peuvent donc aujourd'hui être indifférentes à personne. Propagent-ils des conceptions voisines de celles de M. Millerand ou de M. John-Burns ou voisines de celle de M. Hervé ? Font-ils profession de « pacifisme » modéré ou exclusif, de patriotisme limité ou non aux guerres dites défensives ? Condamnent-ils toute expansion coloniale ou admettent-ils, comme M. Vandervelde en Belgique ou M. Van der Kol en Hollande, une politique coloniale du socialisme ? Aucune de ces questions n'est négligeable. Puisque les mouvements ouvriers aspirent à exprimer les sentiments d'une masse, dont l'influence est grandissante, ce que désirent, ce que veulent leurs adhérents, acquiert une valeur internationale ; c'est à ce titre encore que les auteurs de ce livre se sont préoccupés du socialisme à l'étranger.

CHAPITRE PREMIER

ANGLETERRE

Par Jacques BARDOUX
Rédacteur au service étranger du *Journal des Débats*.

Quand on a étudié le mouvement ouvrier anglais, dépouillé brochures et statistiques, noué des relations personnelles avec les chefs et les soldats, écouté leurs conversations et pris part à leurs discussions, on est amené invinciblement à reconnaître que l'histoire des travailleurs de l'industrie, les luttes d'hier comme les victoires d'aujourd'hui, se résument dans un conflit psychologique. Deux tendances contradictoires, — un radicalisme social, — un idéalisme collectiviste, — se sont disputés, se disputent encore, de l'autre côté du détroit, les intelligences et les cœurs.

Leurs victoires successives expliquent le passé, caractérisent le présent, éclairent l'avenir.

Avant d'analyser les manifestations, de déterminer la force de ces deux courants dans l'organisme syndical, dans le *Trade-Unions Congress* d'abord, dans l'organisme politique, dans le *Labour Party* ensuite,

il importe de préciser les caractères, les forces psychologiques, par des exemples concrets.

Allons assister à deux batailles électorales d'où sortirent victorieux, ici, un vétéran, un ouvrier mineur, passé maître dans l'art de diriger les groupements professionnels, là, un enfant, un vagabond, qui sait parler à des âmes frustes et à des imaginations religieuses. Ces deux luttes politiques nous permettront d'opposer l'un à l'autre, le radicalisme social, — ce programme de réformes pratiques, progressivement dressé par une aristocratie syndicale, — l'idéalisme socialiste, — cette aspiration vers un monde nouveau, chère à une plèbe qui souffre.

*
* *

Le comté du Staffordshire est un parc, aux prés verts et aux gris manoirs, que traverse le voyageur, sur la ligne de Birmingham à Manchester, après avoir franchi les canaux fétides et fumants de Wolverhampton, avant d'atteindre les hauts fourneaux de Crewe et de Stoke-on-Trent. La circonscription Nord-Ouest est mi-agricole, mi-industrielle. Quatre cents fabriques de porcelaine, les usines métalliques de Stoke-on-Trent, des mines de charbon disséminent leurs ouvriers dans les bourgs et les villages, dont les grises silhouettes se dessinent sur un horizon de prairies.

Deux candidats sont en présence, un industriel conservateur et un ouvrier radical.

Né dans la région montagneuse du Shropshire, qui sépare l'Angleterre de la principauté de Galles, Albert Stanley commença à piocher, dès l'âge de dix ans, dans les mines de charbon. A dix-huit ans, un accident le rend infirme et boiteux pour le restant de ses jours. Il cesse de travailler pour lui et commence à peiner pour les autres. Les mineurs lui confient le soin de gérer leur syndicat et de défendre leurs intérêts. Depuis vingt-deux ans, il est leur *agent* pour le district de Cannock-Chase. Depuis vingt ans, il remplit les fonctions de secrétaire dans la *Midland Miners Federation*. Depuis dix-neuf ans, il siège au *County Council* et n'a jamais eu de concurrent. Ces témoignages de confiance s'expliquent. A l'âge de dix ans, Albert Stanley prononçait son premier sermon dans une chapelle méthodiste. Depuis, il n'a jamais cessé de s'intéresser aux écoles du dimanche et aux services de son Église. Quand il parle à ses électeurs, il prêche. La mort du dernier député est « un insondable décret de la Providence ». Une victoire protectionniste serait « une chute morale ». Le drapeau de son parti est « une croix, qu'il faut planter sur les sommets ». A. Stanley, dans ce coin du Staffordshire, qui fut un des berceaux du méthodisme, parle aux journaliers agricoles et aux ouvriers mineurs la langue qu'ils connaissent et qu'ils aiment. Ce vétéran blessé à la cuisse, ce prédicateur à la moustache correcte, aux cheveux soignés et à la cravate impeccable, jouit auprès de ses amis, comme auprès de ses adversaires. de la même autorité morale : « Pas un homme, déclare un juge de paix, ardent tory, n'est plus respecté pour

son langage modéré et pour sa valeur morale... *He is a gentleman among working men.* » C'est un gentilhomme ouvrier.

* * *

Quittons le Staffordshire, cette région anglo-saxonne aux têtes solides et aux esprits pratiques. Remontons, d'abord, vers le Nord. Puis franchissons la chaîne Pennine, qui constitue l'ossature de l'île Britannique. Dans une des petites vallées, qui descendent vers la plaine riche, que la cathédrale d'York domine de sa silhouette, vit une population pauvre, qui a emprunté à la celtique Écosse, toute proche par delà le pays des Lacs et le mur de Pictes, un peu de ses rêveries idéalistes.

Il y a quelques années des ouvriers de Colne-Valley, dans le petit bourg de New-Mill, prirent l'habitude de se réunir les soirs d'hiver. Le chant d'une poésie socialiste de W. Morris, la lecture d'un journal hebdomadaire, le commentaire d'une page de Ruskin occupent le temps. Des recrues viennent. Le groupe grandit. On cherche un local. On n'en trouve pas. Chapelles et écoles refusent d'ouvrir leurs portes. La persécution accroît le zèle des néophytes. Ils achètent un moulin en ruines. Il devient le temple de la religion naissante. Des cotisations hebdomadaires permettent de faire venir des conférenciers. L'un d'eux est un étudiant de vingt-trois ans, inscrit au Collège de théologie de l'Université de Manchester. Il trouve les accents

religieux et les rêves idéalistes, qui plaisent aux travailleurs de Colne-Valley. On l'écoute. Il revient. Il s'installe. Et lorsque le très hon. baron sir James Kitson, l'ancien président de la *Fédération nationale libérale*, qui représentait la circonscription depuis 1892, meurt en 1907, les électeurs remplacent le maître de forges, le lord-maire de Leeds, le directeur du *North-Eastern-Railway*, par un ancien casseur de pierres sur les routes d'Angleterre.

Albert-Victor Grayson est cependant un bourgeois. Fils d'honorables commerçants, il a porté le pantalon gris et la veste noire du collégien anglais. C'est un déclassé. A dix ans, fatigué de l'école primaire de Liverpool, il se cache à bord d'un voilier. Le capitaine le découvre, lorsque le bateau a gagné le large. Furieux, il débarque le gamin dans la principauté de Galles, à 448 kilomètres de sa patrie natale. Sans un sou dans la poche ni un ami dans le port, l'enfant doit chercher les moyens de regagner à pied Liverpool. Il mendie sur les routes. Il travaille dans les fermes. Il casse les pierres dans des dépôts de mendicité. Il couche dans les asiles de nuit des *workhouses*. Rentré au logis, il continue son apprentissage, sous la cotte bleue de l'ajusteur-mécanicien, jusqu'au jour, où, repris par une crise d'imagination, il déserte l'atelier comme il a déserté l'école. Le voilier évoquait, dans la pensée du gamin, des rêves de voyages mystérieux. L'Université de Liverpool et celle de Manchester ouvrent à l'apprenti, dont le cerveau bouillonne encore, des horizons lointains. Il se prépare aux fonctions de pasteur unitarien. Mais bientôt les études économiques et

les conférences populaires l'orientent vers un autre apostolat.

Et voici comment cet enfant de vingt-cinq ans. imberbe et timide, au teint pâle et aux yeux bleus de visionnaire, remercie ses électeurs : « La première joie qui naît dans mon âme est celle-ci : notre victoire, qui est une date, a été gagnée sur le terrain du socialisme pur et révolutionnaire. Nous n'avons point cargué nos voiles pour gagner les poltrons. Nous avons proclamé notre socialisme du haut de toutes les estrades. d'où nous avons parlé. Nous avons arraché nos dents de sagesse. Tout ce que j'ai dit au cours de la lutte renaît dans ma pensée. Maintenant que j'ai été nommé, grâce aux efforts, au dévouement, à l'amour, à l'idéalisme du peuple de Colne-Valley, je considérerai comme mon devoir d'être le représentant des vieux et des vieilles, celui de l'enfant qui a faim, le député qui luttera avant tout pour des lois humaines. Je sens que vous m'avez donné le courage d'immoler ma vie sur l'autel du progrès, pour que des réformes soient enfin réalisées. » Et, quelques mois plus tard, à la veille du conflit qui ensanglanta les rues de Belfast, Grayson prononça les premières paroles de haine, le premier appel à la force, qui soient tombées de la bouche d'un *leader* ouvrier, depuis les jours troublés de Trafalgar Square, depuis un quart de siècle.

*
* *

Ces deux victoires électorales symbolisent deux formes différentes de la poussée ouvrière. Milieux,

interprètes et doctrines, se caractérisent par des traits dissemblables. Dans le Staffordshire, un vieux mineur, qui a consacré des semaines à gérer les organisations séculaires de sa corporation et ses dimanches à servir la religion puritaine, développe à des ouvriers disciplinés, dans un langage biblique, un programme modéré de réformes pratiques. Dans le Yorkshire, un déclassé, tour à tour casseur de pierres et apprenti mécanicien, étudiant en théologie et conférencier marxiste, traduit dans les visions de son idéalisme religieux les vagues aspirations, qui troublent une plèbe pauvre, inculte, et inorganisée. Dans le Midland industrieux, un vétéran, parce qu'il a servi des intérêts professionnels et défendu des traditions protestantes, l'emporte sur un concurrent conservateur et va rejoindre le groupe des vingt-six *Liberal-Labour Members*, des vingt-six ouvriers radicaux, qui forment l'avant-garde du parti libéral. A Colne Valley, un enfant, parce qu'il a exprimé des souffrances et évoqué des rêves, triomphe d'un adversaire libéral et va s'asseoir sous la voûte de Westminster, à côté des bancs du *Labour Party*.

Ces deux courants d'opinion, le radicalisme social et l'idéalisme collectiviste, ces deux groupes d'hommes, l'armée compacte et disciplinée des syndiqués, façonnés par les cadres de leurs corporations séculaires, l'avant-garde hétéroclite et agitée, recrutée chez les ouvriers déshérités et les bourgeois déclassés, se retrouvent, aujourd'hui comme hier, dans les organisations professionnelles et électorales des travailleurs d'Outre-Manche.

II

Les temps sont bien changés, depuis le jour où, il y a quarante-deux ans, le premier congrès des Trade-Unions se réunissait à Sheffield. Il ne comptait que 143 délégués. Il ne représentait que 110.000 syndiqués. Il ne disposait, pour couvrir ses dépenses et celles de son bureau permanent, — le *Comité parlementaire,* — que de 50 livres, 1.250 francs. En 1907, ce Parlement réunit 650 membres, groupe 1.693.000 trade-unionistes, dispose d'un revenu de 56.000 francs. Ces quarante-deux sessions successives donnent aux séances de cette assemblée traditionnelle le caractère de rites augustes. La ville, qui est appelée à l'honneur de lui offrir l'hospitalité, se pavoise comme pour un jour de fête locale. La police mobilisée escorte, dans leur procession annuelle, le long cortège des délégués, dont les lourdes bannières, les insignes corporatifs, les tabliers de maçons éveillent la même curiosité respectueuse. Le jour de l'inauguration se pressent, sur l'estrade d'honneur, sans distinction d'opinions, les députés de la région, les mandataires de la municipalité, les représentants des divers cultes. Les principales églises organisent des services solennels. Si un parc célèbre étend jusqu'aux abords de la ville ses pelouses aristocratiques, le propriétaire ne manque pas d'en entr'ouvrir les portes aux délégués de l'élite ouvrière.

*
* *

C'est bien une aristocratie qui s'est réunie, l'année dernière, à Bath, dans cette ville, où quelques vieilles demeures, un hôtel de ville ancien, une ou deux ruelles permettent d'évoquer les souvenirs du xviiie siècle, et de reconstituer le décor d'un roman de Dickens.

Trente-six membres des Communes apportent le prestige de leurs personnalités parlementaires et la gravité de leurs noires redingotes. *Vingt-sept councillors* et *trois aldermen* représentent les municipalités. *Vingt-sept justices of peace* témoignent par leur présence que les travailleurs manuels voient s'ouvrir les portes d'une magistrature, réservée, il y a moins de deux siècles, aux seuls gentilshommes.

Si le maire de Cardiff, un mineur, et le vieux charpentier, sir W. Randal Cremer, avaient été présents, ils eussent rappelé au public que la classe ouvrière compte dès maintenant des chevaliers, en attendant les comtes et les marquis.

Je voudrais pouvoir les évoquer, les silhouettes de ces syndicalistes, qui, formés par les efforts qu'exigent, les responsabilités, qu'imposent la direction de milliers d'hommes et la gestion de plusieurs millions, trouvent dans un radicalisme social l'expression de leurs convictions personnelles et de leurs aspirations ouvrières. Ce vieillard petit, à la moustache pacifique, à l'œil bleu, décoré de la Légion d'honneur, c'est un vétéran de 1848 et un ami de Louis Blanc, sir W. Randal Cre-

mer, l'apôtre de l'arbitrage international. Cet admirable athlète, ce vrai Saxon par la taille et la carrure, le teint et le regard, c'est le coopérateur Vivian. Cette figure militaire, barrée d'une moustache, éclairée d'un regard martial, c'est R. Bell, le mandataire des hommes d'équipe, célèbre pour avoir arrêté la grève des voies ferrées en acceptant une transaction équitable et refusé victorieusement de déserter les rangs du parti libéral.

En effet, 26 syndicalistes élus députés, notamment les 12 représentants des ouvriers mineurs, se refusèrent jusqu'en octobre 1908 à faire partie du *Labour Party*, constituèrent un groupe autonome, qui siégeait sur les bancs radicaux et votait avec la majorité ministérielle.

Mais, dans cette chambre des Lords, au sein du *Congrès des Trade-Unions*, il y a une extrême-gauche, pénétrée de la doctrine marxiste. Elle se recrute dans les rangs des travaillleurs les plus malheureux, des syndicats les plus pauvres : dockers, chauffeurs et gaziers. La personnalité la plus représentative de ce groupe est celle de Will Thorne. Ce géant à la démarche lourde et à l'abord rude, les yeux brûlés par les fours à charbon des usines à gaz, parle une langue fruste où abondent les termes d'argot. Il a bien le droit de représenter les déshérités de la société anglaise. A sept ans, il tourne la roue d'un tisseur de cordes. A huit, il aide sa mère à gagner le pain de quatre orphelins. Quand, à vingt ans, il est mis à l'index pour avoir trop exprimé, dans le Midland, ses souffrances de manœuvre et ses colères de vagabond, il gagne

Londres à pied, avec 2 fr. 50 dans la poche. Chauffeur dans les usines à gaz de West Ham, le quartier le plus pauvre de Londres, il fonde un syndicat, organise la grève, obtient la journée de huit heures. Maire et député, Will Thorne est resté le mandataire des manœuvres et des sans-travail.

Son marxisme intransigeant s'oppose au radicalisme social de la majorité des Trade-Unionistes. Soutenu par un groupe d'amis, Will Thorne a essayé, mais en vain, au Congrès de 1907, de les amener à violer leurs traditions et à modifier leur méthode.

* * *

Il importe de préciser, pour éviter tout malentendu. Les ouvriers syndiqués les plus modérés ne sont point des conservateurs, au sens français du mot, attachés aux lois des économistes orthodoxes. Vers 1892, le congrès des *Trade-Unions* votait un ordre du jour, nettement socialiste dans ses aspirations et par ses formules. L'interventionnisme législatif et le socialisme municipal, par exemple, sont profondément gravés dans les pensées et dans les cœurs. Une conception organique, socialiste de la vie économique, a définitivement remplacé, dans les intelligences ouvrières, cet individualisme libéral, dont l'action se faisait encore sentir dans les délibérations des congrès trade-unionistes d'il y a quinze ans.

Mais cette évolution n'a pas atteint, — et n'atteindra jamais, — le même point chez tous les délégués et dans toutes les professions. Dans le dernier congrès, on

saisit un nouvel effort, tenté par les doctrinaires socialistes, pour rallier à leur certitude idéaliste et à leur attitude intransigeante les radicaux, soucieux de tangibles résultats et enclins aux concessions opportunes.

Par exemple, la motion affirmant que l'antique institution du Sabbat repose sur de grands et permanents principes, qui sont essentiels pour la prospérité de la société humaine, et obligeant le congrès à tout faire pour dissuader de travailler le dimanche, souleva les protestations de l'extrême-gauche. Un socialiste d'Huddersfield s'écria que « les partisans du sabbat » ne voulaient pas un dimanche de repos (*rest*), mais un dimanche de rouille (*rust*) : « ... si vous voulez empêcher l'agitateur socialiste de faire des conférences le dimanche, arrêtez aussi le curé. » La discussion révéla le fossé bien net entre les radicaux, assistants assidus et prédicateurs ardents des chapelles puritaines, et les socialistes, plus ou moins pénétrés de l'indifférence religieuse, qui anime leurs coréligionnaires européens. Ces derniers l'emportèrent par 685.000 contre 649.000 voix. La bataille fut chaude et la majorité faible.

Ce n'est pas davantage, par une victoire indéniable et décisive, au profit des avancés, que s'est terminée la discussion sur la fusion des deux groupes de députés ouvriers, le *Labour Party* et la section radicale. Sans doute, les socialistes ont obtenu qu'au cas où le secrétaire du *Comité parlementaire* du Congrès des Trade-Unions poserait sa candidature, il devrait adhérer au *Labour Party*, mais ils ont échoué dans leurs efforts pour faire mettre à l'index les ouvriers radicaux, les *Liberal Labour Members*. Ils s'opposaient à ce que les

deux groupements se réunissent pour chercher le moyen de se fondre en un seul. Les négociations sont inutiles et criminelles : « Il est impossible, s'écrie Ben Turner, de mêler l'eau et l'huile. » « Que le parti ouvrier travaille avec les socialistes, proclame M. Gould, et laisse de côté les vautours et les chacals du parti libéral. » Cette intransigeance soulève de véhémentes protestations. Le président du *Liberal Labour group*, Enoch Edwards, croit qu'une transaction est possible : les membres des deux sections ne lutteront pas, les uns contre les autres, dans les mêmes circonscriptions. Ces paroles sont acclamées. On va aux urnes. Et le projet d'un concordat, qui sauvegarde l'existence des deux groupements, tout en assurant leur alliance dans certains cas prévus, est adopté, à une écrasante majorité, malgré les clameurs des socialistes.

Cet échec n'est pas le seul qu'ils aient eu à enregistrer.

*
* *

Quand le Congrès a été saisi d'un vœu demandant la suppression de la Chambre des Lords, un conservateur et un socialiste se sont levés pour protester. L'un déclare que, la Pairie étant un rouage nécessaire de l'organisme monarchique, il convient de la réorganiser sans la détruire. L'autre considère que, l'abolition de la Chambre étant « le cri de guerre du parti libéral », les travailleurs doivent se désintéresser de la bataille : ils ont autre chose à faire qu'à préparer les victoires des radicaux. A une écrasante majorité, le Parlement

trade-unioniste a rejeté cette double argumentation et acclamé le programme du parti libéral.

Plus unanime encore a été le vote par lequel il a repoussé la motion, où quelques marxistes réclamaient la suppression des armées permanentes et la création de milices nationales.

C. B. Stanton, un des Celtes gallois, sur lesquels mord l'idéalisme collectiviste, s'écrie : « Quand les dragons et l'infanterie furent envoyés dans le Sud de la principauté de Galles, il y a quelques années, pour obliger le peuple à accepter de fâcheuses conditions de travail, quelques amis qui luttèrent, s'en trouvèrent mal. Si les Gallois avaient été habitués au maniement des armes, s'ils avaient eu des troupes de vrais citoyens, ils auraient pu faire aux soldats un accueil beaucoup plus chaud, et l'issue de la lutte eût été bien différente. » Ces paroles soulevèrent un tel tumulte, que l'unanimité du vote était certain d'avance. Le « cauchemar des milices », pour prendre le mot d'un délégué, fut repoussé.

*
* *

Si l'on veut comprendre la signification exacte de ces échecs socialistes, il convient de relever, dans le rapport du *Comité parlementaire*, dans le discours du président, les éloges décernés aux ministres radicaux pour l'audace de leurs réformes législatives, pour l'accueil fait aux délégations trade-unionistes. Il convient surtout de rappeler la tactique à laquelle le Congrès reste invariablement attaché.

Le programme qu'il dicte au *Comité parlementaire* ne renferme ni idées générales, ni utopies chimériques. Il se borne à énumérer, *par ordre de préférence*, un certain nombre de réformes qui figurent toutes dans la profession de foi du parti radical. Quand, à la suite d'une discussion sur les abus du marchandage (*sweating system*) ou sur la longueur des journées de travail, le Congrès décide de voter un ordre du jour, il ne se borne point à exprimer des colères haineuses ni des espérances utopiques, il indique les projets de loi précis, en l'espèce ceux de A. Henderson et de sir Charles Dilke, qui combattent, avec le plus d'efficacité, les misères dont on se plaint.

Il n'est pas de tactique moins révolutionnaire. Il n'est pas de politique plus parlementaire.

III

Si le *Congrès des Trade-Unions,* avec ses rites traditionnels imposés par quarante-trois années d'existence et respectés par une élite de syndiqués, constitue la Chambre des Lords de la classe ouvrière, le *Labour Party*, qui ne date que de 1900, accepte la collaboration des Bourses du travail et des groupements socialistes, forme la Chambre des Communes.

Elle fut fondée, — et ce fait est important par ce qu'il montre que les ouvriers anglais ne secouent leur indifférence politique et leur atonie conservatrice, que s'ils sont lésés dans leurs intérêts professionnels ou menacés dans leur vie matérielle —, elle fut fondée,

dis-je, à la suite de la campagne de presse et de procès dirigée contre les Trade-Unions, sous le ministère Salisbury-Balfour.

Les ouvriers se levèrent comme un seul homme pour les défendre.

En 1900 la Fédération groupe 41 *Trade-Unions*, 7 *Trades-Councils*, 3 sociétés socialistes. En 1908, elle inscrit 151 syndicats, 92 Bourses du travail, 2 groupements socialistes. En huit ans, le nombre des adhérents est passé de 375.000 à 1.072.000. Elle dispose, pour ses services administratifs, de 25.000 francs de revenus, pour sa caisse parlementaire de 223.000 francs par an. Elle a un secrétaire général et un agent électoral. Elle aura bientôt son journal quotidien. Elle groupe sous sa bannière 31 députés, qui, assis sur les bancs de l'opposition, dirigés par leurs *whips*, constituent, en face des libéraux, à côté des conservateurs et des Irlandais, un parti indépendant.

*
* *

Chaque année, le *Labour Party* convoque ses adhérents à un Congrès, dont les séances orageuses contrastent étrangement avec les assises correctes du *Trade-Unions Congress*. Dans la Chambre des Communes, comme dans la Chambre des Lords ouvrière, il est possible de discerner deux groupes différents. Dans l'une la minorité intransigeante des délégués, envoyés par les syndicats d'origine récente et aux ressources médiocres, lutte contre la majorité modérée, fournie par les trade-unionistes de vieille souche. Dans

l'autre, un noyau de doctrinaires, qui de bonne heure ont perdu contact avec les intérêts professionnels, pour se consacrer à la propagande des idées par la plume et par la parole, se heurte à la prudence instinctive et à la modération voulue des travailleurs, formés par le labeur, mûris par le tact qu'exige le maniement des rouages syndicaux. Dans les deux sections du Parlement ouvrier, les idéalistes, recrutés dans deux milieux différents, se heurtent au bloc homogène des utilitaires.

Évoquons quelques-unes de ces silhouettes, mi-bourgeoises, mi-ouvrières de doctrinaires socialistes. Philip Snowden est un écrivain réputé et un conférencier écouté. Il n'a jamais travaillé dans une usine. Il remplissait des fonctions modestes dans l'administration des finances, lorsqu'un accident de bicyclette l'obligea à prendre sa retraite. Il occupe les loisirs de sa convalescence à lire et à méditer. Il se découvre la vocation de socialiste. Sans doute Keir Hardie a travaillé dans les mines du Lancashire jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans. Mais depuis lors il n'a cessé de vivre de sa plume. Il suffit de le regarder pour deviner qu'il est un apôtre idéaliste. Au-dessous du front, barré de larges rides, sous les sourcils touffus, le regard brille inflexible. Les lèvres sont masquées par une moustache hirsute. Les traits du visage sont voilés par une barbe en broussaille. Cette physionomie exprime une certitude religieuse et une rigueur farouche. Les indignations d'une conscience blessée ont laissé leur empreinte indélébile. C'est la joie de lutter, la certitude de vaincre, qui se lisent sur le visage de J. Ramsay Macdonald,

encadré de cheveux prématurément blanchis, éclairé de deux yeux bruns, barré d'une moustache militaire. Certes, l'existence de ce fils de pêcheurs et de paysans a été singulièrement tourmentée. A deux reprises, il faillit mourir de faim. Tour à tour instituteur, employé et secrétaire, il n'a jamais connu la paix et le repos, la sécurité du lendemain, jusqu'au jour où la diffusion des idées socialistes et l'organisation du *Labour Party* sont venues ouvrir un débouché à son activité et une porte à son ambition.

Mais malgré ces victoires difficiles et cette existence douloureuse, ni J. Ramsay Macdonald, ni Keir Hardie, ni Snowden ne sont, à proprement parler, des travailleurs manuels. Ils sont au nombre de ces ouvriers d'occasion, dont J. Burns disait, avec une méprisante colère, qu'ils n'ont « ni dirigé un syndicat, ni organisé une grève, ni géré une municipalité ».

Ce n'est point là un reproche qu'on saurait adresser à la majorité du *Labour Party*. Son président est un jeune mouleur de fer de trente-cinq ans, à l'œil intelligent et au visage expressif, Henderson, que sa finesse diplomatique et son sens pratique désignèrent pour servir d'arbitre entre les maîtres de forges de Newcastle et leurs ouvriers. Le vice-président, David Shackleton, un géant à l'accueil plein de rondeur et au visage d'une honnête bonhomie, est entré, à l'âge de neuf ans, dans les tissages de coton. Il ne les a quittés que pour diriger le syndicat, puis la Fédération des tisseurs, enfin, le Congrès des Trade-Unions. Will Crooks, ce maire de Poplar, dont la figure joviale est une des silhouettes les plus populaires de Londres, est

un tonnelier. C. Duncan est un ajusteur-mécanicien. J. T. Macpherson, un fondeur d'acier.

Il faut s'arrêter : il faudrait nommer 99 p. 100 des membres du *Labour Party*. Il est, avant tout, l'œuvre, la filiale des *Trade-Unions*. Elles fournissent l'argent. Elles contrôlent le bureau. Le parti ouvrier anglais est un syndicat politique d'intérêts professionnels.

*
* *

Il n'en est pas moins tiraillé, — lui aussi —, tout comme le Congrès des *Trade-Unions*, entre deux courants. L'un, dominé par la préoccupation d'assurer des réformes successives et pratiques, — retraites ouvrières, législation sur les maisons insalubres, — pousse les élus du parti à coopérer, discrètement, avec la majorité ministérielle. L'autre, déterminé par le devoir de réaliser, le plus tôt possible, un idéal social, amène un petit groupe à flétrir, avec une égale énergie, libéraux et conservateurs, et à déposer, sur le bureau des Communes, des propositions révolutionnaires : nationalisation immédiate des voies ferrées et fluviales, établissement immédiat de la journée de huit heures. C'est surtout l'emploi de cet adjectif qui distingue les socialistes des radicaux. Les socialistes sont des radicaux pressés. Les radicaux sont des socialistes patients.

Au Congrès tenu, à Hull, au mois de janvier 1908, le conflit entre ces deux tendances et ces deux groupes a revêtu une importance particulière.

Le mardi, les marxistes, V. Grayson, le député de Colne Valley, Harry Quelch, un agitateur professionnel,

tentent un premier assaut. Ils veulent obtenir du Congrès qu'il inscrive dans les statuts du Parti « que ses efforts tendent en dernier lieu à obtenir pour les travailleurs tout le profit de leur labeur, en culbutant l'organisation capitaliste, fondée sur la concurrence, et en lui substituant un système, qui assurerait à la collectivité la propriété et le contrôle de toutes les sources de vie ». Après l'intervention de syndicalistes, comme A. Henderson, le *leader* du *Labour Party*, la motion est rejetée par 951.000 voix contre 79.000. Elle l'avait été l'année précédente par 835.000 contre 98.000.

Les marxistes ne s'avouent pas battus : ils reviennent à l'assaut. Le mercredi, ils déposent une seconde motion : « L'heure est venue, où le parti ouvrier devrait avoir pour objectif précis la socialisation des moyens de produire, distribuer et échanger la richesse. » La veille, il s'agissait d'une profession de foi électorale ; aujourd'hui, il s'agit d'une déclaration de principes théoriques. Cette distinctien accroît les chances des marxistes. Les délégués ne sont plus retenus par leur sens politique. Ils peuvent donner libre cours à leurs rancunes et à leurs espérences, sans craindre les répercussions immédiates. David Shackleton comprend l'habileté de la manœuvre. Il bondit à la tribune. Il supplie les auditeurs de ne pas se contredire. Il leur rappelle qu'ils n'ont derrière eux qu'un million de syndiqués sur deux. Il leur démontre la nécessité d'être prudents. Grâce à l'abstention d'un certain nombre de membres, la motion est votée par 514.000 voix contre 469.000.

Des trépignements d'enthousiasme s'élèvent sur les

bancs de l'extrême-gauche. V. Grayson entonne le *The Red Flag*, la carmagnole d'outre-Manche. A quelques jours de là, dans un discours prononcé à West-Ham, il salue cette victoire, s'écrie que le *Labour Party* s'est définitivement « lié au socialisme ». Dans un style différent, dans une lettre au *Times*, le doyen des marxistes anglais, Hyndman, exprimait la même joie et formulait les mêmes espérances.

Cet enthousiasme était-il complètement sincère ? Cette satisfaction n'avait-elle rien d'artificiel? Ce vote était-il absolument décisif? Il est permis d'en douter.

*
* *

Quelques mois auparavant, en juin 1907, Hyndman m'exprimait son découragement : « Le socialisme collectiviste a échoué ici. Les 25 députés ouvriers inscrits aux groupes radicaux rejettent l'épithète socialiste. Les 31 membres du *Labour Party* ne valent pas mieux. Ils rêvent tous d'imiter l'évolution de J. Burns, de devenir ministres dans un cabinet radical. Il n'y a qu'un socialiste dans leurs crangs, 'est Will. Thorne », et, ajouterons-nous, V. Grayson.

Comme un journaliste se plaignait devant Will. Crooks de la gravité du vote : « Qu'avez-vous à grogner? On a déjà accepté des motions semblables », répond-il, tandis qu'un autre délégué déclare, que ce n'est là « qu'une opinion pieuse, qui n'engage à rien et ne compromet nullement le parti ». Le fait est que le *Labour Party* avait déjà été saisi, dans ses congrès annuels, d'ordres du jour exprimant la sympathie des travail-

leurs pour l'idéal collectiviste. En 1901, il est repoussé à mains levées. En 1902, il n'est rejeté que par 295.000 contre 291.000 voix. En 1904, la majorité reste aussi faible : 413 délégués triomphent avec peine des 300 marxistes. En 1905 et en 1906, ils l'emportent à mains levées. Le vote de 1908 n'est donc pas, — quoiqu'on en ait dit, — un fait nouveau.

D'ailleurs, son importance est réduite, non seulement par le fait qu'il a été précédé d'un scrutin en sens contraire et n'a que la portée d'un vœu théorique, mais surtout parce qu'il a été suivi de toute une série d'échecs socialistes.

C'est une victoire radicale, que le rejet de l'amendement par lequel les collectivistes voulaient introduire dans un ordre du jour modéré sur la nécessité de lutter législativement et administrativement contre le chômage, une déclaration par laquelle on reconnaissait que seule la nationalisation pouvait supprimer la misère. C'est encore un échec socialiste, que le rejet, à mains levées, du programme général : nationalisation de la terre et des mines, des voies ferrées et fluviales ; journée de huit heures ; etc., auquel Will. Thorne voulait définitivement lier le *Labour Party*.

Non. La politique des solutions absolues n'est pas à la veille de l'emporter sur celle des transactions opportunes. La méthode intransigeante des idéalistes n'est pas sur le point de triompher de l'art de sérier les questions. Les résultats pratiques ne seront pas encore sacrifiés aux idées abstraites.

*
* *

Réuni à la veille de la session parlementaire, le bureau du *Labour Party* a désigné, pour remplacer comme leader le doctrinaire Keir Hardie, un modéré, A. Henderson, celui-là même, qui, par deux fois, lors du Congrès, avait tenu tête à l'extrême-gauche. Puis, lorsqu'il s'est agi de dresser le plan du travail parlementaire, le Comité exécutif a bien eu soin de laisser la responsabilité des projets de loi révolutionnaires, — établissement immédiat de la journée de huit heures, nationalisation de la terre, etc., — à leurs auteurs, et de ne donner l'estampille du parti qu'à des propositions, qui figurent toutes sur le programme radical.

Allez d'ailleurs à Victoria Street. Entrez dans les bureaux du *Labour Party*. Il est, comme il convient pour un syndicat peu fortuné, logé dans un appartement modeste. Les plus vastes sont occupés par des sociétés plus florissantes. De haut en bas ce ne sont qu'*offices*. Les prospectus traînent partout. Les machines à écrire résonnent dans tous les coins. Dans cette gigantesque maison... d'affaires, le *Labour Party* n'est point déplacé. Il est, lui aussi, un organisme utilitaire, préoccupé d'assurer à ses adhérents des résultats tangibles. Vous chercherez en vain sur les murs des salles, où travaillent le Secrétaire général et deux employés, des devises flamboyantes et des programmes truculents. Les violences haineuses comme les idées générales sont soigneusement bannies. Cela ne paie pas, pour prendre l'expression anglaise. Ce

sont, dirions-nous, des gestes inutiles. Une affiche électorale est accrochée sur la porte. Des feuilles de propagande traînent sur la table. Lisez-les. Ici, on énumère les réformes obtenues depuis 1906, depuis deux ans ; et l'on invite les travailleurs à donner leurs voix au candidat désigné. Là, on expose les moyens pratiques d'organiser les retraites ouvrières ou d'enrayer le chômage. Nulle part, le lecteur ne trouve des promesses irréalisables ou des programmes utopiques. Le *Labour Party* série les questions et procède par étapes.

IV

Il importe de terminer, par une conclusion, ce coup d'œil jeté sur le monde ouvrier d'outre-Manche, sur ses organisations actuelles, sur ses tendances récentes.

Le mouvement auquel nous assistons n'est qu'un point dans une évolution qui commence, en 1882, avec la propagation des ouvrages de H. George, et qui n'est point close. Dans cette période, qui constitue un chapitre distinct de l'histoire des classes ouvrières, il est déjà possible de discerner plusieurs périodes. De 1882 à 1892, le socialisme européen est importé outre-Manche, et sous son influence, les Trade-Unions renouvellent leur doctrine, rajeunissent leur cadre, étendent leur action. De 1892 à 1900, sous l'action du milieu anglais, le marxisme se transforme. Le matérialisme historique est abandonné. Le dogme de la lutte des

classes est rejeté. Un idéalisme religieux absorbe une minorité, tandis que la majorité trouve dans un radicalisme social l'expression de ses aspirations pacifiques. Les atteintes portées à l'action syndicale par une campagne de presse et de procès rapprochent ces deux courants : ils s'allient pour fonder le *Labour Party*.

Avec l'entrée en scène de ce nouvel organisme commence un nouveau stade de l'évolution ouvrière. A l'invasion socialiste, à la réaction radicale succède l'action parlementaire. L'éternel conflit entre les idéalistes et les utilitaires va reprendre dans une forme différente. Les 31 membres du *Labour Party*, renforcés depuis le mois d'octobre 1908 par 22 — sur 25 — des *Liberal Labour Members*, trouvent en face d'eux une centaine de radicaux, qui, à des degrés différents, partagent leurs convictions pacifistes et acceptent leur programme social. Un dilemme se pose : il faut assimiler ou être assimilé. Ce n'est pas seulement l'avenir du parti ouvrier qui est en jeu, c'est celui du peuple anglais. Si, docile aux conseils de quelques idéalistes, le *Labour Party* maintient une indépendance rigide, il peut, en se portant tour à tour du côté des protectionnistes ou des libéraux, suivre l'exemple des ouvriers d'Australie et rendre la stabilité gouvernementale impossible. Si, cédant aux désirs des modérés, dont la majorité est aujourd'hui singulièrement accrue par l'ahésion des *Liberal Labour Members*, le *Labour Party* signe avec les radicaux des alliances électorales, il peut constituer, comme en Nouvelle-Zélande, un bloc progressiste,

dont l'autorité serait toute puissante et l'audace inquiétante. Que dis-je, ce n'est pas seulement l'avenir de l'Angleterre qui est en jeu, c'est aussi celui du monde. Car de quel poids pèserait, sur la diplomatie britannique, un parti ouvrier de cent voix, appuyé par les radicaux et les Irlandais, tous également hostiles aux aventures militaires et aux armements maritimes?

Cette incertitude ne tardera pas à être résolue. Ce sera le secret des élections générales de 1910 ou 1909.

*
* *

Il est certain, en tous cas, que les travailleurs manuels y joueront un rôle capital. Une indéniable agitation se manifeste dans la masse ouvrière. Les prodromes de la crise industrielle et les progrès d'un chômage chronique en accroissent l'intensité.

A Birmingham, à Manchester, à Sunderland, des cortèges de sans-travail sont entrés en conflit avec la police et le sang a coulé. Un bataillon de chômeurs s'est mis en marche, à travers le Midland, pour gagner Windsor. Ils veulent demander au Roi, — c'est là un signe du temps, — de leur concéder une partie de son Parc, pour y construire des chaumières et y créer des exploitations. L'administration forestière a déclaré qu'il n'y avait plus de fermes disponibles et Edouard VII est allé respirer l'air de mer à Brighton. Les chômeurs, après avoir exposé leurs doléances aux collégiens d'Eton, sont partis pour Brighton. Ils traînent dans une petite charrette leur *leader*, qui, pour forcer l'attention et réveiller la pitié, refuse de manger tant que ses

camarades n'auront point trouvé des emplois : il se laisse tout doucement mourir de faim. La plèbe souffre et se plaint. — L'élite s'organise et lutte. La hausse du coût de la vie l'irrite. Elle exige des accroissements ; elle s'oppose aux réductions des salaires. Une transaction a évité à l'Angleterre la grève des chemins de fer. Une nouvelle intervention de Lloyd-George, le fils adoptif d'un savetier gallois, qui gérait le portefeuille du commerce, n'a pu empêcher le chômage des constructions navales : 201.000 syndiqués, disposant de 32.943.000 francs de réserves, ont déserté les chantiers. Un *lock out* a entraîné, hier encore, l'arrêt de l'industrie du coton.

Sous l'influence de cette agitation, les sociétés de propagande socialiste ont vu grossir le nombre de leurs adhérents. L'*Independent Labour Party* et la *Fabian Society* annoncent que leur effectif, stationnaire de 1901 à 1904, est passé de 14.000 en 1905, à 16.000 en 1906, 20.000 en 1907 et 22.260 en 1908. L'Association marxiste, qui, à plusieurs reprises, avait failli disparaître, retrouve des membres et de l'argent. Elle songe à poser 12 candidatures aux prochaines élections générales.

* * *

Nous assistons, à n'en point douter, à une reprise de la poussée ouvrière, déterminée par les souffrances qu'ont fait naître la hausse des denrées alimentaires et l'imminence d'une crise commerciale, et par les espérances qu'ont provoquées les récents succès des can-

didatures syndicales. Mais il importe de ne point se méprendre sur la portée du courant. Il sera endigué, dirigé et contenu par l'action des traditions sociales, politiques et morales, qui caractérisent la vie du peuple anglais.

La société britannique est la plus hiérarchisée qu'il y ait en Europe, parce qu'il y a chez tout Anglais un aristocrate qui s'ignore. « L'amour insatiable pour les différences de castes, qui, en Angleterre comme dans les Indes, dévore tous les cœurs, écrivait R. Cobden, n'est pas confiné à telle couche de la vie sociale, mais s'étend à tous les degrés depuis le plus élevé jusqu'au plus bas. » Et R. Cobden racontait l'histoire d'un ramoneur, qui s'opposait au mariage de sa fille avec le fils d'un marchand de pommes de terre frites : « C'est un parfait galant homme ; mais il est d'origine trop modeste. » Ces traditions aristocratiques exercent sur la poussée ouvrière une double action conservatrice. D'une part, elles créent un fossé entre l'élite des professionnels et la plèbe des manœuvres, recrutée chez les immigrés ruraux ou étrangers, qui n'ont ni le cadre de la corporation, ni la discipline du syndicat, ni le bulletin de vote, pour les éduquer et les façonner. D'autre part, elles accroissent, aux yeux de l'oligarchie trade-unioniste, le prestige des mandats et l'attrait du pouvoir.

Un certain snobisme facilite les évolutions et adoucit les amertumes. Ce n'est point impunément que les députés ouvriers respectent les rites parlementaires, prononcent les serments consacrés, exécutent les révérences prescrites, signent des parchemins avec des

plumes d'oie, sous l'œil de personnages en perruque, vêtus de soutanes noires, éclairés par la pâle lueur qui tombe de vitraux gothiques. Ils comprennent mieux l'origine séculaire des formes politiques. Ils sentent davantage l'importance de leur entrée dans cette demeure historique. Ce n'est point impunément qu'ils voient s'ouvrir l'accès des fêtes impériales, les portes du Capitole ministériel. Leurs ardeurs se calment. Leur respect grandit. Lorsque le Roi invita à son garden-party les membres du *Labour Party*, les doctrinaires socialistes s'écrièrent : « Nous ne saurions assister à cette fête monarchique sans violer tous nos principes. » — « Évidemment », répondirent les ouvriers. Et ils prirent le train pour Windsor. Lorsqu'au mois d'octobre 1908, A. V. Grayson prononça, à l'occasion des manifestations de sans-travail, des discours révolutionnaires, injuria le cabinet, se fit expulser, ces gestes à la française soulevèrent la réprobation unanime du *Labour Party*.

Le contact de la monarchie, l'attrait du pouvoir, la vie du Parlement atténuent les différences et calment les colères, préparent les évolutions et facilitent les adaptations.

Sous l'action des traditions sociales, l'aristocratie ouvrière, séparée de la plèbe inorganisée, tend à devenir une des assises de l'édifice hiérarchisé, un des cadres de ce peuple discipliné. Les traditions politiques facilitent cette lente adaptation. Depuis des siècles les rouages parlementaires fonctionnent, les victoires électorales alternent. La liberté politique est dans le sang du peuple anglais. L'ouvrier éduqué est, au même

degré que les membres des autres classes, un parlementaire instinctif. Il ne comprendrait pas que les conflits sociaux violent certains usages et revêtent certaines formes. Au mois de juin 1907, j'interrogeais des ouvriers nettement socialistes, élèves de Ruskin College, à Oxford, sur leurs convictions : « Êtes-vous partisan d'une révolution sociale ? — Mais oui. — Vous voulez donc descendre dans la rue ? — Non. C'est bon pour des Français. — Mais alors ? — Nous voulons une révolution sociale, exécutée par le Parlement, imposée par la loi. » Si une révolution parlementaire et légale est l'idéal des plus violents, quel sera celui des modérés ? Les classes moyennes ont revendiqué les droits politiques pour servir leurs intérêts matériels. Elles ont modifié l'organisation administrative et imposé le libre-échange, sans dresser des barricades ni répandre le sang. L'aristocratie ouvrière entend agir de même. Elle demandera à la loi de diminuer son travail et d'assainir son logement. Les victoires électorales permettront de réaliser ce programme d'une façon moins dangereuse et plus définitive que les coups de fusil. Des siècles de vie parlementaire et de politique utilitaire, le culte historique des intérêts matériels, l'horreur instinctive des idées théoriques, faciliteront la solution pacifique du problème ouvrier.

L'action conservatrice de ces traditions politiques et sociales concorde avec l'influence des traditions morales et sportives.

*
* *

Ouvrez les journaux du 17 janvier 1908, et vous y

verrez que le *leader* du *Labour Party,* Henderson, a présidé à Bradford un meeting de Wesleyens, proclamé l'existence d'un réveil puritain dans les masses ouvrières, affirmé l'identité des aspirations socialistes et du sentiment chrétien. Allez au collège ouvrier d'Oxford, un dimanche matin, et vous verrez 60 p. 100 des étudiants partir à onze heures pour aller prêcher dans les diverses chapelles protestantes. Consultez les archives de cette jeune institution. Feuilletez les réponses, faites par les élèves des classes de correspondance, à cette phrase du questionnaire : « Quel but donnez-vous au travail de votre vie ? » Toutes trahissent une aspiration vers un idéal moral. Un tisseur du Lancashire écrit : « Je désire faire ce que je dois ; agir bien ; et je suis tout prêt à recevoir de fermes conseils. » Un garçon épicier : « Je crois à un idéal. A supposer qu'il ne soit jamais réalisé, je finirai mieux que si j'avais vécu ma vie sans but. » Les traditions protestantes, qui datent du réveil méthodiste du XVIIIe siècle, sont toujours vivaces. Elles ont pétri l'âme ouvrière. Elles lui ont donné un équilibre moral, — suprême garantie contre les impulsions violentes, — que seule la misère peut briser.

Le travailleur d'élite, quand l'usine ne chôme pas, trouve dans les traditions de sa vie religieuse, dans les rites de sa vie syndicale, la satisfaction de ses besoins moraux, dans les parties de football et de cricket, la satisfaction de ses besoins physiques. Le travail de l'atelier, auquel il est habitué par une longue hérédité, n'épuise point ses forces, entretenues par des repos fréquents et une nourriture substantielle. Il peut en

dépenser dans les *sports*. Qu'il soit acteur ou spectateur, ces émotions lui font oublier, pour un temps, les injustices sociales. Les victoires d'un club aristocratique le réconcilient, passagèrement, avec les classes dirigeantes.

Et si le problème ouvrier se résoud, en Angleterre, progressivement et pacifiquement, comme en Australie, cet avènement paisible des travailleurs manuels, venu après celui des classes moyennes, s'expliquera par des causes multiples, par l'indifférence à l'égalité absolue et le respect des traditions sociales, par des siècles de vie parlementaire et le sens des intérêts matériels, par le culte de la conscience morale et le goût des batailles sportives. La noblesse des chapelles puritaines et les violences du foot-ball auront été des agents de paix sociale, au même titre que la splendeur des cortèges qui se déroulent dans la métropole impériale, et la lumière de la Tour, qui, depuis des siècles annonce au peuple de Londres que le Parlement travaille, sur les bords de la rivière aux eaux cuivrées, à côté des tombes de ses héros, endormis sous les dalles de Westminster.

CHAPITRE II

ALLEMAGNE

Par Gaston ISAMBERT

L'Allemagne est, à l'heure actuelle, le pays de l'Europe dans lequel la tendance naturelle de la classe ouvrière à réclamer des améliorations économiques a pris le développement le plus considérable ; et c'est surtout en Allemagne que cette tendance s'est précisée et organisée en un « socialisme », c'est-à-dire en un vaste mouvement de revendications avec des chefs, une hiérarchie, une discipline, une propagande méthodique.

Pour quelles raisons un socialisme si puissamment organisé s'est-il ainsi développé en Allemagne ? Suivant nous, pour deux principales raisons. Les Allemands modernes ont un goût prononcé pour les recherches scientifiques, aussi bien au point de vue sociologique qu'au point de vue des sciences abstraites et naturelles ; en Allemagne, les questions les plus pratiques et les plus courantes se transforment fréquemment en objets d'études scientifiques : les rapports

économiques et sociaux entre les diverses classes de la nation ne devaient pas échapper à cette tendance. L'Allemand a de plus une disposition naturelle à fonder des associations, à organiser des groupements ; tandis que le Latin a plutôt une formation d'esprit individualiste, le Germain a plutôt une formation d'esprit associationniste : l'ouvrier allemand est donc porté, pour discuter et pour lutter, à former des groupes, des *Vereine*, et son esprit formaliste, assez « fonctionnariste », le pousse à donner à ces groupes une organisation très serrée, très méthodique.

Le socialisme allemand a, pendant une vingtaine d'années, exercé une sorte d'hégémonie sur le monde ouvrier européen : si cette hégémonie est aujourd'hui un peu sapée par des éléments plus audacieux qui se sont formés notamment dans les pays latins, l'influence exercée par le socialisme de l'Allemagne sur celui des autres pays reste considérable.

Le mouvement ouvrier allemand se partage en deux vastes organisations, le parti social-démocrate, qui est une organisation à forme et à tendances politiques, et le syndicalisme qui est une organisation économique.

I

Examinons brièvement comment s'est constitué le parti social-démocrate.

La première grande association ouvrière allemande est celle que Lassalle organisa en 1863, l'*Association générale des ouvriers allemands*. Après la mort de

Lassalle, des dissensions se produisirent au sein de l'association : le socialisme de Lassalle était une sorte de socialisme d'état, de socialisme nationaliste : Marx, Engels, Liebknecht, imbus d'un esprit révolutionnaire et internationaliste, se séparèrent de l'association. Tandis que Marx fondait, en 1868, l'*Association internationale des Travailleurs*, Liebknecht et Auguste Bebel fondaient en 1869, au Congrès d'Eisenach, le *Parti ouvrier social-démocrate*, qui se réclamait des doctrines de Marx[1].

La rivalité entre Lassalliens et Marxistes continua pendant plusieurs années ; puis une fusion s'opéra entre les deux partis, en 1875, au Congrès de Gotha : ce fut en réalité une victoire des Marxistes et une sorte d'absorption des Lassalliens par le parti social-démocrate.

Bismark ayant fait voter, en 1878, par le Reichstag, la fameuse loi d'exception connue sous le nom de « loi des socialistes », le parti social-démocrate subit un recul passager ; mais la persécution exalta l'esprit de dévouement à la cause chez beaucoup d'ouvriers, et en 1890, quand la loi d'exception vint à expiration, le parti prit un essor considérable.

Il s'organisa et détermina son programme aux congrès de Halle (1890) et d'Erfurt (1891). Les décisions du Congrès d'Erfurt forment en quelque sorte la grande charte du parti : certaines idées lassalliennes sont définitivement abandonnées au profit des idées

1. Voir *La Démocratie socialiste allemande*, par Edgard Milhaud, Paris, Félix Alcan, 1903.

marxistes : d'autre part, les camarades à tendance anarchiste, les « Jeunes », qui avaient voulu lutter contre la direction des Bebel, des Auer, etc., sont obligés de quitter le parti.

Dès 1891, nous voyons apparaître un personnage intéressant, M. de Vollmar ; c'est un ancien officier, resté estropié depuis la guerre de 1870, bien éduqué, à tendances catholiques, un « rassasié », disent ses rivaux, très influent à l'heure actuelle en Bavière. Vollmar exposa sa conception d'un socialisme réformiste et non révolutionnaire, attendant tout du temps et de l'évolution sociale progressive : il demandait qu'on poursuivît des réformes partielles, prochainement réalisables et non point une transformation utopique ou catastrophique de la Société. Bebel, à Erfurt, répondit vigoureusement à Vollmar ; il soutint que la modération de celui-ci conduirait le parti à la dégénérescence et refroidirait l'enthousiasme nécessaire pour obtenir le succès final.

La tendance réformiste et opportuniste qui avait trouvé en Vollmar un orateur énergique, trouva un théoricien éclairé dans la personne d'Edouard Bernstein. Celui-ci s'attaqua non seulement à la tactique de Liebknecht et de Bebel, mais aux théories mêmes de Karl Marx. Ce fut surtout en 1899, au Congrès de Hanovre, que le parti discuta les théories de Bernstein. On admit partiellement sa critique de la théorie marxiste sur la conception matérialiste de l'histoire, mais, sur les autres points, Bernstein n'eut autour de lui qu'une minorité : la majorité ne manifesta aucune confiance dans le caractère socialiste que Bernstein

reconnaissait aux syndicats, aux sociétés coopératives, aux lois de protection, d'assurance ouvrière, et maintint énergiquement le dogme de la conquête des pouvoirs et de l'expropriation.

Le mouvement réformiste dont Bernstein est le chef n'a pas abouti à un schisme dans le parti. Fait digne d'attention, car il est caractéristique de la forme disciplinée de l'esprit allemand. D'une part, il y a eu blâme des idées de Bernstein, notamment à Lübeck en 1901, mais il n'a pas été exclu du parti : d'autre part, chez Bernstein, il y a eu protestation contre la motion de Lübeck; mais il n'y a pas eu révolte ouverte.

Ces divergences doctrinales ou pratiques n'ont pas empêché la social-démocratie de faire des progrès considérables. Le chiffre des voix obtenues par les candidats du parti au Reichstag est significatif ; en 1893, ils obtenaient 1.786.000 voix ; en 1898, 2.107.000 voix ; en 1903, 3.023.000 voix ; en 1907, 3.258.000 voix. Le chiffre des députés socialistes au Reichstag qui s'est élevé en 1903 à 81, a, il est vrai, reculé en 1907 à 43. Nous examinerons plus loin les causes de cet échec qui, tout en modérant les progrès du parti, n'est cependant pas, suivant nous, un signe de dégénérescence.

Les grandes lignes de l'organisation actuelle du parti, telle qu'elle a été réglée par les congrès de Halle et d'Erfurt, et légèrement modifiée aux congrès de Mayence (1900) et d'Iéna (1906), sont les suivantes.

A la base de l'organisation nous trouvons des

Unions social-démocrates formées dans chaque circonscription électorale et composées des adhérents socialistes payant une cotisation. Ces unions nomment des présidents (dénommés jusqu'en 1906 « personnes de confiance »); ce sont les agents, les représentants de l'Union locale, chargés de la tenir en rapport direct avec le Comité directeur du parti. — Le deuxième organisme est formé par le *Comité directeur* et une *Commission de Contrôle.* Le Comité directeur, composé de six membres, constitue le pouvoir exécutif du parti : il unifie l'action, il centralise les cotisations (le parti a de 4 à 500.000 cotisants), il dirige le journal officiel du parti, le *Vorwærts* [1]. — Le troisième organisme est le Congrès annuel, c'est l'organe souverain du parti : il est composé de délégués, nommés au nombre de un, deux ou trois par chaque union locale. Les députés socialistes au Reichstag sont responsables de leurs discours et de leurs votes devant le Congrès. Le parti règle, après l'audition de rapports spéciaux, quelle doit être l'attitude du parti dans certaines questions d'un intérêt actuel.

A côté de ces organes officiels du parti, il y en a une quantité d'autres, officieux et accessoires, qui s'occupent avec une activité intense de la propagande. Ce sont d'abord des groupements politiques extrêmement nombreux, principalement des cercles électoraux ; des sociétés de toutes sortes, d'instruction, de jeux divers, sociétés chorales et de musique, restaurations, etc. — Puis il y a la littérature socialiste ;

1. Le *Vorwærts* a plus de 50.000 abonnés.

on compte 78 journaux socialistes dont les abonnés sont au nombre de 800 à 900.000 : la plupart de ces journaux donnent, à côté des articles de polémique, des articles d'étude sérieux et documentés ; le parti a deux revues, la *Neue Zeit*, qui a pour directeur Kautsky et qui représente des idées avancées, et les *Sozialistische Monatshefte*, revue qui tend à devenir l'organe des réformistes. Citons encore la *Kommunale Praxis*, organe du socialisme municipal, et la *Gleichheit*, journal féministe ouvrier, dirigé par Clara Zetkin [1]. — Le parti a organisé à Berlin, en 1906, une école socialiste de perfectionnement pour la formation des rédacteurs et secrétaires du parti. — Enfin un des plus importants moyens de propagande de la social-démocratie, ce sont les réunions publiques et les meetings organisés soit avant les élections, soit pour protester contre un projet de loi, contre une mesure prise par le gouvernement : ces réunions se terminent parfois par des manifestations dans les rues : c'est ainsi que cette année même, en janvier, lors de la discussion de la loi électorale au Landtag prussien, des bagarres sanglantes ont eu lieu à Berlin.

Telle est l'organisation du parti. Son principal chef

1. Un mouvement féministe ouvrier assez important, organisé par des « personnes de confiance » du sexe féminin, dans les diverses parties de l'Allemagne, dirigé par Clara Zetkin et Rosa Luxembourg, s'est manifesté en ces dernières années. Ce mouvement est distinct du mouvement féministe bourgeois, les ouvrières se rendant compte que les bourgeoises ne réclament une égalité de droits vis-à-vis des hommes qu'au sein de la classe bourgeoise et seraient peut-être portées à se retourner contre les prolétariennes, au cas d'un conflit de classes. Les femmes socialistes ont tenu récemment un Congrès à Nürembreg.

est Bebel. Auguste Bebel est né à Cologne en 1840 : il a donc environ soixante-huit ans. Il commença par voyager en qualité d'ouvrier tourneur, puis il s'établit à Leipzig où Liebknecht l'initia à la doctrine socialiste. Il conquit rapidement une place prépondérante dans le parti par son talent oratoire et par son ardeur de propagandiste. C'est un orateur clair et hardi, exprimant sa pensée en vigoureuses formules : c'est lui qui a dit il y a quelques années : « Nous voulons en politique la république, en économie le socialisme, en religion l'athéisme. » Son éloquence est un peu sauvage, souvent ironique. On dit que Bismark ne pouvait l'entendre parler sans un vif énervement et quittait la salle des séances quand Bebel montait à la tribune. C'est plutôt un tribun qu'un écrivain. Cependant il a écrit quelques brochures et un livre : *la Femme et le Socialisme*, publié à Zurich en 1883. Au physique, c'est un homme frêle, petit, mais dont la figure intelligente respire l'énergie. Il a le front découvert et porte, comme beaucoup d'Allemands, les cheveux rejetés en arrière. Sa probité est connue et sa vie considérée comme irréprochable. Depuis quelque temps il paraît moins actif, moins vigoureux ; sa fougue oratoire s'est calmée ; il semble que chez lui l'âge commence à se faire sentir et à lui rendre plus pénibles les amertumes de la polémique.

A côté de Bebel nous trouvons Singer, qui est le millionnaire du parti, mais qui n'en est pas le plus modéré. C'est le leader de la fraction socialiste au Reichstag. Paul Singer est né à Berlin en 1844 ; il est d'origine israélite. Il a commencé par être employé de

commerce, puis il a fondé une maison de confection dans laquelle il a fait fortune. Il entra dans le parti en 1880 et lui apporta une aide pécuniaire très importante. Il contribua puissamment à la fondation du journal officiel du parti, le *Vorværts,* ainsi que de l'imprimerie et de la librairie qui y sont attachées. Plusieurs journaux, plusieurs maisons d'édition du parti portent la rubrique : « Paul Singer et Cie ». Député de Berlin depuis nombre d'années, Singer passe pour être un habile tacticien parlementaire. Il a été souvent choisi comme président dans différents congrès soit allemands, soit internationaux. Il porte la moustache et les favoris à la mode berlinoise : il a plutôt la figure d'un banquier que celle d'un tribun.

Karl Kautsky est né à Prague en 1854. Il a adhéré au parti vers 1879. De 1880 à 1882, il a dirigé avec Bernstein à Zurich le journal le *Sozialdemokrat*, qui était à cette époque le journal officiel du parti. En 1883, il a fondé à Stuttgart avec le concours de Dietz, de Braun et de Liebknecht la revue socialiste *Neue Zeit* qu'il dirige encore. Son influence à Erfurt, en 1891, au Congrès organisateur du parti, a été très grande. Il a publié de nombreux ouvrages, tels que : *Le parlementarisme, la législation directe par le peuple et le socialisme* (1893), *La question agraire* (1897), etc. C'est un des membres les plus influents de la social-démocratie.

Edouard Bernstein dont nous avons déjà parlé, est né à Berlin en 1850. Il a dirigé pendant longtemps la *Neue Zeit* avec Kautsky. En 1900, il s'est séparé de Kautsky et a fondé une revue plus modérée, les *Sozialistische Monatshefte*. Il a vécu pendant plusieurs

années à Londres et n'est rentré en Allemagne qu'en 1901. Bernstein n'a pas été réélu au Reichstag lors des dernières élections de 1907. Il a publié entre autres ouvrages : *Socialisme théorique et socialisme pratique* (1899) ; *Histoire et théorie du socialisme* (1901), etc.

Parmi les modérés nous pouvons encore citer Vollmar et Schippel. Le vieux Liebknecht, le fidèle disciple de Marx, l'infatigable propagandiste, est mort en 1900 : son fils, Karl Liebknecht, n'a pas l'influence qu'avait son père : c'est un violent et un antimilitariste.

Tous ces hommes jouissent d'une grande popularité dans les milieux ouvriers : la plupart ont été ou sont députés au Reichstag.

Quelles sont, en dehors de leurs revendications économiques qui se rattachent presque toutes au marxisme et qu'il serait trop long d'énumérer dans ce rapide exposé, les tendances des social-démocrates par rapport à quelques grandes questions d'un intérêt actuel, telles que l'antimilitarisme, la question religieuse, la question agraire, la politique commerciale, la collaboration parlementaire avec les classes bourgeoises ?

Par principe et par tradition, le parti socialiste est opposé à toute guerre offensive. Dans les discussions sur le budget de la guerre ou sur les accroissements de l'armée et de la flotte, le parti vote régulièrement contre ce budget et ces accroissements : en cette matière son principe bien connu est : « Pas un homme, pas un liard. » Mais ce n'est là qu'un principe : et si l'on

passait en revue les opinions émises depuis 1890 par les chefs du parti, on verrait que ces opinions sont souvent singulièrement hésitantes et que les social-démocrates sont assez portés à ne point trop gêner en cette matière l'action du Gouvernement.

Sur la question des armements, en 1897, à Hambourg, Max Schippel s'exprime ainsi : « Nous n'avons pas accordé les soldats, mais enfin ils sont là. Pour les propositions de milices et la suppression des armées permanentes, il n'y a pas de majorité et il n'y a pas à en espérer dans un avenir prochain. Devons-nous, parce que les partis bourgeois ne font pas à ce point de vue notre volonté, exposer les ouvriers allemands, comme pour les punir, au danger de payer de leur sang l'inintelligence de nos adversaires ? Ce serait agir d'une manière insensée... On ne peut pourtant pas donner à nos soldats de mauvais fusils, de mauvais canons !... »

Quant à la grève militaire proposée dès 1891 au Congrès de Bruxelles, par l'anarchiste hollandais Domela Nieuwenhuis, elle fut nettement repoussée par Liebknecht et les représentants de l'Allemagne.

Cette propension à se défier de l'antimilitarisme s'est encore accentuée au cours de ces dernières années, depuis que l' « hervéisme » sévit dans quelques milieux français, et l'on peut constater à l'heure actuelle chez les socialistes d'Outre-Rhin, une évolution assez prononcée vers un vague patriotisme, conscient ou inconscient, mais réel.

Au dernier congrès socialiste allemand qui s'est tenu à Essen en 1907, la gauche du parti demanda

compte à certains députés de leur attitude dans la discussion du budget de la guerre, et reprocha au député Noske d'avoir terminé son discours par ces mots : « Nous devons désirer que l'Allemagne reste puissamment armée. » Bebel soutint vigoureusement Noske et obtint une majorité écrasante. Kautsky essaya bien de dire : « Le Maroc ne vaut pas la vie d'un seul prolétaire. Si l'on fait la guerre à propos du Maroc, nous devrons nous y opposer, même si nous sommes attaqués. » Mais ces paroles ne furent approuvées que par un nombre très restreint de délégués.

Et n'oublions pas que, par suite de la très forte discipline du parti, les idées exprimées par Bebel et approuvées par la majorité des délégués du Congrès d'Essen, sont répandues et imposées dans toute la social-démocratie ouvrière.

Notons que le *Manuel du Parti*, édité en 1906, contient ceci : « Aucun membre du parti ne met en doute que, dans une guerre, tous les soldats de l'armée allemande, sans aucune différence de rang, feront leur devoir ».

Les publications antimilitaristes sont assez rares en Allemagne, et le Gouvernement les poursuit avec la plus grande sévérité. Karl Liebknecht a été traduit devant le tribunal d'empire de Leipzig pour la publication d'une brochure intitulée : *Militarisme et antimilitarisme, au point de vue spécial du mouvement international parmi la jeunesse*. Bien que ce factum fût beaucoup plus modéré que les publications « hervéistes » (Liebknecht repousse la grève militaire, l'insurrection et la désertion, il veut rester sur le

terrain légal et se défend de faire de la propagande dans les casernes, en un mot il avoue l'antimilitarisme, mais repousse l'antipatriotisme), Liebknecht fut condamné à un an et demi de détention dans une forteresse.

Pour conclure sur cette importante question, nous croyons que non seulement le soldat, le bourgeois, mais que l'ouvrier allemand lui-même est encore aujourd'hui imprégné de cet instinct puissant qui existe au fond du cœur de la plupart des hommes, à savoir, l'attachement à la terre natale, aux traditions, à la langue, tout ce qu'on appelle de ce mot à la fois vague et précis, le patriotisme. Et il est très probable qu'en cas de conflit international, les socialistes allemands prendraient sans hésitation leurs fusils et marcheraient aux frontières.

Si nous considérons maintenant la question religieuse, nous devons constater que le programme d'Erfurt a déclaré la religion chose privée, a réclamé la suppression du budget des cultes et la laïcité de l'école. Il est certain que les préférences du socialisme allemand vont à la libre-pensée, que la plupart des ouvriers socialistes ne pratiquent aucune religion, ni protestante, ni catholique. Mais nous ne pouvons dire que ces ouvriers soient d'une manière générale antireligieux : ils sont plutôt *areligieux*, indifférents. Ils ont une autre foi qui n'est ni métaphysique, ni théologique, ils ont la foi sociale.

Un certain nombre d'entre eux, entre autres Bebel, sont anticléricaux et voudraient notamment soustraire

l'école à l'influence de la religion protestante : mais la tendance dominante est plutôt un esprit de tolérance et il n'y a pas longtemps que le parti a accueilli dans ses rangs deux pasteurs, MM. Gœhre et Blumhardt.

En ce qui concerne la question agraire, le parti est divisé. D'une part il devrait s'intéresser aux ouvriers agricoles qui sont des prolétaires comme les ouvriers des villes : d'autre part, doit-il s'intéresser aux paysans, petits ou moyens propriétaires? Le petit paysan n'est pas fortuné, n'est pas heureux dans l'état de choses actuel : il pourrait être un allié précieux dans la lutte électorale pour la conquête des pouvoirs : mais le paysan n'est-il pas un propriétaire privé et individualiste, un possesseur d'instruments de travail, très défiant à l'égard de la socialisation du sol et des projets collectivistes? La question est délicate.

Les socialistes de la Bavière (pays de petite propriété foncière) se sont préoccupés de cette question agraire : ils ont formulé à un congrès bavarois tenu à Ratisbonne en 1892, un programme agraire dans lequel ils assimilaient le petit paysan au prolétaire ouvrier et proposaient d'étudier un certain nombre de grandes réformes, telles que l'étatisation des hypothèques et du crédit agricole, avec réduction du taux de l'intérêt, l'étatisation des assurances agricoles, etc. Naturellement, ces mesures devraient être prises de telle façon que les intérêts des ouvriers agricoles ne fussent pas lésés au profit de l'intérêt des paysans petits propriétaires, et de façon que les intérêts généraux de la masse de la population, notamment de la

classe ouvrière industrielle, ne fussent pas lésés au profit de l'agriculture.

Au Congrès de Francfort, en 1894, on entendit les arguments de deux partisans du programme agraire, Vollmar et Bruno Schœnlank, et on nomma une commission de 15 membres pour étudier la question. Cette commission fut favorable au programme bavarois, mais elle fut vivement attaquée par Kautsky dans une série d'articles de la *Neue Zeit*, et, lorsque la discussion officielle sur cette question eut lieu au Congrès de Breslau (1895), Kautsky eut derrière lui un parti important. 158 voix contre 53 repoussèrent le programme de la Commission, considérant que la social-démocratie ne devait pas chercher à protéger toutes les classes exploitées par le capital, mais la classe ouvrière seulement.

La question agraire n'a plus été discutée depuis le Congrès de Breslau. Elle a donné lieu cependant à quelques publications intéressantes ; citons notamment : la *Question agraire*, de Kautsky, dans laquelle il reprend les objections présentées dans la *Neue Zeit*, en les modifiant un peu, et *Socialisme et Agriculture*, d'Edouard David, ancien membre de la Commission agraire, partisan de la petite exploitation et des coopératives de travailleurs agricoles.

A l'heure actuelle, il n'y a en Allemagne aucune fusion, au point de vue des revendications sociales entre la classe paysanne et la classe ouvrière. « L'homme des champs, écrit M. G. Blondel, surtout en Allemagne, est pesant et routinier. » Il n'est donc pas porté aux manifestations socialistes. Il peut y avoir

alliance, au moment des élections, entre les prolétaires agricoles et les ouvriers, mais il n'y a pas encore de groupements socialistes agraires comme il y en a en Italie.

En matière commerciale, les social-démocrates sont libre-échangistes et anti-protectionnistes. Cependant, on retrouve encore sur cette question des différences entre les avancés et les opportunistes. Au Congrès de Stuttgart, en 1898, le réformiste Schippel demanda qu'on laissât aux députés la latitude de ne pas s'opposer à certaines mesures de protection. Kautsky défendit le libre-échange. Il soutint que l'industrie allemande pouvait se passer de protection douanière et s'efforça de démontrer que le protectionnisme entraînait la formation de syndicats de capitalistes, la création de monopoles, que les droits protecteurs rendaient la vie plus chère et constituaient de véritables impôts indirects. Auer et Vollmar soutinrent Schippel. Bebel proposa un amendement à l'ordre du jour de Kautsky, amendement ainsi conçu : « Considérant que l'industrie allemande, *en général*, est assez développée pour pouvoir se passer de droits protecteurs. » L'ordre du jour libre-échangiste du Kautsky fut voté, mais avec l'amendement Bebel qui permettait dans des cas exceptionnels de se départir d'une intransigeance absolue.

En ce qui concerne la collaboration parlementaire des socialistes avec les classes bourgeoises, au sein du Reichstag où des Landtags des différents États, on

peut remarquer que cette collaboration, d'abord extrêmement restreinte, a été sans cesse en croissant.

En 1867, les élus socialistes se tenaient à l'écart des travaux parlementaires et se contentaient de lire, de temps en temps, des protestations contre la politique du Gouvernement. Dès 1868, ils s'écartèrent de cette règle et commencèrent à déposer certains projets de loi. En 1869, malgré les protestations de Liebknecht, Bebel accepta de faire partie, dans l'intérêt des ouvriers, d'une commission chargée d'étudier un projet de Code industriel. Et Liebknecht se rallia lui-même plus tard à cette tactique, beaucoup plus utile aux intérêts de la classe ouvrière, que l'attitude de protestation stérile.

Le groupe parlementaire socialiste participa peu à peu d'une manière suivie aux discussions des lois, surtout des lois ouvrières. Naturellement, cette participation est plutôt négative que positive : les élus socialistes interviennent rarement pour soutenir un projet de loi : c'est surtout pour combattre les propositions gouvernementales qu'ils montent à la tribune : mais ils proposent des amendements, ou bien ils se rallient parfois à la proposition qui présente le moins de dangers pour la classe ouvrière. Ils forment au Reichstag une fraction qui constitue un élément important de l'opposition et un facteur non négligeable de l'évolution parlementaire de l'Allemagne.

Considérant que ce rôle parlementaire a une utilité pour les progrès de la cause, les socialistes sont amenés à faire tous leurs efforts pour faire pénétrer les leurs dans les diverses assemblées de l'empire. Ils en

arrivent même à conclure des alliances électorales avec certains partis bourgeois démocratiques soit pour faire passer leurs propres candidats, soit pour amener, au second tour de scrutin, l'élection d'un candidat non socialiste ayant des tendances plus démocratiques que celles de son adversaire.

C'est ainsi que les socialistes sont parvenus à avoir des représentants dans une quinzaine de Landtags. Le royaume de Saxe, dans le parlement duquel ils étaient, en 1896, au nombre de 15, a modifié sa loi électorale : depuis cette réforme, pas un socialiste n'a pu être élu au Landtag saxon.

Les socialistes viennent, sur ce terrain électoral, de remporter une victoire considérable. Jusqu'à cette année, ils n'avaient pu pénétrer dans le Landtag prussien, le vieux système des trois classes (renouvelé de Servius Tullius, disent les ironistes) leur étant défavorable. Les élections devaient avoir lieu le 3 juin 1908. Dans les semaines précédentes, les socialistes menèrent une campagne des plus vigoureuses. Très mécontents de l'attitude qu'avaient eue les libéraux au mois de janvier sur la question du suffrage universel, ils déclarèrent qu'ils n'admettraient le report des voix socialistes sur les candidats libéraux que dans deux cas : 1° dans les circonscriptions où l'on n'élit qu'un député, si le candidat libéral s'engageait par écrit à défendre au Landtag le suffrage universel ; 2° dans les circonscriptions où l'on nomme plusieurs députés, si le parti libéral se déclarait prêt à céder un siège aux social-démocrates. Sinon ils s'abstiendraient. Bernstein déclara dans une réunion que la formation d'un bloc

de gauche, comme cela avait eu lieu en France, était peut-être désirable, mais probablement impossible.

La journée du 3 juin fut caractérisée par un succès éclatant des socialistes. Ils firent entrer 6 des leurs au Landtag. Quatre circonscriptions de Berlin, une de Hanovre et celle de Rixdorf-Schœneberg (dans la banlieue berlinoise) avaient élu des socialistes. Beaucoup d'électeurs s'étaient détournés du parti libéral, lui reprochant, depuis qu'il était entré dans le « bloc » gouvernemental, d'avoir perdu son indépendance et ses tendances réformatrices.

Le 16 juin eurent lieu les élections du deuxième degré. Les socialistes firent élire à Berlin un septième candidat, bien que les voix conservatrices se fussent presque toutes portées sur le candidat libéral.

Les socialistes suivent la même tactique dans les élections municipales que dans les élections législatives. Mais s'ils forment des alliances avec les autres partis, il s'en établit aussi contre eux. C'est ce qui a eu lieu et ce qui a causé leur défaite l'été dernier aux élections municipales d'Alsace-Lorraine. Les partis bourgeois, aussi bien indigènes qu'immigrés, se sont coalisés contre eux, et ils n'ont pu faire passer aucun candidat ni à Strasbourg, ni dans la banlieue strasbourgeoise, ni à Colmar, ni à Mulhouse.

Cette collaboration parlementaire des socialistes avec les partis bourgeois soulève actuellement une très grosse controverse qui menace de provoquer une scission entre socialistes du Sud et socialistes du Nord, entre socialistes réformistes et socialistes intransi-

geants, et de rompre l'unité du parti. Il s'agit du vote du budget par les élus socialistes au sein d'un Landtag. Doivent-ils refuser systématiquement ce vote, ou peuvent-ils l'accorder? Est-ce une question de principe ou une question de tactique?

La question s'était déjà posée en 1894 et en 1901. Les socialistes bavarois ayant voté en 1894 la loi de finances présentée devant le Landtag de Bavière, la question vint en discussion au congrès du parti tenu cette année-là à Francfort-sur-le-Mein. Des votes émis furent contradictoires et ne donnèrent pas de sanction aux débats; il résultait cependant de l'esprit même de la discussion que la majorité, d'une part ne considérait pas le vote du budget comme une question de tactique, mais bien comme une question de principe; qu'il fallait en principe refuser le vote du budget; d'autre part, que ce principe n'était pas inflexible et pourrait à la rigueur admettre quelques exceptions.

En 1901, ce furent les socialistes badois qui votèrent le budget et ce fut le Congrès de Lübeck qui eut à examiner la question controversée. Bebel proposa une motion qui fut votée après une vive discussion. La règle posée, c'était le refus du budget : le vote du budget ne pouvait avoir lieu que pour des raisons de force majeure, résultant de situations particulières. Par exemple les socialistes pourraient voter un budget si, placés en face de deux budgets, l'un d'eux leur semblait plus favorable que l'autre à la classe ouvrière, ou si, ayant la majorité dans un État, ils proposaient eux-mêmes le budget.

Cette année même, en 1908, cette question se pré-

senta à nouveau. Les budgets bavarois et badois renfermant des améliorations au sujet des traitements des instituteurs et des ouvriers de l'État, les socialistes de Bavière et de Bade votèrent ces budgets. Les socialistes wurtembergeois ayant suivi l'exemple des Badois et des Bavarois, le Comité directeur s'émut de cette violation des principes, anathématisa les socialistes du Sud et résolut de porter encore une fois cette question devant le Congrès du parti.

En réalité, il ne s'agissait pas seulement de la question du vote du budget, il s'agissait de la lutte sans cesse renaissante entre l'esprit marxiste pur, radical, intransigeant, dominant surtout dans le Nord de l'Allemagne, et l'esprit réformiste, revisionniste, dominant dans le Sud. Les sudistes réclamaient d'autant plus instamment le droit de voter le budget, chaque fois que l'intérêt du parti pouvait y trouver un bénéfice, que, les Landtags du Sud étant plus libéraux que ceux du Nord[1], ils pouvaient avoir plus de chances que les nordistes d'y voir triompher quelques-unes de leurs revendications.

Le différend prit une acuité extrême. Le Comité directeur avait mobilisé toutes ses forces pour que la Prusse et la Saxe envoyassent au Congrès le plus grand nombre possible de délégués : il avait conseillé de donner aux délégués un mandat déterminé, ne laissant à ceux-ci qu'une liberté très restreinte. Les Bavarois, de leur côté, las de la dictature du Comité directeur, avaient

1. Dans les Chambres du Sud, beaucoup de députés sont élus au suffrage universel.

menacé de créer un schisme et de ne pas aller au Congrès. Même dans le Nord, quelques sections (dans le Brandebourg et à Lübeck) avaient protesté contre le mandat impératif.

Le Congrès de Nüremberg s'ouvrit le 13 septembre dernier sous la présidence de Singer. « Jamais Congrès ne fut si mouvementé, si dramatique, dit M. Kritchewsky[1]. Depuis le Congrès de Gotha en 1875, c'était la première fois que le spectre de la scission apparaissait en plein Congrès devant les députés terrifiés. » Le parti réformiste se dressait devant les radicaux avec une force, une vitalité insoupçonnée, réclamant sa part dans la direction du parti. Et certains radicaux eux-mêmes trouvaient l'intransigeance du Comité exagérée. Que le refus du budget fût une utile manifestation de protestation, un acte de propagande lors de la formation du parti, lors de l'établissement de la foi nouvelle, une quinzaine d'années auparavant, d'accord. Mais maintenant que les socialistes visaient des buts pratiques, faisaient surtout de la politique d'amélioration sociale[2], pourquoi risquer par un acte d'entêtement maladroit de perdre des bénéfices tangibles? Dans la résolution de Lübeck, n'avait-on pas déjà introduit des exceptions? Et l'on remarquait que les syndicalistes, qui sont en contact direct avec les

1. Voir l'article de M. Kritchewsky, *La rébellion réformiste de Nüremberg*, dans le *Mouvement socialiste* du 15 octobre 1908.

2. Bebel a reconnu, le 26 février 1907, « qu'on ne pouvait dire que les propositions de la social-démocratie au Reichstag fussent dirigées contre l'ordre politique et social existant, mais au contraire qu'elles cherchaient à améliorer cet ordre de choses ».

milieux ouvriers et qui en connaissent bien les tendances, penchaient pour la thèse sudiste.

La motion préparatoire du Comité directeur portait « qu'un vote du budget devait être interprété comme un vote de confiance à l'égard du gouvernement, qu'il fallait donc refuser cette marque aux gouvernements actuels, considérés comme hostiles ».

Bebel avait été chargé de défendre la motion. Il n'avait pas sa verve coutumière. Le tribun semblait las, un peu mélancolique : son discours fut modéré. « On allait sans doute, dit-il, émettre 50 millions d'impôts nouveaux, dont une partie accablerait les ouvriers : était-il possible de voter des budgets approuvant de tels impôts? Les sudistes prétendaient que le refus systématique de voter le budget nuisait au parti devant la masse des électeurs : mais les Badois n'avaient-ils pas obtenu leurs plus grands succès électoraux quand ils refusaient le vote du budget? »

Le délégué bavarois Thiem, après s'être indigné des injures dont le *Vorwaerts* accablait les sudistes, examina chapitre par chapitre le budget bavarois voté et signala les améliorations dues à l'intervention des socialistes. Le peuple ne comprendrait pas que l'obtention de réformes partielles mais réelles fût écartée. Il est facile aux socialistes saxons qui n'ont plus de représentant dans leur Landtag, ou aux socialistes prussiens qui ne sont que 7, de se montrer si fermement attachés aux principes. Mais les fractions parlementaires socialistes sont importantes dans le Sud et peuvent obtenir des résultats pratiques.

M. Brohme chercha une transaction : en cas de

motif important et urgent, les Comités des États pourraient en référer au Comité directeur et obtenir de lui une autorisation passagère et exceptionnelle. Sa proposition fut repoussée. Et Kautsky, reprenant la thèse du Nord avec sa vigueur accoutumée, souleva une tempête et obligea le président à lever la séance.

Après des querelles d'une vivacité extrême, le vote eut lieu. La motion du Nord, qui maintenait la décision de Lübeck, fut votée par 258 voix contre 189.

Mais, après la proclamation du vote, Steglitz déclara, au nom de 66 délégués du Sud, qu'ils reconnaissaient au Congrès le droit de décider en dernier ressort dans les questions de principes ou de tactique qui concernaient tout l'Empire, mais que, dans les États particuliers, c'était l'organisation socialiste de l'État qui était compétente, devait diriger la politique à suivre par le groupe de l'État et notamment décider en ce qui concernait le vote du budget.

Il y a là une indication très grave pour l'avenir de l'unité socialiste en Allemagne. Les revisionnistes ou réformistes ont manifesté avec une énergie que les fractions modérées des différents partis de gauche ou de droite montrent rarement. L'intransigeance des marxistes révolutionnaires a été mise en échec. On a remarqué que Legien, le chef si influent du syndicalisme allemand, sans s'allier nettement aux sudistes, avait voté pour la motion transactionnelle.

II

Dans les syndicats, c'est-à-dire dans la deuxième grande organisation du prolétariat allemand, nous sommes en présence non plus d'une tendance politique des ouvriers à créer une société nouvelle, mais d'une tendance économique de ces ouvriers à obtenir des patrons des améliorations pratiques dans les conditions du travail, au sein de la société actuelle. Et cette tendance aboutit (au contraire de ce qui se passe en France) à des actes moins violents, moins subversifs que la tendance politique.

On peut distinguer trois sortes de syndicats, les syndicats qu'on pourrait appeler « à tendance marxiste » et qui sont de beaucoup les plus nombreux, les syndicats libéraux, les syndicats chrétiens.

C'est vers 1865 que les ouvriers allemands cherchèrent à organiser des groupements professionnels à l'imitation des *trade unions* anglaises. Fritsche fonda à cette époque un syndicat des ouvriers du tabac[1]. En 1868, M. de Schweitzer, qui avait succédé à Lassalle à la tête de l'*Association générale des ouvriers,* réunit un congrès de délégués ouvriers à Berlin : 206 délégués, représentant 142.000 travailleurs, prirent part à ce congrès. Schweitzer y présenta un plan de division de la classe ouvrière allemande en 32 groupements ayant chacun un syndicat ou *Gewerkschaft :* de tous ces

1. Voir *Du mouvement syndical ouvrier dans l'industrie allemande,* par André Dupin, Paris, 1902.

groupes il formait une confédération de syndicats, un *Gewerkschaftsbund*, ayant, pour le représenter, un comité permanent. Tout cela était un peu théorique, car il ne se forma guère alors qu'une dizaine de syndicats.

Vers la même époque, à la suite du Congrès tenu à Nüremberg par les sociétés d'éducation ouvrière, d'autres syndicats furent formés, non plus par un initiateur comme Schweitzer, mais par les ouvriers eux-mêmes. Tandis que les doctrines lassalliennes dominaient dans les syndicats Schweitzer, les tendances marxistes dominèrent dans les syndicats fondés par les ouvriers.

Ces deux groupes de syndicats fusionnèrent en 1875, en même temps que les partis politiques lassalliens et marxistes se réconciliaient. Les syndicats furent frappés comme les socialdémocrates par la loi de 1878 : mais, quand cette loi cessa d'être en vigueur, en 1890, ils se reformèrent avec une vitalité extraordinaire. En 1890 ces syndicats marxistes comptaient 350.000 adhérents : aujourd'hui ils en comptent 1.880.000.

Vers 1890, une question importante se posa. La plupart des États allemands interdisaient alors les coalitions de groupements politiques. Si donc on voulait centraliser les syndicats, en former de vastes fédérations nationales, il fallait leur enlever tout caractère politique : si l'on voulait leur conserver un caractère politique, il fallait renoncer aux fédérations. Les partisans de la première méthode s'intitulèrent *centralistes*, les partisans de l'indépendance locale et de l'action politique, *localistes*. Le Congrès des syndicats tenu à

Halberstadt en 1892 trancha la question en faveur des centralistes.

L'organisation des syndicats à tendance marxiste peut se résumer ainsi. A la base se place le groupe local, le *Zweigverein* ou *Zahlstelle*, ouvert aux ouvriers de tout âge et de tout sexe, sans qu'aucune adhésion aux principes socialistes soit exigée d'eux. L'ouvrier paye un petit droit d'entrée et une cotisation hebdomadaire. Des assemblées se tiennent en moyenne tous les mois : ce sont elles qui nomment le bureau, élu pour un an. Le Zweigverein recouvre les cotisations et distribue les secours.

La réunion de tous les groupes locaux d'une même industrie ou d'une même branche d'industrie constitue le *Centralverband* ou la *Gewerkschaft* : c'est le syndicat proprement dit. La Gewerkschaft se manifeste par des Congrès réunis tous les deux ou trois ans, ou dans des circonstances exceptionnelles, et par l'existence d'un Bureau central établi dans une des villes où la Gewerkschaft compte le plus d'adhérents. C'est de l'activité et de l'énergie du Bureau central que dépendent la vitalité et le développement du syndicat.

Enfin, depuis 1890, les syndicats à tendance marxiste ont organisé une Union générale des syndicats qui se manifeste par des Congrès généraux, réunis tous les trois ou quatre ans (le dernier a eu lieu à Hambourg en 1908), et par l'existence d'une Commission générale nommée par les Congrès. Cette Commission a longtemps siégé à Hambourg, elle siège maintenant à Berlin : elle comprend sept membres : son président, Carl Legien, est un des personnages les plus influents

du socialisme allemand. Cette Commission publie un *Correspondenzblatt*, journal hebdomadaire qui donne des renseignements sur l'ensemble des mouvements syndicalistes.

La situation juridique des syndicats est assez instable. Il n'y a pas, en Allemagne, de loi rappelant notre loi française de 1884 sur les associations professionnelles. Les ouvriers ont bien le droit de coalition depuis 1869, mais, pour l'organisation de leurs associations, ils sont placés sous le droit commun. Leurs réunions sont le plus souvent à la merci des commissaires de police qui peuvent les interdire sous un prétexte quelconque. Ils n'ont pas de personnalité juridique et sont très gênés dans la gestion de leurs intérêts financiers.

On prépare au Reichstag une loi sur les syndicats depuis plusieurs années. Un grand nombre de députés libéraux et centristes sont favorables à une législation assez libérale en cette matière, mais ils rencontrent parmi les conservateurs des adversaires redoutables, tels que le baron de Stumm-Halberg, directeur des forges de Sarrebrück.

A côté des syndicats, on a formé des *cartels* de syndicats, institution qui rappelle nos bourses de travail françaises. Le cartel de syndicats est la réunion de plusieurs syndicats d'industries différentes d'une même ville ; c'est donc l'unité de lieu et non l'unité professionnelle qui est la base de ces cartels. Ils constituent une puissance redoutable en cas de grève, et surtout en cas de tendance à la grève générale, principalement dans les grandes villes, à Berlin, Ham-

bourg, Leipzig. Ils n'ont cependant pas toute la force des bourses de travail françaises : en Allemagne, c'est le syndicat qui est la puissance type.

Depuis la loi de 1899 qui autorise les coalitions de groupements politiques, les syndicats localistes n'ont guère leur raison d'être : ils se sont maintenus cependant en gardant une tendance très révolutionnaire : c'est chez eux que fleurit l'*anarcho-sozialismus*, de formation récente, dont le Dr Friedeberg est le principal représentant. On pourrait rapprocher l'esprit de ces localistes de celui des membres les plus militants de la Confédération française du Travail.

Les localistes sont peu nombreux, une quinzaine de mille environ (13.000 en 1906, 20.000 en 1907), répartis en une trentaine d'organisations : mais ils s'agitent beaucoup : bien que s'intitulant *localistes*, ils n'ont pu échapper eux-mêmes à un certain besoin de centralisation : ils ont créé une Commission d'Affaires de cinq membres qui publie un journal, « *die Einheit* ».

Le parti socialdémocrate s'est ému des agissements de cette minorité révolutionnaire et, à Lübeck, on vota une résolution dans laquelle il était dit « que la lutte de la classe ouvrière sur le terrain politique et syndical exigeait une centralisation unitaire de toutes les forces dans les organisations concernées ».

Beaucoup de socialdémocrates voudraient que les localistes fussent exclus du parti comme compromettants : ils se sont attiré l'inimitié de Bebel en publiant dans leur journal le compte rendu d'une conférence privée que celui-ci aurait eu avec les chefs du syndicalisme, pour s'entendre contre la grève géné-

rale, entre les Congrès d'Iéna et de Mannheim. En 1906, les localistes ont encore accru l'irritation des chefs du parti, en permettant aux libertaires[1] d'entrer dans leurs rangs. A Mannheim et à Essen, on a évité de prendre une décision d'exclusion totale contre eux, et ce n'est qu'à titre individuel que le Dr Friedeberg vient d'être exclu il y a quelques mois pour avoir traduit en allemand un livre d'Hervé : mais au dernier Congrès de Nüremberg ils viennent d'être nettement exclus du parti.

Quel est le caractère des tendances des syndicalistes marxistes (localistes mis à part) ? D'une manière générale, ces tendances sont plus modérées que celles des syndicalistes français. Les syndicalistes allemands, tout en étant en grand nombre affiliés au parti social-démocrate, sont, en tant que syndicalistes, plutôt « neutralistes » que politiciens ; ils sont en quelque sorte indifférents vis-à-vis de la conquête des pouvoirs publics, de l'obtention des sièges au Reichstag. S'ils font de la politique, c'est, suivant l'expression de Bebel, de la politique ouvrière : ils luttent pour l'augmentation des salaires, pour la diminution des heures de travail.

Les syndicalistes ne se laissent pas entraîner par des idées, ils agissent suivant les événements, spontanément. Cette théorie de la « spontanéité ouvrière »

1. L'anarchisme proprement dit est très peu développé dans la classe ouvrière allemande : il existe à l'état isolé chez quelques individus (peut-être plutôt chez des étudiants et des intellectuels que chez des ouvriers) ; il est loin d'avoir l'importance de l'anarchisme russe, italien, espagnol ou même français.

a été exposée chez nous par Griffuelhe. « L'action syndicaliste, a dit celui-ci, n'est pas commandée par des formules. Elle n'est pas davantage une manifestation se déroulant suivant un plan prévu par nous d'avance. Elle consiste en une série d'efforts quotidiens rattachés aux efforts de la veille, non par une continuité rigoureuse, mais uniquement par l'ambiance et par l'état d'esprit régnant dans la classe ouvrière. » Mais par suite de la différence de race, de caractère, cette spontanéité ouvrière est en France violente, révolutionnaire : elle est en Allemagne plus lourde et plus pondérée.

Les principaux moyens employés par les syndicalistes sont la grève et le boycottage. Les grèves, en ces dernières années, ont été nombreuses en Allemagne : mais elles se heurtent souvent aux coalitions patronales ou « lock out », tactique employée en Allemagne plus fréquemment qu'en France.

Quelle a été l'attitude de la classe ouvrière allemande vis-à-vis d'une idée très discutée au cours des dernières années, l'idée de grève générale ? C'est probablement parmi les plus révolutionnaires du syndicalisme, indépendants ou localistes, que cette idée a pris naissance. Vers 1902, des théoriciens du parti socialdémocrate, Rosa Luxembourg, Kautsky, Bernstein commencèrent à l'étudier. Au Congrès syndicaliste de Cologne, en 1905, deux partis se trouvèrent en présence, l'un, de beaucoup le plus nombreux, composé d'éléments modérés et hostiles à la grève générale, l'autre, plus révolutionnaire et favorable à la grève. Suivant l'un des orateurs modérés, la grève

générale pour être efficace contre la bourgeoisie, devrait durer de vingt à trente jours. Un autre modéré, Bœmelburg, prononça la fameuse phrase : « Les syndicats, avant tout, ont besoin de tranquillité. » D'autre part, Von Elm, tout en combattant la grève générale *offensive,* soutint que la grève générale *défensive* pouvait avoir son utilité. Finalement la grève générale fut repoussée à une grande majorité : il n'y eut que sept voix en sa faveur. Les syndicalistes se rendirent compte que c'était une arme à deux tranchants qui pouvait être aussi dangereuse pour eux que pour la bourgeoisie, qui pouvait épuiser leurs ressources et les obliger à capituler.

La question revint au Congrès du parti tenu la même année à Iéna. Bebel et les chefs du parti ne voulurent pas être aussi affirmatifs contre la grève générale que les syndicalistes, et firent voter par le Congrès une résolution dans laquelle il était dit que « dans le cas d'attentat contre le suffrage universel ou le droit de coalition, le Congrès considérait comme un des moyens les plus efficaces l'emploi le plus étendu possible de la cessation du travail par les masses ».

Il y avait donc une sorte de flottement sur ce point, et l'on pouvait croire à une divergence de vues entre syndicalistes et socialdémocrates. Mais, dans les mois qui suivirent le Congrès d'Iéna, Bebel et ses amis s'assagirent et, au Congrès de Mannheim, en 1906, ils firent voter une résolution, un peu obscure dans la forme, mais qui en réalité signifiait que les membres du parti se rangeaient à la modération des syndica-

listes et repoussaient la grève générale. Celle-ci restait en définitive une sorte d'*ultima ratio*, un moyen extrême auquel on ne devait recourir que dans des circonstances exceptionnellement graves.

Dans leur dernier Congrès qui s'est tenu à Hambourg au mois de juin dernier, les syndicalistes ont fait preuve d'un esprit modéré et pratique, s'occupant surtout de questions précises, et non point de principes généraux ou de mesures révolutionnaires.

Legien a présenté au Congrès le rapport de la Commission centrale : le nombre des syndicalistes à tendance socialiste s'élevait à la fin de 1907 à 1.865.000; les recettes de 1907 avaient atteint le chiffre de 51 millions de marks et l'encaisse était de 33 millions. Les dépenses (secours, indemnités, etc.) avaient été de 43 millions de marks.

On a discuté la question du 1er Mai. La Commission centrale n'était pas favorable au chômage du 1er Mai, trouvant que c'était une démonstration inutile qui fournissait aux patrons l'occasion de faire aux ouvriers la guerre à date fixe et de déclarer des lock-out, souvent fort onéreux pour ceux-ci. Pourquoi ne pas se contenter de faire une fête le soir du 1er Mai ? On vota une motion qui maintenait en principe le chômage, mais qui laissait désormais les caisses locales et non plus les caisses centrales faire les frais de ces fêtes et des lock-out qui pourraient en résulter[1].

On s'occupa aussi du travail à domicile : on vota

1. Le Congrès du parti tenu à Nüremberg en septembre a supprimé cette modification.

une résolution pour obliger les ouvriers à faire inscrire dans les syndicats leurs enfants lorsque ceux-ci travaillaient à la maison pour des industriels. Les députés au Reichstag devraient tâcher d'obtenir la suppression de l'obligation du couvert et du logis chez le patron dans certaines professions.

Le député Molkenbuhr a fait un rapport important sur l'extension désirable de la législation sociale allemande qui subit un temps d'arrêt. Il a réclamé la journée de huit heures, l'augmentation des indemnités de maladie et d'accident, une loi d'assurance pour les veuves et les orphelins, etc. Le Congrès a protesté contre le projet de loi du gouvernement sur les chamqres de travail, projet qui ne respecte pas assez les droits des ouvriers.

On s'est occupé aussi des coopératives dont le Congrès se tenait au même moment à Eisenach. Les coopératives sont très florissantes en Allemagne : certaines d'entre elles font de gros bénéfices. Les syndicats reprochent à ces bénéfices d'être perçus sur les camarades et de rappeler la production capitaliste. On a engagé des négociations entre syndicats et coopératives, négociations qui aboutiront peut-être à une entente profitable aux deux sortes de groupements.

Les syndicalistes emploient aussi, pour améliorer leur sort, des moyens plus pratiques que la grève.

Ils parviennent, dans certaines professions, à conclure avec les syndicats patronaux des contrats collectifs de travail et à établir des *tarifs communs*. Ce sont surtout les imprimeurs qui ont donné l'exemple

dans cette voie. Ils ont, vers 1896, établi des tarifs communs applicables à toute l'Allemagne moins l'Alsace. Deux comités, composés en partie égale de patrons et d'ouvriers, sont chargés de veiller à l'exécution des tarifs ; pour trancher les difficultés qui peuvent s'élever à leur occasion, on a créé des tribunaux arbitraux.

Tous les syndicalistes allemands ne sont pas marxistes : un certain nombre d'entre eux font partie de syndicats fondés par des libéraux ; ces syndicats dont l'entrée n'est permise qu'à ceux qui déclarent repousser les doctrines collectivistes, sont appelés « syndicats Hirsch-Dunker », du nom de leurs principaux fondateurs, le Dr Hirsch et le député Dunker. C'est en 1868 que les premiers syndicats libéraux furent organisés sur le modèle des trade-unions; au lieu de faire appel à la lutte des classes, ces syndicats cherchaient à établir une conciliation entre les intérêts des ouvriers et ceux des patrons.

Ces syndicats, qui ont progressé d'une façon lente, mais régulière, comptent à la fin de 1907 108.000 membres. Ils comprennent surtout deux grands syndicats, celui des mécaniciens et celui des « manœuvres et ouvriers de fabriques ».

A la base de ces associations on trouve des groupes locaux, des *Ortsvereine* dont l'ensemble forme le syndicat proprement dit, ou *Gewerkverein*. Tous ces Gewerkvereine réunis forment une fédération générale ou *Verband* qui tient des congrès tous les trois ans et qui a pour organe permanent un Conseil ou *Central-*

rath; parmi les membres du Centralrath, nous remarquons un personnage important, l'*Anwalt* ou conseiller juridique de la fédération; c'est le cerveau directeur de ce groupe de syndicats; en fait, l'Anwalt a été pendant plus de trente ans le Dr Hirsch lui-même.

Les tendances de ces groupes sont plus pacifiques que celles des syndicats marxistes. Dans leur tactique ils mettent la persuasion, l'entente avec le patron au premier plan, la grève au second plan. Ce que le Dr Hirsch a surtout cherché à créer, ce sont des tribunaux de conciliation ou d'arbitrage entre patrons et ouvriers : mais il faut avouer qu'il n'y a pas souvent réussi.

Enfin il existe en Allemagne un troisième groupe de syndicats, les syndicats chrétiens, de formation récente. Ils ont été fondés sous l'influence de deux grandes associations catholiques, l'« Union catholique des Industriels et Amis des Ouvriers » et l' « Association populaire de l'Allemagne catholique ». Cette dernière association, très nombreuse, placée sous la direction du parti du Centre au Reichstag, a une grande influence dans les régions catholiques [1].

C'est dans la fameuse région industrielle de la vallée de la Ruhr, parmi les mineurs, que s'organisa, en 1894, le premier syndicat chrétien, le « Syndicat des Mineurs chrétiens du district de Dortmund ». Des syndicats analogues se formèrent dans les années sui-

1. Deux pasteurs, MM. Stœker et Naumann, ont cherché à pousser aussi les ouvriers protestants à former des syndicats chrétiens.

vantes, notamment parmi les employés de chemin de fer, et, en 1899, le premier Congrès d'ensemble de ces syndicats se tint à Mayence : 38 délégués y représentaient 100.000 ouvriers. En 1907, d'après le *Reichsarbeitsblatt* de septembre 1908, les syndicats chrétiens comptaient 274.000 membres et les syndicats chrétiens indépendants 80.000.

Nous retrouvons dans les *Gewerkvereine* chrétiens les trois divisions que nous avons déjà rencontrées dans les autres groupes, à savoir : groupements locaux, *Gewerkvereine* proprement dits ou *Centralverbande*; union générale ou *Gesamtverband* avec des assemblées régulières, un comité, un bureau directeur.

Ces syndicats ont un journal, les *Mitteilungen*, fondé en 1901 à München-Gladbach.

Ils présentent un caractère intéressant; ils ne sont, en théorie du moins, ni catholiques, ni protestants; ils sont chrétiens, interconfessionnels; les buts confessionnels y sont subordonnés aux buts sociaux.

La tendance de ces syndicats est aussi pacifique que celle des libéraux; ils sont réformistes et ne réclament que des améliorations partielles, sans bouleversement catastrophique de la société; cependant ils ne reculent aucunement devant l'emploi de la grève. De même que l'influence de Legien domine parmi les syndicats marxistes, c'est celle du mineur Auguste Brust qui domine dans les syndicats chrétiens.

Il existe aussi en Allemagne un mouvement coopératif, moins étendu peut-être qu'en Angleterre, mais encore considérable. L'esprit associationniste des

Allemands ne pouvait pas négliger cette forme de groupement dont les avantages économiques sont évidents.

Ce mouvement, organisé entre 1850 et 1860 par Schulze-Delitsch, est resté longtemps sous la direction des idées libérales; les éléments prépondérants étaient des éléments artisans et « petits bourgeois ». Mais, depuis une dizaine d'années, ces sociétés coopératives ont changé de caractère ; les éléments ouvriers et socialistes s'y sont introduits et multipliés avec une vitalité singulière. Les ouvriers ont surtout fondé des coopératives de consommation, tandis que les coopératives de crédit restaient entre les mains des petits bourgeois ou des paysans petits propriétaires.

Les coopératives de consommation sont donc en quelque sorte les alliées du parti socialiste et des syndicats. Bernstein leur est ouvertement favorable ; Von Elm, un des anciens chefs du syndicalisme, fait beaucoup de propagande pour elles. Enfin le Congrès du parti, réuni à Hanovre en 1899, sans leur attribuer un rôle décisif, a estimé que ces sociétés pouvaient introduire de sérieuses améliorations dans la situation économique de leurs membres.

L'« Union générale des coopératives allemandes », organisme central des sociétés coopératives non agricoles, chez qui était resté prédominant l'esprit libéral, a fait en 1902 une sorte de coup d'état en expulsant de son sein 98 coopératives de consommation qu'elle jugeait trop imbues d'esprit socialiste.

La plupart des coopératives de consommation se

joignirent aux sociétés expulsées et fondèrent avec elles l'« Union générale des Sociétés de consommation allemandes ».

Le nombre des sociétés coopératives allemandes est considérable : il est d'environ 14.000, avec plus de 2 millions de membres [1].

Ce mouvement socialiste allemand, si important et si bien organisé, fait-il encore des progrès, ou bien, après une effervescence considérable, a-t-il atteint le niveau des hautes crues et reste-t-il stationnaire, ou même est-il en décroissance? On peut se poser cette question puisque, aux dernières élections pour le Reichstag, le parti social-démocrate a essuyé un sérieux échec.

Nous croyons pour notre part que ce n'est là qu'un recul accidentel, ayant des causes spéciales, et que les tendances socialistes sont en Allemagne plutôt en voie d'accroissement que de décroissance.

Les élections de 1907 ont été défavorables aux socialistes pour les raisons suivantes : 1° beaucoup de « bourgeois », qui s'étaient abstenus en 1903, ont voté en 1907 parce qu'il s'agissait d'une question d'honneur national, et d'autre part parce qu'ils avaient été effrayés par le spectre de la Révolution russe ainsi que par les menaces de grève générale qui avaient eu lieu l'année précédente; 2° beaucoup de paysans ont été mécontents de la campagne menée par les socialistes en faveur de l'abaissement du prix de la viande et du

1. Et ces chiffres ne sont pas tout à fait récents.

bétail, et ont voté pour les agrariens; 3° les partis conservateurs ont mené une campagne très active contre les socialistes; une société politique, le *Reichsverband*, fondée en 1903 par des agrariens, a lutté avec une âpreté des plus caractérisées, et le *Flottenverein* a également jeté dans la balance électorale, du côté conservateur, des fonds importants (d'origine privée, prétend cette ligue, mais peut-être d'origine gouvernementale, ont prétendu les centristes et les socialistes).

Malgré ces circonstances spéciales, les voix socialistes ont encore augmenté de 248.000. Et les socialistes font remarquer que, si la délimitation électorale n'avait pas été maintenue telle qu'elle était en 1869, malgré l'énorme accroissement de la population, ils devraient avoir, avec leurs 3 millions de voix, 116 députés au lieu de 43. Mais le gouvernement a bien soin de ne pas faire ce remaniement de circonscriptions qu'il sait devoir lui être défavorable.

Si le parti social-démocrate n'est pas en décroissance, que dire des syndicats? Pour ceux-ci, les chiffres sont d'une éloquence formidable. En 1904, les syndicalistes marxistes étaient au nombre de 1.116.000; à la fin de 1907, leurs 65 organisations comprenaient 1.880.000 adhérents.

Cette machine formidable qu'est le socialisme allemand a-t-elle des chances de réussir, placée qu'elle est en face de cette autre redoutable machine, le gouvernement impérialiste, militaire et fonctionnariste de l'Allemagne?

Il y a plusieurs sortes de réussites, en matière de

socialisme. La réussite totale, le bouleversement catastrophique de l'ordre établi, l'arrivée du grand soir ou de l'aube triomphale, nous ne croyons pas que le socialisme allemand soit en état de l'obtenir de longtemps. Mais il y a une autre réussite possible, c'est l'obtention lente et progressive de réformes économiques, et celle-là, peut-être le socialisme allemand pourra-t-il l'obtenir un jour grâce à ses caractères particuliers. Certes il n'a pas la maëstria et l'audace du socialisme français, il ne monte pas avec la même désinvolture à l'assaut de la société capitaliste, et c'est ce qui permet à l'écrivain socialiste Berth de dire : « Le socialisme allemand ne constitue plus maintenant qu'une force conservatrice et réactionnaire dans le socialisme international ». D'autre part, il n'a pas le fanatisme aveugle et terrifiant du révolutionnarisme russe. — Mais il a, comme ces autres socialismes, une foi ardente qui a permis assez justement de comparer le mouvement socialiste à un mouvement religieux d'un genre spécial, et de plus il a sa ténacité, il a la profondeur de ses masses, la solidité de sa structure. Il n'aboie pas, mais il gronde sourdement, comme un ours puissant, et il avance. Il réfléchit avant d'agir, et cela vaut mieux pour le progrès final que d'agir, sans réfléchir. « Si un Allemand a une tache à son habit, a dit un jour le vieux Bœrne, il étudie d'abord la chimie, puis il enlève la tache. » L'ouvrier allemand n'a pas encore enlevé les taches dont il juge que sa situation économique est souillée, mais il étudie la chimie sociale.

Si donc la réussite du socialisme allemand sous sa

forme collectiviste pure nous semble peu réalisable, il n'est pas impossible que les idées réformistes d'un Bernstein ou la tactique pratique d'un Legien n'obtiennent un jour gain de cause pour celles de leurs réclamations qui sont compatibles avec la stabilité générale de la nation allemande.

CHAPITRE III

AUTRICHE

Par Gabriel LOUIS JARAY

Auditeur au Conseil d'État,
Chargé de missions en Autriche-Hongrie par le Gouvernement français,
la Société de Géographie de Paris et le Musée social.

Exposer en un chapitre ce qui peut à bon droit faire l'objet d'un livre entier oblige à rejeter de parti pris de nombreuses matières de son sujet. Il faut s'attacher — et cela suffit — à quelques points que l'on considère comme primordiaux, comme essentiels à l'ensemble, dont cette étude n'est qu'une part. Or, de la description des mouvements socialistes et ouvriers dans les grands États du monde contemporain ressort cette conclusion qu'ils présentent un fond commun et des aspects différents ; en dernière analyse, c'est une question sociale analogue qui se pose partout, mais qui revêt en chaque pays une physionomie nationale particulière.

Le fond commun correspond à l'évolution économique générale du monde, à la croissance de la grande industrie ; il correspond aux désirs, partout éveillés,

des misérables et des dépendants qui veulent se créer une vie meilleure et indépendante. Ces aspirations prolétariennes, comme on les appelle, sont nées de l'état économique contemporain et du développement dans la masse d'idées sociales nouvelles et de sentiments de mécontentement généralisés. Dans tous les pays, où ce que l'on dénomme la civilisation moderne existe peu ou prou, se retrouvent des tendances analogues vers un changement de l'ordre social.

Mais ces aspirations, fond commun du socialisme, se traduisent selon des modes, qui varient avec les milieux. Chaque milieu ouvrier réagit à sa manière ; et, en fait, il n'est pas vrai de prétendre que tous les ouvriers du monde ont les mêmes façons de penser ; tout au contraire, rien ne ressemble moins dans leurs apparences si diverses que les socialistes anglais et les russes, les socialistes allemands et les français, les socialistes italiens et les américains, etc. Le mouvement socialiste est donc étroitement dépendant du milieu national et social ; au lieu de parler d'un socialisme international, il vaudra peut-être mieux dire : un groupement international des socialistes nationaux.

C'est cet aspect particulier que le socialisme ouvrier revêt en Autriche que nous voudrions ici esquisser.

*
* *

Quand on considère son histoire, sa doctrine, sa politique, le mouvement socialiste en Autriche apparaît comme une annexe ou comme un reflet du mouvement allemand : les idées socialistes viennent d'Alle-

magne ; la doctrine est la doctrine allemande ; la politique du parti est la politique du parti en Allemagne.

Mais, d'autre part, le milieu national, surtout dans la dernière décade, a montré une réaction propre très vive et a imprimé au mouvement en Autriche un caractère spécifique bien remarquable : le socialisme autrichien est devenu un socialisme national par son organisation, par ses préoccupations, par le développement autonome du mouvement dans les principales nations d'Autriche.

I

Que les idées socialistes soient descendues d'Allemagne en Autriche, c'est ce qu'indique clairement l'histoire du parti. Les premières organisations, qui étaient surtout des cercles d'études et des groupes syndicaux, sont nées de 1870 à 1880, sous l'influence de Lasalle d'abord, puis plus tard de Marx et d'Engels, et du manifeste communiste.

A cette période de tâtonnement, de formation et de début fut mise une fin brutale par la lutte et la répression, qui dura de 1880 à 1888 : de même qu'en Allemagne on promulgua la loi de 1878 contre le socialisme, de même en Autriche la crainte qu'inspirait ce mouvement social nouveau donna naissance à cette époque de « terrorisme administratif », comme on l'a appelée.

Et le parallélisme se poursuit ; de même qu'en Allemagne, des dissensions intérieures éclatent dans le parti autrichien ; les modérés sont décriés comme des

« socialistes à l'eau de rose », qui ne songent, même alors, qu'au suffrage universel et à la conquête des mandats ; les radicaux conservent au contraire pieusement « l'idéal catastrophique » avec toutes ses conséquences ; par suite ils repoussent toute idée de réforme partielle, qui pourrait proroger la « catastrophe » ; « toute tentative de réforme, dit une résolution prise le 31 juillet 1882, dans l'organisation sociale actuelle accroît la servitude physique et morale des travailleurs ».

Dans le sein du parti, les radicaux triomphèrent. Le contraire eût été surprenant ; la politique même du gouvernement favorisait leur attitude de révolte sans compromission ; en même temps qu'il faisait poursuivre les socialistes, il s'inquiétait peu des lois ouvrières, qui ne commencèrent à être adoptées qu'en 1890 ; la situation économique intérieure provoquait les mêmes sentiments : après la période de grand développement industriel de 1867 à 1873, la fameuse crise de 1873 amena une profonde dépresssion et fit régner une grande misère.

Mais le mouvement socialiste, s'il était violent, était jeune et faible ; sous l'action gouvernementale, il céda ; les socialistes se terrèrent. Il fallut attendre jusqu'en 1886-88 pour voir renaître un second mouvement socialiste, dont, à la vérité, plus d'un élément fut emprunté aux anciens cadres. La date officielle de naissance du nouveau mouvement, qui dure depuis lors sans solution de continuité, est celle du 30 novembre 1888. C'est alors que se réunit le premier Congrès socialiste, à Hainfeld, petite ville de Basse-Autriche,

congrès du reste qui se tint comme une réunion privée et sur invitations.

Avec l'année 1888 commence ainsi la troisième phase de l'histoire du mouvement ; c'est la phase actuelle ; et depuis lors le parti a conservé son unité, malgré son évolution.

*
* *

La doctrine de ce parti unifié est la doctrine du parti allemand, et son élaboration s'est même faite sous les auspices des docteurs orthodoxes d'Allemagne. La première manière en a été fixée en 1888, au Congrès de Hainfeld, sous la direction non seulement du Dr Adler, mais aussi de Kautsky, venu tout exprès pour cela. Et quand, en 1901, on procéda à une revision de la doctrine, c'est le même Kautsky qui revient, escorté cette fois-ci de Bebel, pour présider avec le Dr Adler à la réfection du programme.

Aussi peut-on noter la même évolution qu'en Allemagne vers un socialisme toujours orthodoxe, mais cependant opportuniste et réaliste.

La doctrine politique de 1888 était imbue de l'esprit marxiste : elle plaçait avant toute chose le but révolutionnaire et l'organisation prolétarienne ; elle admettait la lutte pour la conquête du suffrage universel, mais ne la considérait que comme un moyen d'agitation entre beaucoup d'autres, qui ne devait pas concentrer toute l'activité du parti. Elle ne repoussait pas l'action électorale, ni ne condamnait le « parlementarisme » ; mais avec quelle réserve elle admettait cela ! Elle s'exprimait ainsi en propres termes, « sans se faire

nullement illusion sur la valeur du parlementarisme, une des formes modernes de la domination de classe ».

En 1901, combien est changé l'esprit du parti, et combien différentes sont alors ses aspirations ! Aussi le moins que l'on puisse faire est de supprimer ces réserves sur la valeur du système parlementaire et du suffrage universel. Même, pour que l'on ne se méprenne pas sur le sens de cette suppression, on insère dans le programme une phrase nouvelle, qui dans sa généralité est susceptible des interprétations les plus « réformistes ». « Le parti, y lit-on, lutte pour assurer au prolétariat la plus grande influence possible dans tous les domaines de la vie publique. » « Dans tous les domaines de la vie publique », qu'est-ce à dire, sinon que rien n'est fermé aux ambitions du socialisme... et de ses membres.

Plus profonde est encore la transformation de la doctrine économique : l'élaboration de 1888 s'est ressentie fortement des idées catastrophiques des radicaux de 1882, qui allaient jusqu'à repousser toute réforme ; elle a adopté à cette date la manière de penser des marxistes « anti-étatistes » : leur idéal, c'est la substitution de la société collectiviste à la société bourgeoise ; le moyen pour arriver à cette fin, c'est l'organisation des travailleurs eux-mêmes pour les rendre conscients et capables de diriger la société : car la transformation se fera, non pas comme un miracle ou un coup de tonnerre, mais par la force des choses, quand la classe ouvrière sera devenue assez solidaire et assez éduquée pour être apte à remplacer la classe bourgeoise. Dès lors, partant de ces conceptions, le

programme de Hainfeld repoussa l'intervention de l'État ; on y sent aussi une grande méfiance des réformes sociales et des lois de protection ouvrière ; ce n'est pas dans l'idée de rendre plus prochaine la « catastrophe » ; on ne condamne pas les réformes partielles ; mais on désire que ces réformes soient faites, soient dirigées par la classe ouvrière elle-même, par ses organisations de secours autonomes, en lesquelles on voit la formation des organes de la société future. Aussi la méfiance que l'on éprouve est-elle dirigée contre ces institutions, que l'État veut diriger lui-même. Elles sont une concurrence et une négation de l'organisation autonome des travailleurs.

En 1901, il ne reste plus rien de cette mentalité « anti-étatiste », de cette défiance pour l'intervention de l'État. On met résolument sur le même pied comme moyen de parvenir à la société future l'organisation ouvrière autonome et l'intervention de l'État ; toutes les phrases du programme de Hainfeld qui contenaient des réserves, des méfiances, des restrictions, sont effacées ; les chefs du parti trouvent insuffisant de « signer des traites sur la société future » ; leurs partisans réclament des « acomptes », s'intéressent surtout au « travail pour le présent » (*Gegenwartarbeit*) ; ils sont las de vivre dans l'attente d'une société qu'il faut préparer sans en jouir ; leur patience réclame quelques petits profits réalisables de suite ; et ils croient que, pour les obtenir, il n'y a qu'un moyen : les réclamer à l'État, en faisant autant qu'on peut pression sur lui. C'est ainsi qu'on fait admettre la loi sur l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents ; c'est

ainsi qu'on fait campagne pour arracher le vote d'une loi sur l'assurance obligatoire contre la vieillesse et l'invalidité.

Cette évolution du programme politique et économique officiel du parti tient aux mêmes divergences de doctrine dans le sein du parti qu'en Allemagne. Les idées réformistes des Bernstein et des Volmar ont fait des adeptes en Autriche, surtout chez les jeunes intellectuels ; et, si ceux-ci sont loin de triompher, leur discussion, leur pression leur a cependant fait donner un commencement de satisfaction. D'autant que le programme de 1888 était une transaction entre une gauche radicale et une droite modérée ; or la gauche radicale a disparu ; la droite modérée est devenue une gauche modérée qui ne rencontre comme critiques que des réformistes. Les marxistes orthodoxes forment encore la grosse majorité du parti, qui suit fidèlement ses chefs, le Dr Adler, Daszynski, Schuhmeier, le Tchèque Steiner, etc.

La minorité, dont les idées sont souvent défendues par le Dr Ellenbogen ou M. Pernerstorfer, incline de plus en plus vers une doctrine où l'idéal, le moyen et l'esprit sont fort différents de ceux de l'ancienne conception. L'idéal devient une lente et calme évolution vers la société future à bases collectivistes fort incertaines et sans doute limitées ; le moyen réside avant tout dans la conquête systématique des pouvoirs publics et l'intervention de l'État ; quant à l'organisation autonome des travailleurs, elle est admise, bien mieux, elle est prônée et aiguillée dans toutes les directions, syndicats, mutuelles, coopératives, etc. ; mais l'esprit qui

doit animer cette organisation est avant tout, d'après la doctrine nouvelle, un esprit de travail plus que de lutte ; on doit s'efforcer à améliorer pacifiquement le sort du prolétariat ; on n'ose pas toujours remplacer le mot : lutte de classe, par le mot : paix sociale ; mais dans la réalité, dans la pratique, on vide l'ancienne formule de guerre de tout son contenu révolutionnaire et on dirait volontiers que ce doit être une lutte sociale pacifique.

Mais cette doctrine et ces luttes doctrinales ne sont pas seulement influencées par celles d'Allemagne ; elles en sont, nous l'avons dit, un reflet. Dès lors, elles ne tiennent pas dans la vie propre du parti une grande place ; on est très loin de se passionner pour ces controverses, de lutter pour une évolution de doctrine, comme en Allemagne. Les Congrès autrichiens ne présentent pas, à beaucoup près, les mêmes discussions ardentes et passionnées.

Dans la réalité, on se désintéresse fort de ces conflits d'idées, qui traversent la frontière. Ce sont marchandises d'exportation, que l'un prône, que l'autre critique, sans qu'on y attache grande importance. La masse suit fidèlement Adler et Bebel, elle veut maintenir l'unité du parti et sait du reste que nul en Autriche ne songe à la rompre et que toutes ces querelles finissent par une transaction.

A vrai dire, cette indifférence tient pour une large part à ce que les conflits de doctrine intéressent peu en Autriche ; soit que l'ouvrier y possède une éducation restreinte, soit que le tempérament des Autrichiens soit souvent fait d'indolence, de laisser-aller et d'une

certaine paresse mentale volontaire, le fait n'est pas contestable ; l'activité intellectuelle est des plus faibles ; la littérature socialiste existe à peine ; sur le mouvement du parti, sa vie intérieure, son histoire, ses œuvres, presque aucune étude n'existe : ce n'est qu'en 1908 qu'un livre a paru, publié par M. Deutsch, retraçant l'histoire des syndicats ; quant à l'évolution du parti, c'est un auteur chrétien-social, M. Schwechler, qui seul jusqu'à présent l'a écrite.

De même il a fallu attendre jusqu'à l'année 1908 pour qu'une revue du parti parût en Autriche. *Der Kampf* (le combat), y mène la lutte pour la cause du collectivisme orthodoxe. Évidemment le socialisme est accepté comme un fait, comme une tendance, comme une protestation. Sa doctrine est plus une formule importée et indifférente qu'une expression profonde de la vie même du parti. Ce n'est pas vers la pensée que se porte l'activité du socialisme autrichien : toute cette activité se concentre dans l'action.

*
* *

L'action, la politique, la tactique socialiste sont, en Autriche, copiées sur celles d'Allemagne ; la social-démocratie apparaît comme un parti opportuniste de démocratie politique et de réformes sociales, comme une organisation des masses ouvrières pour la conquête des mandats publics.

Considérez son activité pratique dans ces dernières années, et vous verrez qu'elle tend exclusivement à agir

sur l'opinion pour réclamer certaines réformes, qui sont tout autant, sinon plus, des réformes démocratiques que des projets d'esprit socialiste. De 1893 à 1896 les social-démocrates n'eurent d'yeux que pour l'adjonction de la cinquième curie ou « curie générale », où tous les citoyens votaient, aux quatre curies anciennes, restreintes et censitaires. De 1900 jusqu'à 1907 leur préoccupation quotidienne fut l'obtention du suffrage universel égal pour les élections au Reichsrat : grandes manifestations dans les rues, campagnes de réunions, publication de tracts, mobilisation générale des travailleurs et menace de « grève politique en masse », tout fut mis en œuvre pour une conquête qu'on estimait décisive. Et, parallèlement à cette action politique, l'action économique pratique tend toutes les énergies pour l'obtention de lois ouvrières, jadis celle sur les accidents du travail, celle de la journée de neuf heures pour les mineurs, aujourd'hui la loi de huit heures pour tous les travailleurs, l'assurance obligatoire contre la vieillesse et l'invalidité. A la fête annuelle de l'Internationale, en ce 1er mai évocateur des temps nouveaux, quelle pensée jette-t-on aux ouvriers assemblés ? Suivons-les au Prater en 1908 ; écoutons les orateurs : haranguent-ils la foule en lui peignant le renouveau prochain de la société ? excitent-ils les sentiments du prolétariat qui doit s'apprêter à la grande œuvre révolutionnaire ? Non point; ils parlent comme le ferait un bourgeois démocrate, et somment l'État et la Chambre de donner satisfaction aux désirs de la masse, en adoptant au plus vite les réformes demandées.

Cette conduite pratique amène la social-démocratie à une tactique électorale et à une tactique légalitaire qui mettent en lumière son esprit politique.

Si on lit le programme du parti, il semble que de tactique électorale il ne saurait être question. On va au combat pour l'honneur et la propagande, non pour la conquête des mandats. Aussi, seule l'intransigeance convient, et l'on repousse toute entente qui « voilerait les antagonistes de classes ».

Mais, en fait, cette belle intransigeance s'évanouit. Il faut lutter pour gagner ou conserver les suffrages d'une clientèle que dispute celui qu'on qualifie de « dictateur de la plèbe ». Le Dr Lueger et ses amis, les chrétiens-sociaux, sont de dangereux concurrents et contre eux il faut trouver des alliés. Des alliés? le mot est impropre. On ne conclut ni alliance, ni entente. Mais on dispose des « marches parallèles » contre ces chrétiens-sociaux, ces antisémites, ces anticapitalistes; on vote plutôt pour des libéraux allemands ploutocrates; et tandis que le Dr Adler donnait à Vienne cette ligne de conduite, un vétéran du « libéralisme » autrichien, représentant de cette fraction avant tout anticléricale et adversaire des antisémites, le Dr Unger, écrivait à la première page de la *Neue Freie Presse*, à la veille des élections de 1907 : « Entre rouge et noir, je mise sur rouge. » C'est ce qu'on qualifia diplomatiquement de marche parallèle.

A ces élections elle fut suivie avec ensemble; le groupe allemand donna son mot d'ordre : contre les « cléricaux » d'abord, contre les « Alldeutsch » (ou pangermanistes) ensuite; le groupe tchèque le libella

ainsi dans son journal *Pravo Lidu* : « Notre devise est : partout contre les cléricaux; contre eux, votez pour les bourgeois anticléricaux ; si tous les candidats représentent cette dernière nuance, s'abstenir. »

Qu'est-ce à dire, sinon qu'on pratique au premier chef la tactique électorale dans le dessein de sauvegarder sa clientèle des atteintes de ceux qui seraient susceptibles de la débaucher.

De ces directions données à l'action pratique, il résulte que celle-ci est imprégnée de « l'esprit légalitaire »; l'esprit révolutionnaire ne survit que dans les formules; le radicalisme d'antan s'est envolé depuis que le parti a orienté ses pensées vers le suffrage universel ; ceux qui aujourd'hui sont regardés comme les moins pacifiques étaient autrefois suspects de « modérantisme ».

Aussi toutes les manifestations se passent-elles dans le plus parfait calme; les démonstrations pour le 1er mai, pour le suffrage universel, pour les lois sociales, sont des défilés réglementés et encadrés des chefs et sous-chefs du parti; l'ordre règne dans les bataillons social-démocrates, et l'on croit voir une parade de « civils » quand ils suivent en lignes ordonnées le *Ring* de Vienne pour porter leurs demandes jusqu'au Reichsrat.

On parle bien de grève générale, mais c'est pour la débaptiser et en faire une arme de menace, dont on a aussi peu envie de se servir qu'un bourgeois du droit théorique à l'insurrection. La « grève politique

en masse », comme on l'a dénommée, est l'appel suprême qu'on réserve pour des cas exceptionnels, et dont on joue pour conquérir, par exemple, le suffrage universel.

Au reste, cet esprit de la social-démocratie, c'est celui de ses chefs. Regardons-les agir. Les voici réunis un soir de chaque semaine dans une des salles éloignées du Grand Café Central de Vienne ; ils sont groupés autour de plusieurs tables et vivent là comme dans un club. Ne sont-ce pas les « têtes de file » de quelques groupes bourgeois « avancés » ? Voici un vétéran chevronné, docteur d'université, organisateur du parti, habile aux conciliations, emblème vivant de l'unité socialiste ; on sait qu'il est à sa tête depuis vingt ans et on le suit : c'est le Dr Adler.

A côté de lui, M. Daszynski est un Polonais de souche bourgeoise, dont l'élégance relative a fait dire : c'est un nouveau Lasalle, qui aura un nouveau roman. Orateur remarquable, plus distingué que puissant, il a toute l'étoffe, sinon les idées, d'un parfait « réformiste ».

Et puis voici un ancien nationaliste allemand, dont la conversion au socialisme n'a pas été, à en croire les Tchèques, sans lui laisser de temps en temps « le lait de sa nourrice lui remonter au cerveau ». M. Pernerstorfer se souvient-il, autant qu'on veut bien le dire, de ses origines pangermanistes ? Nous ne savons ; peut-être seulement ne le prédestinaient-elles pas au rôle de défenseur des aspirations prolétariennes.

Le Dr Ellenbogen fait partie de la génération nou-

velle, où les idées de Bernstein rencontrent une assez vive sympathie. Parmi les plus « arrivés » de ces « intellectuels », cet avocat à l'intelligence vive et remuante n'a nulle prédilection pour les idées révolutionnaires.

De ces figures, l'une des plus originales est celle d'un ancien bibliothécaire de la Chambre, fils de paysan, grand travailleur et autodidacte. Tandis qu'il occupait encore son emploi et n'avait pas encore conquis le sociétariat, nous voulons dire son siège de député socialiste, il était connu sous le pseudonyme de Rudolf Springer, dont il signa plusieurs livres d'études politiques. On est étonné et intéressé d'entendre dans sa conversation tout ce que cet homme a observé et appris par lui-même, comment il travaille sa pensée et comment cet esprit, dont l'enveloppe physique paraît au premier abord un peu fruste, est fin et pénétrant. C'est lui qui, le premier, a lancé en Autriche l'idée et le mot d'autonomie nationale, qui depuis a fait fortune. Au demeurant, il apparaît plutôt comme un penseur que comme un homme d'action.

Autour de ces députés et de quelques autres gravitent les candidats de demain... et d'hier, de jeunes docteurs, des avocats, des médecins surtout, dont les occupations, sans doute, ne sont pas assez prenantes pour les distraire des ambitions politiques. Tout ce monde d'intellectuels et d'étudiants écrivent, tiennent des réunions, font des campagnes électorales en pleine liberté; ils viennent d'obtenir le suffrage universel et restent énivrés et comme étourdis de cette aubaine

magnifique : une centaine de mandats législatifs qui leur échoient! Comment voulez-vous qu'un esprit révolutionnaire bien vif les anime? Le lent passage de la société actuelle à la société future a pour eux des douceurs et ils se résignent sans trop de mal à s'en accommoder.

*
* *

Ce même esprit se retrouve dans les syndicats dont le développement est plus récent que celui du parti politique, et dans les coopératives dont l'activité ne date que des dernières années. Jusqu'alors elles étaient regardées avec défiance dans le parti; on portait contre elles le soupçon d'être un ferment de réformisme dans le mouvement. Mais les avantages matériels qu'elles offraient eurent raison de cette hostilité et aujourd'hui 500 coopératives de consommation environ, portant le nom d'*Arbeiterconsumvereine*, sont rattachées à la fédération ou *Verband* du Dr Exner. Mais il est bien remarquable de noter que si la direction de cette union est socialiste d'esprit, elle revêt des apparences de neutralité politique, et que sur ces 500 coopératives, une centaine environ sont composées d'une majorité de non-socialistes. N'est-ce point significatif de l'état d'esprit qui anime les coopératives socialistes ?

Le mouvement syndical, entièrement autonome, a une activité double que se divisent deux organismes différents. D'une part, les syndicats proprement dits, isolés et indépendants, poursuivent une action profes-

sionnelle exclusivement pacifique : ils s'occupent d'assurances ou de secours contre les risques de chômage, même de vieillesse dans quelques syndicats, comme celui des typographes[1], et de subventions en cas de déplacement sous la forme du *viaticum;* ils forment des cercles d'études, tiennent des bibliothèques, instituent des cours et conférences, soit directement, soit par l'intermédiaire d'associations qu'ils inspirent ; ils créent souvent aussi des organismes distincts, mais en fait rattachés plus ou moins au mouvement syndical, par les cadres, le personnel, voire la direction effective : ce sont tantôt des coopératives, tantôt des bourses de travail ; tantôt, comme chez les Tchèques, des sociétés de gymnastique, etc. Comme on le voit, toute cette activité — et les syndicats ne s'occupent que de cela — est dans la pratique profondément pacifique et réformiste.

Mais à côté des syndicats proprement dits il existe, dira-t-on, les « organisations libres » ; ce sont des organisations adventices, formées de délégués des syndicats, qui ne s'occupent que des grèves, de leur préparation, des fonds à réunir, des luttes à soutenir. C'est par elles que le mouvement syndical forme bien une unité vivante ; depuis 1893, ces organisations libres sont reliées à une centrale : les 17 groupes ou fédérations syndicales nomment chacune un délégué et la réunion de ces délégués constitue la *Gewerkschaftcommission*, la commission des syndicats ; sans doute, cette commission, dont le Dr Smitka est président et M. Weber secrétaire, ne dirige pas, à proprement parler ; mais elle est l'organe qui inspire, qui

lance les mots d'ordre, qui concilie, dresse les rapports annuels, publie le bulletin *Die Gewerkschaft*, et fait, en somme, régner l'unité dans le mouvement ; c'est elle aussi qui sert d'intermédiaire entre l'organisation ou les hommes politiques et l'organisation économique : ses membres appartiennent souvent aux deux groupements et s'efforcent de rétablir la concorde en cas de dissentiment.

Somme toute, si quelque esprit révolutionnaire régnait dans les syndicats, c'est seulement dans ces organisations libres qu'on pourrait le retrouver. Mais en fait on le chercherait vainement. Elles ont été créées pour la grève au temps où les libertés syndicales n'étaient pas tolérées ; elles ont persisté, mais elles ne considèrent l'arme de la grève que comme un moyen de défendre leurs intérêts professionnels actuels ; la grève générale révolutionnaire leur paraît une utopie anarchiste ; la propagande antimilitariste leur semble hors de leur domaine ; car, si l'esprit de ces associations est ouvertement socialiste, cependant elles ont pour maxime de ne pas s'occuper de politique ou de ce qui s'y rattache.

Se cantonner dans la défense des intérêts professionnels immédiats, tel paraît bien être l'alpha et l'oméga de l'activité syndicale. C'est démontrer en elle l'absence d'esprit révolutionnaire : dans le milieu viennois, tout au moins, le tempérament du peuple n'y est guère porté : calme, un peu apathique, avec une certaine négligence et une pointe de nonchalance, il éprouve, quoique dans une moindre mesure qu'en Prusse, le respect de la hiérarchie et le goût de l'or-

ganisation. Les ouvriers « organisés », c'est-à-dire syndiqués, y constituent déjà d'autre part une « ploutocratie » au petit pied, ou, si l'on préfère, une élite ; quelles multiples cotisations doit payer le compagnon actif ! celle du syndicat, celle du fonds de grève pour les organisations libres, celle du groupe politique local, celle pour le comité directeur national, l'abonnement au journal politique, etc., sans compter les offrandes aux plus diverses collectes !

Aussi est-ce un budget déjà considérable que manient les chefs de syndicats, car le nombre des syndiqués s'est grandement accru en ces dernières années. En 1892 ils n'étaient que 46.000 ; en 1901, encore seulement 119.000. Mais d'après le rapport présenté par la « commission syndicale » en 1906, on compte à cette époque un effectif des syndicats socialistes de 312.000 membres, soit, d'après les calculs de cette commission, 14 p. 100 de l'ensemble des ouvriers, cette proportion, du reste, montant jusqu'à 30 p. 100 dans certaines grandes villes, comme à Vienne. Les cotisations de cette masse alimentent un budget de recettes des syndicats de 4.600.000 couronnes et permettent, en 1905, des dépenses de grèves faites par les organisations libres s'élevant à un total de 1.100.000 couronnes.

Que ce soit ce maniement d'argent, la prudence de ceux qui ont la responsabilité de cette fortune ou le tempérament propre du peuple, les syndicats ne pratiquent la lutte de classes et n'en parlent que comme exprimant la défense de leurs intérêts professionnels immédiats.

Par là, si l'on se demande quelle est la situation

réciproque du parti et des syndicats, on voit quelle réponse on peut faire : *Gewerkschaften* et *Vereine* ne se confondent à aucun degré, comme cela eut lieu autrefois et dans d'autres pays ; chacun garde son indépendance, possède son autonomie. Ils marchent parallèlement l'un à l'autre, sans que les syndicats se tiennent très à la droite du parti socialiste, comme en Angleterre, ou sensiblement à sa gauche, comme en France ou en Italie. La tendance est toute différente de celle que l'on observe en ces pays. En Autriche, comme en Allemagne, les syndicats restent en communion d'esprit avec le parti. Leur conduite pratique, qui s'occupe exclusivement des problèmes économiques actuels, les conduit seulement à épouser les idées les plus modérées, les plus opportunistes, les moins révolutionnaires.

Il est même bien remarquable de l'état d'esprit du prolétariat qu'il n'y a pas jusqu'à présent en Autriche de mouvement « syndicaliste », au sens français de l'expression ; on n'y retrouve même pas ces groupements « localistes », dont l'ardeur ne se plie pas en Allemagne à la règle commune et à la modération officielle. On signale seulement quelque effervescence, qui serait d'esprit anarchiste, dans certaines corporations, comme les mineurs : mais, autant que nous avons pu être renseigné, il ne semble pas que ce mouvement soit bien étendu.

Ainsi, entre parti et syndicats, quoique dans l'un les intellectuels soient nombreux et dans l'autre absents, l'accord règne. Comme en Allemagne, c'est l'union dans la dualité.

*
* *

Nous en avons assez dit pour illustrer notre affirmation première ; par son origine, par ses idées, par son activité politique de date déjà ancienne, par son action plus récente dans les syndicats et les coopératives, le socialisme autrichien reflète l'esprit socialiste allemand et imite sa conduite.

Cette observation ne saurait étonner : c'est d'Allemagne qu'est venue la nouvelle parole ; ce sont des Allemands qui l'ont importée ; en Autriche, c'est dans un milieu allemand qu'elle a poussé ses racines premières ; la communauté de langue, de sentiments et d'aspirations prolétariennes a créé entre l'élite des partis de chaque côté de la frontière des relations personnelles fréquentes. C'est plus qu'il n'en faut pour expliquer cette influence.

Est-ce à dire pour cela que les socialistes font en Autriche œuvre « pangermaniste » ? On les traitait jadis d'ennemis de l'empire « Reichsfeindlich », quand le pouvoir les traquait, les craignait ! Seraient-ils aujourd'hui « ennemis de l'empire », à ce nouveau point de vue ? Nous ne le croyons pas et en Autriche même on ne le croit pas ; on le croit si peu que leurs adversaires nationalistes les traitent souvent par dérision de « K. K. Sozial-democraten », c'est-à-dire de social-démocrates impériaux et royaux, exprimant sous cette forme le dévouement prétendu des socialistes à l'idée d'empire.

En réalité, les socialistes fortifient en un sens la

constitution d'État en Autriche et dissolvent les conceptions irrédentistes. Ce n'est pas tant, parce que les luttes électorales mettent face à face comme adversaires eux-mêmes et les pangermanistes. La raison est plus profonde : leur propagande étant d'ordre social, leur action tendant à opposer les classes et les intérêts de classes, non les nations et les intérêts nationaux, ils cherchent à lutter contre les préoccupations nationales exclusives, à établir des compromis nationaux, ils tendent à réaliser un fédéralisme national en Autriche ; ils veulent de cette manière maintenir l'union dans le socialisme autrichien, écarter ce qui divise pour rendre plus solidaires les forces du prolétariat. Cette politique de paix nationale est un des caractères spécifiques du mouvement socialiste autrichien.

II

Quand l'organisation socialiste s'est reformée à la fin de l'année 1888, le parti n'était pas seulement unifié, il était centralisé et il ne voulait à aucun prix entendre parler de fédération. Les chefs étaient des Allemands, la langue des délibérations et des publications était l'Allemande ; mais ces Allemands déclaraient ignorer les questions nationales, les mépriser, établir l'Internationale. Et, de très bonne foi, ils donnaient une direction et un caractère exclusivement allemands à cette internationale.

Cette situation ne pouvait subsister qu'autant que le parti ne prétendait embrigader que des ouvriers de

langue allemande. Mais du jour où Tchèques, Polonais et Italiens entreraient dans ses cadres, ils les feraient éclater, si l'on n'aimait mieux les assouplir préalablement. C'est ce que les chefs politiques du socialisme autrichien de langue allemande comprirent peu à peu pendant la crise de 1891 à 1896, soulevée surtout par les désirs d'autonomie des Tchèques.

C'est au Congrès de Brünn en 1899 que l'on constitua définitivement et sur des bases solides la Fédération autrichienne des partis social-démocrates nationaux. Et depuis lors le socialisme autrichien a revêtu un aspect de plus en plus national par son organisation, par ses idées, par le développement autonome du mouvement chez chaque peuple.

*
* *

L'organisation est fondée sur le cadastre national. C'est une sorte de résurrection de la vieille loi personnelle suivant l'individu en quelque lieu qu'il se trouve, selon la conception de la très ancienne France des invasions. Mais ici c'est l'individu qui déclare, par un choix libre, appartenir à une nationalité et adhère à un des groupes nationaux du parti, sans considération pour le lieu où il réside.

Six groupes nationaux ont été ainsi distingués : la fraction allemande, la fraction tchèque, la fraction polonaise, la fraction italienne, la fraction slovène et la fraction ruthène.

Chaque fraction est autonome et constitue un parti socialiste. A sa base se trouvent les associations poli-

tiques locales, en allemand les *Vereine*, qui élisent des délégués ou, comme disent les Allemands, des hommes de confiance : *Vertrauens-männer*. L'ensemble de ces délégués nomme dans chaque province, où la fraction a une organisation suffisamment étendue, un comité provincial. Ainsi les Tchèques n'ont pas une organisation provinciale seulement dans les pays des Sudètes, mais aussi en Basse-Autriche, à Vienne, où travaillent de nombreux ouvriers émigrés.

De temps en temps, annuellement d'ordinaire, les délégués du parti tout entier se réunissent en un congrès national, qui discute pendant quelques jours les problèmes à l'ordre du jour, donne ou sanctionne les directions et élit le « comité exécutif central » du parti.

Ce comité exécutif central est un organe permanent, dirigeant et contrôlant toute l'activité de la fraction nationale jusqu'au prochain congrès. C'est vraiment la directoire du parti, un ministère élu par une assemblée, devant laquelle il n'est responsable qu'une fois l'an.

Cette autonomie des groupes nationaux doit se combiner avec l'action coordonnée de tous les socialistes d'Autriche. Cette coordination est établie par deux organismes, qui sont vraiment des organismes de fédération : l'une est une espèce de chambre haute fédérale, l'autre une véritable chambre basse.

Ce que nous comparons à une chambre haute, c'est ce que l'on nomme le « comité fédéral permanent ». Ce comité ne se compose pas de délégués de chaque fraction élus spécialement à cette fin et proportionnel-

lement à leur importance, mais au contraire de tous les comités exécutifs nationaux. Chaque fraction est considérée ici comme une unité vivante avec des représentants naturels, et dans les délibérations du comité fédéral le vote des représentants de toutes les fractions a une égale importance.

Ce comité fédéral, comme l'indique son titre même, est permanent ; c'est lui qui a la haute main sur la conduite d'ensemble du parti ; c'est lui qui sert d'arbitre dans les difficultés entre fractions ; c'est lui qui veille à l'exécution des décisions du congrès fédéral ; c'est lui qui coordonne l'activité de chaque groupe, en cas d'action concertée.

A côté de ce comité, la chambre basse est représentée par le congrès général, qui se tient tous les deux ans. Ce congrès se compose des délégués de toutes les associations politiques de toutes les nationalités. C'est lui qui décide des plus graves problèmes du parti, de ceux qui intéressent l'Autriche entière, le parlement, l'État. Les décisions sont obligatoires pour le comité fédéral ; et, en ce sens, on pourrait dire que la constitution fédérale est un peu boiteuse. Mais, dans la pratique, comme l'un des organes est permanent et que l'autre ne se réunit que tous les deux ans, l'équilibre est bien rétabli.

Cette organisation fédérale par cadastre national est assurément fort originale. Et elle n'est pas sans avoir exercé dans le passé et sans avoir peut-être encore davantage dans l'avenir une influence sur la vie politique de l'Autriche. C'est son observation qui a donné au D[r] Renner l'idée exposée dans ses volumes d'orga-

niser de façon analogue les nations dans l'État autrichien. C'est de cette idée de l'autonomie nationale qu'est déjà sortie la constitution dans le pays de Moravie d'un cadastre national, d'après lequel se sont faites les élections de 1907 à la Diète et qui domine maintenant toute l'organisation de la province. Il est intéressant de trouver dans l'organisation du parti socialiste l'origine de ce mouvement si important dans les idées et les faits.

*
* *

Mais on pouvait se demander si l'organisation placée sur cette base n'était qu'un coup de chapeau tiré aux sentiments nationaux. Après cette concession faite à l'esprit national, les fractions socialistes ne se désintéressaient-elles pas en fait des questions nationales ? C'est l'épreuve de la pratique seule qui pouvait répondre à cette interrogation, et cette réponse est décisive.

Les groupes socialistes ont fait leurs les revendications nationales essentielles et s'en détachent si peu qu'ils ont grand soin d'y insister dans les programmes et les discours.

Prenons, par exemple, le manifeste publié par les socialistes tchèques entre les deux tours de scrutin, lors des premières élections au Reichsrat par le suffrage universel, en 1907.

Nous y lisons ce passage vraiment suggestif, que nous traduisons : « Nous nous emploierons pour que notre nation reçoive des écoles publiques partout,

même dans les territoires où plusieurs langues sont en usage, pour que nos écoles soient complétées par l'établissement des nouvelles écoles nécessaires et spécialement par l'érection d'écoles techniques et d'écoles moyennes, comme aussi d'une seconde université bilingue en Moravie.

« Comme fils de la nation tchéquo-slave, nous mettrons tous nos efforts à ce que l'on reconnaisse partout à notre langue maternelle le droit qui lui appartient et à ce qu'elle soit admise enfin non seulement dans le parlement, mais aussi comme langue de service intérieur.

« Nous sommes remplis de la conviction joyeuse que dans le parlement dans lequel nous entrons, et qui sera, comme nous l'espérons, un parlement constituant, nous pourrons marcher avec succès en union avec la social-démocratie des autres nations d'Autriche, de telle sorte que cet empire soit transformé en une fédération de libres nations, et qu'enfin notre nation, comme les autres nations opprimées d'Autriche, jouisse de tout son droit. »

Ainsi les socialistes tchèques reprennent à leur compte toutes les exigences nationales élevées jusqu'ici par les partis bourgeois : admission de la langue tchèque dans le service intérieur, insertion dans le procès-verbal des discours tenus en tchèque au Reichsrat, création d'une seconde université en Moravie, érection d'écoles publiques partout où la langue tchèque est en usage, etc... Et il suffit de lire la page du manifeste que nous reproduisons pour sentir, au tour même des phrases, que ces revendications leur tien-

nent à cœur et qu'ils répondent en les formulant aux vœux de leurs électeurs.

En est-il différemment des autres fractions socialistes nationales ? Ce serait oublier que dans le programme des Polonais figure la reconstitution de la Pologne. Ce serait ne pas connaître les discours des socialistes de langue Italienne en Autriche. Le port de Trieste, par exemple, n'est plus représenté au parlement que par des social-démocrates, et quoique la population de la ville ne soit pas exclusivement italienne, mais mélangée à des éléments slovénes, ce sont les social-démocrates de la fraction italienne qui seuls ont été élus. Leur attitude est d'autant plus intéressante qu'à Trieste les socialistes italiens ont comme adversaires les libéraux, dont les tendances irrédentistes ou du moins très nationalistes sont connues. Dans cette lutte, les voix slovènes peuvent faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre ; comme ce sont celles de pauvres gens, ouvriers, employés descendus de l'arrière-pays, ils auraient plus de sympathies pour des socialistes que pour des hommes de bourgeoisie nationale antagoniste. Les socialistes de Trieste n'ont donc pas intérêt à faire parade de leurs sentiments, à moins que leurs mandants ne l'exigent. Or, aussitôt après les élections de 1907, à une des premières réunions de la Chambre, l'un des élus, au nom de ses collègues, le député Pittoni, expose à la tribune que c'est à eux, socialistes, à s'occuper maintenant des questions nationales, que les partis bourgeois considéraient comme leur étant réservés. Aussi réclame-t-il l'érection d'une faculté de droit italienne à Trieste, la

reconnaissance des diplômes délivrés en Italie comme mesure transitoire jusqu'à la création d'une université complète, l'établissement d'écoles « rèales » italiennes, l'abandon des mesures de police prises contre l'organisation des fêtes de Garibaldi, « le héros national, dont le ministre de l'Intérieur ne se souvient que comme ayant battu les troupes autrichiennes, il y a cinquante ans ».

Ainsi, bien loin de faire passer les questions nationales tout à fait à l'arrière-plan, voire de les méconnaître, les fractions socialistes d'Autriche accueillent avec faveur ces idées et ces revendications. Sans doute ils prétendent résoudre ces problèmes sans tapage, par l'entente entre les divers éléments nationaux, avec le désir unique non de s'en faire un tremplin politique, mais d'arriver à un *modus vivendi* acceptable. Il n'en reste pas moins que le socialisme autrichien a, dans les idées qu'il défend, un caractère fortement national.

*
* *

De cette organisation, de ces idées est résulté un développement autonome et original du mouvement socialiste dans chaque nationalité.

Entre 1888 et 1908, l'aspect du socialisme autrichien a complètement changé : il y a vingt ans, c'était la confusion de tous les éléments et l'unité allemande ; peu à peu le socialisme allemand s'est contenté du rôle prépondérant et de la direction morale, la fusion faisant d'autre part place à la communauté de grou-

pements distincts ; enfin aujourd'hui on tend de plus en plus à une fédération de mouvements nationaux ayant chacun son caractère propre.

Non seulement chaque nationalité a son organisation politique séparée mais encore, dans la pratique, celle-ci est réellement autonome ; elle a une indépendance effective ; l'intervention des organismes fédéraux est exceptionnelle et se borne surtout soit à des questions de doctrine, qui passionnent peu, soit à des coordinations de manifestations publiques dans un dessein commun ; le gouvernement par soi-même est chose réalisée dans les fractions nationales.

Chaque fraction a sa presse, son journal quotidien, propriété du groupement national : pour les allemands, le grand journal socialiste de Vienne l'*Arbeiter Zeitung* ; pour les tchèques, le *Pravo Lidu*, à Prague et à Vienne, où demeurent de nombreux ouvriers socialistes tchèques, le *Delnicke Listy ;* en Pologne, le *Naprzod* qui paraît à Cracovie ; à Trieste, les socialistes de langue italienne font paraître *Il lavoratore ;* et nous ne citons que les feuilles de première importance à côté desquelles bien d'autres publications de propagande seraient à signaler.

Ce développement national est présentement la cause d'une crise assez profonde dont il paraît difficile que la solution ne finisse par être conforme à l'évolution des dernières années. C'est la crise syndicale et le conflit des autonomistes et des centralistes. Il se passe actuellement dans l'organisation syndicale ce qui s'est passé pendant la décade de 1890-1900 dans l'organisation politique. Celle-là est demeurée centra-

lisée avec ses fédérations de métiers s'étendant sur tout l'empire et reliée à une commission centrale, la « Gewerkschaft-commission » de Vienne.

Or les syndicats tchèques prétendent fractionner ces fédérations en groupes nationaux et mettre à la tête de chaque groupe national une commission syndicale particulière. Aujourd'hui la lutte est concentrée entre Allemands, qui tiennent pour le statu quo, et Tchèques, qui ont installé d'autorité à Prague une commission syndicale tchèque et font les plus grands efforts pour y rattacher les syndicats où les ouvriers de leur langue possèdent la majorité.

L'obstacle dressé devant la solution fédérative, si simplement réalisée par les associations politiques, provient, en ce qui concerne les syndicats, des luttes économiques. C'est sur cela surtout qu'insistent les Allemands et ce dont ils tirent des conclusions dans le sens de leurs sentiments ou de leurs intérêts. Il n'est pas douteux que des difficultés pratiques naîtraient du fractionnement de l'organisation syndicale : à Vienne, par exemple, la majorité des ouvriers de l'industrie est allemande ; mais on y trouve aussi un grand nombre de travailleurs d'autres nationalités, et surtout des tchèques ; supposons qu'un conflit économique surgisse entre les patrons et les ouvriers d'une corporation ; si ces derniers sont organisés entre 4 ou 5 syndicats nationaux différents, la cohésion laissera à désirer, et, soit pour l'attaque, soit pour la défense, ils auront en mains moins d'atouts dans leur lutte contre les patrons. Chaque organisation syndicale voudra faire prévaloir sa manière de voir ; et, s'il faut à tout

propos mettre à l'épreuve l'arbitrage d'une commission fédérale des syndicats, on sera entraîné dans des difficultés, des obstacles, des pertes de temps, des divergences d'idées, qui affaibliront très sensiblement la force du prolétariat organisé ; s'il y a lieu de signer avec les patrons des contrats ou des arrangements, l'unité des uns et la division des autres se reconnaîtront aux résultats obtenus.

Sans doute toutes ces observations sont exactes. Mais un fait domine les autres : le désir profond de l'autonomie nationale. Qu'il entraîne des difficultés de pratique, ce n'est pas douteux ; mais il ne semble pas qu'il soit impossssible de les concilier avec les exigences de la défense des intérêts professionnels.

En tous cas, en fait, les syndicats tchèques de Bohême se sont déjà séparés des autres syndicats et se rattachent à la commission syndicale de Prague. Celle-ci n'a pu faire admettre ses délégués à la conférence de Christiania, la commission de Vienne en ayant fait prononcer l'exclusion. Nous assistons encore aux phases du conflit, qui ne paraît pas à la veille d'être terminé. Il est significatif du développement autonome des mouvements socialistes en Autriche.

De plus en plus ceux-ci revêtent des aspects différents, qu'on commence à apercevoir ; ils sortent peu à peu du moule allemand, dans lequel ils ont été primitivement coulés. Chez les tchèques, les intellectuels socialistes sont loin de jouer le rôle éminent qu'ils ont pris chez les Allemands d'Autriche ; de nombreux ouvriers intelligents se sont formés, partie en faisant leur éducation auprès des livres et des hommes de

langue allemande, partie aussi en tirant de leur propre fond une instruction personnelle. Des hommes, comme par exemple M. Modrazek, simple ouvrier, devenu, par son travail personnel, écrivain, directeur de Revue, puis député, sans rien perdre de sa mentalité originaire, sont vraiment un produit spécifique du milieu tchèque.

Chez les Polonais, surtout à Cracovie, le monde socialiste est tiraillé par les tendances les plus diverses : les orthodoxes sont aux prises avec les réformistes, dont les idées ont du succès dans un groupe important de socialistes juifs ; dans le prolétariat juif de Galicie, les uns entrent dans le parti social-démocrate polonais, les autres prétendent former un groupe socialiste séparé, sionniste ou nationaliste juif; celui-ci a été jusqu'à présent excommunié par les grands chefs, dont plus d'un cependant sont juifs, mais qui jusqu'à présent n'approuvent pas cette tentative ; les préoccupations agrariennes sont tout particulièrement vives dans ce milieu, où la question agraire est aussi aiguë qu'en Hongrie et où les social-démocrates voudraient bien gagner la campagne à leurs idées : on polémique sur la confection d'un programme socialiste à l'usage des paysans et l'on s'entend mieux sur la propagande pratique que sur la déclaration officielle d'idées qui concilieraient les exigences des théories marxistes et les désirs des hommes des champs.

Ainsi, à mesure que le mouvement socialiste en Autriche gagne en amplitude, il gagne aussi en caractères spécifiques ; il revêt de plus en plus une physionomie nationale, dont quelques traits déjà se dessinent.

Nous sommes au début d'une évolution nouvelle du mouvement. Qui peut dire dans quelle voie elle l'entraînera ?

III

Faisant ainsi une part aux sentiments nationaux à côté du souci principal qu'il accorde aux préoccupations sociales, le socialisme autrichien a vu son influence consacrée et extériorisée par les succès qu'il a remportés aux élections au parlement.

Il constitue aujourd'hui au Reichsrat le grand parti d'opposition. Déjà, quand, en 1897, une curie élisait 72 députés au suffrage universel, les socialistes avaient réussi à remporter 14 mandats. Dans la chambre de 1900, entièrement nommée pour la première fois par les citoyens âgés de vingt-quatre ans, sans distinction de fortune, de profession ou de propriété, la social-démocratie s'enorgueillit de 87 victoires.

Ce chiffre rend nécessaire la coalition des autres fractions pour rendre possible un gouvernement parlementaire. Dans cette chambre de 516 députés, en effet, la droite est constituée par les groupes des catholiques et des chrétiens-sociaux, c'est-à-dire 97 Allemands et 61 députés d'autres nationalités, soit 158 membres. Le centre se compose des partis bourgeois, dits libéraux chez les Allemands et les Tchèques, conservateurs, nationaux ou agrariens chez les Polonais, c'est-à-dire de 84 Allemands, 67 Tchèques et 54 Polonais.

Ainsi, ni la droite ni le centre ne peuvent former à

eux seuls une majorité; ils doivent se coaliser, pour la plus grande part du moins, au risque d'être à la merci des socialistes. C'est, du reste, ce qu'ils ont fait jusqu'à présent, le ministère du baron de Beck étant essentiellement d'une part un ministère d'entente nationale entre les Allemands, les Tchèques et les Polonais, un ministère de défense sociale, d'autre part, par la coalition des partis bourgeois et chrétiens sociaux contre les social-démocrates. C'est ainsi que ces derniers constituent vraiment dans le régime actuel le seul grand parti d'opposition.

Ces progrès du socialisme ont naturellement été considérables dans les villes : dans toutes les cités allemandes, ils recueillent de nombreuses voix, à commencer par Vienne, où, sur 335.000 votants, environ 125.000 voix se sont portées sur des socialistes, jusque dans le Tyrol, si pauvre cependant en industrie, où les villes leur fournissent d'importantes minorités. Trieste, l'italienne, est tout entière représentée par des socialistes. Les capitales polonaises de Leopol et de Cracovie partagent leurs suffrages, sinon leurs mandats, entre socialistes et bourgeois. Il n'est pas jusqu'à la ville lointaine et bigarrée de Czernovitz qui n'élise, par une coalition extraordinaire, un social-démocrate roumain.

Mais un fait qui frappe l'observateur, qui l'étonne, c'est leur extension dans les campagnes : dans les pays des Alpes elle est encore minime. Mais en Bohême ils remportent des succès inattendus : dès le premier tour de scrutin, alors que ce pays ne donnait une majorité suffisante que dans 50 circonscriptions

sur 130, les socialistes remportaient 29 mandats, dont — fait surprenant — 18 dans les campagnes. Et que ce fussent les campagnes allemandes ou les campagnes tchèques, le spectacle était le même : de ces 18 sièges, 8 se trouvent en pays allemand et 10 en pays tchèque. Dans la Pologne autrichienne, où la question agraire est plus pressante cependant qu'en Bohême, le succès des socialistes est beaucoup moins marqué chez les paysans, quoique ceux-ci soient déjà assez fortement touchés par la propagande socialiste.

Comment expliquer ce succès socialiste dans la campagne ? Nous disions qu'il était inattendu ; qu'on en juge : quelques mois avant les élections, nous passions dans les divers pays d'Autriche, en particulier en Bohême et à Vienne, où nous nous entretenions avec les hommes politiques et les chefs socialistes.

Un de ces derniers, un jeune député parmi les intellectuels du parti nous disait plaisamment : comme paysan socialiste ? on dit qu'il y a un paysan tyrolien qui se prétend socialiste et je connais en tout et pour tout une organisation syndicale de journaliers agricoles à Saaz.

En parcourant le pays et nous informant de l'extension du socialisme, nous ne trouvions ni d'organisations politiques socialistes chez les paysans, ni des syndicats de domestiques ou de travailleurs des champs. Il n'existait qu'un groupe plus ou moins vivant dans les petites villes éparses à travers le pays.

Ce succès serait-il inexplicable ? Voici, nous semble-t-il, à quoi on peut le rattacher : pendant les tout derniers mois avant les élections, les socialistes entre-

prirent une propagande des plus actives, des plus vives, jusque dans la moindre bourgade. Ils se posèrent partout comme le seul parti démocrate, comme le seul parti défendant les intérêts des pauvres et des petits contre les riches. Effectivement, il est à remarquer qu'il n'y a pas ou presque pas de partis radicaux démocrates en Autriche, surtout de partis agrariens. Le « radicalisme » a été jusqu'à présent « national », non « social », ou du moins surtout « national »; les agrariens ont presque partout présenté un aspect conservateur, ont prétendu défendre les intérêts de tous les agriculteurs contre ceux des consommateurs des villes. Les socialistes ont pris la place laissée vide.

Cette explication paraît avoir d'autant plus de valeur, que dans le seul pays où une campagne a été faite avec activité par un parti à la fois agraire et populaire, les social-démocrates ont presque partout chez les paysans été vaincus par celui-ci. Et cependant nous parlons de la Galicie, où la répartition des terres et le problème agraire sont plus critiques qu'ailleurs. Mais là le « parti du peuple », sous la direction de M. Stapinski, a mené bataille avec vigueur contre les conservateurs et leurs alliés aussi bien que contre les socialistes.

A côté de cette explication, d'autres raisons paraissent devoir être indiquées : la propagande a converti au socialisme, depuis quelques années, un assez grand nombre d'instituteurs, d'employés des postes, d'étudiants pauvres, et a fait de ceux-ci des adeptes ardents : en contact avec la population des campagnes par

leurs fonctions ou par leur naissance, ils y ont propagé les idées nouvelles, en les exposant très vaguement, surtout comme une protestation contre tout ce qui mécontente les paysans, l'administration, les impôts, le riche propriétaire, les servitudes de chasse, la baisse du prix des céréales, etc.; une quantité de petits journaux ou de petites feuilles volantes ont paru à l'occasion des élections, ont été répandus partout; les sentiments, défendus par le parti, qu'on faisait ainsi connaître, lui ont attiré d'autant plus de sympathie qu'il était nouveau, sans compromission avec le passé, sans avoir à supporter aucune de ces responsabilités que tout parti historique traîne à son passif. Comme en même temps on ressentait le dégoût des anciens partis, des luttes stériles de tactique et des agitations vaines, le besoin d'action économique, de réformes sociales, le désir du nouveau, on vota pour le candidat socialiste, comme candidat de protestation.

Ainsi, sans exagérer la portée de notre conclusion, il n'est pas douteux cependant qu'une bonne part de l'effectif des voix obtenues par les socialistes aux dernières élections ne sont pas des voix social-démocrates, mais des voix de paysans mécontents, comme aussi de petits bourgeois et d'intellectuels radicaux. Par là, si le mouvement syndical est spécifiquement ouvrier, le parti socialiste renferme à côté d'éléments ouvriers des éléments « bourgeois » d'opposition.

*
* *

Mais — réciproquement, pour ainsi dire — si tout le

mouvement socialiste n'est pas ouvrier, tout le mouvement ouvrier n'est pas socialiste. Il existe en Autriche un mouvement ouvrier moins important et surtout plus mêlé, dirigé principalement par les chrétiens-sociaux et par les « nationalistes » radicaux.

Ces organisations affectent la forme d'associations politiques, de syndicats et de coopératives. Les *Vereine* des chrétiens-sociaux ne comprennent pas exclusivement des ouvriers ; tout au contraire, ceux-ci y sont mêlés avec des employés, des petits commerçants, des petits artisans. De même les groupements nationalistes des Tchèques et des Allemands, nombreux surtout en Bohême ; M. Klofac, avec son parti « socialiste national » tchèque et les associations nationales allemandes étendent autant qu'ils peuvent leur propagande populaire, traitée de démagogique par leurs adversaires, dans les milieux prolétariens et y font des recrues.

La plupart des adeptes des chrétiens-sociaux et des allemands-nationaux sont embrigadés dans des syndicats, qui constituent le groupement spécialement ouvrier.

Les syndicats chrétiens-sociaux allemands datent de 1895, d'une époque où déjà les socialistes avaient constitué les leurs et occupé la place. Aussi les chrétiens-sociaux ont-ils dû se contenter de recueillir des adhérents dans certaines corporations qui ne sont pas à proprement parler des ouvriers de la grande industrie. Ainsi leurs syndicats les plus puissants sont ceux composés de salariés des établissements publics, le syndicat des ouvriers des entreprises de la ville de

Vienne, le syndicat des employés des postes et, le plus important de tous peut-être, le syndicat des ouvriers des chemins de fer. Ils ont aussi organisé en syndicats les ouvriers à domicile et les commis de magasins. On voit que leurs essais les plus fructueux se poursuivent en bordure, sinon en marge du prolétariat. Aussi ne groupent-ils que quelque 30.000 travailleurs et 200 organisations environ. Celles-ci sont reliées à un centre commun, que dirige M. Kunschak, et constituent la clientèle de l'organe ouvrier des chrétiens-sociaux, le *Christich-sozial Arbeiterzeitung*.

Une tentative analogue est poursuivie en ce moment en Bohême par les chrétiens-sociaux tchèques. Mais ceux-ci, venus plus tard à l'action sociale, se heurtent à des difficultés plus grandes encore.

Les Allemands nationaux ont commencé, presque en même temps que les chrétiens-sociaux, un essai qui n'a pas été couronné d'un grand succès. Ils ont fondé la fédération des compagnons allemands et l'union des travailleurs, *Verband deutscher Gehilfen und Arbeitervereinigung in Oesterreich*. Cette organisation syndicale ne compte guère que 120 syndicats et 12.000 membres, le plus grand nombre artisans ou mécaniciens.

Le mouvement coopératif non socialiste présente, au contraire, une véritable importance ; il est vrai qu'il est fort mêlé. Le plus considérable est la fédération ou *Verband* d'esprit libéral, que dirige M. Wrabetz et que représente le journal *Die Genossenschaft* (la société coopérative) : les coopératives de consommation qui y sont rattachées sont assez nombreuses — 200 envi-

ron — et assez importantes ; mais elles comptent parmi leurs associés autant de non-ouvriers que d'ouvriers. Les coopératives de crédit s'adressent surtout aux petits artisans, petits commerçants et petits cultivateurs ; du reste, les coopératives constituées selon le système Schulze-Delitze sont faibles et celles du type Raiffeisen sont dans un état stationnaire ; quant aux coopératives de production, si quelques-unes marchent de façon assez satisfaisante, elles ne jouent qu'un rôle fort réduit.

C'est seulement le type de la coopérative de consommation que depuis quelques années les chrétiens-sociaux tentent de répandre, du reste pas également dans toutes les contrées, et cela est significatif de la clientèle à laquelle ils s'adressent. A Vienne, les socialistes enrégimentent les ouvriers et usent de ce type de coopératives ; mais les chrétiens-sociaux défendent surtout les intérêts des petites gens du commerce, de l'industrie, de l'administration, etc. ; or, les petits marchands voient d'un fort mauvais œil cette concurrence, et, pour ne pas se les aliéner, les chrétiens-sociaux de Vienne marquent de la défaveur aux coopératives de consommation : il n'en existe dans la capitale, croyons-nous, qu'une seule animée de cet esprit. Au contraire, dans les pays des Alpes, les chrétiens-sociaux ne rencontrent pas un tel obstacle et ils ont fondé un assez grand nombre de coopératives qui fonctionnent, il est vrai, surtout en faveur des petits paysans.

Ces mouvements d'esprit divers ne rentrent que partiellement, comme on le voit, dans la description du mouvement prolétarien d'Autriche. Ils entraînent autant

le petit peuple non ouvrier que le travailleur industriel ou agricole proprement dit, et les syndicats eux-mêmes s'adressent surtout aux salariés qui ne sont pas attachés directement à la grande industrie. Néanmoins ne pas mentionner ces groupements aurait été oublié un des aspects que présente l'organisation du prolétariat en Autriche.

*
* *

De cette esquisse sur le socialisme et le mouvement ouvrier en Autriche, sur les tendances, les succès et les adversaires de la social-démocratie, n'apparaît-il pas que de plus en plus celle-ci concentre son activité en vue de deux desseins : le premier consiste à donner satisfaction aux désirs matériels et aux intérêts professionnels du prolétariat par les syndicats et les coopératives ; cette satisfaction est recherchée dans des avantages pratiques, immédiatement réalisables ; le second tend à faire du socialisme un parti créé pour la conquête des mandats, et à cette fin la lutte est surtout menée contre le plus sérieux obstacle, le christianisme social ; jusqu'à présent l'organisation socialiste est plus développée, plus fortement enracinée dans les milieux ouvriers que la chrétienne ; celle-ci, déjà forte dans certaines villes allemandes, n'est vraiment prépondérante que dans les campagnes allemandes, italiennes ou slovènes des pays alpestres ; elle commence à prendre de l'essor chez les Tchèques et les Polonais, surtout chez les paysans, et elle est encore inexistante chez les Ruthènes. De la sorte, dans l'ensemble de

l'Autriche, c'est bien la social-démocratie qui embrigade les plus gros bataillons d'ouvriers industriels et les conduit au scrutin.

Mais les aspirations prolétariennes seront-elles satisfaites par ce double dessein ? Dans un discours fort suggestif, le leader des jeunes-Tchèques, M. Karel Kramarz, se demandait si en fin de compte la population ouvrière ne se détournerait pas de cette politique socialiste ; hanté sans doute par les exemples d'ailleurs, il redoutait qu'à user du suffrage universel, les travailleurs ne se désintéressassent de cette réforme qu'ils ont tant désirée.

Il serait présomptueux de rien affirmer. Ils persévèreront dans les errements actuels, s'ils se contentent d'acomptes, sont patients, se satisfont d'améliorations partielles et ne comptent point sur la venue prochaine du « grand soir ». Si au contraire ils ont embrassé le socialisme avec la foi révolutionnaire, s'ils sont plus enthousiastes que réalistes, si la vision de l'idéal qu'on a placé devant leurs yeux demeure vivante, s'ils se lassent de le monnayer en victoires électorales et en services de secours mutuels, ils se détourneront des politiques opportunistes. A vrai dire, le choix provient surtout du tempérament de chaque peuple, qui imprime au mouvement socialiste une physiologie nationale. Jusqu'à présent rien n'indique que le socialisme démocratique et orthodoxe perde de sa faveur auprès des organisations social-démocrates d'Autriche.

CHAPITRE IV

ITALIE

Par Gilbert GIDEL

Professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université de Rennes.

« La diffusion rapide du socialisme, lit-on dans un livre récent sur l'Italie[1], son apparition comme parti parlementaire, l'absorption faite par lui de presque tout ce qu'il y avait de meilleur dans la vie et dans la pensée nationales, constituent le fait principal de la politique italienne contemporaine. Un mouvement qui existait à peine il y a dix ans est maintenant en pleine vitalité : son enthousiasme, son habileté, sa capacité d'adaptation prouvent à quel point le génie politique est encore puissant en Italie. »

Mais, s'il est hors de doute que le socialisme italien représente une puissance considérable dans la Péninsule, il faut bien s'entendre sur ce qui en fait l'importance.

Le socialisme italien ne doit pas sa force à la pré-

1. Bolton King e Thomas Okey, *L'Italia d'oggi*, 2e éd., Bari, Laterza e figli, 1904.

sence à Montecitorio d'une trentaine de députés qui se réclament d'un programme socialiste : M. Labriola le disait sans trop d'exagération : « Aujourd'hui, les députés socialistes sont réduits au rôle modeste de censeurs des mœurs déréglées de nos hommes politiques ou de coryphées de telle ou telle constellation politique bourgeoise. » (*Mouvement socialiste,* juillet 1906, p. 240). M. Turati aurait pu, comme M. Giolitti le lui proposa au moment où il succéda à M. Zanardelli, entrer dans un ministère bourgeois, sans que, croyons-nous, la face des choses en eût été modifiée.

Le socialisme parlementaire, après avoir eu un rôle prépondérant dans le développement du parti, tend à l'heure actuelle à passer au second plan. Il subit l'influence des masses prolétaires bien plutôt qu'il ne les dirige : il est fréquent aujourd'hui que des grèves éclatent en Italie contre l'avis des députés socialistes. Aussi bien faut-il reconnaître que l'incohérence de l'action du groupe socialiste parlementaire italien n'a que trop contribué à diminuer son crédit.

La force du socialisme italien réside dans les organisations ouvrières et paysannes. Il faut que ces organisations se rattachent au socialisme ou au catholicisme : elles chercheraient vainement ailleurs que dans l'une ou l'autre de ces deux directions le principe d'une action tendant à améliorer la condition des prolétaires.

La prédominance des organisations prolétariennes sur le noyau politique du parti socialiste est le phénomène qui, comme en d'autres pays, caractérise la

situation actuelle et les tendances du socialisme italien. C'est la suite logique et le développement d'un antagonisme existant dès l'origine au sein du parti entre deux esprits différents : l'esprit réformiste et l'esprit révolutionnaire.

Après un rapide historique du socialisme italien, je voudrais indiquer l'état des organisations prolétariennes socialistes en Italie et aussi des organisations catholiques, qui poursuivent, parallèlement au socialisme, mais avec des principes tout différents, l'amélioration — et non pas la destruction — du régime capitaliste.

*
* *

I. — Le parti socialiste italien, son histoire, ses fractions et leurs tendances

L'histoire du socialisme italien comporte des enseignements intéressants pour celle du socialisme en général. Un fait essentiel s'en dégage : l'évolution du parti socialiste italien a toujours tourné entre les deux pôles du réformisme démocratique et du syndicalisme révolutionnaire[1] ; ces divergences entre les diverses fractions du parti n'ont cessé de s'accentuer, et alors qu'à l'origine elles ne semblaient engager que la méthode et la tactique, elles ont apparu finalement comme ce qu'elles étaient en réalité, une opposition sur la substance même du programme. A ce point de

1. Cf. Magri, *Rassegna nazionale*, 16 novembre 1906 et 1er avril 1907.

vue, l'histoire du socialisme italien met en pleine lumière cette vérité qu' « il n'y a pas de position tenable à mi-chemin du socialisme démocratique et du socialisme révolutionnaire ». (Hubert Lagardelle, *Mouv. soc.*, 1[er] nov. 1904, t. XIV, p. 117.)

Le socialisme italien ne fut pas, comme en tant d'autres pays, l'effet d'une floraison spontanée ; il naquit sur le tronc de l'Internationale.

L'Internationale fut introduite en Italie en 1864 par Giuseppe Montanelli, de Pise, et Niccolo lo Savio, qui fonda, en 1865, le journal *il Proletario*, dont la brève carrière s'acheva en 1866.

Ce mouvement fut bien accueilli d'abord par les Mazziniens. Mais la propagande faite par Bakounine en Italie ne tarda pas à porter la division au sein du parti italien. Ce fut surtout à Naples que Bakounine répandit ses doctrines. Grâce à ses lieutenants, Giuseppe Fanelli, Savero Friscia, Carlo Cafiero, elles obtinrent une large diffusion dans l'Italie du Sud et dans une partie de l'Italie centrale. L'Italie du Nord, au contraire, donnait surtout sa faveur aux idées de Bignami, développées dans son journal collectiviste *la Plebe*. Les polémiques qui survinrent entre Bakounine et Mazzini (1871) aliénèrent les partisans de ce dernier à l'Internationale. Mazzini et la plupart des siens se séparèrent de l'Internationale sur la triple question du patriotisme, de la propriété individuelle et de l'athéisme[1]. Une autre scission se produisait peu

1. Sur ces polémiques, cf. notamment Angiolini, *Le socialisme et les socialistes en Italie*.

après (1876) entre Marxistes et Bakounistes : les premiers triomphaient dans le Nord, les seconds gardaient l'avantage dans le Sud.

De 1873 à 1879, c'est-à-dire du lendemain du Congrès de Rimini (août 1872) jusqu'à la mort de l'Internationale, s'ouvre une période où l'action directe se pratique sous Costa, Cafiero et Bakounine. C'est l'époque de la conspiration de la villa Ruffi, où se trouve compromis le futur ministre Fortis, de la publication des *Bulletins révolutionnaires*, de la formation des « Bandes révolutionnaires de Bologne », des insurrections de Bologne, de San Frediano, d'Imola, de Florence et de Rome.

Mais ces coups de force étaient vite réprimés par le gouvernement : en 1877, le Congrès de Florence est dispersé, une tentative d'insurrection armée échoue misérablement à Bénévent. C'est le signal de la mort de l'Internationale.

Elle se consomme définitivement le jour où Andrea Costa se rallie au *socialisme légalitaire* qui, entre 1873 et 1875, a fait son apparition timide avec les écrits de Gnocchi-Viani (1879).

Ainsi finit ce qu'on a appelé la période préhistorique du socialisme italien, où dès le début, deux tendances antagonistes s'affirmaient, où les révolutionnaires s'opposaient aux évolutionnistes, où les uns n'admettaient comme moyen d'action efficace que la violence, tandis que les autres confiaient leurs espoirs au jeu des institutions : c'est le trait qu'il convient de retenir de cette période.

*
* *

D'autres organisations allaient remplacer l'éphémère et malheureuse Internationale.

Les socialistes de Romagne et d'Émilie, réunis à Bologne sous la présidence d'André Costa, fondaient le *Parti ouvrier* (1880), que ses idées évolutionnistes et légalitaires différenciaient nettement de l'Internationale de Bakounine. La révolution n'est plus envisagée comme un moyen, mais comme un but, comme le terme final d'une évolution, comme « l'anneau dernier d'une chaîne de développements économiques ».

Deux ans après sa constitution, le parti ouvrier était mis à l'épreuve par la réforme électorale de 1882. Le corps électoral se trouvait élargi par l'abaissement du cens et l'admission à l'électorat de tous ceux qui justifiaient d'un certain degré d'instruction. Parmi les nouveaux électeurs, un certain nombre de jeunes gens, venus de la bourgeoisie, adhéraient au parti ouvrier. Ainsi se posait, brûlante, la « question des intellectuels ». Quelle devait être l'attitude du parti ouvrier en face des jeunes gens d'origine bourgeoise qui prétendaient s'y affilier ? Les uns étaient d'avis de répudier tout contact avec la bourgeoisie intellectuelle et socialisante ; les autres, au contraire, refusaient de se priver, par l'exclusion des intellectuels, de moyens d'action précieux pour la jeune cause du socialisme. A cette époque commencent à écrire dans *Il socialismo e la questione sociale* de jeunes bourgeois dont les noms sont devenus illustres, Filippo

Turati, Camillo Prampolini, Bissolati, A. Labriola ; fallait-il faire fi de leur appui ?

Après de vives discussions le Congrès de Bologne, en 1888, marque la défaite de l'exclusivisme.

Au Congrès de Milan (2-3 août 1891), un de ces intellectuels bourgeois, M. Turati, va faire entrer le parti dans une nouvelle direction. C'est véritablement alors, à ce Congrès de Milan de 1891, que naît le parti socialiste italien. Il se définit en se différenciant des autres partis : la distinction se fait à Milan entre les socialistes et les anarchistes, entre les socialistes et les simples démocrates, et, comme on l'a noté, le phénomène de différenciation qui se produit à Milan pour la Péninsule, se reproduit à la même époque à Bruxelles dans le domaine international.

La scission s'achève l'année suivante entre socialistes et anarchistes : à l'orageux congrès de Gênes (24 août 1892), M. Prampolini proclame solennellement l'exclusion des anarchistes hors du parti socialiste.

Le parti socialiste italien était constitué.

Comment fut-il accueilli ? Le prolétariat du Nord se montra dès l'abord favorable au nouveau parti. Quant au gouvernement et aux classes bourgeoises, ils manifestèrent une véritable frayeur. La loi d'exception de 1894 contre le socialisme, la dissolution par le ministère Crispi de la Fédération des ligues de résistance du Mantouan, la répression violente des troubles de Milan en 1898, sont les symptômes de cet état d'esprit. Il ne devait cesser qu'après l'avènement du roi Victor-Emmanuel et avec l'arrivée au pouvoir des

ministères Zanardelli et Giolitti. La frayeur excessive qui avait envahi la bourgeoisie fit place chez cette bourgeoisie à ce que M. Labriola a justement appelé[1] « une espèce de surprise de sa propre peur et une extrême confiance dans la possibilité de dompter l'ennemi présumé ».

*
* *

Cependant le parti socialiste, une fois constitué, songeait à s'organiser. Il agitait des questions de méthode et de tactique ; bref, il faisait effort pour prendre conscience de lui-même. Convient-il d'admettre une collaboration entre le parti socialiste italien et les partis politiques voisins? Faut-il, au contraire, repousser toute alliance avec les *affini?*

Tandis que le Congrès de Reggio d'Emilie donne la victoire aux intransigeants, celui de Parme, au contraire (1895), fixe les cas dans lesquels des alliances peuvent s'établir entre le parti socialiste et les partis voisins.

Ces questions de tactique et de méthode pendant les premières années d'existence du parti socialiste italien sont discutées, elles ne créent point cependant de divisions dans son sein. Elles ne deviendront des motifs d'excommunication et de schisme qu'au moment où le parti socialiste italien sera assuré de l'avenir et où les ministères Zanardelli et Giolitti auront fait succéder pour les socialistes une période de calme aux émotions des ministères Crispi, Pelloux et Saracco.

1. *Mouvement social*, t. XIII, p. 2.

C'est à Rome (18 septembre 1900) et surtout à Imola (6-8 septembre 1902) que se pose d'une façon aiguë la question dite des tendances.

A Rome, l'ordre du jour Trèves, Modigliani et Prampolini oriente le socialisme italien dans les voies du possibilisme, suivant une formule analogue à celle que, vers la même époque, avait supposée en France l'entrée de M. Millerand dans un ministère bourgeois.

A Imola, des divergences substantielles s'affirment entre les diverses fractions du parti socialiste italien. Alors commencent à réagir dans les faits et dans les directions pratiques les controverses doctrinales qui — entre MM. Bernstein, Sorel et Kautsky — se sont engagées sur le Marxisme, les premiers procédant à une revision critique de la doctrine, le dernier se posant, au contraire, en défenseur de la vieille école marxiste.

Le Congrès d'Imola marque dans l'histoire du socialisme italien une date considérable, dont l'importance ne le cède pas à celle des Congrès de Rimini de 1872 ou de Gênes en 1892. La tendance intransigeante ou révolutionnaire s'y mesure avec la tendance transigeante ou autonomiste ou réformiste[1].

Ce fut un beau duel oratoire que celui de MM. Chiesa, Treves et Turati, choisis par les réformistes pour défendre leur thèse, contre MM. Rigola, Labriola et Ferri, champions des révolutionnaires.

Les ordres du jour en présence vont nous dire les motifs de leur désaccord.

1. Sur ce Congrès : Schiavi, *Mouvement socialiste*, 1902, p. 1760.

L'ordre du jour Ferri portait que « dès aujourd'hui le parti socialiste, dans les différents domaines de son action politique et économique, suivra une ligne de conduite indépendante et distincte de toute autre classe ou couche sociale quelle qu'elle soit ou de tout autre parti politique ».

Il fut repoussé par 456 voix contre 279, au profit de l'ordre du jour réformiste Bonomi.

L'ordre du jour Bonomi après avoir rappelé les principes essentiels du socialisme, affirmait, dans une formule sybilline, que « l'action du parti est réformiste parce qu'elle est révolutionnaire, et révolutionnaire parce qu'elle est réformiste, c'est-à-dire que l'action du parti est tout simplement socialiste. »

Puis il concluait à la liberté absolue du groupe parlementaire, pour former, s'il le jugeait à propos, des alliances avec des partis de classe non prolétaires en vue d'un avantage évident du parti.

C'était affirmer « la nécessité pour le parti socialiste d'ajouter à la propagande révolutionnaire de ses débuts l'action politique de chaque jour par la participation aux luttes politiques et économiques, par les alliances et les appuis donnés aux fractions des partis bourgeois, au dedans et au dehors du Parlement, selon les circonstances, les lieux et l'opportunité[1] ».

La direction du parti demeurait aux réformistes et une pleine approbation était donnée à l'*Avanti* ainsi qu'à son directeur, M. Bissolati.

Le Congrès, cependant n'avait pas fait l'apaisement.

1. Schiavi, *Mouvement socialiste, loc. cit.*.

Les dissensions intestines qui s'étaient manifestées à Imola subsistaient toujours et allaient nuire gravement à la prospérité du parti socialiste et à son influence sur la vie générale du pays.

Il est un fait : c'est que, en 1904, la situation du parti socialiste, qui, en 1901, avait atteint dans le pays un haut degré de prospérité, est loin d'être brillante.

Les ligues de paysans, notamment, c'est-à-dire le plus important élément du prolétariat italien, ont subi un recul considérable. Voici en quels termes M. Labriola décrit la situation, à cette époque, du parti socialiste[1] :

« Rare et presque détruit est l'esprit de discipline ; nulle et combattue la maigre influence de la direction ; rares et longuement espacées les réunions de cette direction ; les journaux quotidiens, expression des étroits intérêts locaux, en lutte les uns avec les autres, animés d'un fort esprit d'antipathie régionale ; des polémiques atroces, effrénées, furieusement et férocement personnelles entre les principaux hommes du parti : tel est le désolant tableau du parti dont la noirceur dépasse celle du tableau, ni beau ni agréable pourtant, du parti socialiste français. »

Et M. Labriola déplore la « débâcle des ligues paysannes » et qualifie les chambres du travail de « cadavres ambulants et d'organismes maintenus en vie pour justifier les appointements payés aux secrétaires ».

M. Labriola et M. Piroddi, révolutionnaires[1], ne sont pas seuls à jeter le cri d'alarme. M. Giulio Casalini,

1. *Mouvement socialiste*, 15 janvier 1904, t. XII, p. 142. A. Labriola : « La situation du parti socialiste italien ».

réformiste, déplore, lui aussi, cette lamentable situation : toute la différence est que les uns en font remonter la responsabilité à la tactique réformiste de M. Turati et de ses amis, tandis que l'autre l'attribue aux polémiques intestines qui déchirent le parti.

Le Congrès de Bologne de 1904 met aux prises les deux camps opposés du socialisme italien.

Les réformistes intransigeants ont pour chef Filippo Turati. Leurs idées sont inspirées de l'œuvre d'Edouard Bernstein. Ils déclarent rompre toute alliance avec les révolutionnaires, qu'ils considèrent comme des anarchistes. Pour eux, la politique qui s'impose est une politique de *réformes*, réalisable seulement avec l'appui des autres classes et celui du gouvernement, il s'agit de conquérir le terrain pouce par pouce. La participation au pouvoir est légitime lorsqu'elle peut contribuer à la formation d'une bonne législation sociale. L'ordre du jour Bissolati condense ces idées.

Une seconde fraction a pour leader le professeur Arturo Labriola, chef des révolutionnaires intransigeants, inspiré directement des idées de Georges Sorel. L'essence du socialisme, c'est le principe de la lutte des classes.

Par définition, le socialisme est antiétatique, il repousse toute participation au pouvoir, toute tendance opportuniste et ministérialiste. La caractéristique du socialisme syndicaliste doit être l'affirmation intransigeante et constamment révolutionnaire de l'action prolétarienne. « Toute activité réformatrice, en régime bourgeois, même lorsqu'elle est partiellement utile aux travailleurs, est toujours imparfaite et ne change rien

au mécanisme fondamental de la production capitaliste. » Telles sont les idées qu'affirmait M. Labriola, dans un ordre du jour qui reproduisait, à peu de choses près, l'ordre du jour du Congrès de Brescia de la même année.

En face des forces réformistes et révolutionnaires intransigeantes ou, plus exactement *entre* elles, se dresse un tiers parti dont le chef est M. Ferri, et dont la naissance est due bien plus à des considérations assez égoïstes d'utilité pratique qu'à des raisons de principe : aussi la netteté du programme n'est-elle pas le fort de la nouvelle fraction.

On se sépare à Bologne après avoir proclamé à la quasi-unanimité l'unité nécessaire du parti, mais sans avoir rien fait pour la réaliser en votant un texte clair.

Destiné à apaiser les discussions du parti socialiste le Congrès de Bologne n'a pour résultat que de les exaspérer encore.

En juin 1904 les réformistes sont excommuniés et jetés hors du parti. Ainsi se trouvent du jour au lendemain exclus du socialisme orthodoxe une série d'hommes de haute distinction, comme MM. Turati, Treves, Chiesa, Bissolati, Prampolini, Bonomi, Vergnanini, etc. Grâce à l'alliance de M. Ferri, les révolutionnaires de l'*Avanguardia* prennent place dans la direction du parti.

* * *

Cette année 1904, qui est celle du Congrès de Bologne et de l'excommunication des réformistes, marque le début de la période tout à fait contemporaine de

l'histoire du socialisme italien. Cette période est caractérisée par l'essor de la fraction syndicaliste, coïncidant avec l'expulsion des réformistes hors du parti officiel. Les révolutionnaires ont profité de la déconvenue du prolétariat trop prompt à s'imaginer qu'il suffisait de l'avènement au pouvoir des ministères libéraux pour changer du jour au lendemain sa condition, et ils ont habilement exploité ce mécontentement des masses pour les pousser vers l'action directe. On ne saurait, à cet égard, trop souligner l'importance de la grève générale du mois de septembre 1904. Plus heureuse que les tentatives de grèves générales dont l'Italie se trouve périodiquement menacée au moment de la saison des touristes, celle de septembre 1904 réussit au delà de toute prévision : pendant plusieurs jours la vie fut suspendue dans la péninsule tout entière. « Le prolétariat d'Italie a fait alors son entrée spécifique de classe dans notre histoire nationale[1]. »

Quels furent les résultats de cette grève générale de 1904?

Les socialistes et leurs adversaires ont également prétendu qu'elle avait tourné à leur avantage.

Pour les adversaires du socialisme, la grève de 1904 aurait eu cet avantage d'éclairer les citoyens paisibles sur les dangers du socialisme.

C'est assurément sur un résultat de ce genre que le gouvernement italien comptait en prononçant la dissolution de la Chambre et en procédant à des élections générales en novembre 1904.

1. Enrico Leone, *Mouvement socialiste*, 1904, t. XIV, p. 9.

Son attente, peut-il sembler, n'a pas été trompée, puisque les députés socialistes se sont retrouvés à Montecitorio en nombre moindre qu'auparavant.

Cette opinion paraît fondée, à prendre le résultat strictement et sans l'interpréter. Mais raisonner ainsi serait ne pas tenir compte de l'augmentation considérable du nombre des voix socialistes exprimées en 1904 par rapport au nombre des suffrages exprimés en 1897 et en 1900[1]. Les socialistes ont perdu des sièges, mais

1. On consultera avec intérêt le tableau statistique ci-contre, donné par Mme Oda Olberg, dans la *Neue Zeit* du 26 novembre 1904.

RÉGIONS	1897		1900		1904	
	Voix exprimées	Voix socialistes	Voix exprimées	Voix socialistes	Voix exprimées	Voix socialistes
I. *Italie du Nord :*						
Piémont	192.985	25.250	202.381	43.811	245.191	73.555
Ligurie	34.459	5.281	52.152	10.619	69.555	16.173
Lombardie	191.110	21.226	192.056	34.334	259.113	52.484
Vénétie	101.714	10.704	111.743	12.079	152.382	27.472
Total	520.268	62.661	558.312	101.463	726.271	169.694
II. *Italie Centrale.*						
Emilie et Romagne	90.414	19.378	99,264	26.306	135.410	47 831
Marches	35.315	3.581	39.141	2.609	42.715	9.051
Ombrie	27.215	1.315	26.016	1.885	34,720	6.812
Toscane	110.863	10.476	1154.85	18,654	143.455	31.834
Latium	38.481	1.896	37,973	1.937	44.329	6.772
Total	302.288	56.643	318.151	51.391	399.629	102.290
III. *Italie du Sud.*						
Abbruzzes	47.632	914	50.479	1.019	54.582	1,364
Campanie	111.702	2.543	107.934	6.375	118.764	5.027
Pouilles	65.788	1.770	71.295	2.034	81.269	8.504
Basilicate	13.724	—	14.308	72	16.190	735
Calabre	42.899	954	43.284	200	49.141	2.726
Total	281.106	6.181	286.300	9.700	319.946	18.356
IV. *Italie insulaire.*						
Sicile	86.124	2.601	86.510	2.205	110.916	9.810
Sardaigne	18.334	—	19.788	183	24.940	1.375
Total	104.479	2.601	106.298	2.392	135.886	11.185
TOTAL GÉNÉRAL	1.208.149	108.086	1.269.061	164.946	1.581.702	301.525

ils ont gagné des voix. C'est un résultat d'autant plus appréciable que la conception de l'action socialiste en Italie s'est modifiée à la suite de ces événements de 1904.

La grève générale de septembre a tendu à déplacer l'importance respective des deux termes du socialisme italien[1] : le parti et les organisations ouvrières. Elle a montré que les organisations avaient et devaient avoir le pas sur le parti ; elle a porté un coup au vieux concept politique du socialisme pour faire prédominer sur lui le concept économique : elle n'a pas atteint le socialisme, mais a favorisé grandement le développement du syndicalisme, qui est le fait saillant de l'histoire du mouvement socialiste italien dans ses plus récentes manifestations.

Le syndicalisme italien[2] ne saurait être assimilé au syndicalisme français. Il n'existe pas dans la Péninsule un mouvement de masses ouvrières ni d'idées comparable à celui qui existe en France ; la chose s'explique facilement par la condition économique si différente des deux pays, principalement au double point de vue du développement de l'industrie et de l'instruction publique. Mais, dans son essence, il procède des mêmes idées que le syndicalisme français.

Comme lui, il est une réaction contre la dégénérescence du socialisme par le fait du socialisme parle-

1. Cf. Enrico Leone, *Mouvement social*, 1905, t. XV, p. 453.

2. Sur le syndicalisme, voyez Labriola, « Syndicalisme et réformisme en Italie », *Mouvement socialiste*, 1905, t. XVII, pp. 393 à 415. — Dinale, *ibid.*, 1906, septembre, p. 356, « Controverses sur le syndicalisme italien ».

mentaire; il est une protestation contre le « fatalisme économique et politique » de ce dernier. Le syndicalisme s'insurge contre « l'optimisme gouvernemental » des deux formes du socialisme parlementaire : le socialisme réformisme et le socialisme révolutionnaire, contre cet optimisme « qui ramène tout à une simple modification de personnel politique »[1].

En Italie particulièrement, en dehors de ces causes générales partout agissantes, l'ignorance dogmatique des chefs de l'orthodoxie socialiste a contribué, en exaspérant l'esprit critique, à développer le mouvement syndicaliste.

C'est en 1902, avec la traduction italienne de l'*Avenir socialiste des syndicats*, que les idées syndicalistes apparaissent en Italie.

Elles s'affirment en 1905 par la scission qui se produit dans la rédaction de l'*Avanti* et qui aboutit à la création par M. Enrico Leone du *Divenire sociale*. Contre ce qu'ils appellent l' « éclectisme ferriste » cherchant vainement une voie médiane à parcourir entre la conception étatiste et la conception anti-étatiste, Enrico Leone et ses amis entendent revenir à la notion intégrale et sans atténuation de la lutte des classes : c'est la source de vie du socialisme, et dans leur article-programme ils proclament leur volonté d'y retourner.

Avec cette constitution de la fraction syndicaliste à l'état organisé, ayant une doctrine et des moyens de

1. Voyez le remarquable article de M. Hubert Lagardelle sur le syndicalisme, *Documents du Progrès*, avril 1908.

propagande, le socialisme italien a pris les traits extérieurs qui le distinguent à l'heure actuelle.

Ainsi, au début de 1905, tandis que les réformistes, retirés à Milan, y forment une organisation indépendante et défendent leurs idées de transformation progressive du régime capitaliste dans la *Critica Sociale* de Milan et dans les trois quotidiens : le *Tempo* de Milan, le *Lavoro* de Gênes et la *Giustizia*, de Reggio d'Emilie, les révolutionnaires de l'*Avanguardia* de Milan, de la *Propaganda* de Naples et les syndicalistes du *Divenire Sociale* et de l'*Azione* sont passés à l'opposition.

Entre cette droite que constitue le réformisme et cette extrême gauche que constitue le syndicalisme, M. Ferri, avec l'organe officiel du Parti, l'*Avanti*, constitue le centre, tantôt attaquant le ministère, tantôt le soutenant, même lorsqu'il est suspect de réactionnarisme, comme il fera notamment pendant l'éphémère combinaison Sonnino (8 février - 17 mai 1906).

Malgré des divisions qui se sont élevées au sein de la fraction syndicaliste[1] et que trahissent les polémiques entre le *Sindacato operaio* de Rome, devenu en octobre 1905 l'organe quasi-officiel du syndicalisme, et la *Lotta proletaria* de Mirandola, accusée par les milieux officiels socialistes d'avoir « dépassé les limites du socialisme », le syndicalisme italien n'a cessé de progresser depuis la conférence tenue à Modène (juin 1905) et où se sont réunis tous ceux,

1. Notamment sur la question de l'organisation de l'agitation en faveur de la journée de huit heures, à la conférence de Bologne, 26 novembre 1905.

syndicats ou individus, qui acceptent en Italie les thèses du syndicalisme, afin de fixer quelques principes et d'établir un programme d'action.

Le syndicalisme italien s'est développé à tel point que la question capitale agitée à Rome au neuvième congrès national italien, du 7 mai au 11 octobre 1906, a été celle de savoir quelle serait, en face du syndicalisme, l'attitude des autres groupes : réformiste et intégraliste.

Vives, mais d'ailleurs courtoises, furent les discussions entre les trois fractions.

Si nous en croyons un syndicaliste convaincu, M. Panunzio[1], « le réformisme, au cours des débats, se montra égal et cohérent à soi-même, avec ses principes de collaboration des classes, d'appui à la démocratie de gouvernement, de négation de l'action directe des travailleurs, de conception de la gradualité de l'avènement historique du socialisme.

L'intégralisme[2], à son tour, fut ce qu'il est réellement, c'est-à-dire une équivoque, un amas de contradictions, amalgame chaotique et hétérogène, sans aucune vigueur intérieure. »

Quant aux syndicalistes, ils « affirmèrent la nécessité pour le socialisme de se maintenir fidèles à ses

1. *Mouvement socialiste*, 1907, t. XXI, p. 137.

2. « Le nom d'intégraliste, écrivait M. Bissolati dans la *Nuova Antologia* peu de jours avant le Congrès de Rome, a été choisi pour signifier l'éclectisme de la méthode qui accueille et consacre l'action directe et l'action parlementaire, qui reconnaît une valeur égale à l'activité économique et politique, qui attache du prix à toute modeste réforme, sans jamais perdre de vue les grands idéals et les buts suprêmes... »

origines ouvrières et révolutionnaires, sans dégénérer dans un doctrinarisme démocratique et humanitaire ».

« En dehors du syndicalisme, il n'y a qu'une continuation du « démocratisme » et du « politicisme » bourgeois, qu'il soit soutenu par Turati ou par Ferri. »

Après l'exposé des doctrines, il fallut venir au vote et se prononcer sur les trois ordres du jour qui les mettaient aux prises. Un coup de théâtre eut lieu : après avoir vigoureusement combattu l'ordre du jour Ferri, les réformistes le votèrent. Cette manœuvre habile avait le double avantage d'affirmer le manque d'individualité de la doctrine intégraliste en ne la prenant pas au sérieux et de mettre en écrasante minorité l'ordre du jour syndicaliste (5.374 voix contre 26.947).

C'était, en somme, l'équivoque qui se prolongeait au sein du parti socialiste ; mais, cette fois-ci, elle se retournait contre la fraction qui l'avait maintenue : le véritable vaincu, ce n'était pas le syndicalisme, mais bien l'intégralisme ferriste.

Le syndicalisme italien, depuis le Congrès de Rome de 1906, a manifesté une grande activité. Évincé, contre son espérance, au profit des réformistes, du comité de direction de la Confédération générale du travail qu'il avait fait créer en 1906, il a engagé la lutte contre ce comité de direction, et au Congrès de Parme, tenu les 3 et 4 novembre 1907, il lui a fait voter un ordre du jour hostile par les quarante-deux organisations ouvrières réunies, qui représentaient plus de 200.000 inscrits.

Partout la même tactique a été suivie.

A Rome, en octobre 1907, a été fondée la « Ligue générale des travailleurs de Rome », « dans le but d'opposer, dit un syndicaliste[1], un organisme sain, vivant et puissant à l'organisme pourri de la vieille bourse du travail, dirigée aujourd'hui dans un sens démagogique et délibérément antisyndicaliste ».

L'action syndicaliste a provoqué, au mois d'octobre dernier, toute une série de grèves : grève des gaziers à Milan, à Palerme, à Alexandrie ; des boulangers à Bari et, à Milan, la grève, infructueuse d'ailleurs, des ferrovieri.

Le syndicalisme, enfin, prouve sa vitalité par une série de journaux nouveaux : à côté du *Tempo* de Rome, de l'*Avanti* de Milan, du *Grido del Proletariato* (détaché du *Grido del Popolo* de Turin), la très active *Scintilla* de Ferrare mène le combat syndicaliste.

Il convient d'ajouter, en terminant cette très rapide esquisse des fractions entre lesquelles se divise le socialisme italien, que si la scission doctrinale semble irréductible, — témoin les événements assez violents du Congrès de l'extrême-gauche tenu à Rome, fin mars 1908, — elle n'empêche pas les socialistes italiens de toute nuance de marcher unis dans les manifestations d'action directe. C'est une constatation que l'on a pu faire pendant les récentes grèves agricoles de la province de Ferrare[2] (mai 1908).

1. M. Orano, *Mouvement socialiste*, 15 décembre 1907.

2. Sur les organisations agricoles prolétariennes, voyez le bel ouvrage du comte de Rocquigny, *Ligues et grèves de paysans en Italie*, Paris, 1904, et les études très documentées de M. Mazzoldi sur le syndicalisme rural en Italie, *Mouvement socialiste*, 1906,

II. — Les organisations prolétariennes socialistes en Italie

1° *Syndicalisme rural.*

Pendant longtemps le prolétariat rural est demeuré inorganisé en Italie. Les causes principales de cet état de choses semblent avoir été le manque d'instruction, l'*analfabetismo*, encore si répandu à l'heure actuelle dans la Péninsule et dans les îles, et les salaires de famine des travailleurs de la terre.

Le Mantouan fut le premier berceau des organisations rurales, d'abord sous la forme de ligues de résistance, puis sous la forme de ligues d'amélioration [1]. D'autres ligues se constituèrent, notamment en Sicile, théâtre de la célèbre agitation des *fasci* en 1894.

Mais, on l'a très bien observé, ces mouvements n'étaient que des « agitations sporadiques, déréglées, éphémères, sans aucune affinité avec un mouvement syndicaliste sérieux et continu » (Mazzoldi).

L'avènement des ministères libéraux donna une énorme poussée à ces ligues de travailleurs ruraux. Au mois de novembre 1901, le premier Congrès des travailleurs de la terre, à Bologne, révéla l'existence de 704 ligues, groupant 150.000 travailleurs agricoles. Sur cet effectif, la Lombardie comptait 47.052 travailleurs, la Vénitie 23.830, l'Émilie 57.177, la Romagne 11.399, la Pouille 6.000.

t. XVIII, pp. 78 à 98, et 1907, t. XXI, pp. 54 à 74. Voyez aussi St. Piot, *Deux années d'agitation agraire en Italie*, dans les *Annales des Sciences politiques*, 1903.

1. Sur ce point, cf. comte de Rocquigny, *op. cit.*, pp. 18, 19 et 26.

Mais ces ligues, groupées en une « Fédération nationale des travailleurs de la terre », avaient surgi trop hâtivement pour correspondre à quelque chose de sérieux et constituer une véritable force.

Elles firent cependant illusion aux employeurs. Les grèves succédèrent aux grèves pendant le printemps 1902 : comment en eût-il été autrement, alors qu'il suffisait aux prolétaires italiens de se mettre en grève pour obtenir une hausse notable des salaires et une amélioration des conditions du travail. Les patrons, persuadés de la puissance de ces organisations, accédaient, sans résister à leurs demandes.

L'été de 1902 marque le point culminant de la prospérité de ces ligues agricoles.

On en compte au mois d'août de cette année-là 1.235, groupant 227.991 adhérents.

La répartition se faisait comme suit :

	Ligues.	Adhérents.
Piémont	78	16.000
Lombardie	472	65.962
Vénétie	51	11.800
Emilie	440	80.059
Romagne	40	7.000
Marches	8	1.000
Toscane	39	4.000
Ombrie	17	6.400
Abruzzes	1	270
Latium	9	3.000
Pouille	52	27.000
Basilicate	8	2.000
Sicile	10	1.850
Campanie	1	500
Terre de labour	6	850
Ligurie	3	300
Total	1.235	227.991

A ce chiffre de 227.991 adhérents il convient d'ajouter

les fédérations mazziniennes de Romagne, qui, après le vote de Bologne en faveur de la socialisation de la terre, s'étaient détachées de la Fédération nationale.

Mais la prospérité des ligues devait peu durer. Elle était à la merci de la moindre résistance patronale. En août 1902 plusieurs grèves échouèrent dans le Polésine. Le charme était rompu. Presque instantanément les fonds cessèrent d'arriver à la Fédération. Celle-ci mourut en 1903.

L'organisation du prolétariat rural ne devait pas cependant sombrer dans cette crise. A la place de la grande fédération, il s'en fonda une série de petites, puissamment secondées par l'action coopérative.

« Sans préjudice de l'action de résistance, à son aide même, dit M. Mazzoldi, les coopératives de travail servirent à combattre l'avilissement des salaires, à résister aux terriens qui cherchaient à vaincre l'organisation et à la dissoudre par le chômage artificiel, à révéler plus clairement aux travailleurs la fonction parasitaire du capitaliste.

« D'autre part, les coopératives de consommation réduisirent le prix des denrées alimentaires par la suppression des petits boutiquiers, aidèrent les grèves par le crédit, furent dans l'hiver la providence des pauvres chômeurs. »

Une statistique intéressante donnée dans le *Bulletin de l'Office du Travail français* de juillet 1906 permet de suivre le mouvement de reconstitution de ces ligues après la débâcle de 1903[1].

1. Le Congrès coopératif de Crémone (septembre 1907) a montré

On y constate que 982 ligues comprennent à la date indiquée au total 221.913 adhérents, sur lesquels il y a 22.654 petits propriétaires et 13.463 petits fermiers.

La Sicile, à elle seule, figure pour 14.416 petits propriétaires et 6.596 petits fermiers, le Latium pour 2.394 petits propriétaires et l'Ombrie pour 1.530.

L'Italie du Nord et les Pouilles ne comprennent guère à peu près, au contraire, que des métayers et des journaliers.

Comme le fait très judicieusement remarquer M. Mazzoldi (*op. cit.*, p. 71), « les noyaux les plus solides de l'organisation sont dans la vallée du Pô, à côté de la culture intensive et industrielle de la terre ; dans l'Émilie et dans la Romagne, dans le Mantouan, dans le Polésine (prov. de Rovigo), dans la Lomelline (arrondissement de Mortara, ligues 26, adhérents 4.826 et arrondissement de Voghera, ligues 17, adhérents 1.596 ; ces deux arrondissements sont compris dans la province de Pavie), dans l'arrondissement de Verceil (province de Novare), ligues 31, adhérents 4.170, et enfin dans l'arrondissement de Crémone, ligues 9, adhérents 1.116 ».

Après ces puissantes organisations de la vallée du Pô, nous trouvons, toujours à côté de la grande culture, les syndicats agricoles de la Pouille : ligues, 42, adhérents, 23.316 ; et puis encore, mais avec des petits propriétaires, petits fermiers et métayers parmi leurs

une orientation très nette des ligues de travailleurs agricoles vers une organisation coopérative très développée. Voir sur ce point le rapport présenté au Congrès par M. Vergnanini, secrétaire de la Chambre du travail de Reggio d'Emilie.

syndiqués, les organisations du Latium, de l'Ombrie, de la Sicile. La province de Trapani possède à elle seule 10.825 petits propriétaires et 3.105 petits fermiers sur 16.651 syndiqués au total.

Notons que sur les 221.913 travailleurs syndiqués de toute l'Italie, il y a 182.302 hommes et 39.611 femmes.

A l'heure actuelle (1908) on peut évaluer le nombre total des ligues agricoles à 1.300, groupant environ 280.000 adhérents.

Un fait très intéressant à retenir et qui a été pleinement mis en lumière par les études de M. le comte de Rocquigny[1] est que ces ligues agricoles comprennent non seulement des salariés, mais des petits propriétaires, des métayers, des petits fermiers. Avec une très grande habileté, les chefs socialistes ont ouvert ces ligues largement « à toutes les catégories du monde rural sympathiques aux ouvriers agricoles, sous la seule condition qu'elles acceptent le principe de la lutte de classes, qui leur est présenté comme tutélaire de leurs intérêts spéciaux ».

Ces organisations prolétariennes ont manifesté leur puissance en entrant en lutte avec les syndicats des capitalistes agricoles qui se sont constitués pour leur tenir tête. En 1906, des grèves violentes ont eu lieu à Verceil, à Ravenne, à Mantoue, à Saletto (Bologne), à Parme, dans le Novarois, à Argenta (Ferrare). En 1907, d'autres ont éclaté au mois de juin à Ferrare, au mois de septembre dans les Pouilles, dans les trois provinces de Foggia, Bari et Lecce. En mai 1908 enfin, une

1. *Op. cit.*, p. 60 et suiv.

grande grève agricole a opposé les ligues de la province de Parme, dont la Chambre du travail est entièrement syndicaliste, à l'association agraire des propriétaires.

« Les travailleurs agricoles, écrivait un Italien très versé dans ces questions, au mois de janvier 1907, sont encore en Italie le bétail des politiciens. » Cette appréciation tend à être de moins en moins vraie en ce qui concerne la sorte de politiciens auxquels faisait allusion cet écrivain : souhaitons que les travailleurs agricoles ne deviennent pas le « bétail » d'autres hommes, dont la domination ne vaudrait guère mieux.

2° *Syndicalisme industriel.*

L'Italie est essentiellement un pays agricole : il n'est donc pas surprenant que l'organisation du prolétariat rural soit la plus puissante des organisations syndicalistes italiennes. Celles des travailleurs de l'industrie, pour être moins développées, sont cependant déjà considérables.

Les travailleurs de l'industrie sont groupés dans des fédérations d'ouvriers, des chambres du travail et aussi des unions professionnelles catholiques. Une organisation centrale se superpose aux fédérations d'ouvriers et aux chambres du travail.

En 1906, le plus grand nombre des fédérations d'industrie était groupé dans le secrétariat de la Résistance, fondé en 1900. Vingt-cinq fédérations, groupant 155.102 membres, adhéraient ainsi au Congrès de Gênes. La plus importante de ces fédérations était celle des

Ferrovieri, répartie en trois grandes organisations : le *Riscatto Ferroviario*, groupement à tendances syndicalistes comprenant 32.770 adhérents avec un organe bi-mensuel, *Il Treno ;* la Fédération des syndicats, comprenant 21.550 membres avec un organe bi-mensuel, *Il Vecchio Treno ;* l'Association des chauffeurs et mécaniciens, comprenant 3.015 adhérents avec, pour organe, *Il Risveglio*. Il semble cependant qu'à l'heure actuelle le syndicalisme soit en déclin chez les Ferrovieri et que les travailleurs des chemins de fer affiliés au parti réformiste deviennent de jour en jour plus nombreux. Les Ferrovieri réformistes peuvent être estimés (août 1908) à une vingtaine de mille.

Après ces trois groupements de Ferrovieri, représentant 57.536 syndiqués, venaient les fédérations des travailleurs municipaux (26.505 membres), des travailleurs de la mer (16.967 membres), des métallurgistes (13.313), des travailleurs de l'État (11.771), des travailleurs du livre (9.198) et du textile (7.510).

Trois fédérations, groupant seulement 6.128 membres, n'adhéraient pas au secrétariat central de la Résistance.

D'autre part, les travailleurs italiens sont organisés localement dans les chambres du travail, qui correspondent à nos bourses. La première fondée fut celle de Milan, en 1899.

En 1903, les 12 premières chambres fondèrent la Fédération des chambres.

Le comité fédéral s'est fondu, en 1905, avec le secrétariat de la Résistance.

L'Office du travail a relevé l'existence en Italie, pen-

dant le deuxième semestre de 1904, de 91 chambres du travail, dont 77 adhéraient au secrétariat de la Résistance.

Ces 91 chambres groupaient 347.249 ouvriers.

Les plus importantes étaient celles de Bologne (38.481 membres), Reggio d'Émilie (32.127), Milan (20.947), Ravenne (18.948), Gênes (18.948), Parme (15.357), Ferrare (14.343), Naples (12.727), Rome (10.834).

A l'heure actuelle il existe en Italie une Confédération générale du travail, dont l'organisation est calquée sur celle de France.

Sa création a été décidée, sur l'initiative des syndicalistes, au Congrès des organisations ouvrières tenu à Milan en août 1906. Ainsi a été remplacé le secrétariat central de la Résistance qui servait d'organe d'entente entre les fédérations de métiers et la fédération des chambres du travail.

3° *Mouvement social chrétien.*

A côté du mouvement *socialiste*, il existe en Italie un mouvement *social* chrétien très intense.

Mouvement social, disons-nous, et non pas mouvement socialiste. C'est que, en effet, le principe des organisations catholiques diffère essentiellement de celui des organisations socialistes : tandis que les unes reposent sur la lutte des classes, les autres, au contraire, prennent pour fondement l'harmonie des classes.

Il importe d'insister sur cette idée afin d'éviter toute

confusion. Toutes les fois que certains démocrates chrétiens ont pu sembler suspects de verser du côté du principe de la lutte des classes, ils ont été — tels l'abbé Murri — expressément relevés par le Saint-Siège.

Le point de départ de ce mouvement social chrétien est la célèbre encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII, où le capitalisme se trouvait condamné d'un point de vue moral, au nom de ce que, avec une nuance d'ailleurs, M. Henry Michel appelle l'éminente dignité de la personne humaine.

L'encyclique prônait deux remèdes pour obtenir l'amendement du régime capitaliste :

L'organisation professionnelle — comportant essentiellement comme idéal le syndicat mixte de patrons et ouvriers — et d'autre part l'intervention de l'État[1].

La première organisation que se donnèrent les catholiques italiens, en conformité de ces directions, est celle désignée sous le nom d'*Œuvre des Congrès*.

Au sein de cette œuvre, sur la fin du pontificat de Léon XIII, deux tendances se firent jour en faveur d'une action énergique de l'œuvre des congrès dans une double direction.

Les libéraux revendiquaient une autonomie entière en matière politique ;

Les démocrates tournaient tous leurs efforts vers les réformes sociales et tout ce qui pourrait assurer aux classes populaires le bien-être matériel, condition préalable nécessaire du relèvement religieux.

1. Cf. *Catholicisme social et socialisme*. Berth, *Mouvement socialiste*, t. XI, 1903, 15 nov., p. 321 à 350.

Malgré les sollicitations dont il fut l'objet, l'esprit avisé de Léon XIII refusa de condamner ces tendances et de les décourager, y sentant des phénomènes inévitables, et se contenta de les écarter de tous excès.

Ces tendances libérale et démocrate se manifestèrent avec plus d'éclat que jamais vers la fin de 1903 et au début de 1904. A la suite du congrès de Bologne de 1904, l'œuvre des congrès fut dissoute par Pie X. La circulaire de la secrétairerie d'État du 28 juillet 1904 fit tomber à la veille des élections générales cette organisation sur laquelle certains catholiques avaient fondé tant d'espérances.

Les catholiques allèrent au vote sans direction. Ils donnèrent généralement leurs voix aux modérés, mais sans s'inquiéter assez de leurs opinions en matière religieuse.

Pie X — au début de mars 1905 — condamna formellement, dans une lettre au cardinal Svampa, l'action des démocrates chrétiens dont le chef est l'abbé Murri; il interdit le congrès qu'ils devaient tenir à Bologne, puis se préoccupa de reconstituer une organisation catholique.

Le comte Medolago-Albani fut chargé de constituer une association nouvelle de caractère purement social : « L'Union populaire » ; peu après, le 20 juin 1905, une encyclique vint fixer les directions que le Pape entendait maintenir à l'action catholique.

Le *Non expedit* était théoriquement maintenu, avec quelque relâchement cependant de sa rigueur primitive, mais les catholiques devraient toujours demeurer sous le contrôle des évêques.

Il était expressément spécifié dans l'organisation donnée à l'Union populaire qu'elle comprendrait, à côté de son conseil de direction, un assistant ecclésiastique qui lui serait donné par le Saint-Siège et qui assisterait à toutes les séances. (Cf. *Osserv. Romano*, 23 mai 1907.) De plus, les intérêts spirituels du peuple devraient toujours passer avant ses intérêts matériels.

Les forces catholiques ont été réorganisées par le Congrès de Florence, suivant le plan établi par le Saint-Siège. A côté de l'Union populaire ont été créées les trois unions qui forment, avec elle, ce que l'on nomme les « quatre Unions » : l'Association électorale, l'Association économique sociale, la Société de la Jeunesse catholique. Les représentants de ces unions se sont tout récemment réunis à Gênes, en congrès, en mars 1908.

Le pape Pie X, suivant en cela une tactique très habile et s'efforçant de déjouer la manœuvre de démocrates chrétiens évoquant à chaque instant le souvenir de Léon XIII pour en faire le chef de l'opposition contre le pape actuel, a hautement déclaré — notamment dans le bref d'encouragement et d'approbation à la *Settimana Sociale* tenue à Pistoia en octobre 1907 — que le programme démo-chrétien de son prédécesseur, dépouillé de ses tendances modernistes, était toujours celui du Vatican.

A l'heure actuelle il semble que les forces catholiques se partagent en deux tendances différentes : d'une part, les quatre Unions, avec leurs éléments modérés, rigoureusement dociles sous le contrôle et

la direction des évêques et, au point de vue politique, ayant pris position en faveur d'une alliance avec les candidats dits « de l'ordre » par opposition aux « subversifs » ; d'autre part, les libéraux et les démocrates chrétiens, déjà en opposition autrefois avec le gros de l'Œuvre des congrès, aspirant à une action politique indépendante, plus audacieux au point de vue social, un peu suspects au Vatican, qui leur croit trop d'indulgence pour le principe très socialiste et très peu chrétien de la lutte de classes[1].

C'est en pensant à l'abbé Murri et à ses démocrates que Pie X écrivait dans son Encyclique *Pieni l'animo* sur l'action populaire : « Tout langage qui pourrait inspirer au peuple l'aversion contre les classes supérieures est et doit être considéré comme contraire au véritable esprit de charité chrétienne. »

Et il semble que — à diverses reprises — des ordres supérieurs n'aient pas été inutiles pour « étouffer l'excès de zèle des propagandistes qui glissaient au socialisme[2] ».

Les organisations sociales économiques semblent avoir atteint une réelle importance en Italie.

Les ligues catholiques agricoles — assez florissantes dans les provinces de Brescia, Bergame et Milan — groupaient, à la fin de 1902, d'après le professeur Colajanni, environ 10.000 adhérents.

En 1904, le chiffre total des mouvements des capi-

1. Abbé Romolo Murri. *La politica clericale e la democratia*. Rome, 1908.

2. Voyez la note de M. Contini. Appendice à comte de Rocquigny, *op. cit.*, pp. 261 et 267.

taux des banques catholiques était de 201.062.363 francs ; et pourtant il faut noter que les opérations de ces banques sont des plus modestes, leurs statuts prohibant régulièrement toute opération aléatoire.

D'après le compte rendu de l'Union économique par le comte Medolago-Albani (pour 1906), les sociétés de secours mutuels qui étaient au nombre de 741 en 1904, s'élevaient en 1906 au nombre de 1.056; les secrétariats du peuple étaient montés de 21 à 36 ; les coopératives de production, de consommation et de travail, de 107 à 202; les unions de syndicats, de 170 à 205; les fédérations de syndicats ruraux, de 33 à 63; les sociétés pour le fermage collectif des terres, de 29 à 32; les banques, de 73 à 76; les caisses rurales, de 835 à 1.092; les sociétés d'assurance contre la perte de bétail, incendie et grêle, de 154 à 179.

Ce sont là des résultats importants; ils indiquent quelle rude concurrence, dans certaines parties de l'Italie et notamment dans le Nord, les œuvres catholiques font à la propagande socialiste.

En ce qui concerne l'attitude des ouvriers catholiques en face des *camere di lavoro*, le Congrès de Pistoia a décidé d'adopter une ligne de conduite fondée sur des considérations d'opportunité et tantôt de former des ligues propres, tantôt d'autoriser les ouvriers catholiques à s'inscrire, selon les circonstances locales, dans des organisations déjà instituées et extra-confessionnelles.

Conclusion

Que conclure de ce rapide examen de l'histoire et des conditions d'organisation du socialisme italien ?

Le trait saillant de cette histoire est le choc de deux conceptions différentes du prolétariat, choc qui se retrouve d'une manière plus ou moins apparente, mais toujours réelle, à toutes ses phases. « Du prolétariat il existe pour ainsi dire deux notions : la notion syndicaliste, qui voit en lui une masse révolutionnaire, qui ne tend pas seulement à améliorer son sort, mais à préparer les moyens de supprimer sa condition présente de prolétariat, et la notion réformiste qui, dans le prolétariat, voit une condition de fait dont il faut se préoccuper pour la modifier et l'améliorer par des moyens extérieurs [1]. »

Ces deux conceptions, après s'être lentement dégagées d'abord, après avoir vécu longtemps côte à côte, tendent à s'exclure du parti où elles ont vécu un certain temps ensemble. Si bien qu'à l'heure actuelle, « le mouvement socialiste en Italie a changé complètement de physionomie ; en réalité, à présent, il y a deux mouvements absolument distincts, celui de la lutte de classe mené par les syndicats ouvriers en dehors de toute tutelle socialiste, et celui de la fusion des classes, mené par le parti socialiste. » (Orano, *Mouvement Socialiste*, t. XXII, p. 468.)

Ainsi se vérifie cette idée très juste, rappelée au

1. Labriola, *Mouvement socialiste*, juillet 1906, p. 243.

début de ce travail, que les situations intermédiaires doivent être nécessairement éliminées et qu'il n'y a pas de position tenable à mi-chemin du socialisme démocratique et du socialisme révolutionnaire.

Le socialisme italien n'a que deux voies ouvertes devant lui : il doit choisir entre le socialisme gouvernemental réformiste ou le syndicalisme.

L'accès au pouvoir d'un socialiste en Italie est dans l'ordre des choses « non seulement possibles, mais probables [1] » et prochaines. Déjà, M. Giolitti avait offert, dans son cabinet, un portefeuille à M. Turati. A défaut de celui-ci, M. Claudio Trèves apparaît à beaucoup de bons esprits comme un ministre de l'avenir.

L'autre voie qui s'ouvre au socialisme italien — et la seule possible — est le syndicalisme.

Quel peut être l'avenir du parti syndicaliste en Italie ? Il semble que, pour l'instant tout au moins, le syndicalisme ne puisse avoir un grand retentissement pratique dans la classe ouvrière.

Proudhon posait de la manière suivante le problème de la capacité politique des classes ouvrières :

« Le problème de la capacité politique des classes ouvrières revient à se demander si la classe ouvrière, au point de vue de ses rapports avec la société et l'État, a acquis conscience d'elle-même ; si, comme être collectif, moral et libre, elle se distingue de la classe bourgeoise, en sépare ses propres intérêts et

1. Labriola, *Mouvement socialiste*, juillet 1906, p. 242.

tient à ne plus se confondre avec elle ; en d'autres termes, possède-t-elle une idée, c'est-à-dire une notion de sa propre constitution, connaît-elle les lois, conditions et formules de son existence, en prévoit-elle la destinée et la fin, se comprend-elle elle-même dans ses rapports avec l'État et la nation [1] ? »

Posant à son tour le même problème dans les mêmes termes, M. Labriola y répond : « Il est évident que, dans une société aussi mélangée, aussi divisée, bigarrée, instable et sans traditions historiques que la société italienne, où se posent encore des problèmes que d'autres pays civilisés ont déjà résolus, le syndicalisme ne peut se développer que dans quelques groupes d'élite de la classe ouvrière, qui dépassent, en un certain sens, le niveau présent de la société italienne et s'opposent idéalement à une bourgeoisie encore bien éloignée de toute conscience de classe... [2] ».

D'après lui, la naissance d'une véritable conscience de classe, et par suite la diffusion des notions syndicalistes, rencontre en Italie deux obstacles :

1° L'existence d'une infinité de degrés intermédiaires qui, loin de séparer, confondent idéalement le prolétariat et la bourgeoisie et créent une série de problèmes communs à divers usages sociaux ;

2° Le vif sentiment régionaliste de nombreuses corporations ouvrières, surtout dans le Nord, qui crée une communauté d'intérêts entre la bourgeoisie et le

1. *De la capacité politique des classes ouvrières*, Paris, 1873, p. 42.

2. *Mouvement socialiste*, juillet 1906, p. 239.

prolétariat et s'oppose ainsi à toute notion syndicaliste.

La conclusion de tout cela, c'est que « le syndicalisme italien doit apprendre la vertu de modestie ».

Que doit faire le parti syndicaliste italien ?

Doit-il, comme certains l'ont conseillé, séparer son action politique du parti socialiste et faire bande à part ?

Non, pense M. Labriola. « Nous devons, dit-il, partir de deux sortes de faits : le premier, c'est que le socialisme de la lutte de classe est une anticipation idéologique sur les conditions historiques de notre pays ; le second, qui découle du premier, c'est que le parti socialiste parlementaire ne peut être que ce qu'il est : un parti démocratique de réformes sociales. »

Le parti syndicaliste italien ne peut avoir pour l'instant qu' « une tâche purement éducative » (Labriola), et un autre écrivain exprime la même idée en déclarant que « le plus grand devoir du syndicalisme est tout pédagogique » (Panunzio).

Le syndicalisme italien doit attendre « avec beaucoup de patience la décomposition finale du socialisme parlementaire et légalitaire »[1]. Mais encore faut-il que cette décomposition, si elle s'opère, ait lieu au profit du syndicalisme.

En sera-t-il ainsi ?

Telle est la question que nous posons sans y répondre. Un point d'interrogation, quelque insuffisant qu'il soit, vaut mieux encore qu'une prophétie politique.

1. Labriola, *op. cit.*, p. 242.

Toujours est-il que, dans la lutte entre le syndicalisme et le réformisme, c'est le réformisme qui a marqué le dernier point.

Le dixième et dernier Congrès socialiste national italien tenu à Florence en septembre 1908 vient de marquer un incontestable succès du réformisme sur le syndicalisme, par le vote à une grosse majorité de l'ordre du jour soutenu par M. Turati (18.252 voix sur 29.207 votants).

Cet ordre du jour repousse complètement le syndicalisme révolutionnaire, condamne la grève générale comme moyen normal de lutte, repousse le système de l'opposition perpétuelle et sectaire, système purement négatif et qui ne peut apporter aucune satisfaction réelle au peuple, affirme qu'il n'est pas contraire aux principes et méthodes du socialisme de faire œuvre positive en obtenant des réformes avantageuses au prolétariat.

La sanction pratique de ce vote a été la démission de M. Morgari, remplaçant M. Enrico Ferri comme directeur de l'*Avanti*, et la nomination à la tête de l'organe officiel du parti du député réformiste M. Leonida Bissolati.

CHAPITRE V

ESPAGNE

Par ANGEL MARVAUD

Chargé de missions en Espagne.

Le mouvement ouvrier espagnol ne se distingue ni par l'originalité des conceptions de la « cité future » émises par ses chefs, ni par son ampleur et sa vitalité. La plupart des théories, qui ont été ou qui sont encore en honneur dans le monde des travailleurs, au sud des Pyrénées, portent une étiquette étrangère. Et si le socialisme est aussi vieux là-bas que de ce côté-ci des monts, ses progrès y ont été, en revanche, entravés par une foule de circonstances, les unes politiques, les autres qui tiennent à la nature des choses. L'industrie n'a jamais été très développée chez nos voisins ; elle s'est même longtemps circonscrite dans une seule province, la Catalogne.

Le manque d'instruction générale [1], l'inéducation politique des masses, l'absence d'intellectuels à la tête du mouvement ouvrier, enfin l'insuffisance des libertés

1. Pour une population de 18.607.674 habitants (au recensement de 1900), on compte 11.869.486 illettrés. En retranchant de ce chiffre les enfants au-dessous de six ans, qui fournissent les 14,5 p. 100 de la population, on voit que les *analfabetos* sont encore de 9.171.376, soit près de 50 p. 100 de la population totale.

individuelles ou collectives, sans parler de l'individualisme excessif, qui est un des traits les plus saillants du caractère espagnol, sont autant d'autres raisons, qui expliquent que l'idée d'association n'ait pas eu plus de succès chez les prolétaires de la Péninsule.

C'est au souffle des révolutions politiques, que le peuple des usines et des manufactures se réveilla de sa torpeur et chercha à s'organiser. Après le bombardement de Barcelone, en 1842, par Espartero, un tisserand, nommé Munts, créa une Société de tisserands manuels, qui était à la fois une « association de résistance » contre le patronat et une société de production. Elle présentait aussi le caractère d'un *Montepio*, c'est-à-dire qu'elle servait des pensions à ses membres incapables de travailler et leur offrait, en même temps, les avantages d'une caisse d'épargne. Le fait que cette coopérative avait été créée sous le vocable de Saint-Pancrace est un vestige intéressant des anciens *gremios* ou corporations à caractère religieux, connues en Catalogne sous le nom de *germandats*, dans la province de Valence sous celui de *germanias*, ailleurs sous le terme général de *cofradias* [1].

La Catalogne ne se distinguait pas seulement du reste du royaume par son développement matériel et intellectuel, non plus que par l'esprit particulièrement inquiet et indiscipliné de ses habitants. C'était aussi la province, où la petite industrie avait le plus tôt fait place à la grande, et où les ouvriers souffraient davan-

1. Voir L. Tramoyeres Blasco, *Instituciones gremiales, su origen y organizacion en Valencia* (prologue de E. Perez Pujol, 1889), et J. Uña y Sarthou, *Las Asociaciones obreras en España*, 1900.

tage de la disparition des anciens *gremios*, — définitive à partir de 1835 — : si ce régime coopératif leur était devenu odieux, à cause des atteintes qu'il portait à leur liberté, il n'en était pas moins préférable à l'état d'isolement absolu, dont les travailleurs se trouvèrent désormais menacés. La Société de tisserands manuels eut une vie éphémère : elle arriva à compter deux mille associés, mais en 1843 — trois ans après sa fondation — le général Prim la supprima.

La Révolution française de 1848 eut un grand retentissement au sud des Pyrénées ; elle y donna une vive impulsion à la fois au socialisme et au républicanisme, qui étaient alors intimement unis. La tolérance du Gouvernement permit de fonder divers journaux qui soutenaient des idées avancées : *la Reforma Economica*, dirigée par Sixto Camara, et *El Eco de la juventud*, à Madrid, qui se fondirent bientôt en un seul, *la Asociacion*, qui arriva à réunir 2.000 souscripteurs. A Barcelone, les ouvriers du coton suivirent l'exemple donné par Munts, quelques années auparavant. Les nouvelles sociétés qu'ils organisent, malgré les difficultés provenant tant de la loi que du mauvais vouloir des autorités, sont particulièrement nombreuses à partir de 1854, c'est-à-dire à une époque où l'industrie cotonnière prend un grand développement en Catalogne. En 1854, toutes les sociétés existantes se confédérèrent sous le titre de *Union de Clases*, à la tète duquel est placé un comité de directeurs.

L'année suivante, le bruit courut que le gouverneur, le général Zapatero, allait supprimer ces diverses associations : le 2 juillet, 40.000 ouvriers quittèrent

leurs fabriques et s'apprêtèrent à défendre leurs droits: ce fut la première grève générale qui eut lieu en Espagne. Elle demeura pacifique : les travailleurs révoltés envoyèrent une délégation à Madrid, pour qu'il leur fût accordé un large droit d'association. Ils durent se contenter de promesses, et, le 11, ils reprirent leur travail.

A la faveur de la Révolution de septembre, nombre de métiers de Barcelone et de la province s'organisèrent en associations et même en une Fédération, le *Centre fédéral des sociétés ouvrières*, qui, dans un Congrès tenu la même année, décida qu'il serait, en politique, républicain démocrate fédéraliste, et que, sur le terrain économique, il poursuivrait l'amélioration des conditions du travail. En 1868 aussi, les ouvriers du coton se groupèrent en une *Federacion de las tres clases de Cataluña* ou *de vapor*, qui comprenait trois sections correspondant aux divers métiers : préparateurs de fils, fabricants de fils et tisseurs mécaniques. Ce fut, sans doute, la plus importante société ouvrière qui ait jamais existé dans toute l'Espagne ; elle réunit 6.000 fédérés (sur un total, il est vrai, de 70.000 ouvriers du coton que l'on comptait alors en Catalogne), répartis sur différents points de la province.

L'année suivante, se produisit un événement d'une importance capitale dans l'histoire du mouvement ouvrier au sud des Pyrénées : je veux parler de l'apparition de l'Internationale. Elle était née à Londres, cinq ans auparavant, mais elle ne pénétra en Espagne qu'après la chute d'Isabelle II. Un député italien, Giuseppe Fanelli, ami personnel de Bakounine, et délégué de l'*Alliance démocratique-socialiste* de Genève, vint

créer, parmi les républicains et les socialistes madrilènes, un petit groupe organisateur de vingt et un membres, parmi lesquels le graveur Morago et le typographe Anselmo Lorenzo.

Fanelli constitua à Barcelone un second noyau, qui avait à sa tête les frères Pellicer, l'un graveur et l'autre peintre. L'Internationale fit de rapides progrès dans le monde des travailleurs ; ils s'expliquent à la fois par le tempérament des Espagnols si impressionnable, et par l'état économique du pays, qui n'était rien moins que déplorable. Dans un congrès tenu à Barcelone en juin 1870, le Centre fédéral des sociétés ouvrières, revenant sur sa décision de 1868, et sous l'influence de Bakounine, déclara que chaque fédéré resterait libre de professer individuellement les idées politiques qu'il préférerait ; il décida, en même temps, de créer en Espagne une section de l'Internationale (*Federacion Regional Española de la Asociacion Internacional de los Trabajadores*) avec un conseil fédéral à Madrid. L'ancien Centre fédéral se transforma dès lors en section locale de la nouvelle Fédération.

Les décisions prises à Barcelone, puis à la conférence de Valence (1871), attestent que la section barcelonaise s'était mise en relations directes avec Bakounine et avait adhéré secrètement à l'*Alliance de la Démocratie socialiste* fondée par lui. Un certain nombre d'anciens fédérés refusèrent d'accepter les résolutions du Congrès : on les appela les « autoritaires ». Au Congrès « national » qui fut tenu, peu après, à Saragosse (1872), les autoritaires furent de nouveau battus.

Ainsi, l'Internationale espagnole était à peine née que de graves discussions surgissaient dans son sein. Ses progrès furent tels, cependant, qu'elle arriva à être numériquement plus puissante que dans aucun autre pays, et qu'elle inquiéta même le Gouvernement de Madrid. Son existence fut mise en cause aux Cortès; d'illustres orateurs, Castelar, Zôrrilla, Pi y Margall, Salmeron prirent sa défense (octobre et novembre 1871).

Sagasta n'en dissout pas moins l'Internationale (17 janvier 1872) : il est vrai que le Gouvernement ne tint pas la main à l'exécution de cet arrêt. L'Internationale subsista, mais il ne paraît point que le commun danger qui les menaçait ait décidé ses membres à plus d'union et d'entente. Jamais, au contraire, la lutte n'avait été plus acharnée entre les autoritaires et leurs adversaires, qui s'intitulaient « collectivistes ». Les autoritaires en minorité fondèrent la *Nouvelle fédération madrilène,* à laquelle coopéra Paul Lafargue, exilé en Espagne à la suite des événements de la Commune. Le Conseil fédéral de l'Internationale ayant refusé de les admettre, ils en appelèrent au Conseil général qui les reconnut. Le Congrès de La Haye (septembre 1872) leur donna, à son tour, raison. La rupture entre Marx et Bakounine eut son contre-coup au sud des Pyrénées : le fossé entre collectivistes et autoritaires s'en trouva élargi. Les premiers, qui se recrutaient principalement parmi les fédéralistes, croyaient voir leur père intellectuel dans Proudhon, dont Pi y Margall et l'économiste et député R. de la Sagra avaient propagé les théories en Espagne, tandis

que les seconds recevaient leur enseignement directement de Lafargue. Chaque groupe possédait son organe : celui des marxistes s'appelait *La Emancipacion;* les anti-autoritaires ou « bakounistes » intitulaient le leur *El Condenado*, dont le programme se résumait dans ces trois mots : *atheismo, anarchia, colectivismo.*

La proclamation de la République espagnole, le 11 février 1873, après l'abdication d'Amédée, calma un peu l'excitation ouvrière. Marxistes et bakounistes pensèrent que le nouveau régime serait de nature à faciliter la propagande et la réalisation de leurs idées. Ce fut une illusion de courte durée. Pi y Margall, le seul homme d'Etat qui ait manifesté pour eux quelque faiblesse, dut vite abandonner le pouvoir à Salmeron, qui céda la place, à son tour, à Castelar, et ni l'un ni l'autre de ces deux Présidents ne se montra enclin à favoriser l'Internationale. Les troubles qui éclatèrent successivement à Malaga, à Alcoy, à Valence, à Carthagène, à Murcie, à Cadix attestèrent le désenchantement du prolétariat et le travail fait dans les esprits par les théories anarchistes, particulièrement en Andalousie. Dans cette contrée et aussi en Estramadure et dans la province de Badajoz, les paysans procédèrent au partage des terres. Ce mouvement, dit « cantonaliste », fut assez vite réprimé, sauf à Carthagène que défendit son maire, Salvochea, le « Blanqui espagnol », pendant plus de six mois.

A Barcelone, le conseil local de la Fédération espagnole de l'Internationale proclama la République fédérale, édicta des règles concernant la durée de travail

et dressa une table des salaires ; enfin, il convoqua 30.000 ouvriers sur la *plaza de Cataluña*. Mais ce mouvement échoua, comme il avait échoué partout ailleurs — s'il faut en croire les purs marxistes, par la faute de la majorité anarchiste de l'Internationale, qui n'avait cessé de prêcher l'abstention électorale et l'indifférence en matière politique.

Après le Coup d'Etat du 3 janvier 1874, le maréchal Serrano dissout l'Internationale. Selon le rapport du délégué espagnol au Congrès de Genève (septembre 1873), cette association aurait compté alors 270 fédérations régionales, comprenant 537 sections de métiers et 117 sections diverses, en tout 674 sections, avec 300.000 affiliés. Si l'on estime à 4 ou 5 millions le chiffre total des ouvriers appartenant tant à l'agriculture qu'à l'industrie en Espagne à cette époque, on constate donc que moins du dixième d'entre eux étaient inscrits à l'Internationale. Celle-ci n'en poursuivait pas moins une active campagne de propagande dans de nombreux journaux, qui défendaient pour la plupart le programme de Bakounine.

II

La dissolution de l'Internationale fut un coup terrible porté au socialisme révolutionnaire. Les anarchistes en profitèrent, cependant, pour s'émanciper de façon définitive des marxistes et s'attacher davantage à leur propre idéal. A les en croire, ils ne cessèrent d'être secrètement organisés, mais c'est dans l'ombre qu'ils

continuèrent leur travail de propagande, particulièrement actif en Catalogne et en Andalousie. En dehors de noyaux importants sur le littoral cantabrique et dans la région levantine, ces deux provinces sont encore aujourd'hui celles où les *acratas* semblent les plus nombreux. L'anarchisme est loin, au reste, de présenter, dans l'une et dans l'autre, les mêmes caractères.

Rien n'est plus caractéristique de l'esprit anarchiste en Andalousie, que l'histoire — encore mystérieuse et mal éclaircie — de la *Mano Negra,* société secrète qui rappelle par certains côtés la *Camorra* napolitaine ou la *Mafia* de Sicile, et dont le retentissant procès de 1883 et les exécutions qui suivirent remplirent quelque temps les journaux de la Péninsule et du monde entier.

Cette cruelle répression n'arrêta pas les terrifiants progrès de l'anarchisme, dans le midi de l'Espagne. La raison doit en être cherchée aussi bien dans le tempérament exalté et violent de la race — où semble dominer encore le sang arabe — que dans la misère effroyable de cette région, fertile, mais mal irriguée, et désolée en outre par ces deux grands maux : l'égoïsme maladroit de certains seigneurs fonciers et le *caciquisme* politique... L'Andalousie est loin d'être le pays des chants et des danses, qu'on s'imagine trop souvent à l'étranger : on est beaucoup plus près de la vérité en la caractérisant d'un mot : « la Sicile de l'Espagne ». Les théories révolutionnaires y trouvent un terrain tout préparé. Elles éclatent brutalement, aux années de disette : le peuple, — sous la direction des centres permanents,

répandus dans tout le pays — se soulève, pille les boulangeries, s'attaque aux fermes, fait le coup de feu contre la garde civile. C'est un anarchisme aux crises aiguës, mais brèves ; plutôt qu'un mouvement réfléchi et préparé, c'est une série d'incidents d'une gravité extrême, mais sans cohésion, sans direction, sans autre impulsion que la faim et la colère.

L'anarchisme catalan est autrement redoutable, parce qu'il est moins impulsif et plus fortement organisé. Il est aussi plus « intellectuel ». Barcelone est le quartier général de l'anarchisme en Espagne. Nous savons déjà à la suite de quelles circonstances. Il faut ajouter que ce grand port méditerranéen est le rendez-vous des aventuriers et des exilés de tous pays, des ouvriers dont les idées trop avancées ou les difficultés avec la police ont rendu le séjour chez eux impossible. L'influence de l'étranger y fait que le fanatisme religieux et l'oppression politique y sont plus mal supportés que dans les autres provinces. Nulle part aussi, la lutte des partis, attisée par l'esprit autonomiste qui est celui de la grande majorité des Catalans, n'affecte de caractère plus violent.

C'est un Italien — comme Fanelli —, le cordonnier Alfredo Baccherini, qui fut en Espagne le principal apôtre de la « propagande par le fait ». Le succès en fut tel que les premiers attentats à la dynamite, de caractère véritablement anarchiste, datent de cette époque. A partir de 1884, les explosions à Barcelone se succèdent presque sans interruption. Le Gouvernement y répondit par des mesures énergiques : les attentats de Pallas contre le maréchal Martinez Cam-

pos et du théâtre du Liceo (septembre et novembre 1893), qui suivirent de peu la répression des troubles de Xérès, firent voter la loi du 10 juillet 1894 contre les anarchistes. Les dispositions en furent rendues encore plus sévères deux ans plus tard, après l'explosion de la rue de los Cambios Nuevos. Loin d'enrayer l'anarchisme, — on doit le reconnaître, — ces lois et surtout les injustices et les maladresses de la police ne firent que l'exaspérer. Les inutiles cruautés de Montjuich servirent de prétexte à l'attentat, dont fut victime Canovas del Castillo, aux eaux de Santa Agueda.

Ces bombes et ces crimes pouvaient être le fait d'étrangers, d'individus isolés : ce n'en est pas moins de Barcelone que partait chaque fois le coup qui allait frapper [1]. Il arriva parfois aussi que l'action anarchiste revêtit une forme collective. C'est ainsi que, lors de la première manifestation du 1er mai, en 1890, — tandis que les socialistes madrilènes, sous la conduite de Iglesias, rendaient visite à Sagasta et protestaient de leur respect de la loi, — le prolétariat de Barcelone, sous l'influence des libertaires, arborait le drapeau de la grève générale et entrait en lutte avec la force publique, aux accents de l'hymne anarchiste, véritable chant de guerre. Une autre grève générale, en février 1902, dura trente-six heures. L'origine en fut une grève des travailleurs de la métallurgie. Mais il est assez difficile de dire quel en fut l'instigateur. Dans un meeting tenu, un dimanche, à la *Plaza de toros*, les ouvriers de

1. Pour plus de détails sur ces divers attentats, on pourra consulter notre étude *L'Anarchisme en Espagne*, dans *La Revue*, 1er avril 1908.

tous les métiers décidèrent de se solidariser avec leurs camarades de la métallurgie, et, le lendemain, en un instant, l'activité de cette grande et laborieuse cité se trouva suspendue comme par enchantement. 80.000 prolétaires se virent brusquement jetés dans la rue, morne et endeuillée, la menace à la bouche et prêts à toutes les violences. La faim et la force armée eurent seules raison de cette révolte... Quel motif avait déterminé tous ces malheureux à déserter l'atelier ou l'usine, condamnant ainsi leurs femmes et leurs enfants à la plus effroyable misère et s'exposant eux-mêmes, s'ils échappaient au feu des « mausers » et aux poursuites des tribunaux, à ne retrouver, à la reprise du travail, de place nulle part? Leur esprit de révolte était alimenté par leur foi anarchiste. De leur acte insensé, ils attendaient — si incroyable que cela paraisse — une transformation radicale de la société, conforme à leur idéal vague et chimérique. En dehors de leur *Credo* bakouniste, ils n'avaient point de programme...

*
* *

L'histoire intérieure du mouvement anarchiste n'est pas moins curieuse que la lugubre série de ses terrifiants attentats. Le mot d'anarchisme n'exclut pas, en effet, toute idée d'organisation ; il fut même un temps — il est vrai, assez court — où le groupement libertaire en Espagne fut remarquable, non seulement par son importance numérique, mais aussi par sa force de cohésion.

Les anarchistes prétendent qu'en dépit des sentences

et des persécutions gouvernementales, la vieille Internationale, celle de Fanelli et de Bakounine, n'a jamais cessé d'exister. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'elle profita de l'avènement des libéraux au pouvoir en 1881 et de la liberté relative dont jouit l'Espagne à cette époque, pour se reconstituer au grand jour. Un congrès ouvrier régional réuni le 23 septembre à Barcelone, qui ferma ses portes aux « marxistes », et où 136 délégués représentaient près de 200 sections, décida que l'ancienne association prendrait désormais le nom de *Fédération des Travailleurs de la région espagnole*. Tous les adhérents, sauf huit autoritaires, se déclarèrent anarchistes-collectivistes.

Mais la discorde n'allait pas tarder à porter le brandon au sein de la nouvelle Fédération. Une querelle, qui rappelle celle des « alliancistes » et des « autoritaires » du temps de l'Internationale, divisa bientôt les anarchistes en deux groupes : les *communistes* et les *collectivistes* — sans qu'il faille, cette fois encore, donner à ces mots le sens qu'on leur attache d'ordinaire.

La différence capitale entre ces deux groupes ennemis était que les communistes répudiaient toute espèce d'organisation, alors que les collectivistes étaient partisans d'une organisation sociale anarchiste, ou, selon leur expression, « d'une libre fédération d'associations libres et de producteurs libres ».

Les idées des collectivistes avaient prévalu en 1881. Leur Fédération réunit près de 50.000 adhérents, selon d'autres 60.000, c'est-à-dire presque autant que l'Internationale, et elle tint cinq congrès. Mais au cinquième,

celui de Valence, en 1888, les communistes triomphèrent à leur tour. Le Congrès décida alors de laisser une liberté absolue à tous les membres de la Fédération et d'y admettre tous les individus, sans distinction de méthodes et d'écoles.

Les résolutions du Congrès de Valence n'empêchèrent pas un certain nombre de sociétés, où dominaient les « collectivistes », de constituer la même année une *Fédération de résistance au capital* ou *Pacte d'Union et de Solidarité*. Mais il ne semble pas que cette nouvelle Fédération ait joué un rôle important, et l'on peut en dire autant de la *Fédération régionale des sociétés ouvrières*, constituée au Congrès de Madrid de 1900, « dans le but principal de servir de lien entre la fédération espagnole et les syndicats ou sociétés anglaises et françaises qui défendent l'idée de la grève générale ». Elle rassemblait, paraît-il, 257 sociétés, réparties entre plus de 70 villes, et 50.000 individus.

L'idée d'organisation était trop discutée dans les milieux libertaires, pour que ces vastes Fédérations, aux liens trop lâches, aient pu jouir de quelque autorité au sein du parti. L'échec de la grève générale de Barcelone de 1902 porta le coup de grâce à l'anarchisme « collectiviste ». Les réunions devinrent difficiles ; les ouvriers montrèrent plus de réserve à s'affilier à la Fédération. La plupart des sociétés existantes fondirent rapidement ou s'émiettèrent en une foule de petits groupements, de quatre ou cinq membres au plus.

Quoique désorganisé, l'anarchisme espagnol n'en est pas moins très redoutable. Sans parler de Barcelone, il est des villes, comme la Corogne, où il possède

encore des forces imposantes. On peut même affirmer qu'il n'y a pas dans la Péninsule, principalement en Catalogne, en Galice et en Andalousie, de cité, de localité de quelque importance, qui ne compte au moins un petit noyau de libertaires

Sous l'influence de l'étranger, — et à supposer que le Gouvernement et la police lui en laissent le loisir, — il n'est pas impossible que l'ancienne Internationale bakouniste se reconstitue de nouveau. Il suffira pour cela que l'anarchisme mette un frein aux tendances individualistes à l'excès, qui ont, ces derniers temps, prévalu dans son sein, qu'il fasse preuve aussi de plus de sens pratique, et qu'il efface notamment de son esprit cette idée, que combattait Elisée Reclus dans une lettre adressée, en 1900, aux compagnons de la Corogne, que la révolution sociale peut se faire d'un seul coup, sans préparation et sans de longs détours : « Avant de songer à s'emparer de la terre, des machines et du produit du travail, — leur écrivait Reclus — il faut travailler, organiser les forces du prolétariat, répandre — principalement dans la jeunesse — les idées d'émancipation... »

L'anarchisme espagnol paraît avoir suivi ces conseils, et, à bien des symptômes, on peut juger qu'il se produit en son sein une évolution. Il ne constitue plus une secte d'assassins et de dynamiteurs, et les derniers attentats de Barcelone — qui sont probablement l'œuvre d'individus isolés — ne sauraient lui être imputés. Au lieu de frapper les esprits par la terreur, il s'efforce de faire appel à l'intelligence et à la raison, et, tout naturellement, c'est aux jeunes gens, aux

enfants, qu'il s'adresse de préférence. L'Ecole Moderne de Barcelone, aujourd'hui fermée, mais qui compte encore des imitations dans d'autres villes de la Péninsule, est l'exemple le plus typique de cette nouvelle tendance.

L'idée d'association, à son tour, semble rentrer en faveur parmi les libertaires ; elle le doit surtout aux syndicalistes révolutionnaires français, avec lesquels les *acratas* espagnols ont plus d'un point de contact. Ils font preuve de la même antipathie contre l'Etat et la patrie, du même désir de mener la lutte contre la société capitaliste en dehors des partis politiques ; on constate, chez les uns et chez les autres, un égal mépris du suffrage universel, et l'intention arrêtée de ne compter, pour mener à bonne fin la révolution sociale, que sur les forces du prolétariat. Tout au plus, peut-on remarquer que les libertaires sud-pyrénéens ont admis d'emblée cette conclusion, à laquelle nos « syndicalistes » ne sont arrivés qu'après l'expérience pleine et entière — décisive, selon eux, et qu'ils jugent désastreuse — que la France a faite de la démocratie. Il suffit, du reste, de parcourir un des principaux organes de l'anarchisme espagnol, *Tierra y Libertad*, de Barcelone, pour voir avec quelle attention et quel œil bienveillant on suit là-bas le curieux mouvement qui se produit chez nous ; et l'on voit un anarchiste notoire, un des chefs de l'Internationale espagnole à ses débuts Anselmo Lorenzo, traduire en castillan la brochure de E. Pouget, « Les bases du syndicalisme ». Ces symptômes ne sont-ils pas significatifs ?

Le récent Congrès anarchiste d'Amsterdam, enfin,

vient de donner raison aux anciens « collectivistes » de la Péninsule, en ralliant les anarchistes à l'idée d'organisation ; il s'est prononcé pour la constitution de groupes locaux et de fédérations nationales, entretenant des rapports entre elles ainsi qu'avec le bureau de Londres, et il a adopté la thèse, soutenue par Malatesta, du syndicalisme comme moyen anarchiste. Le résultat de ces décisions n'a pas tardé à apparaître au Sud des Pyrénées, et, ces temps derniers, il s'est constitué à Barcelone une nouvelle Fédération, la *Solidaridad obrera*, qui groupe, paraît-il, 184 sociétés ouvrières de cette ville, pour la plupart de tendances anarchistes, et qui entretient d'étroites relations avec la Confédération Générale du Travail française.

III

Le socialisme marxiste n'a pas remporté en Espagne les mêmes succès que l'anarchisme bakouniste. En dehors des raisons historiques que nous avons données, de ce fait surtout que l'Internationale fut introduite au sud des Pyrénées par un disciple et ami du célèbre agitateur russe, il faut dire que le tempérament individualiste et violent et l'esprit simpliste, épris d'idées grandioses, des Espagnols, les portent d'un coup aux théories extrêmes, tandis que leur soif de clarté et leur manque de culture scientifique répugnent aux conceptions un peu nébuleuses et trop ardues de l'auteur du *Capital* et de ses disciples d'Outre-Rhin.

Le socialisme espagnol est personnifié par un ancien

typographe — comme Anselmo Lorenzo, dont il fut autrefois le compagnon d'atelier et l'ami, — un homme, dont la parole âpre et violente et le geste énergique, produisent sur les foules une impression saisissante : Pablo Iglesias. Ce n'est pas un savant, un « intellectuel », mais c'est, avant tout, un homme d'action.

Iglesias est né au Ferrol en 1850. Lors de la dissolution de l'Internationale, il avait vingt-quatre ans. A ce moment, il entra dans la société madrilène, la *Asociacion general del arte del imprimir*, dont il ne tarda pas à être élu président. En cette qualité, il dirigea la grève de 1882, ce qui lui valut cinq ans de prison. Le retentissement de cette grève, en même temps que l'arrivée au pouvoir des libéraux, détermina la constitution, la même année, de sociétés analogues de typographes à Barcelone, Valence, Séville, Saragosse, etc. Elles furent assez puissantes pour former une Fédération et participer au Congrès national de Barcelone, en octobre 1883.

Il se réunit, sur l'initiative du *Centre fédératif des sociétés ouvrières*, société de résistance « pour améliorer les conditions du travail », fondée en 1875 par le cordonnier Pamies dans la capitale de la Catalogne. Ce congrès, où Iglesias représentait la *Union del arte imprimir,* approuva les statuts d'une nouvelle association, la *Union Nacional de los Trabajadores*, société de résistance sans aspirations de transformation sociale nettement définie. Le Centre Fédératif se convertit en simple Fédération locale de cette union, dont la direction appartint à une commission.

A cette époque, l'Union groupait 88 sociétés ouvrières. Son développement fut assez rapide, et, en 1891, elle prit le titre de *Union general*. Lorsque Iglesias en fut élu président, en septembre 1899, elle comprenait 65 sections et 15.264 membres; en octobre 1902, elle arrivait à compter 267 sections et 43.535 membres; enfin, en janvier 1905, 373 sections et 56.905 membres. Ce sont là, il est vrai, les plus forts chiffres qu'elle ait atteints, et depuis cette date, l'Union souffre de la même crise que le parti socialiste espagnol.

El Partido socialista Obrero, — comme il s'intitule — date de 1879. C'est le 2 mai, dans un banquet dit « antipatriotique » — pour protester contre la fête que le peuple madrilène célèbre à cette date, en souvenir de la révolte de 1808 contre les troupes de Murat — que le Parti constitua sa première association [1]. Cet exemple fut suivi, en août 1882, à Barcelone, puis à Guadalajara et à Malaga. Le 12 mars 1886, parut le premier numéro du journal officiel du Parti, *El Socialista*. Alors commencèrent des tournées de propagande en province. Au mois d'août 1888, se tint à Barcelone le premier Congrès des socialistes espagnols : 18 délé-

1. Voici les principaux points du programme socialiste : 1° possession du pouvoir politique par la classe travailleuse ; 2° transformation de la propriété individuelle ou corporative des instruments de travail en propriété collective, sociale ou commune ; 3° organisation de la société sur la base de la fédération économique, l'usufruit des instruments de travail aux collectivités ouvrières, garantissant à tous leurs membres le produit total de leur travail, et l'enseignement général, scientifique et spécial de chaque profession aux individus des deux sexes ; 4° devoir pour la société de pourvoir aux besoins des vieillards et des infirmes.

gués y assistaient, représentant 20 groupes de 20 localités différentes. Le Congrès approuva, avec de légères modifications, le projet d'organisation du Parti, que présentait le groupe madrilène.

Les années suivantes, le Parti tint d'autres Congrès à Bilbao (août 1890), à Valence (août 1892), à Madrid (août 1894), à Madrid encore (septembre 1899), à Gijon (septembre 1902), à Madrid (1905), où furent prises d'importantes décisions relatives à la politique générale et à la tactique du Parti. Enfin, en août 1908, le Parti a tenu un Congrès, également à Madrid, auquel ont assisté 29 délégués — 15 de Madrid et 14 de province, représentant respectivement 25 et 35 groupements, c'est-à-dire la moitié environ des groupements socialistes existants à l'heure actuelle.

Le *Partido Socialista Obrero Espanol* a envoyé ses délégués aux divers Congrès internationaux célébrés à l'étranger : à Paris, Bruxelles, Zurich, Londres, Paris (1900), Amsterdam (1904), Stuttgart (1907). Il a toujours voté avec la majorité : à Amsterdam, notamment, les délégués espagnols se sont prononcés pour l'unité des forces du parti.

En Espagne, les socialistes, fidèles à la tactique qu'ils ont suivie en tout pays, n'ont cessé de lutter sur le terrain électoral : sans succès, il est vrai, en ce qui concerne les élections aux assemblées législatives [1]. Aux dernières élections du printemps 1907, on s'attendait à ce que le nom de Iglesias, porté à la fois comme

1. Les socialistes ont obtenu, aux élections législatives de 1898, 20.000 voix ; 23.000 en 1899 ; 25.400 en 1901 ; 29.000 en 1903 ; 26.000 en 1904 ; 23.000 en 1905 et 22.000 en 1907.

candidat à Barcelone et à Madrid, sortît des urnes. Cette attente fut déçue ; mais, de l'aveu même de plusieurs de ses adversaires, la place du célèbre *leader* serait tout indiquée aux Cortès, le seul Parlement européen où le parti socialiste ne compte pas de représentant !

Au contraire, dans les assemblées communales, les socialistes espagnols ont réussi à faire entrer un certain nombre des leurs. Pablo Iglesias et deux de ses compagnons font partie de l'*Ayuntamiento* de Madrid et, en province, on compte 71 conseillers socialistes répartis dans 30 localités. Plus qu'ailleurs, le parti en Espagne est dominé par une grande préoccupation de dignité et de tenue morale ; il manifeste, à chaque instant, sa prétention de réformer les mœurs politiques — qui, outre-monts, laissent beaucoup à désirer — et son principal souci est d'assurer la sincérité des élections législatives et une bonne gestion des affaires municipales.

Le parti socialiste ouvrier a pris une part active aux grèves de Bilbao, de Malaga, de la Corogne. Le fait qu'il préconise l'action électorale ne signifie nullement, en effet, qu'il répudie l'action directe, la grève générale. Quelques-unes de ces grèves, comme celles de Bilbao en 1890, 1892, 1903, 1906, ont donné lieu à des désordres sanglants. Elles eurent aussi pour effet d'appeler l'attention des pouvoirs publics sur la condition des travailleurs de ces régions [1]. Plus encore,

1. Voir notre étude *Les grèves et la condition de l'ouvrier mineur dans la zone de Bilbao* (*Le Musée social. Mémoires et Documents*, novembre 1907).

que Madrid, Bilbao peut être considéré comme le quartier général du socialisme espagnol. Partout ailleurs, il ne compte que des noyaux peu importants. Et la raison en est qu'en dehors de la Catalogne — qui est à peu près fermée au marxisme — la Péninsule n'a guère de grands centres industriels. Iglesias et ses lieutenants ont cherché à faire des adeptes et à recruter de nouvelles troupes dans le monde des campagnes, particulièrement en Castille. Mais leurs efforts n'ont pas abouti jusqu'ici à un grand résultat. L'Union des travailleurs, qui comptait, en 1904, 42 sections de travailleurs agricoles avec 6.309 fédérés, ne réunit plus, en septembre 1907, que 16 sections et 902 associés.

Empêchés d'entrer aux Cortès, les socialistes n'ont pas cessé de prendre position dans les diverses questions sociales ou politiques, discutées au Parlement ou débattues dans l'opinion. A diverses reprises, ils ont affirmé leur anticléricalisme et protesté contre l'influence monacale. Ils ont élevé la voix contre l'idée d'une campagne militaire au Maroc, et tout récemment, ils ont protesté, dans de retentissants meetings, contre le projet de réforme d'administration locale, présenté aux Chambres par M. Maura, et qui semble porter atteinte à l'intégrité du suffrage universel.

*
* *

Il fut un temps, vers 1850, comme nous l'avons vu, où socialistes et républicains espagnols étaient étroitement unis. Aujourd'hui, ces anciens amis sont en lutte ouverte et sans merci. La rupture s'est produite en 1873, et les principales raisons nous en sont déjà

connues: l'échec et l'avortement de la République, la faillite de la plupart des chefs du parti républicain à leurs précédents engagements en matière sociale, les persécutions dirigées par Salmeron et Castelar contre l'Internationale, enfin, beaucoup de rivalités et de jalousies personnelles entre les meneurs des deux camps. Les socialistes espagnols peuvent nourrir quelque préférence secrète pour le régime républicain; ils n'en déclarent pas moins, à tout bout de champ, que la forme du Gouvernement leur est souverainement indifférente : tandis que les républicains laissent entendre qu'il ne saurait y avoir de révolution sociale sans une révolution républicaine.

Les républicains ont, en vain, multiplié leurs avances : la tentative du « socialisme opportuniste », faite par le parti dit « démocrate socialiste » vers 1890, fut éphémère [1], et n'a pas été renouvelée. Mais, à diverses reprises, les socialistes ont eu à repousser l'alliance que leur offraient leurs adversaires; il en a été encore ainsi aux dernières élections législatives, sauf à Bilbao, où le parti républicain ne compte que peu de fidèles, et la conséquence a été que les socialistes ont été constamment battus.

Depuis deux ans, on remarque, d'ailleurs, une diminution notable dans les forces du socialisme espagnol. Si on a égard aux chiffres fournis par la *Union Obrera*, organe officiel de la *Union General de Los Trabaja-*

1. Ce parti s'adressait à toutes les classes et ne cherchait à solutionner le problème social que par des réformes pacifiques. Il possédait à Madrid trois journaux : *El Democrata social*, *Las Regiones*, *La Nueva España*. (Voir A. de Santaclara. *Nuestros prohombres ante la revolucion y el socialismo*, Barcelone, 1891.)

dores, on constate que cette Fédération, en octobre 1907, ne comptait plus que 225 sections et 30.066 associés. Bien que l'Union Générale renferme un certain nombre d'individus qui ne sont pas affiliés au parti socialiste, elle n'en est pas moins dirigée par des socialistes militants, et Pablo Iglesias, le chef du Parti ouvrier, n'a cessé, depuis 1899, d'être réélu à la présidence de l'Union. Les chiffres que je viens de donner sont donc des plus significatifs. Pour la Biscaye seule, la perte a été, en deux ans, de 35 p. 100 du total général des adhérents.

Le rapport présenté par les compagnons Iglesias et Cortès, au nom du Comité national, au récent Congrès international de Stuttgart, mérite aussi de retenir notre attention. Le Parti ne compterait plus, selon ses chefs, qu'une centaine de groupes et environ 6.000 affiliés. Ses journaux, presque tous hebdomadaires, sont réduits à sept : *El socialista* (Madrid), la *Lucha de Clases* (Bilbao), la *Aurora social* (Oviedo), *Solidaridad* (Vigo), *El 1° de Mayo* (Almeria), *El Trabajo* (Elche), *El Obrero Balear* (Palma de Majorque).

Les socialistes s'inquiètent de cette crise, qui a fait l'objet principal du Congrès ouvrier, en mai 1908, à Madrid, ainsi qu'au Congrès socialiste, en août. Ils s'occupent activement d'en rechercher les causes[1]. La principale, à les entendre, serait la crise économique qui sévit dans la Péninsule depuis le milieu de 1905. Sans travail la plupart du temps, alors que le

1. On trouvera les résultats de leur enquête dans la nouvelle revue bi-mensuelle *El socialismo* (depuis janvier 1908).

coût de la vie a sans cesse augmenté ces dernières années, les ouvriers se voient dans l'impossibilité de payer la cotisation, si minime soit-elle, qu'exige d'eux l'Union ou le Parti. L'analphabétisme serait aussi, pour certains, une des raisons du peu d'entrain des travailleurs à adhérer aux théories marxistes. Selon d'autres, la crise de l'Union résiderait dans l'Union elle-même, dans ses statuts, qui n'ont pas varié depuis 1888 et ne répondent plus aux besoins de l'organisation ouvrière, à l'esprit localiste et corporatif qui y domine encore, à l'absence de sociétés à base multiple.

Il conviendrait, peut-être aussi, de ne pas oublier l'actif travail de propagande fait, aux dépens des socialistes, soit par les anarchistes et les syndicalistes, soit par certains républicains radicaux, comme M. Lerroux, député de Barcelone, qui a réussi à se constituer dans cette ville une importante clientèle ouvrière. Enfin, l'insuccès des dernière grèves, fomentées ou soutenues par les socialistes, comme celle des « ouvriers de la mer » (chargeurs, marins, chauffeurs, pêcheurs) en mars 1894, celle des charpentiers de Valladolid en mars 1906, comme la grève générale de Bilbao la même année, ont contribué à décourager les esprits. Un certain nombre d'ouvriers, parmi les plus turbulents, ont été exclus des entreprises de la région, à cause de la part qu'ils avaient prise dans la grève; beaucoup ont dû émigrer. Ceux qui restent se montrent plus prudents et plus réservés, et la plupart redoutent même de s'affilier aux syndicats.

Enfin, il n'est pas impossible d'ajouter une certaine

importance, dans la désorganisation actuelle du socialisme espagnol, aux diverses réformes sociales réalisées par le Gouvernement et par le Parlement, à quelques œuvres, patronales ou ouvrières, créées en vue de l'amélioration du sort des travailleurs, et surtout au mouvement catholique qui s'est particulièrement affirmé ces dernières années.

IV

C'est à une date relativement récente que les pouvoirs publics en Espagne sont intervenus pour protéger le travailleur dans la situation qui lui est faite par l'industrie moderne. En 1883, M. Moret, ministre de l'Intérieur, nomma une commission pour étudier « toutes les questions qui intéressent directement l'amélioration ou le bien-être des classes ouvrières, tant agricoles qu'industrielles, et les questions qui affectent les relations du capital et du travail ». Cette commission, qui procéda notamment à une enquête sur l'état des classes ouvrières, en Espagne, publiée en 1887, est devenue, à la suite de plusieurs transformations, l'*Instituto de Reformas Sociales*, créé par un décret royal du 23 avril 1903 sur la proposition de M. Silvela [1].

L'Institut est chargé : 1° de l'étude et de la publication des renseignements concernant le travail en

1. L'idée en revient, d'ailleurs, à M. Canalejas, qui, comme ministre de l'Agriculture, avait présenté à la Chambre un projet de loi (11 avril 1902) créant un *Institut du Travail*.

Espagne et à l'étranger; 2° d'organiser la statistique et l'inspection du travail; 3° de donner son avis au Gouvernement sur l'œuvre législative qu'il convient de réaliser.

Il se compose de 30 membres : 18 sont choisis par le Gouvernement, et 12 sont élus, dont 6 par la classe patronale et 6 par la classe ouvrière. Dans chacun de ces derniers groupes, 2 élus représentent la grande industrie, 2 la petite industrie, et 2 la classe agricole.

Dès ses débuts, la jeune institution a eu la chance de compter dans son sein les sociologues les plus éminents de la Péninsule : le professeur et député Azcarate, le professeur Adolfo Posada, le colonel Marva, MM. Buylla, Pereira, Palacios, etc., et leurs jeunes collaborateurs : M. Pedro Sangro, M. Bernaldo de Quiros, et beaucoup d'autres que nous regrettons, faute de place, de ne pas nommer. Il y a aussi des figures plus modestes, mais non moins curieuses, comme celle de Francisco Mora, ancien cordonnier et artiste dramatique à ses heures, qui a joué un rôle important dans le socialisme espagnol à ses débuts. L'immense majorité des membres ouvriers de l'Institut est d'ailleurs socialiste; mais, s'il faut en croire M. Pablo Iglesias, cela n'impliquerait pas une évolution du Parti vers le socialisme d'État : « Nous allons partout où nous jugeons que nous pouvons servir les intérêts de la classe ouvrière, et par suite, la cause que nous défendons », m'écrit le célèbre *leader*.

Toutes les conditions et aussi toutes les opinions sont représentées à l'Institut. On y trouve des républicains — comme le président actuel — et des con-

servateurs, des catholiques et des libres-penseurs. Et tout ce monde travaille en commun, sans froissements, sans autre aspiration que celle de remplir son devoir, et de mettre au service de la paix sociale toutes les lumières de son intelligence et toute son activité. Un bel exemple de libéralisme que nous donne là l'Espagne !

Depuis cinq ans à peine que l'Institut a été fondé, son œuvre est considérable. Citons, parmi les lois très bien étudiées et très sages dont le mérite lui revient, la loi des accidents du travail du 30 janvier 1900, due à M. Dato, mais à laquelle l'Institut a apporté d'importantes et heureuses modifications, la loi du 13 mars 1900 sur le travail des femmes et des enfants, complétée par les lois de 1903 et 1904 concernant la protection de l'enfance, la loi relative au repos dominical du 3 mars 1904. Ces trois lois fondamentales représentent « les premières étapes réelles du nouveau droit protecteur des ouvriers [1] ».

Il conviendrait aussi de mentionner d'autres réformes également préparées par l'Institut, mais d'un caractère plus spécial : loi du 23 janvier 1900 relative aux magasins de blé (*positos*), loi du 28 mai de la même année sur les syndicats agricoles, loi du 12 juillet 1907 sur les exemptions de saisies de salaires, la loi du 27 février 1908 créant un Institut national de Prévoyance, les deux lois du 19 mai 1908 sur les tribunaux industriels et les conseils de conciliation, ainsi que d'autres projets actuellement soumis à l'approba-

1. A. Posada, *loc. cit.*

tion des Cortès : sur les grèves, le contrat d'apprentissage, le contrat de travail, les habitations à bon marché, etc.

Bien souvent — il est vrai — l'œuvre réalisée sur l'impulsion de l'Institut reste lettre morte, ou plutôt n'existe que sur le papier. De toutes les lois sociales votées ces dernières années, celle concernant les accidents du travail est à peu près la seule qui soit observée régulièrement, parce que les ouvriers, qui en sont les bénéficiaires, mettent tout en œuvre, afin d'obtenir satisfaction. Ce n'est pas que ces réformes — sagement étudiées, je le répète, — ne cadrent avec l'état général de la société et du pays, mais leur application exigerait de l'État espagnol une meilleure utilisation de ses ressources budgétaires.

Dans les villes et dans les provinces, on a bien créé des commissions (*juntas locales*), composées des représentants des patrons et des représentants des ouvriers, en vue d'aider à l'exécution des lois sociales, mais elles ne fonctionnent, en réalité, que sur quelques points de la Péninsule.

Diverses lois ou règlements ont également institué tout un service d'inspecteurs du travail, mais leur nomination est tout récente, et jusqu'à ces derniers temps, ils n'étaient encore... que huit pour toute l'étendue du royaume !

Quand on songe à tous les obstacles que rencontre l'Institut de la part de l'État, qui lui refuse les subsides nécessaires, des patrons — adversaires instinctifs de toute innovation — ou même des ouvriers, qui ne comprennent pas toujours leur intérêt, on ne peut

qu'admirer davantage cette élite d'hommes poursuivant sans faiblesse et sans se décourager leur œuvre patriotique et pacificatrice.

*
* *

A côté de ce socialisme d'État, de cette législation qui est en train de s'élaborer sous nos yeux, il convient de signaler l'effort du clergé pour solutionner le problème social, et celui des ouvriers eux-mêmes pour améliorer pacifiquement leur propre situation.

Quelles que soient, en effet, les idées que l'on professe en matière de laïcité, on ne peut méconnaître que dans un pays peu avancé comme l'Espagne, où le clergé jouit d'une incontestable et très forte autorité, dans un pays, aussi, où la presque totalité des habitants appartiennent à la même religion, à laquelle ils demeurent encore, en grand nombre, fermement attachés, le clergé ne pouvait, sous peine de se montrer inférieur à sa tache, se désintéresser de la question sociale. De fait, il s'est mis à l'œuvre, pour grouper, avant qu'elles n'échappent à son influence, toutes les bonnes volontés que le socialisme ou l'anarchisme n'a pas encore enregimentées.

La Catalogne et la Biscaye, les deux régions les plus industrielles de la Péninsule, sont parmi celles aussi où le catholicisme est le plus fortement implanté. A Barcelone, en particulier, à côté d'institutions charitables nombreuses qui n'entrent pas dans le cadre de cette étude [1], il faut mentionner la création récente

1. Voir *La Caridad en Barcelona*, par Ramon Albo y Marti, 1901.

— trop récente même pour qu'on puisse en apprécier l'importance — de l'*Action Sociale Populaire*, constituée sur le type du *Volksverein* de München-Gladbach, et dirigée par le R. P. Gabriel Palau, qui se propose de grouper toutes les forces catholiques et de « promouvoir, par tous les moyens légitimes, l'action sociale catholique, spécialement dans les classes les plus nombreuses ». Peut-être est-il permis de penser, avant même de juger cette association par ses résultats, que son programme est bien vaste et pas assez défini [1].

L'effort des catholiques s'est surtout porté jusqu'ici dans les campagnes, pour cette raison que les ouvriers de l'industrie, syndiqués déjà en partie dans les sociétés de lutte des classes, sont peu accessibles à son action. D'ailleurs, l'Espagne, ne l'oublions pas, est, avant tout, un pays agricole ; la population des champs est la plus nombreuse. La loi de 1906 sur les syndicats agricoles est principalement due à ce mouvement catholique, né à la suite de l'encyclique *Rerum Novarum*, dont le promoteur est un Jésuite de Valence, le Père Vincent, et qui groupe, avec des laïques, un grand nombre d'évêques et de curés de la Péninsule. Ces dernières années, les caisses rurales (presque toutes du système Raffeisen) et les syndicats agricoles se sont particulièrement développés. En tenant compte des caisses de crédit populaires, coopératives, sociétés de secours mutuels, cercles d'ouvriers, patronages, sociétés d'habitations à bon marché, etc., on arrive à

1. Voir la chonique de M. F. Lepelletier dans la *Réforme sociale*, 1er mars 1908.

un total de 622 associations de toutes catégories, rattachées au Conseil national des corporations catholiques ouvrières. Seulement en Navarre, on compte 50 syndicats et 102 caisses rurales : les villages d'une même vallée sont confédérés en petites confédérations cantonales, et celles-ci dépendent de la fédération diocésaine, qui centralise les achats en commun et régularise le mouvement des caisses de chaque institution. Les catholiques disposent aujourd'hui de trois revues sociales et de plus de vingt-cinq publications hebdomadaires. Un évêque, celui de Orihuela, a publié, ces dernières années, dix-huit pastorales sociales, les cinq dernières sur la démocratie chrétienne.

Ce mouvement reste encore à peu près localisé dans le Nord, le Levant et dans quelques provinces du Centre. Ailleurs, en Andalousie notamment, l'esprit d'association se heurte à plus de résistance. Le peuple des campagnes y est plus misérable qu'ailleurs, moins avancé intellectuellement et davantage porté aux théories extrêmes et aux actes de violence. La question sociale y apparaît aussi plus complexe, non seulement à cause de l'état arriéré de l'agriculture, faute surtout de travaux publics indispensables et d'une irrigation suffisante, mais aussi à cause du régime de la propriété, concentré entre les mains de grands propriétaires fonciers, qui vivent, pour la plupart, loin de leurs terres, sans se préoccuper de les mettre en valeur. La question des *latifundia* du Midi de l'Espagne — et, de façon plus générale, le problème de la constitution de la petite propriété dans tout le royaume — est une des plus importantes questions

qui se posent à l'attention des pouvoirs publics, et, malheureusement, elle ne semble pas près d'être résolue[1].

Les catholiques sociaux, au reste, ne font pas de difficulté à reconnaître que les principaux obstacles qu'ils auront à surmonter surgiront de leur propre sein. Leurs adversaires, ce ne sont pas seulement les socialistes et les anarchistes qui activent leur campagne d'organisation syndicale, ni les politiciens libéraux qui redoutent dans ce mouvement un nouvel assaut du cléricalisme, mais ce sont aussi « les *beati possidentes* », catholiques « qui nous dénoncent — écrit un des chefs laïques de ce mouvement — comme révolutionnaires aux évêques[2]... »

*
* *

L'esprit de routine qui domine encore en Espagne et le tempérament individualiste de ses habitants expliquent que l'idée de coopération n'ait pas réussi à produire de grands résultats. Il existait, cependant, autrefois, dans ce pays, comme je l'ai dit, de nombreuses sociétés de secours mutuels, connues en Castille sous le nom de *montepios* et en Catalogne sous celui de *hermandads* (confréries). Leur caractère religieux explique peut-être le succès du clergé à les reconstituer aujourd'hui, sous des formes plus modernes.

On estime qu'il y a encore actuellement en Espagne

1. Nous nous proposons d'examiner plus attentivement cette très grave question dans un ouvrage, en préparation, qui sera publié sous les auspices du *Musée Social*.

2. M. Severino Aznar, *Chronique du Sud-Est*, janvier 1908.

près de 4.000 *montepios*, dont la plupart se trouvent en Catalogne. L'un d'entre eux, *El Tatler*, constitué à Valence il y a plus de cinquante ans, compte plusieurs centaines d'adhérents. A Murcie, *El circulo catolico obrero* réunit 600 membres et un capital de 50.000 pesetas. Dans les autres provinces, il existe beaucoup d'associations de prévoyance ouvrière de ce genre. Quelques-unes versent des pensions à leurs membres. De même, à Madrid : un grand nombre de ces sociétés ne sont que la continuation des anciens *gremios*, comme celle des ouvriers menuisiers, qui date de 1598. Le Gouvernement s'est efforcé de développer ces *montepios* parmi les différents corps d'États. La loi espagnole sur les sociétés de secours mutuels du 30 juin 1887 est assez libérale. Mais ce qui fait le plus défaut, ce sont les règles scientifiques, les moyens pratiques d'exécution. On ne connaît guère l'emploi des barêmes, des taux de mortalité et de morbidité.

En dehors de ces vestiges du passé et des œuvres nouvelles catholiques, la plupart des sociétés ouvrières récemment constituées l'ont été sous l'influence du socialisme et uniquement en vue de la lutte des classes : on les appelle pour cette raison « sociétés de résistance ». Les syndicats « à base multiple », c'est-à-dire ceux qui s'occupent en même temps de donner du travail et de distribuer, en cas de besoin, des secours à leurs membres, constituent encore aujourd'hui une exception.

On ne saurait contester, cependant, que l'idée de prévoyance ne gagne peu à peu du terrain en Espagne. L'État l'encourage : il vient de créer un Institut natio-

nal de prévoyance. On peut en dire autant de la coopération proprement dite.

A Madrid, la coopérative socialiste, établie au *Centro Obrero*, fait des achats pour une valeur mensuelle de 6.000 piécettes.

En Catalogne, l'effort personnel d'un homme, M. Salas Anton, a suffi à y constituer le centre coopératiste le plus important d'Espagne. Il n'existait dans cette province que 5 sociétés coopératives en 1883 ; actuellement, elles dépassent 60, avec un capital de 3 millions. Leur organisation fédérative en circonscriptions (*comarcas*) et en régions est remarquable ; elles ont leur organe officiel, la *Revista cooperàtiva*, qui est devenue *El Cooperador Cooperatista Catalan*, et elles tiennent des congrès [1].

Les coopératives de Valence méritent aussi une mention à part : elles ne naquirent pas, comme à Rochdale, d'une idée précise et réfléchie de la question sociale ; elles furent imposées, en quelque sorte, par les événements, créées sous la pression des conditions du travail. La plus ancienne, la *Proletaria*, qui était en même temps une coopérative de production, pour la fabrication des soies, fut constituée entre 1856 et 1860 [2].

Actuellement, la coopérative ouvrière la plus importante semble être celle des Hauts-Fourneaux de Bara-

1. Les deux plus importantes coopératives catalanes sont : *La Equitativa* de Palamos et *La Mercantil* de Barcelone. La première comprenait, le 31 décembre 1906, 1.568 associés, et elle a vendu, en 1906, pour 629.094.081 pesetas de marchandises.

2. Perez Pujol, *La cuestion social en Valencia* (1872).

caldo, près de Bilbao — dont nous avons déjà parlé — et qui comptait, en 1906, 718 associés avec un chiffre d'affaires de 863.853 pesetas.

La statistique publiée en 1905 donnait, pour toute l'Espagne, le chiffre de 18.820 ouvriers associés en coopératives.

Les coopératives de production sont plus rares encore : un certain nombre, créées à Valence et à Barcelone, entre 1865 et 1876, par les tisseurs de soie, les cordonniers, les charpentiers, les tanneurs, les calfateurs et les cordiers n'ont pas réussi. La plupart de celles qui ont subsisté sont plutôt des sociétés anonymes fondées et exploitées par un certain nombre d'ouvriers. La plus importante de ce genre qui existe actuellement, est sans doute celle que fonda un actif Catalan, disparu tout récemment, Fernando Alsina, dans un poétique village de la montagne de Vich, et qui s'intitule la *Cooperativa Primera del Ter*. A Barcelone, il convient aussi de mentionner la *Redentora*, société coopérative de production de briques, due à l'initiative de M. Salas Anton.

Quant aux coopératives de crédit, elles sont à peu près inconnues en Espagne. En dehors des tentatives toutes récentes faites surtout par le clergé pour développer le crédit agricole, les autres essais, comme celui de la *Proletaria*, ont échoué. Et cela est d'autant plus regrettable que l'Espagne est un pays pauvre et que l'usure met le travailleur dans un véritable état de servitude, d'où pourrait seulement le tirer la diffusion du crédit.

*
* *

Notre intention n'est point, au terme de cette étude — nécessairement réduite — d'en exposer les conclusions, que le lecteur pourra de lui-même facilement en tirer. Remarquons simplement que rien ne permet peut-être de mieux caractériser un pays que de rechercher l'aspect particulier qu'y revêt la question sociale. Pour l'Espagne, on s'aperçoit vite que, si l'état de la question sociale y dépend en partie de circonstances naturelles et forcées, procédant de la géographie et de l'histoire, le facteur humain y joue, cependant, le principal rôle. Si l'association, sous toutes ses formes, — syndicats professionnels, syndicats agricoles, coopératives, sociétés de secours mutuels — rencontre, dans la Péninsule, plus de difficulté à se développer qu'en aucun autre pays, cela tient surtout au tempérament propre de l'Espagnol, et l'on ose à peine espérer qu'une éducation, plus lente et plus difficile que partout ailleurs, parviendra complètement à le corriger.

L'exposé historique des idées doctrinales, socialistes ou autres, qui ont le plus influé sur le mouvement ouvrier au sud des Pyrénées, l'étude des courants sociaux les plus importants encore à l'heure actuelle, obligent aussi de penser que les idées, qui se disputent avec des forces inégales la pensée espagnole, proviennent des deux pôles opposés du monde intellectuel. Dans les ouvrages de propagande sociale et philosophique, dominent les deux tendances extrêmes :

la révolutionnaire et la régressive. Une opinion intermédiaire, un parti moyen et modéré, à égal chemin de la réaction et de la révolution, fait à peu près défaut au sud des Pyrénées. Et ceci est fait pour inquiéter les pessimistes — si nombreux chez nos voisins — qui y voient un danger pour la paix sociale et une source de troubles graves.

Il est certain qu'une tâche importante, mais délicate, s'impose, d'ores et déjà, à l'État, pour laquelle le désignent tout naturellement son caractère neutre et sa situation au-dessus des luttes doctrinales et des passions religieuses. En attendant que le peuple soit suffisamment instruit pour s'élever de lui-même à la compréhension de ses intérêts et en état de réaliser ses propres « desiderata », il appartient aux pouvoirs publics non seulement de hâter cette œuvre d'éducation, mais encore de satisfaire, dès aujourd'hui, les besoins les plus urgents du prolétariat.

C'est, de préférence, sur les travailleurs des champs, les plus nombreux et les plus infortunés, qui constituent aussi la classe la moins avancée et la moins organisée, que devrait se porter l'attention des classes dirigeantes : en échappant à l'effet dissolvant de la politique et sans se laisser guider exclusivement par des exemples empruntés à l'étranger, elles pourraient, je crois, trouver dans une étude approfondie de l'histoire et des traditions de l'Espagne, dans une observation attentive et vraiment scientifique, c'est-à-dire impartiale, de ses conditions sociales actuelles, sinon la solution du problème ouvrier, du moins les mesures

de nature à atténuer les injustices et les inégalités excessives de l'heure présente[1].

1. *Bibliographie.* — Histoire du socialisme espagnol : Fernando Garrido, *Historia de las clases trabajadoras*, 1870 ; Notes de M. Salas Anton dans le livre de Magalhaes Lima, *O socialismo na Europa*, Lisbonne, 1892 ; A. Lorenzo, *El Proletariado militante*, Barcelone, sans date ; Francisco Mora, *Historia del socialismo obrero español*, Madrid, 1902 ; Praxedes Zancada, *El obrero en España*, Barcelone, 1902 ; Charles Malato, *Le mouvement révolutionnaire en Espagne* (1868-1902), dans *Pages libres*, 24 mai 1902. — Socialisme et anarchisme : Anselmo Lorenzo, *Criterio libertario*, Biblioteca de la Huelga general, Barcelone, 1903 ; G. Nunez de Prado. *Los dramas del anarquismo*, Barcelone et Buenos-Ayres, 1904 ; Federico Lindholm et E. Minana, *El anarquismo*, Madrid, 1906 ; B. de Quiros, *La expansion libertaria* (*Archivos de Psiquatria y Criminologia*, Buenos-Ayres, juillet 1906) ; Pablo Iglesias, *El partido socialista en España*, dans la *España moderna*, 1897 ; Pablo Iglesias, *Las organizaciones de resistencia*, Madrid, 1904 ; Fidel, *Pablo Iglesias en el partido socialista*, Madrid, 1905 ; Fabra y Rivas, *Le socialisme en Espagne*, dans le *Mouvement socialiste*, 15 juin 1903. — Sur l'Institut de Réformes sociales : Morote, Buylla et Posada, *El Instituto del Trabajo* (Madrid, 1902) ; A. Buylla, *El problema social en España*, dans la *Lectura*, 1902 ; R. Léger, *La législation du travail en Espagne*, dans les *Annales des sciences politiques*, juillet 1906 ; A. Posada, *La réforme sociale en Espagne*. *Revue internationale de sociologie*, 1907 ; *El Boletin del Instituto de reformas sociales*, revue mensuelle, depuis 1904. — Sur le mouvement catholique : Severino Aznar, *El catolicismo social en España*, et les revues *La Paz social* (Madrid) et *La Revista social* (Barcelone).

CHAPITRE VI

RUSSIE

Par M. DA MOTTA DE SAN MIGUEL

La Russie a été livrée dans ces dernières années à des secousses d'une violence exceptionnelle. Les journaux ont rapporté avec insistance les scènes de désordres, les assassinats, les pillages. La Russie semblait à feu et à sang, prête à périr sous le coup des revers extérieurs et des discordes civiles. Aujourd'hui cependant malgré ces symptômes d'affaiblissement, l'Empire des Tsars reste debout, et, ce qui est plus surprenant, les influences morbides semblent s'être grandement apaisées. Ce rapide contraste déconcerte nos esprits occidentaux, épris de logique et de clarté. Nous nous refusons à croire à d'aussi rapides transformations ou si nous sommes forcés de les constater nous nous résignons à ne pas comprendre. Pour juger des événements de ces dernières années il faut en revoir les diverses péripéties, étudier la situation économique du paysan, de l'ouvrier, marquer les étapes vers les doctrines de revan-

che et surtout pénétrer l'âme russe qui explique tant d'enthousiasmes, tant de bouleversements mais aussi tant de revers et de découragements.

C'est un lieu commun de dire que le socialisme est une religion. A défaut d'autres points de ressemblance il a besoin comme les doctrines religieuses d'un état social et moral particulier, d'une préparation intime dans l'âme populaire. Le socialisme en Russie n'a pas échappé à cette nécessité. Il n'a pas surgi de cerveaux en ébullition, désireux de s'imposer à la multitude ; il est la conséquence inévitable de l'état social et économique le plus lamentable qui se puisse concevoir. Le paysan dans son izba, l'ouvrier dans sa fabrique, offraient aux partisans des idées extrêmes deux proies qui semblaient également faciles à prendre. Depuis longtemps déjà tous deux luttaient contre la misère sans grand succès, quand, par suite de l'excès du mal et de la crise d'Extrême-Orient, une occasion unique dans l'histoire permit au ressentiment populaire de se manifester. A la lutte économique vint se joindre sous l'action des partis socialistes ou de leurs admirateurs la lutte politique, lutte légale d'abord, révolutionnaire ensuite, qui aboutit à la réaction violente et au découragement des vaincus.

* * *

La grande réforme agraire de 1861 n'eut pas pour résultat de donner en toute propriété aux paysans la terre qu'ils cultivaient auparavant comme serfs. En maint endroit le seigneur reprit certaines portions de

son domaine dont il avait provisoirement concédé l'exploitation. Suivant les régions le paysan perdit ou gagna à son changement de condition mais au total il y perdit considérablement. Cette perte a été évaluée à environ 1.342 000 *déciatines*, soit 3,8 p. 100 de la terre que cultivaient autrefois des mains paysannes [1]. Il y a doublement perte, du fait que n'étant plus occupé par la corvée du seigneur, le paysan disposait de plus de temps pour un plus petit lot de terre. D'autre part la réforme n'a pas été complète ; au lieu d'être suivie d'un large programme d'enseignement professionnel agricole et industriel qui à la longue aurait facilité le passage à la culture intensive, la « réforme » s'en tint à un partage de terres. Les méthodes de culture restèrent les mêmes, épuisant le sol, alors que la population s'accroissait par bonds prodigieux. Il en est résulté une insuffisance de terres que les chiffres expriment avec éloquence : alors que dans la période 1861-1870 on comptait dans la Russie proprement dite 825 *déciatines* pour 1.000 *âmes*, il n'y avait plus dans la période 1890-1900 que 547 *déciatines* pour 1.000 *âmes*, soit un peu plus d'une demi-*déciatine* par *âme*. En même temps, en 1900, l'excédent de population que la terre ne pouvait pas faire vivre s'élevait à 83 p. 100 en moyenne dans la Petite-Russie, le Tchernoziom et la Nouvelle-Russie.

1. Les régions les plus souvent éprouvées furent :
La Petite Russie où le paysan perdit 28,8 p. 100 de la terre qu'il cultivait.
La Volga moyenne où le paysan perdit 22.7 p. 100 de la terre qu'il cultivait.
Le Tchernoziom où le paysan perdit 17,5 p. 100 de la terre qu'il cultivait.

Dès le début le moujik chercha des remèdes à sa situation plus que précaire. Là où il le put il joignit à son lot un peu de terre affermée au propriétaire voisin. On estime que de 1880 à 1890 la proportion des terres affermées aux terres de *nadièl* (*nadièl,* lot de chaque paysan, membre d'une communauté de village, dans l'ensemble des terres de la communauté) a été de 1/5. Mais seuls les paysans aisés purent contracter des engagements de cette nature, et ceux-là même ne trouvèrent pas autant de terres qu'ils en auraient voulu. Les propriétaires fonciers ne pouvant plus se reposer sur le travail servile avaient étendu leurs exploitations personnelles et diminué d'autant les réserves de terres susceptibles d'être affermées aux paysans. Avec le temps, sous l'influence de l'augmentation de la population et de la hausse des céréales, suite des mauvaises récoltes, les fermages atteignirent des taux fantastiques. Le remède que le paysan avait espéré trouver de ce côté était illusoire.

Les achats de terre ne lui réussirent pas mieux. Dans les vingt premières années de son existence (1884-1903) la Banque des Paysans a bien acheté 7.879.000 *déciatines*, mais cette quantité est insuffisante malgré l'importance de son chiffre et seule la partie la moins pauvre des paysans a pu en bénéficier. Les communautés paysannes n'ont acheté que 47 p. 100 des terres vendues par la Banque de 1884 à 1889 et 15 p. 100 des terres vendues de 1899 à 1903. Ainsi non seulement les communautés de village n'ont pas profité autant qu'on le supposait des terres disponibles mais la proportion de leurs achats a diminué avec le temps. Cette

diminution des achats récents tient à la hausse constante du prix de la terre qui est passé de 45 roubles la *déciatine* (1884-1888) à 93 roubles (1889-1903) et aussi à l'appauvrissement général des campagnes depuis 1890.

Dans les grands centres manufacturiers et sur les frontières de l'Empire, le contact avec l'étranger a poussé à l'achat d'instruments agricoles perfectionnés. Toutefois le nombre de ces paysans éclairés est infime et le reste de la population, sans capital ni instruction, a épuisé la terre à un tel point que depuis 1890 la famine est un phénomène chronique de l'agriculture russe.

En même temps qu'elle achetait des domaines en Russie, la Banque des Paysans faisait une propagande active en faveur de la colonisation des espaces vacants de la Sibérie et du Turkestan. Le mouvement d'émigration eut quelque succès au début. Les *khodoki* (gens envoyés pas une ou plusieurs communautés paysannes en vue de reconnaître et apprécier les terres de colonisation offertes à leurs mandants) revenaient en vantant la qualité et l'étendue des terres cultivables. De 1885 à 1900 1.207.700 individus ont ainsi émigré en Sibérie. Quelque colossal que semble ce chiffre il ne représente néanmoins que 60 p. 100 environ de l'excédent annuel des naissances sur les décès. Le reste, soit 40 p. 100, devait chaque année trouver à vivre sur un espace toujours égal à lui-même.

Le développement croissant de l'industrie vint offrir un débouché à cette masse misérable. Un grand nombre de paysans, les jeunes principalement, partirent

pour la ville. Ils y arrivaient sans ressources, sans apprentissage, bons tout au plus à faire des manœuvres et en telle quantité que les salaires restaient bien au-dessous du niveau nécessaire à leur existence. Par surcroît les crises de l'industrie naissante venaient souvent les atteindre, telle la crise de 1900 qui jeta sur le pavé des milliers d'ouvrier qualifiés (*skilled labourers*) et força les paysans-ouvriers à retourner au village. Avec eux ils apportaient les déceptions, les illusions aussi du prolétariat des villes, mais surtout les germes de haine qu'ils allaient répandre dans les foyers.

Ainsi, aucun des remèdes pacifiques auxquels le paysan a eu recours n'a réussi. Ils sont tous insuffisants. En dehors du village le moujik est aussi exposé à mourir de faim que dans son *izba*. Et pourtant la terre peut nourrir son homme, l'exemple du *pomiéchtchik* (propriétaire foncier) est là pour le prouver. Pourquoi le *barine* (seigneur) réussit il quand le pauvre moujik meurt de faim ? C'est que le *barine* a plus de terres, beaucoup plus de terres, sur lesquelles il n'a cependant aucun droit puisqu'il ne les travaille pas. Quoi de plus juste que de lui reprendre cette terre ? L'œuvre de justice accomplie, on pourra vivre, sortir de la misère perpétuelle. Tel est le raisonnement auquel se livre l'esprit simpliste du moujik, tel est aussi le programme que la faim va le pousser à réaliser.

*
* *

Dès l'année 1861, on aperçoit en Russie des mouve-

ments agraires isolés. Mis en goût par l'initiative du tsar le paysan ne veut pas croire que la « réforme » soit terminée. Ce n'était pas là le partage des terres qu'il avait rêvé. Sans doute que bientôt le tsar achèverait son œuvre. En attendant, ses fidèles sujets prévenaient de temps à autre les effets escomptés de sa bienveillance. Presque chaque année l'on vit des villages se réunir pour se livrer à des déprédations chez le grand propriétaire voisin. Ce n'étaient là que des manifestations sans portée, à caractère local, qui n'avaient même pas la valeur d'un symptôme. Il faut attendre l'année 1902 pour se trouver en face d'une agitation tant soit peu méthodique, embrassant un rayon assez étendu. En effet c'est à partir de cette époque que l'on voit apparaître les trois formes sous lesquelles se présenteront toujours les troubles agraires: le pillage, les coupes de bois et les grèves agricoles. Suivant les conditions économiques des différentes régions, c'est tantôt l'une, tantôt l'autre de ces formes qui dominera mais en général on les trouve réunies toutes trois aussi bien en 1902 que dans la suite.

Pourquoi cette date de 1902 ? Il semble bien que cette année n'ait été traversée par aucun événement digne de retenir l'attention publique. Pour la Russie toutefois elle a une importance capitale. Elle représente pour le paysan dix années de très grande misère causée par des famines continues. C'est aussi l'époque où le parti socialiste-démocrate, définitivement constitué depuis 1900, provoque des grèves importantes dans tous les grands centres industriels. L'ouvrier, intimement lié à la communauté paysanne dont il est

originaire répand dans son village le bruit des graves événements de la ville. Il montre les proclamations, les brochures des partis socialistes qui engagent les paysans à reprendre la terre, leur bien, pendant que leurs frères ouvriers s'efforceront d'améliorer leur propre sort. En liant leur action, il n'est pas douteux qu'ils aboutissent au but rêvé. Le moujik s'émeut à l'idée de ce bonheur idéal qu'on lui promet. Il écoute religieusement la lecture des manifestes socialistes rédigés à son intention et y souscrit d'autant plus volontiers qu'on lui parle uniquement de la question agraire et de la police. Pour lui la société future est celle où dans une immense Russie le moujik aura toujours autant de terre qu'il en voudra. A quand cet Eden agraire ? Les manifestes ne le disent pas. D'ailleurs, dit un auteur socialiste russe « les paysans savent s'abstraire suffisamment de toute notion de temps et de lieu ».

Dans l'automne de 1902, après une mauvaise récolte, plusieurs villages des gouvernements de Poltava et de Kharkov se réunissent et vont trouver les propriétaires environnants. Ils ne leur demandent pas encore de la terre mais des semences, du blé, de quoi manger. Si l'on ne fait pas droit à leurs prières ils se servent eux-mêmes. Les choses se passent d'une façon uniforme dans la plupart des régions. Un beau jour quelques paysans se présentent à la propriété, inspectent les alentours et déclarent que leurs camarades viendront tel jour. Au jour fixé, on aperçoit bientôt, à peu de distance de la maison, un grand feu de paille dont la flamme est visible au loin. C'est le signal que

les paysans attendent pour se rassembler. Ils arrivent quelquefois au nombre de cinq à six cents, chacun avec une charrette. Le propriétaire (ou son intendant) est prié de livrer autant de semences ou de céréales. S'il refuse, on force les granges, les hangars, les greniers. La présence du propriétaire n'émeut pas les pillards. Ils le laissent assister au pillage de son bien, sans lui faire aucun mal. Leur besogne accomplie, ils repartent aussi paisiblement qu'ils étaient venus.

De Poltava et de Kharkov l'agitation se répand en s'aggravant dans les gouvernements voisins, Voronej, Tambov, Saratof. Ce sont encore des mouvements isolés vite réprimés par la police et les cosaques. Des procès agraires s'engagent un peu partout dès la fin de 1902 et continuent sans interruption pendant les années 1903 et 1904. Au début de 1904 survient la guerre. Elle donne comme un coup de fouet à la conscience paysanne. Les départs de réservistes sont l'occasion de manifestations tumultueuses où une même douleur et un même ressentiment unissent tous les assistants. C'est la misère plus noire qui s'annonce avec le départ de tous ces bras. Le paysan commence à murmurer. Dès la fin de 1904 les correspondants des zemstvos signalent l'effervescence anormale des campagnes. La situation devient grave car au même moment les ouvriers essayent leurs forces. Les défaites répétées des armées russes et la chute de Port-Arthur semblent présager la ruine du régime despotique et bureaucratique. Enhardis par la faiblesse apparente de leurs ennemis ils ont osé porter au tsar le 9/22 janvier 1905 la plainte du peuple russe. Leur tentative n'a

pas été couronnée de succès. Le gouvernement qu'ils croyaient tremblant et faible a pu leur tenir tête. Ils ont dû reculer, mais cette fois ils ne se sont pas résignés. La répression sanglante a eu son contre-coup dans toute la Russie. Beaucoup d'ouvriers sont retournés au village, pleins de haine contre les classes favorables au gouvernement, patrons et nobles propriétaires. En l'espace de quelques mois, l'agitation agraire se répand dans cinq gouvernements du centre, sur 61 *ouiedzy* (districts beaucoup plus étendus que nos arrondissements français). Les revendications commencent à changer de caractère. Dès ce printemps 1905 le paysan établit un lien entre la fin et les moyens entre son besoin de la terre et l'état politique et social de son pays. Des arrêtés de *mirs* arrivent dans les ministères exigeant « la terre et la liberté » (*zemlia i volia*). On ne demande plus aux intendants quelques mesures de blé ; c'est la terre qu'il faut céder maintenant sinon les constructions seront brûlées et les habitants enfumés.

Par malheur la récolte de 1905 est mauvaise. Elle tombe à 60 p. 100 de la moyenne quinquennale 1900-1904. La famine n'a jamais été plus grande et le gouvernement demande toujours plus de soldats, c'est-à-dire, toujours plus de travailleurs. Alors, dans l'automne de cette année 1905 éclate le mouvement agraire le plus violent, qui devait entraîner la ruine de 2.000 propriétés et des pertes évaluées à plus de 20.000.000 de roubles dans les 19 gouvernements les plus atteints. Cette fois ce n'est plus 61 *ouiezdy* mais 161 qui sont la proie de cette agitation. C'est 37 p. 100 de

la Russie agricole. Comme en 1902 on retrouve dans les troubles agraires de 1905 les trois formes signalées plus haut, pillage, coupes de bois, grèves agricoles, mais le pillage domine, surtout dans la région de la Terre Noire (*Tchernoziom*) où il atteint 63 p. 100 des *ouiezdy*. La Petite et la Nouvelle-Russie ne sont pas plus favorisées : 57 p. 100 des *ouiezdy* sont livrés au pillage. Au printemps de 1906 la moitié de la Russie agricole était soulevée.

Un mouvement aussi intense, joint à l'action politique des partis et aux revers de Mandchourie, aurait pu avoir des suites considérables dans un pays éminemment agricole. Pour être efficace il aurait eu besoin d'une organisation rationnelle, qui lui manquait totalement. Dans quelques rares gouvernements les partis socialiste-révolutionnaire et socialiste-démocrate parvinrent à faire élire des comités paysans. Ce fut l'exception. En réalité le mouvement n'eut pas de direction ; il fut spontané et anarchique. Les partis socialistes étaient tout à leur lutte politique dans les villes. Trop jeunes encore, il leur était difficile d'entraîner à leur suite le monde qu'est la campagne russe. Livrés à eux-mêmes, les paysans suivirent les errements d'antan. Ils venaient avec des *tiélegas*, pillaient les greniers et les hangars, chassaient les bestiaux et les poussaient devant eux. Les habitants étaient renvoyés sans mal, après quoi toutes les constructions étaient brûlées. « Si nous laissons les bâtiments intacts », disaient les paysans, « dans deux ou trois mois les propriétaires pourraient revenir et vivre comme auparavant, tandis que s'il ne reste plus de bâtiments,

ils n'ont rien à faire ici. Et puis, dans le cas où l'on enverrait les cosaques, ils auraient des cantonnements tout préparés, tandis que maintenant, ils auront à se loger dans les chaumières des paysans, ce qui pourrait leur être fort incommode. » Une fois débarrassés des propriétaires et de leur personnel, les paysans déclarent la terre propriété nationale et se la partagent provisoirement jusqu'à la ratification par l'Assemblée Constituante que tous les partis leur promettent. Assemblée Constituante? Le terme peut surprendre dans la bouche d'êtres aussi arriérés. Mais pour eux il a une signification particulière : c'est l'Assemblée de la terre russe qui donnera définitivement le sol aux travailleurs.

Cette agitation colossale émut d'autant plus le gouvernement qu'elle coïncidait avec les grandes grèves des villes. Déjà la grève de Moscou en octobre 1905 avait déterminé la promesse de Constitution du 17/30 octobre. Quinze jours après, sur l'initiative du comte Witte, les redevances de rachat furent diminuées de moitié et définitivement abolies à partir de 1907. Cette mesure, d'une grande importance puisqu'elle délivrait d'un fardeau très lourd la terre russe, aurait dû, semble-t-il, calmer au moins momentanément l'agitation agraire. Il n'en fut rien. Comme toutes les réformes des gouvernements russes, celle-ci arrivait trop tard pour produire un effet durable. Le paysan avait été mis en goût. Il commençait à s'habituer au désordre, d'autant plus facilement que, somme toute, il y avait trouvé son profit. Grâce aux déprédations de toutes sortes, par la méthode de l'action directe il était arrivé

bien souvent à faire baisser de 30 p. 100 le taux des fermages, à élever les salaires de 30 à 100 p. 100, à augmenter ses terres. Maintenant il se préparait à la lutte politique. Déjà l'Union Paysanne (*Krestianski Saïous*) fondée en octobre 1905, avait donné aux campagnes un rudiment d'organisation, mais une organisation quand même, qui avait pour tâche principale de concerter les efforts de la classe paysanne avec ceux du prolétariat ouvrier. Comment s'arrêter en si bon chemin ?

Une autre cause empêcha l'apaisement de se produire en dépit des intentions conciliantes du premier ministre. Si le comte Witte avec quelques-uns de ses collègues inclinait plus ou moins vers le libéralisme, d'autres ministres et parmi eux leur *leader* incontesté, M. Dournovo, favorisaient la réaction à outrance. Cette considération explique l'incohérence de la politique intérieure à cette époque. Alors que le comte Witte abolit les redevances de rachat, M. Dournovo envoie dans les campagnes ces généraux aides-de-camp (général-adioutanty) qui se rendirent tristement fameux par leur répression sanglante. Pendant les derniers mois de 1905 les journaux, même les plus modérés, sont remplis de récits terrifiants : il n'est question que de fusillades, d'expéditions militaires, d'exécutions et de massacres. Pour se faire une idée de ce que pouvaient être les exploits des subordonnés il suffit du reste de parcourir quelques ordres des chefs :

« Exterminer les émeutiers par la force des armes et en cas de résistance, incendier leurs demeures. A l'heure qu'il est il est indispensable de déraciner une

fois pour toutes cette habitude de se faire justice soi-même. Les arrestations n'atteignent pas leur but : il est impossible de faire passer en jugement des centaines et des milliers d'individus ».

Signé,

DOURNOVO (dépêche au gouverneur général de Kiev).

« Si les communautés paysannes ou quelques-uns de leurs membres se permettent de mettre leurs menaces à exécution (de causer des désordres, aussitôt les troupes parties), tous les habitants de cette communauté et tous leurs biens seront anéantis par mon ordre. »

Signé,

Général aide-de-camp DOUBASSOF.

Le gouverneur général de Kherson, Davydov, terminait comme il suit une proclamation aux paysans : « Il vaut mieux que vous périssiez plutôt que d'être vous et vos enfants des émeutiers et des pillards ! »

Ce langage énergique ne devait pas faciliter l'apaisement. Le temps n'est plus où la terreur pouvait tout faire rentrer dans l'ordre. Elle ne réussit pas cette fois à calmer les campagnes. Pendant que siégeait la Douma la lutte économique se poursuivit, mais moins âpre. Mieux éclairés sur leurs propres intérêts, les paysans eurent moins recours au pillage. La grève agricole leur parut plus avantageux que la violence. Elle comporte une attitude passive dont la nature indolente du paysan russe se trouve fort bien. Elle permet de plus aux éléments hésitants de prendre

parti sans trop de risques. En 1906, les grèves se répandent sur toute l'étendue de la Russie agricole et en maint endroit prennent la place du pillage. La masse paysanne présente des revendications qui sont presque toujours agréées. Sa situation économique en est un peu améliorée mais c'est un règlement de comptes très précaire car la question primordiale, celle qui domine toutes les autres, reste sans solution : le paysan aura-t-il, oui ou non, la terre dont il a besoin ? Au cours de l'année 1906 l'agitation agraire diminue d'intensité. La lassitude commence déjà à percer. On a acquis quelques avantages, mais on a aussi beaucoup perdu. Les cosaques ont un peu partout exercé leurs ravages. Les nerfs ont été trop tendus pendant un an et demi. La nature et le climat de la Russie n'incitent pas aux longs efforts et aux grands espoirs. Après tant de luttes le paysan aspire au repos. Peu à peu le calme se rétablit. Par bonheur une assez bonne récolte survint en 1907 et depuis lors on n'entend presque plus parler de troubles agraires.

***

Le paysan a donné naissance à un autre groupe social, le prolétariat des villes. L'accroissement rapide de la population des campagnes a rejeté vers l'industrie naissante l'excédent que ne pouvait nourrir la terre. Ce n'est pas là toutefois le seul élément qui entre dans la composition du prolétariat. La « réforme » de 1861 n'a pas libéré que des paysans. Elle a aussi affranchi les serviteurs des propriétaires, au nombre

d'environ 600.000 qui, eux, ne reçurent pas de terres puisqu'ils n'en cultivaient pas auparavant. D'un jour à l'autre ces individus se trouvèrent libres de quitter leurs maîtres — et la plus grande partie profita de l'occasion. Qu'allaient-ils devenir ? Ils étaient libres ; la belle affaire ! Qui est-ce qui les nourrirait ? Une seule issue se présentait à eux : devenir ouvriers. Ce fut le sort de la plupart. Il faut joindre encore à cette masse les petits paysans, ceux qui furent peu favorisés au moment du partage, qui reçurent un *nadiel* insuffisant. Ils vont chercher à la ville le supplément de gain nécessaire à leur existence. Ce sont là les trois sources principales de la classe ouvrière en Russie.

La plus grande partie de cette classe est formée par les recrues des campagnes. Pendant longtemps le paysan-ouvrier a considéré le travail industriel comme un travail supplémentaire et occasionnel. La base, c'est toujours la terre et au moment des moissons il retourne aux champs. Il conserve tous ses liens avec son village et aujourd'hui encore il est sous la dépendance entière de l'administration du *volost* (la plus petite unité administrative en Russie) qui lui délivre son passeport et peut le lui retirer à tout instant. Or, qu'est-ce qu'un Russe sans passe-port ? L'ombre de lui-même. Le paysan-ouvrier à l'aurore de l'industrie russe n'est donc pas un homme attaché à l'usine. Cette particularité entraîne une conséquence fâcheuse au point de vue strictement ouvrier. Elle est peu propre à développer l'esprit de solidarité, le sentiment d'un intérêt commun. Hypnotisé par son village, l'ouvrier n'a pas encore la notion d'une classe ouvrière. Il est

par suite dans une situation d'infériorité manifeste vis-à-vis de son patron qui ne se fait pas scrupule de l'exploiter.

Depuis 1861 le contrat de travail est soi-disant libre, mais en fait l'ouvrier est placé dans une condition voisine du servage. Sans aucun moyen de marchander sa collaboration, sans vraie protection légale, sans organe corporatif qui puisse défendre ses intérêts, il se trouve seul, misérable, en face du patron qui lui impose ses conditions par la force de son capital. Faute de mieux l'ouvrier se résigna — pas pour longtemps. A peine neuf ans plus tard, dès 1870, éclatent les premières grèves, manifestations bien anodines, causées par des renvois arbitraires. Pour se faire une idée exacte du caractère de ces grèves il suffit de savoir que dans la plupart des cas les grévistes allaient spontanément demander à la police de leur servir d'intermédiaire ou d'arbitre. Mal leur en prit d'ailleurs. Ils ignoraient que la grève fût un délit puni par le Code pénal. Leurs délégués furent condamnés à plusieurs mois de prison. Les grèves continuèrent néanmoins. A partir de 1875, il en éclate un peu dans tous les centres industriels. Elles ont toujours pour objet de protester contre les abus ou la mauvaise foi des patrons. Tantôt en effet ce sont des amendes qui atteignent des chiffres fabuleux, quelquefois 300.000 roubles en une année, et, si le salaire de l'ouvrier ne suffit pas à les payer, celui de ses parents employés dans la fabrique sert à parfaire la différence. Tantôt c'est la durée excessive de la journée de travail qui provoque les réclamations. Rien de plus triste que la condition de l'ouvrier russe. Le jour, il

travaille dans des locaux souvent insalubres où ses camarades et lui sont entassés par centaines. La nourriture qu'on lui donne est des plus maigres et des plus répugnantes. La nuit, après quatorze et quelquefois quinze heures de travail, il n'a pour se reposer qu'un misérable grabat, à peine séparé de son voisin, dans des dortoirs immenses. L'air qu'il y respire est loin d'égaler les suaves exhalaisons de nos chambrées de caserne. Quiconque a pu visiter quelques-uns de ces grands établissements industriels, notamment dans la région manufacturière de Moscou, en a plus appris par un simple coup d'œil que par la lecture des récits les plus lamentables.

*
* *

Ces conditions étaient faites pour exciter la pitié et la haine. Qui dit ouvrier dit souffre-douleur, suivant l'expression russe qu'on employait alors (*fabritchnyé-goremytchnyé*). Peu à peu les sentiments de vengeance se font jour. De plus en plus, sous l'influence des idées d'Occident, principalement des idées venues d'Allemagne, les ouvriers commencent à prendre conscience de leurs intérêts de classe et à vouloir les réaliser. En 1879, après une crise des salaires, une grève d'une ampleur inaccoutumée éclate à Pétersbourg. Les ouvriers de deux filatures s'entendent en vue de cesser le travail. On arrête les meneurs, deux ouvriers. Leurs camarades réclament leur mise en liberté. Le gouvernement répond à ces exigences par des arrestations et des déportations en masse. Rien n'y

fait. Les ouvriers ne reculeront plus car à partir de 1880 apparaissent sur la scène des agitateurs socialistes d'autant plus ardents dans la propagande qu'ils trouvent des adeptes tout disposés à les suivre.

Vers la fin de 1878 se forme à Pétersbourg l' « Union des ouvriers russes du Nord » qui adhère aux doctrines socialistes de l'Occident. Elle comprend environ deux cents membres. Son chef, un certain Khaltourine, fonde un journal exclusivement ouvrier, l' « *Aurore de l'ouvrier* » (*Zaria rabotchavo*) qui n'eut qu'un seul numéro. Le journal et la typographie furent saisis par la police. Ce Khaltourine émit le premier l'idée d'une grève simultanée de tous les ouvriers pétersbourgeois et d'une organisation générale des ouvriers russes. Il eut le tort de pencher vers l'action terroriste très en vogue à cette époque de nihilisme. Il finit par être pendu en 1882 et l'Union se disloqua Une Union analogue s'était formée dans le Sud mais n'eut pas plus de succès. Elle céda elle aussi à la répression du gouvernement. Toutefois l'apparition de ces deux groupements est un symptôme des idées qui agitent les cerveaux ouvriers. Dans les procès occasionnés par les grèves, les prévenus exposent des idées nettement socialistes. Le nom de Lassale revient à chaque instant dans les débats judiciaires. L'ouvrier a grandi avec l'industrie. Une nouvelle génération arrive à l'âge d'homme qui n'a pas connu le village, qui n'a d'autres intérêts que ceux de son travail à l'usine. Il y a bientôt en Russie plus de 3.000.000 d'ouvriers enregistrés qui se sentent les coudes. Cette masse va chercher à s'organiser ou l'on va chercher à l'organiser afin de

substituer à son action purement économique et défensive l'action politique offensive.

En 1883 se fonde à l'étranger parmi les réfugiés russes le groupe de la « Libération du Travail » (*osvobojdenié Trouda*), imbu de théories marxistes. Il se donne pour tâche de former peu à peu un parti ouvrier indépendant en vue d'une action politique. Le groupe publie des journaux, répand des brochures. Les comités de Russie réunissent les ouvriers les plus intelligents en petits cercles (*Kroujki*) où ils leurs communiquent leurs idées à charge pour eux de semer la bonne parole parmi les camarades. La propagande a du succès; des *Kroujki* se forment dans les grandes villes, Moscou, Pétersbourg, Dorpat, Riga, Vilna, Minsk. En 1890 ils se transforment en « Unions de combat pour la libération de la classe ouvrière ». Ces Unions formeront les premiers comités du parti socialiste-démocrate dont l'éclosion était préparée par une littérature abondante, journaux, revues et pamphlets, et par des événements qu'on peut appeler « extérieurs » parce qu'ils se produisent en dehors de la Grande-Russie.

En 1890 la Pologne est en proie à une agitation gréviste intense. La troupe intervient. A Varsovie et à Lodz les collisions aboutissent à de véritables boucheries. Le résultat de ces troubles fut en 1894 la formation du parti socialiste polonais avec son organe l'*Ouvrier*. Quelque temps après, en 1892, se fonde « l'Union générale des ouvriers israélites en Lithuanie et en Pologne », plus connue sous le nom de *Bund*. Ce *Bund* est remarquablement actif. A peine constitué il

établit des comités dans toutes les grandes villes de Lithuanie et de Pologne, publie des journaux (*La Voix des ouvriers*, l'*Ouvrier israélite*, et une revue hebdomadaire, *Les Dernières Nouvelles*, qui paraît à l'étranger). Le rapport de la délégation russe au congrès socialiste international de Londres en 1896 saluait déjà les unions restreintes entre artisans israélites du titre « d'avant-garde de l'armée ouvrière en Russie ». Ce titre se justifie historiquement car le *Bund* a été un des éléments constitutifs du parti socialiste-démocrate russe.

En 1898 le parti socialiste était formé du « *Bund* », de l' « Union pour la libération des ouvriers » et d'une « Union des socialistes-démocrates russes » qui n'avait pas joué de rôle important. Deux ans après le parti adoptait son programme, analogue à celui de la plupart des partis socialistes, sauf sur quelques points particuliers à la Russie : suppression du régime autocratique et bureaucratique, assemblée constituante, suffrage universel pour tous les corps représentatifs. La même année le parti rompait avec le « *Bund* » pour une question d'organisation intérieure et se fractionnait en deux groupes, maximaliste et minimaliste, dont l'appellation indique les aspirations différentes.

Le parti socialiste-démocrate devient bien vite une puissance. Il agit secrètement par des moyens qui échappent à la vigilance de la police et les coups qu'il frappe sont terribles. En 1903 il suscite cette grève générale de Bakou qui suspend complètement l'activité de cette région pétrolifère. En peu de temps la grève s'étend à toute la côte de la Mer Noire et mobi-

lise 200.000 ouvriers. Toute vie sociale est interrompue dans ces pays. La plupart des services publics ne fonctionnent plus, les villes manquent de tramways, d'eau, de gaz, d'électricité. Les trains ne peuvent plus circuler car des grévistes se couchent sur les voies à la sortie des dépôts. Après quinze jours de cette répétition générale de la révolution sociale, la misère se fait sentir et subitement toute l'énergie des premiers jours disparaît pour faire place à une soumission déconcertante.

*
* *

Les autorités gouvernementales n'avaient pas laissé passer ces manifestations ouvertes ou secrètes de la pensée révolutionnaire sans agir efficacement. Leur politique a été double : d'un côté maintenir l'ordre par la force, de l'autre modérer la colère des ouvriers par une législation industrielle appropriée. C'est ainsi que quelques lois furent faites sur le travail des femmes et des enfants, sur le contrat de travail en 1886, sur la durée de la journée de travail en 1897. Ces réformes ne furent presque jamais appliquées intégralement ; tantôt des circulaires ministérielles en dispensèrent les patrons, tantôt un simple geste débarrassa les industriels de l'ingérence de la police et des inspecteurs. Ce geste domine toute la vie russe. C'est celui qui va de votre gousset à la main de votre interlocuteur. Il a son nom tout comme le bakchich ; les *Vziatki* sont connus de tous ceux qui ont tant soit peu vécu en Russie. Les patrons en firent un large usage, à tel point que la législation industrielle resta en grande partie lettre

morte. Il ne faut donc pas prendre cette législation très au sérieux, et d'ailleurs elle arrivait comme les carabiniers — trop tard.

N'ayant pas réussi de cette façon à se concilier la masse ouvrière, le gouvernement essaya de canaliser en sa faveur le mouvement ouvrier. La période qu'embrasse le développement de cette politique s'appelle en russe *zoubatovchtchina*, du nom du fonctionnaire qui en fut l'initiateur. Ce Zoubatov, agent de la haute police, eut l'idée de présider à la formation de syndicats ouvriers dans les principales villes de Russie. Sous sa direction des fonctionnaires organisaient des réunions pour les ouvriers, leur faisaient des conférences sur l'histoire de Russie, leur achetaient même des instruments de musique pour égayer leurs soirées. Fait plus surprenant. on promettait aussi aux ouvriers la journée de huit heures, la nationalisation des fabriques et d'autres articles du programme socialiste, si bien qu'à la fin les patrons s'inquiétèrent et se plaignirent à Pétersbourg, d'ailleurs sans succès. La guerre était venue et le gouvernement commençait à se désintéresser de son rôle social. Il n'avait plus la même influence qu'au début. Mais les ouvriers des syndicats entendaient défendre leurs intérêts aussi bien pendant la guerre qu'avant. Si l'on se désintéressait d'eux, ils s'occuperaient eux-mêmes de leurs affaires. Un homme se trouva qui sut leur parler le langage qu'ils aimaient, le pope Gapone, mis à la tête des ouvriers de Pétersbourg par le gouvernement lui-même. Son rôle est trop connu pour qu'il soit nécessaire de le rappeler. On sait comment le 9/22 janvier 1905

il alla, suivi d'une foule considérable, demander au tsar l'amélioration des conditions du peuple. On sait aussi quel fut le résultat de sa démarche.

La répression terrassa pour quelque temps la classe ouvrière. Pendant plus de huit mois elle ne se manifestera plus avec l'imposante unité du 9 janvier. Entre temps les socialistes travaillent. Ils laissent passer les congrès des zemstvos dont les membres sont poussés petit à petit à un radicalisme extrême. Ils laissent passer la loi Boulyguine, la première loi électorale, qui lève définitivement le masque. Elle prouve à leurs yeux que le gouvernement du tsar ne veut pas d'une réforme constitutionnelle. Alors éclate, au cœur même de la Russie, la grève générale de Moscou, en octobre 1905. Elle aboutit à la promesse de constitution du 17/30 octobre 1905. Pour la première fois la grève générale, une arme révolutionnaire, a réussi. Grâce à l'action d'une portion de la classe ouvrière le gouvernement a tremblé et cédé. Qu'arriverait-il si toute la masse ouvrière coalisée se mettait en mouvement ? Elle serait souveraine maîtresse.

L'enthousiasme alors est à son comble. Dans l'espoir de nouveaux succès on s'organise à la hâte ; un conseil des députés ouvriers se forme à Pétersbourg. Il se met en relation avec l' « Union paysanne » constituée à la même époque. Son existence fut éphémère ; dès la fin de novembre 1905 son bureau est arrêté en entier. Il en est de même du bureau de l' « Union paysanne », mais l'association, elle au moins, poursuit son existence bien qu'elle ne représente qu'une infime minorité de paysans. Les esprits sont montés. La ter-

reur blanche, pratiquée en Russie par des bandes noires, a exaspéré bien des populations et fourni un prétexte excellent au parti socialiste-révolutionnaire. Ce parti entre en scène par un coup d'éclat : le soulèvement armé de Moscou en décembre 1905. Cette fois, après une lutte atroce et une répression encore plus sanglante, c'est un échec complet. On dirait que la Russie se ressent encore de cette dernière lutte, car elle marque en quelque sorte le terme de l'agitation politique ouvrière.

*
* *

On ne peut pas dire que la classe ouvrière ait joué un rôle à la première Douma. Elle n'avait pas de représentation directe, étant fondue dans le reste de la population et empêchée par un système d'exception de peser de sa masse sur les scrutins. Au contraire, les paysans qui, dans chaque gouvernement, élisaient parmi eux un député spécial, prirent une part active aux délibérations de la nouvelle Assemblée. L'« Union paysanne » avait eu beau prescrire le boycottage des urnes, son interdiction n'avait pas eu d'effet. Elle était censée représenter la classe paysanne tout entière, mais en fait la très grande partie du peuple des campagnes n'avait aucun rapport avec elle. On s'en aperçut au moment des élections. Les paysans prirent part au vote et arrivèrent à former un groupe important, absolument indépendant, le groupe travailliste, qui comprenait une centaine de membres.

Le groupe travailliste (*Troudovaïa grouppa*) est un

parti essentiellement paysan. Il réclame l'expropriation forcée de toutes les terres de l'État, des apanages, des couvents, de l'Église, des grands propriétaires et autres. Toutes les terres ainsi enlevées à leurs possesseurs formeraient un fonds destiné à pourvoir les paysans sans terre ou peu favorisés. L'application des réformes adoptées serait laissée à des comités locaux élus par la population. C'est là la base de leur programme. Mais comment vont-ils le faire accepter? Pas par la violence, ni par la révolution; ils ne veulent pas faire œuvre de révolutionnaires. La Douma est pour eux la seule institution faisant autorité en Russie, ayant seule le droit d'accomplir les réformes indispensables parce que seule elle exprime la volonté du peuple. Ils ne vont pas au Parlement comme les socialistes pour saper les fondements même de l'institution en appelant la Russie à l'émeute et à l'anarchie. Ils veulent faire l'éducation politique des paysans par la Douma, les intéresser à ses travaux, les faire espérer en elle. C'est une tâche toute pacifique qu'ils entreprennent. « Je suis venu ici, comme vous tous », disait le député Aladine dans la séance du 13 mai 1906, « avec le désir ardent d'éviter à ma patrie les cruelles épreuves d'une révolution. » Pour éviter cette révolution, la Douma s'attachera dès le début à la question agraire, et cette même question la fera tomber sous les coups du pouvoir autocratique.

La première Douma, qui selon certains Russes a été « à l'assaut » de l'ancien régime, a été baptisée du nom de « Douma cadette », à cause du nombre considérable de ses membres que le parti constitutionnel-

démocrate était arrivé à faire élire. Cette hégémonie toutefois fut plus apparente que réelle. Le vrai directeur des travaux parlementaires, c'est le moujik, dont les moindres désirs, les moindres mouvements influent sur la marche des travaux. Au début, le parti travailliste se tient rigoureusement à son programme pacifique. Son activité semble avoir été appréciée par les campagnes, à en juger par les arrêtés des mirs, les correspondances, les pétitions adressées à la présidence. Si la tactique change, c'est après le 30 avril, après la déclaration du ministre Goremykine qui repousse les demandes de l'Assemblée. Toute collaboration était impossible avec le gouvernement ; il ne fallait pas songer à arriver par les voies parlementaires à la réalisation du programme agraire. D'autre part le paysan n'était pas encore assez avancé, ni assez embrigadé, pour se livrer à une agitation sérieuse. Les travaillistes se rejetèrent alors sur un moyen terme : de la tribune ils firent, comme leurs collègues de l'extrême-gauche nouvellement arrivés, un centre d'attaque contre l'ancien régime, une plate-forme du haut de laquelle on pousserait le peuple russe à l'insurrection. Les discours étaient écoutés avec avidité partout où un « intellectuel » était assez instruit pour pouvoir lire aux paysans les comptes rendus des journaux. Les campagnes répondirent à l'appel venu de la tribune parlementaire. De janvier à mai 1906 on n'assiste qu'à des troubles isolés. En juin, par contre, on retrouve l'agitation étendue de l'automne 1905. Ce n'est plus, il est vrai, la moitié de la Russie agricole qui s'ébranle. Nous n'avons plus affaire qu'à soixante-

six *ouiezdy* au lieu de cent soixante et un. Néanmoins, les travaillistes se croient suffisamment soutenus pour accentuer leurs propositions. Ils ont aussi peur de se voir abandonnés de leurs électeurs qui, mécontents des progrès insignifiants de la Douma, pourraient fort bien s'occuper eux-mêmes de leurs intérêts. A peine nés à la vie publique, ils pratiquent déjà la politique de la surenchère. Le 23 mai, un projet de réformes agraires est déposé par 104 députés travaillistes, d'où le nom de « projet des 104 ». Le 26 mai, 35 travaillistes déposent un projet concernant l'organisation immédiate de comités locaux destinés à réunir les renseignements nécessaires pour mener à bien la réforme agraire. Ces deux projets sont renvoyés à la commission. Le 8 juin, un troisième projet était déposé sur le bureau de la Douma. C'était une loi agraire fondamentale, pénétrée de principes nettement socialistes. L'Assemblée refusa de l'envoyer à la commission. Toutes ces propositions étaient évidemment dictées par le souci de maintenir en éveil l'électeur paysan. Ce sont, pourrait-on dire, des propositions de principe sur lesquels leurs auteurs ne désirent qu'un vote de principe. Elles n'ont pas d'autre importance. Toutefois elles montrent comment, au fur et à mesure des séances, les travaillistes, tout comme leurs alliés, les cadets, inclinent vers les solutions extrêmes. Il arriva même qu'ils furent en désaccord avec ces mêmes cadets au sujet du fameux « appel au peuple » qui devait amener la dissolution de la première Douma. A la communication du 20 juin, par laquelle le gouvernement déclarait repousser le principe de l'expro-

priation, la Douma avait répondu par une contre-communication dans laquelle elle développait ses vues sur la réforme agraire et faisait l'exposé de ses travaux sur la question. Ce memorandum devait être publié, pour l'édification du peuple russe. Il coûta la vie à l'Assemblée qui l'avait rédigé, et pourtant le groupe du Travail n'en avait pas trouvé le ton assez ferme. D'après lui l'appel aurait dû réclamer le soutien actif du peuple. Il signa cet appel pour ne pas faire le jeu de la droite en se séparant des cadets. Il était pourtant évident que les travaillistes évoluaient sensiblement vers les socialistes démocrates, lorsqu'un oukase gouvernemental renvoya les députés dans leurs foyers.

Cet acte de force indigna les partis de gauche. Sûrs d'être soutenus par le peuple, ils brûlèrent leurs vaisseaux. A Vyborg, dans un manifeste resté célèbre, un certain nombre de députés cadets, travaillistes et socialistes, engagèrent le peuple à refuser l'impôt et les recrues jusqu'au rappel des députés. De leur côté, les organisations révolutionnaires prêchèrent la grève politique générale. C'était méconnaître gravement les capacités du peuple russe et la situation réelle du pays. Quel impôt le paysan pouvait-il refuser? L'impôt direct seul, — et il figure pour une somme dérisoire dans le budget russe. Or depuis longtemps, en raison de la disette chronique, les arriérés s'accumulaient chaque année. En ne payant pas, le paysan n'aurait pas privé beaucoup le Trésor, et là où il aurait pu le payer, il risquait en le refusant de voir saisir son maigre avoir. Il paya donc comme il put sous la pres-

sion de la *nagaïka* (fouet de cuir bouilli dont se servent les cosaques). Les recrues furent fournies comme auparavant et il ne fut pas question de grève générale. Le paysan comme l'ouvrier avait trop souffert des émeutes, des pillages, des conseils de guerre de campagne. Le besoin de calme se faisait sentir après la tempête. Les troubles de 1905 avaient procuré quelques avantages matériels aux ouvriers des villes. Ils se hâtèrent de consolider ces améliorations en créant des organes de défense contre la réaction éventuelle des patrons. Les paysans, de même, n'ont plus autant de goût pour les formes violentes. Ils s'intéressent à la politique, se réunissent en grands meetings où d'anciens députés, échappés aux griffes de la police, leur font le récit des travaux parlementaires. Souvent ces meetings sont dispersés par la force, mais aucune agitation sérieuse ne répond à ces mesures de violence. Il n'y a pas de grand mouvement de protestation parce que comme toujours l'organisation, la direction manquent. Les socialistes ne peuvent s'en charger; ils sont eux-mêmes réduits à se cacher. Le paysan n'a qu'un moyen de protester : les élections à la seconde Douma.

A la Douma cadette succède la Douma révolutionnaire. La proportion des socialistes à l'ensemble des députés est passée de 2,5 p. 100 dans la première, à 30 p. 100 dans la seconde, grâce à l'appoint des campagnes. C'est ainsi que le paysan a témoigné son mécontentement. Au lieu d'élire des députés strictement paysans il a souvent choisi pour le représenter des candidats socialistes non pas en raison de leur programme géné-

ral, mais parce qu'ils offraient la solution la plus radicale de la question agraire. C'est encore cette question qui prime toutes les autres. Il faut que cette fois l'Assemblée arrive à voter une loi agraire. Le mot d'ordre est donc de préserver la Douma (*beretch Doumou*) le plus longtemps possible en vue d'aboutir à la « réforme » tant désirée. Mais le gouvernement ne veut pas aller trop loin. L'expropriation forcée dépasse les limites de son programme. Sur ce point il ne veut pas transiger. La deuxième Douma fut dissoute à son tour. Elle n'avait même pas pu abroger les quelques mesures agraires prises en dictature pendant le *mejdoudoumié* (intervalle entre deux Doumas). Si encore elle avait été dissoute sur la question de cette abrogation, les électeurs auraient eu une question sur laquelle ils se seraient ralliés. Á présent, au contraire, ils restaient désemparés, ne sachant ce qu'ils devaient ou pouvaient faire, las de tous ces échecs répétés, sans espoir dans l'avenir.

Le pays ne protesta pas, malgré le coup d'État accompli par le ministère Stolypine en modifiant la loi électorale sans l'assentiment des Chambres. La fatigue succédait à l'effort. La nature russe reprenait le dessus, cette nature indolente et rêveuse, portée aux faciles enthousiasmes et aux rapides désespoirs. Son effervescence fait penser à un feu de paille qui donne une grande flamme et meurt. Après trois ans de luttes sanglantes, le paysan n'a pas la terre et l'ouvrier est toujours misérable. Ils cherchent maintenant à panser leurs plaies : aux champs on achète de nouveau des terres par l'intermédiaire de la Banque des Paysans

qui a repris une grande activité dès la dissolution de la première Douma ; à la ville on a recours aux sociétés de secours mutuels et aux coopératives. L'ordre règne provisoirement en Russie.

* * *

Si l'on observe de près l'histoire de ces années de troubles, on peut en dégager bien des enseignements pour le présent et l'avenir du socialisme en Russie. Que disent les faits? Au point de vue général, l'agitation agraire n'a abouti à aucun résultat; le régime de la terre reste le même et la misère n'a pas diminué. L'agitation ouvrière, au contraire, si elle n'a pas transformé du tout au tout la situation du prolétariat, a du moins fait trembler le gouvernement; c'est à elle que la Russie doit le manifeste du 17-30 octobre 1905. Comment expliquer cette différence dans la puissance et dans les résultats? La réponse est simple : il y a eu une grande différence d'intensité entre les deux mouvements. Tandis que les ouvriers se prêtent par leur concentration à la diffusion des doctrines et à une direction, les paysans, dispersés sur une surface immense, échappent à toute impulsion centrale. La distance, non moins que les entraves policières, arrêtent la propagande au seuil des villes. Tout ce qui est étranger au village est étroitement surveillé. De cette façon les éléments cultivés des villes qui auraient pu servir de ferment à l'agitation paysanne ont été presque complètement écartés. Le principal et le premier agent de la révolution dans les campagnes a été l'ou-

vrier toujours si étroitement lié à son village. Bien rares sont ceux qui, n'étant pas ouvriers, mais étudiants, maîtres d'école, employés, ont osé braver toutes les difficultés dans l'espoir de soulever les masses au nom de leur évangile social. Encore n'ont-ils guère réussi car ils se sont heurtés à une force morale plus puissante que leurs idées : la tradition et les mœurs.

Alors que l'ouvrier, sans cesse travaillé par les comités socialistes, perd les derniers vestiges de son atavisme moral, le paysan supporte toujours le poids du servage passé et de ses traditions. La république sociale lui importe peu s'il y a un tsar à sa tête. Mais il lui faut un tsar, comme principe de toutes choses après Dieu. Il est donc monarchiste, obéit au monarque : c'est en son nom et autorisé par lui, croit-il, qu'il s'empare des terres des propriétaires. Quand ils l'abordent et lui recommandent cette appropriation du bien d'autrui, les socialistes ont soin d'affirmer que telle est la volonté du tsar. Quelques-uns se sont risqués à parler d'un état politique où le tsar ne figurait point; les paysans ont toujours fort malmené ces téméraires. Les doctrines socialistes n'ont donc eu qu'un piètre succès dans les campagnes. Le pays était trop vaste, la propagande trop difficile et les apôtres trop jeunes pour une tâche aussi ardue et qui aurait dû être menée à bien en si peu de temps.

Un autre trait qui frappe, c'est, malgré l'harmonie apparente de cette agitation, le défaut d'organisation et de solidarité. La remarque peut sembler étrange dans cette Russie qu'on dépeint comme le pays de la

propriété collective, des *artels*, des *kroujki* innombrables, du *mir*. L'esprit de communauté existe certainement en Russie, mais de même qu'en russe *mir* signifie « un monde » et s'applique à un infiniment petit, de même, le plus souvent, les sentiments corporatifs ne dépassent pas les limites d'une ville ou tout au plus d'un gouvernement. Le parti socialiste avait des ramifications dans plusieurs grandes villes et pourtant il n'est jamais arrivé à provoquer la grève générale dans plus d'un centre à la fois. Cela tient à ce que chacun voulait faire à sa guise. Au fond de chaque Russe il y a un peu de l'autocrate, et si l'on parle de supprimer le pouvoir autocratique, chacun entend qu'on le fasse suivant sa propre formule. De là dans les partis ces discordes, ces divisions continuelles qui entravent tous les efforts et ne profitent qu'aux adversaires. Les paysans, eux, ne pouvaient pas être réunis. Leurs conditions de vie et par suite leurs intérêts ne sont pas les mêmes sur toute la surface de l'Empire. L'« Union paysanne » a vainement cherché à grouper sous sa direction cette multitude paysanne : lorsqu'elle a décidé le boycottage de la première Douma tous les paysans sont allés aux urnes.

Si l'entente avait été possible et la solidarité parfaite, les mouvements de 1905 auraient tout emporté dans leur élan. Au lieu de ce rêve grandiose dans son énormité, la réalité n'a apporté que des avantages incomplets : une Douma à la discrétion des ministères et quelques réformes inappliquées. Est-ce à dire que les mouvements agraire et ouvrier n'ont été qu'un

épisode douloureux dans l'histoire de la Russie, qu'ils n'ont servi à rien? Pareille affirmation serait de l'exagération toute pure. Certes, si l'on n'a en vue que les résultats immédiats dus à l'action violente des paysans et des ouvriers, il ne peut être parlé de victoire. Mais si on leur donne leur place dans la synthèse des forces sociales, il faut reconnaître le rôle considérable qu'ils ont joué. Ils n'ont pas amené la « révolution » dont on a tant parlé. Réduits à un rôle plus modeste, ils ont dû se contenter de pousser à la roue tout comme les autres facteurs sociaux. Ils ont été les principaux affluents de ce courant qui emporte, malgré les obstacles, la Russie vers le progrès. Ils n'ont pas été des auteurs de révolution, mais ont hâté l'évolution de la Russie contemporaine. Étant donnés les circonstances et les éléments en présence, ils ne pouvaient pas espérer mieux. Chaque peuple a son cycle à parcourir; il est dangereux et souvent inutile de vouloir lui faire brûler les étapes[1].

1. **Bibliographie**. *Le Mouvement agraire de* 1905; *Les relations agraires en Russie*, dans l'*Encyclopédie politique*, éd. Slonimski (en russe); A. Leroy-Beaulieu, *L'Empire des Tsars et les Russes*, t. I et II; Goru, Metch et Tcherevanine, *La lutte des forces sociales dans la Révolution russe*; t. III, *La Classe paysanne et la Révolution* (en russe); X..., *La Classe paysanne et la Social-démocratie* (en russe); Ed. Dolgoroukow et Petrounkevitch, *La Question agraire*, 2 vol. (en russe); Pajitnov, *Le Mouvement ouvrier en Russie* (en russe); Kanel, *Le contrat de travail. Condition de la classe ouvrière en Russie* (en russe), t. I; Liadov, *Histoire du parti Social-démocrate en Russie*, 2 vol. (en russe); *Histoire du Conseil des Députés de Saint-Pétersbourg* (recueil d'articles en russe); Pajitnov, *Situation de la classe ouvrière en Russie* (en russe); Steklov, *Préparation historique de la Social-démocratie* (en russe); *Comptes rendus sténographiques des séances de la Douma*; *Recueil des actes législatifs de la période intermédiaire* (1904-1906).

CHAPITRE VII

HONGRIE

Par Gabriel LOUIS-JARAY
Auditeur au Conseil d'Etat.

Parler de la Hongrie au point de vue social, c'est parler d'un milieu tout différent de celui que présente l'Autriche. On est tellement accoutumé, à l'étranger, à voir accoler ces deux noms : Autriche-Hongrie, que l'on est porté à étendre à l'autre ce que l'on dit sur l'un de ces pays, sauf, suppose-t-on, des nuances secondaires. En réalité, rien ne ressemble moins à l'Autriche que la Hongrie : pour dessiner les traits du tableau social qu'offre celle-ci, l'observateur doit penser qu'il est en présence de deux Etats, dont les caractères sociaux et économiques sont aussi particuliers que si aucun lien politique ne les unissait.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue ce lien, car il a joué un rôle important dans les luttes sociales de Hongrie ; il y a introduit un élément capital ; sans lui, on comprend mal et l'avènement du suffrage universel, et le développement, à certain moment rapide,

du socialisme ; de même que sans l'étude de la question sociale, on ne pénètre pas jusqu'au cœur de la récente crise politique hongroise : dans tous les précédents conflits entre les magyars et la couronne, les différends, depuis 1867, avaient été résolus à l'amiable et à la satisfaction des revendications nationalistes. Cette fois-ci, c'est le gouvernement hongrois qui a « prorogé » ses *desiderata* après un coup d'État de Vienne. Comment cela se fait-il ?

On se rappelle la trame schématique des événements : l'empereur-roi, sur les incitations des chefs de l'armée, veut augmenter le contingent annuel de l'armée ; en Hongrie, le parti de l'indépendance y met comme condition la séparation de l'armée commune en une armée hongroise et une armée autrichienne, tout au moins des mesures qui tendent à cette solution. D'une part et d'autre on reste intraitable ; survient alors le coup d'État. Le général Féjervàry, nommé ministre-président par le roi, en dehors de la majorité de la Chambre, dissout le Parlement, ouvre des crédits et engage des dépenses sans autorisation légale. Finalement, cet état *ex lex*, selon l'expression hongroise, cet état de guerre prend fin par la conclusion d'un vrai traité de paix rédigé par écrit et signé. C'est le fameux « pacte » secret, passé entre François-Joseph et les chefs des partis hongrois coalisés. Or, ce pacte, par ce que nous en savons et ce que révèlent les faits eux-mêmes, proroge l'augmentation du contingent, contient la promesse qu'aucune revendication nationale en matière militaire ne sera même présentée pendant un certain laps de

temps, oblige enfin le gouvernement de la « Coalition » à établir le suffrage universel à la place du suffrage très restreint, jusqu'à présent en vigueur.

Ainsi, le plus clair résultat de cette crise politique est l'introduction imprévue, contraire aux désirs et aux intérêts actuels des classes dirigeantes, d'une réforme dont la portée sociale peut être immense. Pour qui n'aperçoit que ces faits, ils paraissent s'enchaîner selon une suite fort illogique : Que vient faire la réforme du suffrage dans un conflit de droit d'État ? Comment se fait-il que le chef du parti de l'indépendance ait accepté le *statu quo*, alors que le nom et le programme de Kossuth signifie autonomie complète ?

Tout s'explique, si l'on fait intervenir la question sociale. L'époque du ministère absolutiste a été un temps d'expérience pour une alliance entre la couronne et les classes pauvres ou non satisfaites de Hongrie contre la noblesse dirigeante, un moment où les socialistes des villes et des campagnes ont été encouragés par le pouvoir. Le danger de la situation, pour qui connaît la constitution sociale de Hongrie, a rendu cette noblesse prudente et prête aux ententes. Le roi a accepté la paix proposée, mais sous une condition qui ménage l'avenir : la réforme du suffrage. Ainsi, dans ce conflit traditionnel entre le souverain et la noblesse magyare, a été introduit un élément social permanent.

Par là, les conclusions d'une étude sur la question sociale, le mouvement ouvrier des villes et des campagnes et le développement du socialisme ont un retentissement direct sur la crise politique et les

conséquences possibles du suffrage universel en Hongrie.

I

L'observateur, qui s'enquiert aujourd'hui des mouvements sociaux en Hongrie, en aperçoit deux, l'un dans les villes, l'autre dans les campagnes, dont les manifestations extérieures, pour l'un comme pour l'autre, sont de date très récente : on peut en faire remonter l'origine à une quinzaine d'années et il n'y a guère plus de dix ans que l'agitation a revêtu un caractère assez grave ; encore ces mouvements n'ont-ils pris une organisation un peu sérieuse que depuis les tout derniers temps. Aussi, pour bien en comprendre la signification et la portée, est-il nécessaire d'exposer la situation sociale du pays, qui diffère très sensiblement de celle des États occidentaux. D'une part, c'est parce qu'une transformation industrielle de la Hongrie est intervenue très récemment, qu'un mouvement ouvrier est né en même temps par voie de conséquence. D'autre part, c'est parce que la division de la propriété présente des caractères particuliers que des mouvements agraires prirent naissance. C'est donc en indiquant les traits essentiels de cette transformation industrielle et de cette crise agraire que nous rattacherons comme à leurs sources les mouvements sociaux et le développement actuel du socialisme.

*
* *

Le gouvernement hongrois, par des mesures de tout

ordre, s'est efforcé depuis vingt à trente ans de créer dans le pays une industrie. Que cette industrie ne soit encore ni très florissante, ni très étendue, on doit le reconnaître. Toutefois, au point de vue de leurs conséquences sociales, deux faits sont à retenir : cette industrie occupe un nombre d'ouvriers encore relativement faible, mais qui croît rapidement et qui croît surtout dans la grande industrie; d'autre part, cette industrie n'est pas disséminée dans tout le pays, mais concentrée.

D'après les statistiques les plus récentes, 20 p. 100 environ de la population hongroise vit aujourd'hui de l'industrie au sens large du mot, en y comprenant les exploitations de mines, de transport et de commerce. Si l'on s'attache au seul prolétariat industriel, — les employés de commerce exclus, — il a considérablement augmenté entre les deux derniers recensements : de 540.000 en 1890, il a passé à 800.000 en 1900; depuis cette date, nous n'avons pas d'autres indications précises; mais le million doit être dépassé aujourd'hui.

Et, ce qui est intéressant à notre point de vue, l'accroissement a surtout porté sur les ouvriers de la moyenne et de la grande industrie. Nous ne pouvons ici entrer dans le détail d'une comparaison, que nous présentons ailleurs. Qu'il nous suffise de citer un chiffre global, par lequel nous concluons cette comparaison : en 1890, le nombre des ouvriers travaillant dans des entreprises occupant plus de 6 salariés était évalué à 250.000 ; en 1900, à 460.000, doublant presque en dix ans, et l'on suppose qu'il est aujourd'hui d'environ 600.000.

A ce développement rapide du prolétariat dans ces derniers temps s'est joint un autre phénomène essentiel : c'est celui de la concentration ouvrière, tant au point de vue industriel qu'au point de vue géographique. Sans citer dans cette étude résumée les statistiques, disons seulement qu'il en ressort une conclusion, que présente du reste également l'observation directe : la population ouvrière se concentre surtout dans des établissements de grande industrie ; c'est sur ces établissements que s'est porté particulièrement le développement des récentes années et, par là, le monde ouvrier croît non seulement en nombre, mais aussi en cohésion.

Cette cohésion est fortifiée par la grande concentration géographique de l'industrie hongroise dans cinq centres principaux. L'un d'eux est, on peut le dire, monstrueux pour l'harmonie économique du pays : c'est la capitale. Comme c'est vraiment la seule grande ville de Hongrie, de beaucoup la plus importante agglomération ; comme c'est sur elle que les Hongrois ont porté toute leur complaisance, qu'ils l'ont parée, qu'ils y ont fait de considérables travaux ; comme, enfin, c'est une place de commerce naturelle, elle est devenue le rendez-vous de toutes les industries, surtout celle des machines et de la métallurgie, celle de la minoterie et de la distillerie, celle du bois, etc. Un seul chiffre est bien significatif à cet égard. En 1900, il n'y avait dans toute la Hongrie que 212.000 ouvriers attachés à des établissements occupant plus de 20 salariés ; or, sur ce chiffre, 75.000 ont été dénombrés à Budapest.

A côté de ce centre, les autres présentent beaucoup moins d'importance : une dizaine de villes, surtout dans la Haute-Hongrie, la région des monts métallifères du nord, les deux groupes miniers du Banat et de Pécs sont les endroits où l'industrie se tient en quelque sorte parquée, donnant ainsi une cohésion relative à la masse ouvrière.

Si, dans l'industrie, c'est la concentration des travailleurs et l'accroissement récent de leur nombre qui ont permis le développement d'un mouvement ouvrier, la crise agraire est due à des facteurs de plus ancienne origine.

*
* *

Dans ce pays essentiellement agricole que demeure la Hongrie, malgré les progrès de l'industrie, le problème agraire est capital et il résulte de la répartition de la propriété et de l'existence dans les campagnes de deux classes nombreuses de prolétaires.

Les grands traits de cette situation peuvent être tracés en s'appuyant sur le résultat des enquêtes de 1895 et de 1900. Un tiers de la Hongrie environ est possédé par deux à trois mille grands propriétaires, généralement des magnats, dont la propriété est protégée par l'institution du fidéi-commis [1]. Les moyens propriétaires, ceux qui ont de 50 à 500 hectares, détiennent environ 15 p. 100 du sol et ils représentent de 16 à 18.000 individus. C'est cette classe qui a été surtout touchée

1. Une partie de ces grands domaines appartient aussi à l'Etat et au haut clergé.

par la crise produite par l'abolition du servage, la baisse des prix, une série de mauvaises récoltes et de fléaux. Cette gentry ou petite noblesse a été en partie ruinée; mais sa propriété, au lieu d'être morcelée, a été d'ordinaire rachetée par des hommes nouveaux dont la fortune provenait de l'industrie ou du commerce. Enfin, quelque 700.000 paysans indépendants forment une classe agricole assez stable et d'une aisance relative.

Mais le reste de la population de la campagne est composé d'éléments que les intérêts matériels n'attachent pas à l'ordre de choses existant. Il existe une masse de cultivateurs, que l'on peut évaluer à 800.000, qui possèdent des terres, mais dont les terres sont insuffisantes pour les faire vivre d'une façon autonome : ils sont à moitié propriétaires, à moitié prolétaires; ils doivent, une partie de l'année, louer leurs bras pour compléter les ressources qu'ils tirent de leurs champs.

Plus nombreux encore est le nombre de ceux qui ne possèdent pas un arpent : les uns sont des domestiques agricoles, attachés à titre fixe à une exploitation, et ceux-ci ne sont pas moins de 500.000 ; les autres sont des journaliers, masse flottante d'ouvriers s'employant au jour le jour, selon les travaux et les saisons. Or, ces derniers constituent à eux seuls le quart de la population active de Hongrie : leur nombre s'élève à un million et demi et, avec leur famille, c'est trois millions d'individus errants dans la campagne à la recherche d'un travail temporaire et au hasard des bonnes et des mauvaises fortunes, milieu susceptible

de devenir singulièrement favorable au développement d'un mouvement agraire.

Paysans-journaliers et travailleurs sans terre ont des aspirations sociales, que commande leur situation économique. Les premiers ont cet amour sans borne de la terre qui caractérise le paysan magyar ; il est surtout violent chez ceux qui éprouvent la joie âpre du propriétaire, qui ont des champs, mais qui n'en ont qu'insuffisamment : leur appétit paraît augmenté de ce qu'ils ont touché au fruit, mais juste assez pour s'enivrer du goût, et, dans toute la Hongrie, on note chez ces demi-paysans, demi-ouvriers ce que l'on a appelé si justement d'une forte expression : « la faim de la terre. »

Cette faim, ils ne peuvent la satisfaire ; ni le grand, ni le moyen propriétaire ne veulent vendre une parcelle de leur domaine ; quand leurs dettes les y obligent, il est rare qu'on procède au morcellement de leurs biens ; même dans les endroits où la fertilité du sol ou l'argent rapporté de l'émigration a enrichi le paysan, celui-ci trouve très difficilement à agrandir sa terre ; si dans quelques comitats, ceux des Carpathes particulièrement, ils arrivent à acheter des champs, à très haut prix, du reste, dans l'ensemble de la Hongrie l'évolution est des moins favorables pour la consolidation de cette propriété.

Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire une comparaison présentée par les statistiques officielles elles-mêmes, dans un exposé qui précède le dénombrement de 1900 : il constate que sur 100 individus occupés dans l'agriculture, 35 avaient, en 1890, une

profession indépendante ; en 1900, le chiffre s'abaisse à 31 ; de même, les domestiques agricoles passent du nombre 11 à celui de 10 ; par contre, les journaliers augmentent de 24 à 27. Cette diminution relative du nombre des propriétaires s'accompagne d'une diminution absolue : le nombre global décroît de 1.613.000 à 1.537.000 en ces dix années. Ce phénomène est le plus sérieux qui se puisse signaler ; non contents de ne pouvoir satisfaire leur violent désir de la terre, les paysans magyars sont amenés à s'en défaire et vont accroître l'armée errante, malheureuse et grosse de revendications, des journaliers agricoles.

La condition de ces derniers est des plus précaires et la lutte pour obtenir de plus hauts salaires a revêtu un aspect d'âpreté et de violence pendant l'été de 1897 et pendant les moissons des dernières années. Ces hordes de chemineaux vont à travers le pays, avec les femmes, les enfants, les vieillards, et cherchent du travail. L'hiver, ils n'en trouvent guère et vivent souvent quatre ou cinq mois sur le crédit que les petits commerçants et usuriers leur consentent ; au printemps et à l'automne, ils trouvent à s'employer et, en été, les propriétaires ont besoin de leurs bras. Mais, bon an mal an, un journalier agricole ne gagne guère plus de 300 couronnes, même pas un franc par jour, en se croisant les bras à certaines époques et en travaillant seize heures sur vingt-quatre à d'autres.

Les propriétaires ne peuvent souvent qu'avec de grandes difficultés hausser ce salaire misérable : les prix des céréales, qui baissent depuis un certain

nombre d'années, — quoique le nouveau tarif douanier les ait fait remonter ces derniers temps, — le maintien des anciens procédés de culture et le nombre encore restreint des machines, l'existence de fermiers et surtout d'intendants, intermédiaires utiles mais ruineux, limitent assez étroitement les bénéfices agricoles. Aussi, les luttes sociales prennent-elles par là un caractère aigu ; les propriétaires sentent quel immense danger un mouvement agraire peut constituer pour leur situation économique et sociale : une grève agricole éclatant au moment de la moisson dans un pays comme la Hongrie, où la plus grande partie de la richesse est constituée par ces récoltes de céréales, c'est un désastre privé et national ; et chaque année, à la même époque, la même échéance met l'angoisse aux cœurs des uns, la stimulation aux cœurs des autres. C'est l'incitation annuelle à la lutte sociale.

Ces craintes, cette situation au plus haut degré irritante, expliquent les mesures de rigueur extrême prises par les classes dirigeantes, les lois de 1898 et de 1907, les sanctions pénales appliquées en cas de rupture d'un contrat de travail agricole, les réserves d'ouvriers établies par le gouvernement, etc. Mais si, par là, les propriétaires ont conjuré temporairement les dangers qui les menaçaient, ils ne les ont pas supprimés. Depuis 1897, la crise sociale est tantôt latente, tantôt violente dans les campagnes hongroises et même en 1907, pour la première fois, des domestiques agricoles se sont joints, dans les grèves agraires, aux journaliers. Cette situation demeure un élément per-

manent de première importance dans la vie politique et sociale de la Hongrie.

II

Cette crise agraire et cette transformation industrielle expliquent que des mouvements sociaux aient pu se manifester non seulement dans les villes et les centres industriels, mais aussi dans les milieux agricoles. Le socialisme a pris pied dans les campagnes et même, depuis 1905 environ, une fédération social-démocrate spéciale essaie de grouper le prolétariat des champs. Ainsi, en Hongrie, comme dans les pays à *latifundia* et à population paysanne mécontente, se développent parallèlement des organisations d'ouvriers d'industrie et des organisations de travailleurs de la terre.

Ces organisations peuvent se diviser en deux grandes catégories : les unes prêchent la guerre sociale, l'émancipation ouvrière par la lutte de classe ; d'autres la paix sociale, l'amélioration de la condition des travailleurs par la conciliation des intérêts divergents. A la première catégorie appartiennent le socialisme marxiste international et le socialisme agraire du parti de M. Vàrkònyi. A la seconde, le parti « national-social » de M. Mézöfi, la « confédération des travailleurs socialistes-chrétiens » et les groupements coopératistes.

*
* *

Si l'on peut remonter assez en arrière pour recher-

cher l'origine du mouvement social-démocrate, ce n'est vraiment que depuis le nouveau siècle qu'il est organisé : c'est depuis 1900 environ que la propagande du parti politique a été poursuivie avec continuité et méthode; c'est en 1899 que s'est tenu le premier Congrès général des syndicats et c'est depuis 1903 qu'ils ont pris une assez grande extension.

Aujourd'hui le mouvement se prépare dans deux organisations, la syndicale et la politique, qui sont autonomes; mais leur séparation théorique cache une interdépendance de fait; jusqu'à présent l'activité des syndicats a été dirigée et contrôlée par le comité directeur du parti; c'est ce dernier qui a créé le développement du mouvement syndical, pour se procurer un appui solide, il a toujours gardé une attitude de protecteur, à l'égard de fils non encore émancipés. Aussi dans la pratique les initiatives émanent-elles du comité directeur du parti, qui les transmet au secrétariat des syndicats, d'où partent les instructions pour chaque corporation. S'agit-il de créer un journal du parti, on en fait prendre les actions aux syndicats ; ceux-ci doivent acheter un certain nombre de numéros de journaux socialistes; ils doivent faire de la propagande pour le parti parmi leurs adhérents, dont beaucoup sont attirés plus par les avantages matériels que par leurs convictions socialistes; ils répètent que tout ouvrier conscient doit appartenir non seulement à un syndicat, mais aussi au parti. Division de droit, union réelle, dans l'ensemble direction du parti, telle est la situation.

Elle pourra peut-être se modifier, car il semble

qu'on commence à sentir passer dans les syndicats un souffle d'indépendance. Une minorité reproche au parti de dériver l'activité syndicale du côté des choses politiques, d'être parfois trop opportuniste, quand le demande le souci de certaines combinaisons. On a vu des ouvriers en grève repousser les conseils d'apaisement de chefs politiques, Bokanyi et Weltner, et continuer la grève.

Il est difficile de pronostiquer la tournure que prendront désormais les rapports entre parti et syndicat; car il semble que la compénétration originelle est encore si profonde qu'on assisterait non pas à une évolution vers l'indépendance réciproque, mais à une conquête de la direction du parti par les chefs des syndicats; la forme d'antan serait maintenue, mais la situation renversée, à moins que ces chefs assis au comité directeur du parti ne s'animent de l'esprit politique du milieu et ne deviennent un jour suspects à leurs anciens amis.

De cette communauté de fait dans la direction ne résulte pas une identité dans l'esprit qui anime les deux organisations. L'état-major du parti, surtout celui qui était à sa tête jusqu'en 1907 et qui conserve encore une large influence, les Weltner, les Goldner, les Kardos, les Garami, etc., sont, pour la plupart, des intellectuels, imbus de l'esprit allemand, des marxistes orthodoxes, au vocabulaire révolutionnaire et à la pratique opportuniste. La conquête du suffrage universel les intéresse plus que tout autre chose; ce sont eux qui se sont entendus avec les groupes bourgeois dits « progressistes » qu'inspire l'ancien ministre de l'intérieur

du ministère absolutiste, M. Kristoffy ; ce sont ceux qui vivent en bonne amitié avec les hommes de l'Ecole libre, à qui ils confient l'éducation des meilleurs de leurs syndiqués, de même qu'avec le milieu de la société de sociologie et de la Revue le *XXe siècle* ; or tout ce mouvement du professeur Pickler, de M. Jaszi, de M. Léopold, etc., est à bien des égards une espèce de mouvement réformiste et intellectuel, socialiste de sympathie plus que de doctrine.

La masse des syndiqués est portée ailleurs, par des goûts forts différents, qui ne se révèlent guère encore que dans la conduite pratique. Les syndicats en Hongrie ne prennent pas une couleur quasi-neutre et presque exclusivement professionnelle comme en Allemagne ; ils arborent franchement le drapeau du socialisme et marquent une prédilection pour l'esprit révolutionnaire ; d'eux-mêmes ils aiment par exemple faire une grève générale locale, quand dans une ville la police arrête un des chefs, interdit une réunion ou dissout un syndicat ; ils sont pleins d'entrain pour les démonstrations publiques et l'on peut dire qu'ils ont le goût de l'action directe. Des réveils révolutionnaires, contenus par leurs chefs, après des jours de torpeur, tel apparaît souvent l'état d'esprit des syndiqués.

C'est dans les circonstances et dans le caractère national qu'il faut en chercher l'origine. Le gouvernement est en lutte ouverte avec les socialistes, il combat de toute manière leur propagande, il dissout les fédérations syndicales les plus entreprenantes. N'est-ce pas la bonne méthode pour insuffler au mouvement l'esprit de lutte ? Au reste, le peuple magyar est par

nature enthousiaste, naïf, mystique, porté à poursuivre des rêves et à s'en laisser imprégner; nulle part, nous disait un Hongrois, il n'y a d'esprit aussi avancé que chez nous, et il existe par exemple dans le pays un mouvement anarchiste que propage et subventionne un aristocrate, le comte Ervin Batthyàny, que défendent des professeurs, comme M. Schmit, un élève de Tolstoï; ils publient même un petit journal en province qui attaque l'organe officiel du socialisme orthodoxe, pour sa tactique modérée et politique.

Dans le mouvement social-démocrate même, on commence à voir poindre une tendance à se dégager des idées allemandes importées, pour faire un accueil favorable aux pratiques syndicalistes françaises et composer un socialisme hongrois d'un caractère national plus marqué. C'est un jeune penseur, malade aujourd'hui de son travail, M. Szabò, qui se guide lui-même peu à peu et guide ses amis dans une voie nouvelle, où la social-démocratie hongroise n'est pas encore entrée.

* * *

Les syndicats socialistes de Hongrie présentent ce trait particulier d'être divisés entre deux organisations amies, mais entièrement indépendantes; chacune d'elle est dirigée par un conseil syndical particulier, élu au Congrès et se composant de 11 membres. Ces deux organisations sont l'une l'organisation des ouvriers agricoles, l'autre l'organisation des ouvriers industriels.

La fédération des travailleurs des champs a été fondée à la fin de 1905 et autorisée par l'ancien ministre de l'intérieur Kristoffy; elle a groupé, d'après les chiffres des syndicats, 24.000 membres en 1906 et 40.000 en 1907; son action ne s'est étendue que sur les journaliers agricoles et toute l'activité pratique s'est bornée à les grouper, à tourner les rigueurs de la loi de 1897 sur les contrats agricoles, à essayer d'améliorer ceux-ci et d'élever les salaires sous menace de troubles et sinon de grèves, du moins d'absence d'engagement pour la moisson.

Le président et le grand propagandiste de cette organisation est une bien curieuse figure : Csizmadia est un garçon de ferme, qui a fait à lui-même son éducation et est devenu poète, même grand poète, et entraîneur d'hommes; il vécut pendant sa jeunesse la vie « d'un esclave de la motte de terre », il reçut des salaires misérables et dut chercher du travail comme terrassier; cette extrémité le fit voyager, connaître les milieux agraires et embrasser vers 1894 la doctrine socialiste. D'une culture malgré tout restreinte, cet homme, par sa vie, son talent de poète, possèdait aujourd'hui une grande influence à la campagne et il était en quelque sorte le drapeau vivant du socialisme agraire. Mais l'énergíque action du pouvoir et des classes dirigeantes depuis deux ans les a rendues victorieuses de sa propagande pour le présent.

Si le mouvement social-démocrate agraire n'est pas encore sorti de la période de formation, ce qui rend difficile tout pronostic sur son avenir, le mouvement industriel est déjà bien organisé, fort, vivant et riche.

Seulement 10.000 en 1902, les syndiqués de l'industrie ont atteint en 1907 le chiffre 130.000; de grandes fédérations nationales de métiers, celle des ouvriers du bâtiment, des ouvriers métallurgistes, des typographes, etc., se sont formées, ont centralisé les efforts et coordonné l'activité; elles ont toutes organisé des caisses de secours, surtout pour les ouvriers sans travail, les secours de route et les soins aux malades et invalides : de ce chef les dépenses des syndicats se sont déjà élevées à 360.000 couronnes en 1904 et 450.000 couronnes en 1906. Les dépenses de grèves sont tenues secrètes, à cause de la loi hongroise, et les caisses de grève qui reçoivent leurs fonds des syndicats sont ainsi gérées sans publicité.

Ces organisations syndicales et l'organisation politique sont fondées sur des principes communs, bien différents de ceux admis en Autriche, par exemple : elles sont centralistes et non fédéralistes; elles accordent à chaque nationalité une large liberté dans l'emploi de sa langue; elles répandent les journaux et les brochures en tout idiome, particulièrement en magyar, en allemand et un peu en serbe; mais le centre du mouvement pour toute la Hongrie est à Budapest, les chefs sont de plus en plus exclusivement des magyars ou des convertis au magyarisme, les allemands étant assez nombreux dans les premiers temps de l'importation du socialisme; si l'on met en œuvre tous les moyens pour atteindre les diverses nationalités, on ne flatte pas leurs sentiments nationaux par des concessions à tendances fédéralistes.

Si donc en Hongrie, à la différence de l'Autriche, il

n'y a pas jusqu'à présent de mouvement nationaliste dans le socialisme, ce fait peut s'expliquer assez facilement : le socialisme s'est développé dans les milieux magyars et les milieux allemands ; aujourd'hui encore la grande majorité de leurs adhérents appartient à ces deux nationalités, c'est dire que les autres ne sont pas en force pour exiger des concessions, si elles le voulaient. Quant aux Allemands ils ne désiraient pas, jusqu'en ces derniers temps, se séparer des groupements magyars ; ils sont pour cela trop dispersés, trop disséminés sur la surface du pays et dans les groupes socialistes actuels, les chefs allemands, quoique leur nombre diminue proportionnellement, conservent une influence bien plus grande que s'ils n'avaient à présider qu'aux destinées de leurs co-nationaux.

Ajoutez à ces raisons que les mouvements nationalistes bourgeois sont encore peu développés en Hongrie, que l'autonomie des pays n'y existe pas, et on comprendra que tout y manque jusqu'à l'heure actuelle pour donner une base à une organisation nationale de la social-démocratie hongroise.

*
* *

Le parti de M. Vàrkònyi est né sur la terre hongroise et non importé de l'étranger ; mais il est, comme le socialisme marxiste, imprégné de l'esprit de lutte des classes. C'est un mouvement exclusivement agraire et les idées qu'li propage sont celles d'un partage des terres. La « faim de la terre » des paysans magyars explique assez la naissance et la

propagande aisée d'un parti qui spécule sur ce désir violent.

Presque disparu après la fameuse loi de 1898, il a été réorganisé depuis 1904 dans un esprit moins révolutionnaire qu'antan ; prônant la conquête des mandats, la division par voie législative des *latifundia*, il groupe surtout des paysans prolétaires, dont les terres sont insuffisantes pour les faire vivre. Il poursuit ainsi avec le parti social-démocrate une marche parallèle, l'un faisant appel dans chaque village aux journaliers, l'autre aux trop petits cultivateurs.

Son chef est un petit propriétaire d'une assez large aisance et d'une plus large ambition ; dépourvu de vrai talent oratoire, de forte intelligence, de grande culture, il étonnerait par son succès relatif, quoique assez limité, si l'on ne savait précisément à quel point ce succès est facile. L'existence du parti de M. Vàrkònyi est la meilleure preuve de l'acuité de la question sociale dans les campagnes hongroises[1].

*
* *

M. Guillaume Mezöfi a tenté le grand dessein d'unir sous la bannière démocratique de son parti jadis « social-national », aujourd'hui « social-démocrate de 1848 », les petits paysans magyars et, devenu leur chef, d'être l'heureux conciliateur entre leurs ardeurs dangereuses et les craintes des propriétaires ou du

1. Depuis quelques mois le parti de M. Vàrkònyi est en décroissance de plus en plus sensible.

gouvernement. Il a fini par conquérir quelques partisans dans l'Alföld, la grande plaine hongroise, et se faire élire député ; il a été assez adroit pour se laisser supporter au Parlement par la Coalition, tandis qu'il s'y déclarait partisan d'un socialisme pacifique, défenseur du suffrage universel égal et des causes populaires. Il se ménage en vue du prochain parlement élu sur de nouvelles bases.

Beaucoup plus importants et intéressants à tous égards, sont les deux mouvements à la fois réformateurs et conservateurs des coopérateurs agrariens et des chrétiens-sociaux.

L'extension de la coopération en Hongrie est sans doute le mouvement social le plus connu à l'étranger, car les grands propriétaires hongrois n'ont pas manqué de décrire une organisation qui est à leur honneur.

Le dessein poursuivi par les Kàrolyi, les Széchényi, les Mailàth, les Pallavicini, est digne d'une aristocratie consciente de son rôle et sachant défendre ses intérêts. L'initiateur du mouvement l'a fort clairement exprimé en ces termes : « L'alliance des propriétaires ruraux a déployé un drapeau sur lequel nous avons écrit qu'il faut sauver les petits propriétaires, les petits industriels et les ouvriers en les groupant et en les organisant... Nous devons combattre deux grands obstacles qui s'opposent au développement de cette démocratie : l'un, c'est l'exagération du capitalisme, qui a pour contre-partie l'accroissement du paupérisme des masses ; l'autre, c'est le socialisme. »

Les coopératives de crédit et de consommation,

organisées dans cette intention, autour d'une centrale, la « Société Générale du Crédit agricole », constituent assurément en Hongrie les institutions les plus aptes à fortifier la situation économique précaire des paysans. Elles ont groupé un effectif de 400.000 à 500.000 coopérateurs, très beau chiffre pour la Hongrie. Dans ce nombre sont compris aussi des artisans et des habitants des villes, dont au reste une partie des coopératives ont subi en 1907 une crise financière assez grave ; mais la grande majorité est composée de cultivateurs et il est impossible de dénier une valeur économique de première importance à l'entreprise du comte Kàrolyi.

Mais si cette entreprise a incontestablement une portée sociale, cette influence sociale n'est qu'indirecte, le mouvement étant avant tout économique. Or il n'existait pas en Hongrie, jusqu'en ces derniers temps, un parti d'action sociale, hardi sans être ni révolutionnaire, ni systématiquement hostile aux classes dirigeantes actuelles. Ce n'est que depuis deux ou trois ans qu'ont été fondées des organisations d'esprits « chrétien social », dont la naissance paraît due en partie au développement même du socialisme. Les catholiques hongrois n'ont pas voulu laisser les social-démocrates dominer sans conteste les éléments ouvriers et prolétariens de leur pays, et, avant que ceux-ci n'aient pu établir leur monopole, ils ont voulu leur arracher une partie de leur clientèle, à l'exemple des chrétiens-sociaux d'Autriche ou de Belgique. Il n'est pas douteux que c'est actuellement dans ces deux partis qu'est le plus vivant l'activité politique et

la propagande sociale auprès des classes populaires. Entre eux se livre une espèce de duel et acharnée est leur concurrence.

Les groupements nouveaux sont issus des organisations déjà anciennes du « parti du peuple » ou parti catholique ; leurs chefs sont des adhérents de ce parti mais « la Confédération des travailleurs chrétiens-sociaux », qu'ils ont créée il y a trois ans, est entièrement autonome. C'est un prêtre, le chanoine Giesswein, député, qui en est le fondateur, soutenu par le bas clergé et quelques rares évêques, les autres étant indifférents plus qu'hostiles. L'influence du mouvement s'accentue surtout dans les comitats du Danube où les catholiques sont nombreux ; il fait preuve du reste d'une grande ardeur ; il a créé des coopératives de consommation, dont les bases ont été jetées dès 1899 par le chef du parti du peuple, le comte Aladar Zichy, et qui réunissent aujourd'hui quelque 60.000 membres, groupés autour de l'Union centrale des coopératives chrétiennes.

L'avènement prochain du suffrage universel a conduit les chrétiens-sociaux à constituer un parti politique distinct à côté de leurs organisations sociales. L'assemblée constitutive s'en est tenue en novembre 1907 : elle a adopté naturellement le nom de parti chrétien-social ; son programme économique et social diffère surtout par la manière, l'esprit et l'application du programme du parti du peuple. Mais le parti a eu soin de se déclarer expressément indépendant de ce dernier et il prend même garde de ne pas le suivre dans l'acceptation des lois constitutionnelles de 1867

et de rester neutre à cet égard. Dans cette assemblée constitutive, le parti a nommé comme chef non un aristocrate, mais le directeur des coopératives catholiques, M. Szalanczy, manifestation nouvelle de ses tendances.

Ainsi se dessine et prend corps un mouvement qui entraîne déjà une partie des travailleurs hongrois. Il paraît vraisemblable que dans les luttes futures, ces chrétiens-sociaux seront les plus sérieux adversaires des social-démocrates.

*
* *

Cette description résumée de la situation sociale et des mouvements sociaux de Hongrie ne doit pas laisser dans l'esprit l'impression que la constitution sociale de ce pays est exceptionnelle. Sans doute on est frappé des différences qu'elle présente avec celle de France ou d'Angleterre, par exemple. Dans l'Europe occidentale, la civilisation moderne a marqué son empreinte par deux traits fondamentaux : la formation d'une classe très nombreuse d'ouvriers d'industrie et l'absence d'une solution de continuité entre les classes.

Rien de pareil ne se présente à l'observateur en Hongrie, tel du reste qu'en Galicie ou en Roumanie : dans ces pays sont en présence de hautes classes aristocratiques et nobles, comme en Hongrie et en Galicie, ou ploutocratique, comme en Roumanie, et en face d'elle une basse classe composée presque exclusivement de paysans, plus ou moins pauvres, dont beau-

coup sont ouvriers-journaliers. Entre ces groupes sociaux, rien ne jette un pont. La gentry hongroise, la petite noblesse polonaise, les roumains de fortune moyenne agissent autant qu'ils peuvent comme la haute classe, cherchent à se fondre en elle, se considèrent comme de même situation sociale, partagent ses habitudes, imitent ses engouements, ne dérogent à aucune de ses règles de vie ; dans la société, celles-ci ne jouent donc pas le rôle de classe moyenne ; c'est un succédané, un diminutif, parfois une caricature de la haute classe.

L'Autriche elle-même ne laisse pas que de présenter certains de ces caractères et elle forme à vrai dire transition entre ces pays et les États occidentaux.

Replacée dans cet ensemble de l'Europe centrale, la Hongrie n'a donc pas une constitution sociale exceptionnelle ; il n'en demeure pas moins vrai qu'avec la diffusion de l'instruction, les aspirations modernes des classes populaires, l'avènement du suffrage universel, elle peut difficilement demeurer dans le *statu quo*. La gravité de la question sociale, soulignée par la naissance de mouvements socialistes, c'est ce que nous avons voulu esquisser dans ces pages ; c'en doit être, croyons-nous, la conclusion[1].

1. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur, que les questions touchées dans ce chapitre intéresseraient, au livre que nous allons publier chez F. Alcan : *La Question sociale et le Socialisme en Hongrie*.

CHAPITRE VIII

JAPON

Par Michel REVON, Chargé de Cours à la Sorbonne, ET KINZO GORAÏ, Répétiteur de Japonais à l'École des langues orientales.

1° LE SOCIALISME PEUT-IL SE DÉVELOPPER AU JAPON ?[1]

I

Depuis que le Japon est ouvert aux étrangers, c'est-à-dire depuis 1868, soit juste quarante ans, la civilisation européenne s'est répandue sur notre pays comme une inondation bienfaisante. Ses eaux nous ont apporté le limon qui fertilise, mais malheureusement aussi les germes de plantes mauvaises : et si, parmi tant d'autres bonnes choses, elles nous ont donné l'industrie et la puissance qu'elle confère, elles nous ont apporté aussi la misère et par suite le remède qui l'accompagne souvent dans les sociétés modernes : le socialisme.

1. Par M. Kinzo Goraï.

C'est ainsi que le socialisme s'est introduit chez nous. Mais on ne peut pas tout de suite préjuger qu'il se développera au Japon comme en Europe. Il est chez nous comme une plante exotique qui ne s'accommode pas également de tous les terrains, et qui va se trouver dans des conditions d'existence différentes de celles de son pays d'origine. Le socialisme importé au Japon prendra-t-il racine, oui ou non ? la question est bien discutable. La graine est naturellement identique, mais le sol est tout à fait différent. Pour résoudre ce problème, par conséquent, il faut étudier ce sol avec soin, c'est-à-dire la mentalité japonaise et l'organisation sociale du pays ; après quoi, il sera possible de prévoir avec quelque probabilité l'avenir du socialisme chez nous. Mais auparavant, il faut vous montrer ce qu'est déjà devenu le socialisme européen au Japon.

II

On compte déjà quatre sectes principales :

1° Le socialisme révolutionnaire ;

2° Le socialisme évangélique ;

3° Le socialisme utopique ;

4° Le socialisme d'État.

Le socialisme révolutionnaire est représenté par MM. Kôtoku et Sakaï, qui sont tous les deux publicistes. M. Kôtoku est un disciple de feu M. Nakaé, qui était un philosophe matérialiste à la façon des penseurs français du XVIIIe siècle. D'ailleurs, M. Nakaé avait fait

ses études en France. De retour au Japon, il y a vingt-cinq ans, il avait fondé un journal libéral avec le comte Itagaki, fondateur du parti libéral, et le marquis Saïonji, actuellement premier ministre. Dans ce journal, M. Nakaé professait la doctrine individualiste de J.-J. Rousseau. C'était un penseur radical et révolutionnaire. Sa fin fut très dramatique. Lorsqu'il tomba malade, d'un cancer à l'estomac, son médecin lui déclara qu'il n'avait plus qu'un an et demi à vivre. Etant alité, il se met alors à écrire un livre admirable intitulé : « *Un an et demi* », dans lequel il expose, en manière de testament, les idées très originales qu'il professe sur toutes les questions : sur la littérature, sur l'art, sur la politique. Comme il n'avait pas écrit depuis longtemps, cette réapparition dans le monde littéraire fit sur le public l'effet d'un météore brillant qui avait disparu de l'horizon et qui se montre à nouveau pour disparaître à jamais. Le public accueille son livre avec un enthousiasme fou. Encouragé par le succès, Nakaé écrit un autre livre, qui porte le titre : « *Ni Dieu, ni âme* ». Dans cette œuvre nouvelle, il expose sa doctrine matérialiste. On dit que l'énorme succès remporté par ces deux livres lui permit de payer toutes les dettes qu'il avait faites durant la vie nomade et agitée qu'il avait menée pendant une vingtaine d'années. Il y a sept ans qu'il a succombé, au milieu de l'attention respectueuse du public.

M. Kôtoku, représentant principal du socialisme révolutionnaire, est son disciple fidèle. Il est fidèle à son maître, non pas qu'il partage entièrement sa doctrine, mais parce que tout d'abord son esprit radi-

cal et violent ressemble beaucoup à celui de son maître et ensuite parce que ses théories ont la même source que la doctrine de Nakaé.

L'idée de l'égalité était une des grandes préoccupations de J.-J. Rousseau et des penseurs du XVIII[e] siècle. C'est cette idée qui a abouti au régime égalitaire de la Révolution française. C'est elle aussi qui a inspiré aux socialistes la doctrine égalitaire au sens économique et social. Cette filiation d'idées explique bien comment un Nakaé, jacobin et démocrate convaincu, pouvait faire naître immédiatement et sans transition un Kôtoku, socialiste et surtout socialiste révolutionnaire.

Ainsi on voit que la succession des faits sociaux, qui a exigé cent ans en France, se résume au Japon dans la personne de deux individus. C'est là un fait général qui se reproduit dans toutes les branches de l'activité humaine. Ce qui se passe dans notre pays aujourd'hui est un raccourci très bref de toute l'histoire de l'Europe.

Ainsi M. Kôtoku est communiste plutôt que collectiviste. Ses idées s'approchent même beaucoup du nihilisme de Kropotkine. La grève générale est sa seule tactique et il s'abstient de tout acte politique régulier pour accomplir la révolution sociale. Naturellement il est internationaliste et, par suite, antimilitariste violent. L'autre représentant du socialisme révolutionnaire, M. Sakaï professe une opinion presque identique à celle de M. Kôtoku, mais il est plus modéré dans sa tactique : il veut se servir de la forme légale et des partis politiques parlementaires pour atteindre

le but. Il est partisan du suffrage universel. Cette nuance dans les idées des deux écrivains existe aussi dans leur façon de les exprimer. Le style de M. Kôtoku est nerveux, incisif et violent ; M. Sakaï est insinuant et plus persuasif. Le premier combat, le second explique. Tous deux écrivaient à la même époque dans le journal *Yorozou Tchôhô*, et y professaient leurs doctrines.

Lorsque la guerre Russo-Japonaise éclata, le directeur du journal se sépara d'eux, à cause de leurs doctrines antimilitaristes qui, par leur impopularité, pouvaient compromettre la vie du journal. Ils fondèrent alors un journal hebdomadaire portant comme titre *Heimin Shimbun* (Journal du peuple), dans lequel ils protestaient énergiquement contre la guerre. Le journal tirait à 7.000 ; c'est beaucoup pour un journal hebdomadaire. Les lecteurs étaient pour la plupart des étudiants et des instituteurs, en général des gens cultivés et besogneux. Dès l'apparition des premiers numéros, des poursuites furent lancées contre le journal. Après six mois de procès, pendant lesquels le journal continuait sa violente campagne contre la guerre, l'arrêt du tribunal fut enfin prononcé. Il eut pour effet d'interdire le journal ; les machines à imprimer furent confisquées et l'éditeur Sakaï fut condamné à trois mois de prison. C'est relativement peu, surtout en temps de guerre.

Un autre journal, ayant le même titre, fut fondé en janvier 1907. Il fut poursuivi et de même supprimé, parce qu'il attaquait le gouvernement avec la plus grande violence pour une question de mines tout à fait particulière qu'il serait trop long et d'ailleurs inutile d'expliquer ici.

Il existe actuellement un troisième *Heïmin Shimboun* (journal du peuple) à Osaka ; il propage les mêmes idées socialistes que ses deux prédécesseurs.

Le socialisme évangélique est représenté par trois personnages : M. Abé, ancien pasteur, actuellement professeur à l'Université de Waséda, M. Kinoshita, journaliste romancier et brillant orateur, et enfin M. Katayama, publiciste. Les doctrines de ces messieurs diffèrent un peu, mais en somme, peuvent être considérées comme des mélanges à des degrés divers de tolstoïsme et de socialisme. Ils sont naturellement beaucoup plus modérés que les révolutionnaires. Tous trois avaient collaboré autrefois au *Heïmin Shinbun* (journal de peuple), mais ils s'en séparèrent en 1905, à cause d'une divergence d'opinions. Ils ont un journal à eux qui a pour titre *Shakaï Shimboun* (journal social) ; son but est d'instruire les ouvriers et de propager parmi eux une doctrine sociale modérée.

Le socialisme utopique est professé par M. Yano. Celui-ci fut au début de sa carrière un des principaux personnages du parti progressiste fondé par le comte Okouma, ensuite grand fonctionnaire de la cour ; c'est aujourd'hui un écrivain très remarquable. Il a écrit il y a cinq ans, un livre intitulé *Shin Shakwai* (une société nouvelle) où il imagine une île utopique, dont l'organisation réalise son idéal social. Sa doctrine, qui a des bases scientifiques, ressemble beaucoup au communisme de Robert Owen, le réformateur anglais. Mais il ne propose aucun moyen pratique pour atteindre son but. Il se contente d'être théoricien, il reste philosophe pur et ne cherche même pas à propager ses idées.

Enfin, le socialisme d'Etat se rencontre surtout chez les économistes universitaires qui, pour la plupart ont étudié en Allemagne, et qui, par suite, ont été influencés par l'étatisme de ce pays. Les principaux représentants sont M. Kanaï, professeur d'économie politique à l'Université de Tôkyô et M. Tajima, professeur de science des finances à l'Université de Kyôto. Ils ont formé une société dans le but d'étudier avec leurs adeptes toutes les questions sociales. Parmi eux, on compte plusieurs fonctionnaires. Grâce à leur situation, il leur est facile d'influencer le gouvernement et de lui faire mettre leurs idées en pratique.

*
* *

Voilà l'état actuel du socialisme au Japon. Vous pouvez voir, d'après cela, que toutes les nuances possibles de doctrines s'y rencontrent. Ce socialisme, qui est déjà si développé, progressera-t-il dans l'avenir? et dans quel sens progressera-t-il? Il faut savoir que les Japonais un peu instruits de la génération actuelle, se sont complètement débarrassés de tout préjugé. Il n'y a à cela rien d'étonnant. Le Japonais a toujours été tolérant et libre penseur; le dogme n'a jamais eu prise sur lui. Le Japon est un pays de libre examen. Au moment de la Restauration, toutes les civilisations orientales avaient déjà pénétré librement chez lui; toutes y ont laissé des traces, mais le Japonais n'en a retenu que ce qui était bon pour lui; il a, en effet, une grande facilité d'assimilation, ce qui lui a permis de japoniser tout ce qu'il a emprunté aux autres. Cette

aptitude ne nous est plus contestée aujourd'hui en Europe. Ainsi l'esprit bouddhique pessimiste et passif, qui a perdu l'Inde, a, au contraire, adouci nos mœurs sans affaiblir notre caractère. Le confucianisme conservateur et même régressif, qui est en train de perdre la Chine, a, chez nous, épuré les mœurs et fortifié le sentiment du devoir. Actuellement surtout, le monde intellectuel comme le monde moral, forment une véritable mêlée. Toutes les idées, orientales et occidentales, se disputent les esprits, toutes les croyances anciennes et nouvelles s'arrachent les âmes.

L'aspiration du peuple japonais actuel est de se présenter aux autres peuples orientaux comme l'apôtre de la civilisation occidentale qu'il a bien comprise et dont il a tiré profit ; il veut ensuite faire connaître aux peuples européens les qualités de la civilisation orientale qu'il comprend mieux qu'eux par ce fait qu'il est lui-même oriental. Ces deux civilisations s'opposent et, si elles restent ennemies, l'une détruira l'autre avec tout ce qu'elle a fait pour le bien de l'humanité. Le Japon, qui sait ce que valent les deux civilisations, veut qu'elles vivent toutes les deux ; il veut être l'ouvrier de leur rapprochement pacifique et il croit fermement que le fruit de cette union possèdera toutes les qualités des deux civilisations. Ainsi donc le Japon actuel est une sorte d'exposition universelle de toutes les idées existantes, soit occidentales, soit orientales. D'ailleurs, la Constitution garantit la liberté de conscience. Il n'y a aucune entrave, aucune censure pour les publications. Il n'y a aucune restriction en ce qui concerne la lecture des livres. Les Japonais sont com-

plètement libres d'adopter l'opinion qui leur convient. Dans de semblables conditions, une doctrine ne peut se développer que si elle s'impose par sa nécessité intrinsèque. C'est cette nécessité que nous allons étudier pour savoir si le socialisme se développera au Japon. Or, dans l'état présent des choses, cette nécessité n'existe pas.

Il y a à cela quatre raisons. Au Japon :

1° Il n'y a pas de vrai paupérisme;

2° Il n'y a pas de lutte des classes;

3° La forte solidarité familiale exclut la solidarité sociale ;

4° Le sentiment patriotique japonais exclut l'internationalisme.

III

Montrons d'abord que le paupérisme terrible des pays d'Europe n'existe pas au Japon. Le vrai paupérisme est la conséquence de la grande industrie. Mais l'état industriel de notre pays est en retard de près d'un siècle. La grande usine n'existe que pour les industries modernes originaires d'Europe. Les autres industries s'exercent dans de petits ateliers, et c'est dans ces ateliers presque familiaux que sont occupés la majeure partie de nos artisans. Même dans la catégorie de la grande industrie, les grandes usines sont peu nombreuses. La statistique suivante, qui date de 1900, montre bien ce fait.

	USINES ET ATELIERS AVEC FORCE MOTRICE		USINES ET ATELIERS SANS FORCE MOTRICE	
	Nombre des usines.	Nombre des ouvriers employés.	Nombre des usines.	Nombre des ouvriers employés.
Usines comptant moins de 30 ouvriers	1.363	25.339	3.030	45.004
Usines comptant plus de 30 ouvriers	2.018	257.266	941	60.687
Usines comptant plus de 50 ouvriers	1.223	227.012	409	41.067
Usines comptant plus de 100 ouvriers.	535	181.647	123	21.923
Usines comptant plus de 500 ouvriers.	73	92.056	4	3.460
Nombre total	3.381	282.605	3.971	105.691

On voit dans ce tableau qu'il y a 3.971 usines et ateliers ne faisant pas usage de la force motrice, et que 76 p. 100 de ces ateliers comptent moins de 30 ouvriers. Quant aux usines et ateliers faisant usage de la force motrice, on n'en compte encore que 3.381 ; de ces usines, 535 seulement comptent plus de 100 ouvriers, et il n'y en a que 73 qui en aient plus de 500. Vous voyez bien que la grande industrie n'est pas très développée.

Quant à la petite industrie proprement dite, son rôle est vraiment grand. Prenons comme exemple le tissage qui est typique. En 1901, les familles de tisserands étaient au nombre de 347.352 et les ouvriers tisseurs de 791,118. Donc chaque famille n'emploie que 2 ouvriers, tandis que les grandes usines de tissage au

nombre de 1.365, avec 447 ouvriers comptent 32 ouvriers par usine.

La papeterie japonaise comprend deux catégories : celle pour papier japonais et celle pour papiers européens. La première rentre dans la petite industrie ; elle comptait, en 1901, 68.562 propriétaires d'ateliers et 199.258 ouvriers, c'est-à-dire 3 ouvriers seulement par fabricant. La seconde n'a que 13 usines, mais compte 3.932 ouvriers, soit 300 ouvriers par usine. Cet état de choses se retrouve dans plusieurs autres industries. Vous voyez bien par ces faits que la petite industrie est prépondérante.

L'agriculture est la force vitale du Japon actuel. 60 p. 100 de la population entière s'en occupent. Mais la culture du riz, qui est le produit agricole principal du pays, ne permet pas l'agriculture en grand, avec machines à l'américaine. La rizière exige que le terrain soit uniformément plat, pour pouvoir contenir de l'eau partout à la même profondeur. Il faut, pour cela, que le terrain soit divisé en petits champs, car une grande étendue de terre est nécessairement plus ou moins accidentée. D'ailleurs, la terre est tellement morcelée que l'agriculture au Japon est, dans la plupart des cas, dans les mains des petits propriétaires comme en France. Dans de pareilles conditions, le paupérisme ne peut pas exister dans le monde agricole non plus.

Voyons maintenant le taux des salaires, qui fournit des indications sur l'état de misère. Voici les chiffres moyens pour les métiers typiques d'après la statistique officielle :

ANNÉES	1894	1897	1900	1904	1905
Salaires quotidiens (en yen).					
Charpentier	0.300	0.434	0.535	0.590	0.600
Nattier	0.276	0.387	0.465	0.480	0.510
Menuisier	0.287	0.383	0.560	0.520	0.550
Forgeron	0.289	0.394	0.475	0.550	0.550
Tisseur	0.170	0.225	0.325	0.350	0.340
Tisseuse	0.112	0.150	0.195	0.170	0.180
Journalier	0.204	0,290	0.365	0,400	0.410
Salaires mensnuels (en yen).					
Homme de peine	1.660	2.240	2.700	3.000	3.220
Servante	0.940	1.240	1.360	1.648	1.790
Salaires annuels (en yen).					
Garçon de ferme	19.320	28.920	32.120	37.650	37.540
Fille de ferme	10.030	15.620	17.060	20.510	20.130

Comme un yen vaut 2 fr. 60, le charpentier n'est payé que 1 fr. 50 (0 yen 60). C'est très peu apparemment, mais comme la vie coûte quatre fois moins cher qu'en France, la valeur réelle de ce salaire (0 yen 60) est 6 francs si on prend le salaire en France comme base. Le même calcul peut être appliqué aux autres métiers : on obtient ainsi les chiffres correspondants suivants pour indiquer la valeur réelle des salaires en 1905 :

Salaires quotidiens.			
Charpentier	6 fr.	Nattier	5.10 fr.
Menuisier	5 50 fr.	Forgeron	5.50 fr.
Tisseur	3.40 fr.	Tisseuse	1.80 fr.
Journalier	4.10 fr.		
Salaires mensuels.			
Homme de peine	32,20 fr.	Servante	17.90 fr.
Salaires annuels.			
Garçon de ferme	375.40 fr.	Fille de ferme	201,30 fr.

Comme le deuxième tableau le montre bien, les salaires augmentent toujours. Un autre tableau indique les taux de cette élévation. Le voici :

ANNÉES	1900	1901	1902	1903	1904	1905
Charpentier	100.0	109.3	107.4	109,3	109.3	111.1
Menuisier	100,0	110.0	108.0	108,0	104.0	110.0
Tisseur	100.0	87.9	100	103.0	106.1	103.0
Journalier	100,0	105.4	105.4	108,1	108.9	110,8
Homme de peine. .	100.0	100.7	104.1	110.1	111.9	119.3
Garçon de ferme . .	100,0	107,1	114.7	109.0	105,1	114.7

Ainsi l'élévation des salaires dans les cinq dernières années a été, on le voit, importante. Il faut surtout remarquer que les salaires de certains ouvriers, hommes de peine et garçons des champs, qui n'ont aucune connaissance spéciale et n'ont pas de métier à proprement parler, se sont énormément accrus.

Mais il y a augmentation concomitante, un peu plus forte il est vrai, du prix des denrées.

Prix courant de quelques marchandises (yen).

ANNÉES	1900	1901	1902	1903	1904	1905
Riz	11.93	12.30	12.68	14.42	13.21	12.85
Sel	1.91	1,95	1.73	2.05	2.15	4.05
Sauce japonaise. .	13.85	10.98	9.41	9.10	9.40	11.99
Thé.	42.00	36.44	39.44	41,05	38.09	43.11
Sucre	15.75	10.30	10,11	13.08	14.55	14.67
Fil de coton	32.49	34.35	33.74	34.52	39.09	43.89
Pétrole	3,00	2,81	2.63	2.99	3,31	3,31

Cette différence entre la hausse des salaires et la

hausse du prix des denrées révèle une augmentation commençante de misère ; mais, d'un autre côté, il faut considérer que le progrès trop rapide dans le monde économique, est la cause de ce phénomène anormal et que cette crise sera atténuée par le temps.

La durée du travail est en général de onze heures. Mais les ouvriers japonais se reposent de temps en temps au milieu de leur travail, soit pour fumer, soit pour prendre le thé. Beaucoup d'auteurs européens en font même un reproche aux ouvriers japonais. Mais c'est tout simplement une habitude en atelier familial. Elle vient de l'ancien temps, et elle disparaîtra sans doute avec le développement de la grande industrie ; comme conséquence nécessaire, la durée de la journée de travail diminuera.

Le nombre annuel des journées de travail est, en moyenne, de 284 ; on compte donc 29 jours de repos en plus des jours de repos hebdomadaire.

Tous ces faits montrent bien que les ouvriers actuels ne sont pas du tout malheureux. La grande industrie se développera naturellement, mais ce ne sera que pour des industries originaires d'Europe. Quant à la petite industrie, qui comprend la plus grande partie de l'industrie japonaise, elle ne diminuera guère, en vertu même de sa nature. M. Shibakawa, dans son étude sur l'avenir de la petite industrie au Japon, l'a divisée en douze catégories : 1° les industries textiles ; 2° la verrerie ; 3° le travail des métaux ; 4° les industries du bois ; 5° la tannerie et les industries du cuir ; 6° les industries alimentaires ; 7° les industries du vêtement ; 8° l'industrie de la laque ; 9° les industries d'art et la bimbeloterie ;

10° les industries de réparation et d'entretien; 11° la papeterie, et enfin 12° les industries diverses. Après avoir étudié leur nature et leur état actuel, il a abouti à la même conclusion. A savoir que la petite industrie peut exister en conservant l'état qu'elle a actuellement. L'augmentation de la misère ne sera donc pas aussi grande qu'on le craint souvent.

IV

Voyons maintenant la deuxième raison pour laquelle il n'y a pas nécessité pour le socialisme de se développer au Japon, c'est-à-dire l'absence de lutte des classes. Ce phénomène, qui est une des caractéristiques de la société européenne, et dont l'importance a été si exagérée par Karl Marx et par la plupart des socialistes, n'existe pas en Extrême-Orient, surtout au Japon. Cela vient principalement des particularités de l'organisation sociale, ou de la nature spéciale du sentiment moral qui constitue la base de cette organisation.

Dans cette société, où la famille patriarcale si fortement organisée fait l'unité sociale, le droit de propriété est reconnu comme une vérité absolue et immuable. Le caractère sacré de la famille exige que chacun de ses membres se préoccupe sans cesse de sa conservation; par suite, les biens de la famille, et surtout les biens fonciers, doivent être respectés; en effet, ils représentent matériellement la famille et ils sont son principal moyen d'existence. Le droit d'aînesse n'est

par conséquent qu'un moyen de faciliter cette conservation de la famille et de ses biens. Ce respect de la famille et, par suite, celui des biens, sont sanctifiés par la religion. Ces coutumes existaient chez les premiers Grecs et chez les premiers Romains, et Fustel de Coulanges nous en a fait une peinture vive et fidèle. On conçoit donc aisément que le droit de propriété et, par suite, le droit d'héritage, n'aient jamais été discutés chez nous comme en Europe. Or, la guerre des classes a pour but de modifier le droit de propriété. Si ce but n'existe pas, la guerre n'est pas possible. Dans des conditions semblables, il n'y a qu'à se résigner et à obéir à la destinée qui résulte pour chacun du fait de sa naissance dans telle ou telle famille. C'est le cas de la société des peuples de l'Extrême-Orient, où la doctrine confucianiste enseigne le respect de la famille.

Une autre cause de la lutte des classes est le sentiment du droit individuel. La lutte suppose, en effet, qu'il y a quelque chose à *réclamer*. Mais la morale confucianiste oblige seulement à donner et ne permet pas de demander; elle enseigne le devoir mais non le droit. Cet altruisme extrême fait en même temps la supériorité et la faiblesse de la morale orientale.

Ainsi la lutte des classes est un phénomène spécial à la société individualiste d'occident, et l'histoire des peuples orientaux n'en fait aucune mention. Ce simple fait indique même tout de suite la difficulté énorme qui s'oppose au développement du socialisme au Japon.

Le troisième élément indispensable de la lutte des classes, est l'idée d'association, surtout celle sous la

forme de groupement social. L'association des membres d'une classe, qu'ils soient bourgeois ou prolétaires, capitalistes ou ouvriers, est la première arme nécessaire pour pouvoir lutter contre les autres classes. Or, cette idée de groupement social est, elle aussi, une particularité des peuples chrétiens. Jésus-Christ disait : « Aimez votre prochain ». Ses paroles sont le fondement du sentiment humanitaire et du sentiment de solidarité sociale chez les peuples occidentaux. Ce sont ces sentiments qui rendent si facile aux Occidentaux la formation de groupements entre personnes se connaissant très peu. Confucius enseignait au contraire à aimer d'abord nos parents et à étendre ensuite notre amour aux inconnus. Cette doctrine résume toute la morale patriarcale. La base de la morale chrétienne est l'amour de l'humanité tout entière. Celle de la doctrine confucianiste est avant tout le sentiment de reconnaissance envers les parents. L'une est grande et haute, l'autre est profonde et solide. L'une dépasse toutes les organisations sociales, l'autre les consolide. L'une est universelle et individuelle, l'autre est politique et familiale.

Or nous, les Orientaux, nous n'avons que deux groupements sociaux : le groupement politique, c'est-à-dire l'État, et le groupement familial, c'est-à-dire la famille. Tous deux sont des associations naturelles qui existent depuis l'origine de l'humanité. Quant aux groupements sociaux artificiels, soit économiques, soit amicaux, soit scientifiques, ils se sont très peu développés chez nous. Ainsi le Japonais ne se sent pas enclin à former des groupes; et ces groupes, quand il s'en forme,

éprouvent des difficultés énormes à se constituer. C'est pour cela que le syndicat ouvrier, qui fit son apparition dès 1882, ne se développe pas du tout. Ainsi le Japon a été récemment témoin de deux grandes grèves minières. Ces grèves n'ont pas été l'œuvre de syndicats, ni d'une organisation quelconque. Elles se sont déclarées brusquement parce que quelques ouvriers, s'étant mis en grève, ont entraîné les autres. Ces grèves avaient le caractère d'une rébellion et le socialisme n'y était pour rien. Les mineurs n'étant pas socialistes, les socialistes ne se sont pas occupés de la grève : c'est ce que les socialistes eux-mêmes ont confessé. Dans un pareil milieu social, il est évident que la lutte des classes ne peut pas exister.

La quatrième raison qui confirme la non-existence de la lutte de classes est que, au Japon, il y a très peu de personnes oisives. D'ailleurs, la distribution de la richesse est si bien faite que, s'il y a très peu de millionnaires, il y a aussi très peu de miséreux. Même les gens aisés, eux aussi, ont toujours quelque occupation utile. Et tout d'abord nous honorons le travail, quel qu'il soit : intellectuel ou manuel, ce qui nous distingue des Chinois. Tout le monde sait que ceux-ci laissent pousser longuement leurs ongles pour montrer qu'ils ne travaillent pas. Le Japonais a honte de ne rien faire, surtout à cette époque d'ascension si rapide où tout le monde veut collaborer à la grandeur de la nation et au bonheur du peuple. Par conséquent l'envie de la classe pauvre à l'égard des riches est très peu développée. Pour cette raison encore, on le voit, la lutte de classes ne peut pas exister. Or, s'il n'y a pas lutte

des classes, le socialisme perd la moitié de ses raisons d'être.

V

Nous voici amenés maintenant à examiner la troisième des raisons principales qui décideront de l'avenir du socialisme au Japon, à savoir : l'exclusion de la solidarité sociale par la solidarité familiale. Dans une organisation familiale aussi forte que celle que nous venons d'esquisser, il est tout à fait naturel que les membres de la famille collaborent à la prospérité de la famille et s'entr'aident en vue de leur propre bonheur. Cette manière d'agir est la source quelquefois de beaucoup de bien pour chacun des individus; et si parfois elle leur nuit, elle a toujours pour résultat, en tous cas, de garantir fortement la sécurité de tous ses membres, la famille formant véritablement une petite société de secours mutuels.

Tout ce que l'Europe entend par assurances contre les maladies, contre les accidents, contre la vieillesse, assurances sur la vie, tout cela est assuré par la famille; et plus les membres sont nombreux, plus la sécurité est grande. D'où il résulte qu'il n'y a aucune restriction à ce que la famille ne devienne nombreuse; c'est ce que résume en quelques mots le proverbe japonais qui dit : « L'enfant est le trésor ».

A l'appui de ce qui vient d'être exposé, on peut citer quantité d'institutions ou coutumes très spéciales au Japon et tout à fait typiques de notre organisation sociale. Nous n'en citerons ici que deux.

Voici d'abord l' « *inkyo* ». Le mot « *inkyo* » signifie retraite. La coutume de l' « *inkyo* » n'est pas autre chose qu'un système de retraites ouvrières familiales. Lorsqu'il est arrivé à un certain âge, le père de famille abandonne son droit de chef de famille à son fils aîné avec la majeure partie, quelquefois la totalité, de ses biens, pour se retirer avec sa femme de la lutte sociale et pour passer tranquillement les dernières années de sa vie sans rien faire. C'est alors un devoir pour les enfants, surtout pour l'aîné, de nourrir ses parents. L'application de ce système est garantie par le Code civil : elle comporte, dans les cas extrêmes, des sanctions spécifiées dans le Code pénal. Aussi le Japonais ne prend-il pas grand souci de ses vieux jours et dépense-t-il sans compter pour ses enfants, que ce soit pour les nourrir ou pour les instruire. C'est cette façon d'agir qui a valu aux Japonais la réputation d'être de grands prodigues et de ne pas savoir économiser. Il n'y a là, on le voit, qu'une apparence. Ces dépenses sont en réalité la prime que chacun paye à une société d'assurances contre la vieillesse qui n'est autre que le groupe familial.

L'autre coutume est aussi très typique : c'est celle du « *Shosei ?* » Le mot « shosei » veut dire étudiant, Elle consiste en ce que, dans presque toutes les familles aisées, on trouve des personnes pauvres qui, ayant certaines facilités ou aptitudes, sont poussées dans leurs études. Pour cela, la personne en question occupe dans la maison une situation qui tient à la fois du secrétaire et du domestique. Il y en a quelquefois dans une même maison jusqu'à une quinzaine. Ces

personnes sont souvent des parents, mais ce peuvent être aussi des personnes prises en dehors de la famille. Un grand nombre des personnalités en vue du Japon actuel ont poursuivi leurs études de cette façon. Cette coutume a pour effet, comme on le voit, de constituer des bourses privées. Les gens aisés pratiquent donc chez nous une charité beaucoup plus féconde que la charité proprement dite : ils pratiquent la charité intellectuelle.

La coutume du « Shosei » fait perdre au Japon une revendication des socialistes qui a une extrême importance en Europe. Il y a une protestation très importante des socialistes qui est presque insignifiante au Japon. C'est celle qui impute à l'inégalité sociale l'impossibilité dans laquelle se trouvent certains individus bien doués de se développer et de se rendre utiles à la société, puisque, disent ces protestations, si ces individus sont pauvres, ils manquent des moyens matériels de recevoir toute l'éducation que leurs aptitudes exigeraient. Ces individus intelligents qui n'ont pas pu se développer forment en Europe cette foule de mécontents dans laquelle se recrutent la plupart des révolutionnaires. Mais par notre charité intellectuelle, nous évitons qu'il y ait de semblables mécontents.

Le mobile qui pousse les gens aisés à protéger des étudiants qui ne leur sont pas apparentés a son origine, en général, dans le sentiment patriotique : tous les Japonais voudraient pouvoir fournir des gens utiles à la communauté qui est ici l'État. On voit bien ici la différence de mobiles entre la charité occidentale et la bien-

faisance orientale. L'une est humaine, l'autre patriotique et familiale.

Il y a d'ailleurs un grand nombre d'institutions qui s'expliquent par ce sentiment de solidarité familiale, Aussi les Japonais n'ont-ils pas grand besoin des remèdes sociaux destinés à guérir cette maladie qu'on appelle la misère. Notre société n'est pas un bon champ d'action pour les socialistes.

VI

Enfin la toute dernière raison qui s'oppose au développement du socialisme au Japon, c'est un patriotisme très fort qui exclut nécessairemeut l'internationalisme des socialistes.

Le Japon est un pays insulaire. Cette configuration géographique a obligé depuis longtemps les Japonais à mener une vie commune, casanière, exclusive : ils ont ainsi une histoire spéciale qui remonte à la plus haute antiquité. Les Japonais ont aussi une religion nationale, le shintoïsme qui, par un mythe spécial, enseigne que les Japonais descendent tous du même ancêtre. Cette croyance a fait naître entre eux un sentiment de fraternité très forte. Enfin le Japon est un des plus beaux pays du monde et il est tout naturel que les Japonais l'aiment passionnément. Cette histoire, cette religion et cette beauté du pays contribuent à faire des Japonais un peuple très patriote.

L'internationalisme et l'antimilitarisme socialiste ne sont que la conséquence, poussée à son extrême limite,

de l'idée démocratique. Ils résultent tout naturellement du développement de l'individualisme chez le prolétaire qui n'admet plus que l'individu soit sacrifié à l'entité patrie. Or, en Extrême-Orient, l'individu ne compte pas devant les groupements, tels que la famille et la patrie, dont il fait partie. Il n'est pas encore venu à l'esprit des Orientaux qu'ils puissent appartenir à un groupement plus vaste : l'humanité tout entière. Il y a donc, pour le moment, contradiction absolue entre la morale orientale et l'internationalisme européen.

VII

Nous sommes maintenant arrivés au moment de formuler une conclusion. Les faits que nous venons d'exposer, il faut se le rappeler, ne sont qu'une peinture de l'état de choses actuel. Cet état peut changer. Il suffit que les conditions de l'existence elles-mêmes changent. Ainsi le développement de la grande industrie peut apporter la misère quand même, bien que la petite industrie, comme nous l'avons vu, continue à subsister : son existence ne fera qu'atténuer le mal. L'évolution sociale vers l'individualisme, par l'influence de la civilisation européenne, peut aussi provoquer la lutte des classes et l'affaiblissement de la solidarité familiale. Enfin, les sentiments d'humanité peuvent aussi conduire à l'internationalisme. En un mot, les questions sociales, comme les socialistes l'entendent, peuvent prendre une plus grande importance que maintenant. Admettons un pareil changement.

Que se passera-t-il ? Eh bien, même dans ces conditions, le socialisme proprement dit ne se développera pas. Ce sera le socialisme d'État qui résoudra toutes ces questions.

Il y a à cela deux raisons : une raison philosophique, une raison historique.

En réalité, bien qu'en apparence notre organisation gouvernementale ait quelque tournure occidentale, le système politique du Japon est toujours basé sur la doctrine confucianiste japonaise. Ce système politique est au fond celui du *paternisme*. Dans ce système, le rôle et le devoir du souverain sont de protéger le peuple et de travailler à son bien-être. Confucius enseignait sans cesse que la suprême vertu du prince est le « *jin* », mot qui signifie à la fois clémence, sentiment humain, générosité, bénévolence, bienfaisance, charité, etc. Cette idée de la tutelle paternelle exercée par le souverain à l'égard du peuple, n'est en réalité que la doctrine du despotisme éclairé, qui était professée par plusieurs penseurs européens du XVIIIe siècle, comme Turgot, Mirabeau, Holbach, Wolf, etc.

C'est une doctrine, que Bluntschli appelle celle de l'État de police, et dont l'esprit aboutit tout à fait à celui du socialisme d'État. La seule différence, c'est que celui-ci est plus scientifique et plus moderne.

Cette raison philosophique est vérifiée par les faits historiques. Et tout d'abord, le Japon est, de tous les pays du monde, le seul où une même dynastie règne depuis le commencement de l'âge historique, c'est-à-dire depuis environ deux mille cinq cents ans. Il en résulte que les Japonais ont la forte conviction qu'ils

descendent tous d'un seul ancêtre et que l'empereur est le descendant direct de cet ancêtre commun. L'empereur, chef de la famille impériale, est donc le chef de la famille principale autour de laquelle se groupent toutes les autres familles japonaises ; il est donc le *pater familias* de tous les Japonais. L'empereur est notre père; nous sommes ses enfants. Si les empereurs ont toujours été aimés du peuple, c'est parce que les empereurs l'ont toujours aimé. L'empereur « Nintokou » (IIIe siècle) disait : « La richesse de mon peuple est ma richesse ». L'empereur Daïgo passait des nuits glacées sans se couvrir pour savoir comment les pauvres de son peuple souffraient du froid. On pourrait citer mille faits semblables dans l'histoire.

La preuve la plus frappante et la mieux connue de cette sollicitude est celle qui nous est donnée par la révolution de 1868 et par les faits qui l'ont suivie. Cette révolution même est tout à fait caractéristique. Il s'agit bien en effet d'une vraie révolution, en ce sens que les privilèges de certaines classes ont été abolis et que le principe de l'égalité civile de l'état moderne a été institué. Mais comment et par qui est-elle faite cette révolution ? Par l'empereur et sans que le peuple ait rien demandé. Ce n'est pas tout. La constitution, dont nous jouissons actuellement, a été promulguée en 1889 sans que le peuple ait beaucoup insisté pour l'avoir et, en tout cas, sans qu'une goutte de sang ait été versée. Cela vient de ce que le gouvernement a bien vu la nécessité des choses, d'après les expériences de nations européennes et qu'il n'a trouvé aucun inconvénient à favoriser le peuple en lui donnant la liberté politique.

Toutes nos institutions politiques, juridiques, économiques, même nos institutions privées, telles qu'elles existent actuellement, sont l'œuvre complète du gouvernement ou sont dues à son initiative. D'ailleurs, notre gouvernement envoie ses fonctionnaires et ses étudiants en très grand nombre, tous les ans, en Europe pour étudier toutes les questions spéciales. Ce sytème de missions, tout à fait caractéristique, a simplement en vue de faire profiter le peuple japonais de l'expérience acquise par les peuples européens et d'éviter surtout la répétition des fautes qu'ils ont commises. Le gouvernement japonais est toujours préoccupé d'observer la tendance de l'évolution sociale pour connaître la nécessité des choses et pour éviter d'avance des troubles inutiles qui créent des désaccords dans le pays.

L'abolition des classes lors de la révolution de 1868 et l'adoption du système parlementaire, dues à l'initiative gouvernementale, sont la preuve de cette préoccupation. Actuellement, le mouvement social, surexcité par les socialistes, préoccupe profondément l'Europe, et il est bien possible qu'il en soit un jour de même pour le Japon dans un avenir peu éloigné. Mais si le fait peut se produire, les troubles seront prévus et évités : le gouvernement prendra les devants et accordera tout ce qu'il jugera nécessaire aux ouvriers avant qu'ils aient rien demandé.

Déjà le gouvernement japonais se préoccupe de ces questions et depuis dix ans il étudie les manifestations du socialisme en Europe. Il a même présenté quelques projets de lois ouvrières aux Chambres;

mais ils ont été repoussés par les Chambres elles-mêmes ; elles ont pensé que les dispositions prévues étaient prématurées et que leur application pourrait entraver le développement de l'industrie qui est encore dans l'enfance. De même, en 1900, le gouvernement promulguait une loi sur les associations industrielles et encourageait la formation des sociétés coopératives, envisageant quatre sortes d'associations : celles de crédit, d'achat, de vente et de production. Mais le peuple japonais ne paraît pas disposé à vouloir profiter de ces dispositions nouvelles. Excepté certaines associations de crédit qui ont été formées par les paysans dans quelques districts, les nouvelles institutions ne se sont pas encore beaucoup développées. Cette insouciance vient de ce que le peuple japonais n'a pas l'habitude et n'éprouve pas le besoin de l'association et cela pour les raisons que nous avons indiquées plus haut.

C'est donc toujours, comme on le voit, le gouvernement qui précède le peuple dans la voie des innovations et des améliorations. C'est la raison pour laquelle la question sociale sera résolue au Japon par le socialisme d'État et non par le socialisme proprement dit. Ainsi donc à la question posée : « Le socialisme se développera-t-il au Japon ? » on peut répondre non.

2° LES CAUSES DE LA NAISSANCE DU SOCIALISME AU JAPON[1]

La question de savoir si le socialisme peut se développer au Japon est évidemment très complexe, comme toutes les questions sociales. M. Goraï vient de l'exposer, d'une manière aussi intéressante qu'approfondie, en se plaçant surtout à un point de vue théorique et philosophique. Il importe de l'examiner aussi à un point de vue plus positif, c'est-à-dire au point de vue économique.

Précisons un peu l'évolution qui s'est produite, par le passage de l'ancien régime au nouveau, dans le *travail* des diverses classes de la société japonaise, et observons, dans chacune d'elles, les germes de socialisme que cette transformation a pu faire surgir.

L'ancienne organisation sociale comportait quatre classes : *shi*, *nò*, *kò*, *shò*, samouraïs, paysans, artisans, marchands. Dans cette hiérarchie, tout de suite après les dirigeants, venaient les paysans ; et en effet, la classe agricole était regardée comme la base de tout. C'est à elle que pensait Iyeyas, le plus grand homme d'Etat du vieux Japon, lorsqu'il déclarait, après les sages chinois : « Le peuple est le vrai fondement

1. Par M. Michel Revon.

de l'empire : assister le peuple, c'est donner la paix à l'empire ». Même idée chez les économistes, qui étaient foncièrement physiocrates. « L'agriculture, écrivait Dazaï Shoundaï (début du XVIIIe siècle), est le fondement de toute production : toutes les classes sont nourries par le fermier ; le marchand et l'artisan ne font que pousser au luxe en produisant des biens inutiles » ; et Sato Shinen, un siècle plus tard, définissait l'économie politique comme « la science qui étudie les moyens d'extraire la richesse du sol ». Ces physiocrates de l'ancien Japon pensaient que tout impôt tombe finalement sur la terre, et que, les taxes étant ainsi prélevées uniquement sur ses produits, on devait favoriser l'agriculture pour obtenir l'accroissement des revenus publics, but pratique de leurs théories. En revanche, ils méprisaient le commerce : Sato Shinen trouvait moyen de composer un traité d'économie politique en quatre parties où le commerce était à peine mentionné. Et de fait, ce commerce était peu important, soit à l'intérieur (la culture et l'industrie domestique fournissant à chaque famille l'alimentation et le vêtement, et des lois somptuaires ayant interdit le luxe), soit surtout avec l'extérieur (par suite du formidable système protectionniste où le gouvernement shògounal enferma l'archipel pendant plus de deux cents ans). Pareillement, l'ancienne industrie était peu développée : c'était l'industrie familiale, ou corporative, ou tout au plus la manufacture à domicile, mais non pas la fabrique avec son agglomération d'ouvriers. Quant à la classe dirigeante, tout au rebours, on se faisait la plus haute idée de son rôle économique. Un

fameux prince de Mito, de la seconde moitié du xviie siècle, disait dans ses instructions à ses vassaux : « Quelle est l'utilité de la classe des samouraïs ? C'est de conserver le *giri* (mot qu'on peut traduire, à peu près, par : justice). Les gens des autres classes s'occupent des choses visibles ; eux, des choses invisibles. On pourrait être tenté de les croire inutiles ; mais sans eux, la justice disparaîtrait de la société humaine, le sentiment de la honte se perdrait, l'escroquerie et le vol se rencontreraient chaque jour. C'est pourquoi les samouraïs sont placés au-dessus du peuple, qui est heureux de leur rendre les plus grands respects, bien qu'ils ne fassent en apparence aucun travail quotidien. » Et cette conception se retrouve encore chez les économistes, représentants de l'opinion générale. Ainsi, nos vieux Japonais méprisaient les travaux de la classe industrielle, et davantage encore ceux de la classe marchande, mais ils estimaient au plus haut degré, d'une part les travaux de la classe agricole, considérée comme seule directement productive, d'autre part ceux de la classe dirigeante, regardée comme indirectement productive par la sécurité et le bon ordre social qu'elle assurait aux travailleurs proprement dits. Or, tout ce système s'est écroulé, par l'effet de causes politiques et économiques bien connues : renversement de l'ancienne organisation sociale, essor commercial et industriel devenu nécessaire pour répondre aux besoins nouveaux du Japon européanisé. D'où un premier résultat général : dans l'ensemble de la nation, changement de la *nature des travaux*, remplacement progressif de l'agriculture par le commerce

et l'industrie, de la petite industrie elle-même par la grande ; et par suite, terrain favorable à la reprise de cette plante étrangère dont parlait M. Goraï.

Une deuxième observation qui s'impose, c'est que la *somme de travail* a augmenté pour tout le peuple japonais. Sous l'ancien régime, les samouraïs ne faisaient presque rien : ils s'ingéniaient plutôt à tuer le temps au moyen de mille occupations vides (visites interminables, réunions pour improviser des vers, pour accomplir les cérémonies du thé, etc.). Aujourd'hui, plus de revenus féodaux : il faut travailler (ce qui explique assez l'absence d'oisifs signalée par M. Goraï) ; et c'est un nouveau genre de travail qui s'introduit, non le moins ardu, le travail intellectuel exigé par l'adaptation à tant de choses européennes, par la direction des grandes entreprises, par toutes les causes de surmenage moral qu'ignorait l'heureux Japon d'autrefois. Ou bien, ces samouraïs deviennent des déclassés : autre germe de socialisme ; et c'est ce qu'avait bien compris le projet de loi, élaboré il y a dix ans, qui prévoyait une amende de 200 yen (500 francs) contre les agitateurs qui fomentent les grèves. Sous l'ancien régime, les paysans devaient fournir un dur labeur (la terre japonaise, peu fertile, exige de longs soins, que les intempéries de l'automne rendent trop souvent infructueux) ; mais ils étaient protégés par un gouvernement paternel, qui exigeait des seigneurs une certaine bienveillance, qui réprouvait la vente forcée du patrimoine, qui allait même jusqu'à admettre qu'aucune taxe locale ne fût levée sans le libre consentement de tous les chefs de famille intéressés ; et surtout, ces paysans pratiquaient

entre eux une solidarité admirable, une mutualité d'autant plus puissante qu'elle constituait une extension normale de la famille naturelle (système des *gonin-goumi*, ou groupes de cinq familles, dont l'ensemble composait la communauté de village) : dans cet état social, l'homme victime d'un incendie voyait reconstruire sa maison par ses voisins, à leurs frais (j'ai été témoin du fait, il y a quinze ans, au village de Hakoné); le malade sans parents était soigné par ses camarades ; l'orphelin était recueilli par un bon père de famille qui l'élevait comme ses propres enfants, avec l'aide pécuniaire des autres villageois ; les gens en litige trouvaient des arbitres qui leur évitaient toutes les dépenses d'un procès ; bref, une mutualité cordiale tenait lieu de toutes nos froides institutions d'assurances, d'assistance et de justice. Aujourd'hui, le patronage d'en haut a diminué, car les institutions officielles de prévoyance ou de charité ne sont pas encore adéquates aux nécessités nouvelles, tandis que les impôts s'accroissent chaque jour; d'autre part, l'ancienne solidarité s'est pareillement affaiblie; conséquences : ruines, hypothèques, évictions. Il résulte de là que le paysan doit travailler davantage, parce qu'il n'a plus la sécurité de jadis et que l'individualisme grandissant l'oblige désormais à ne plus compter que sur lui-même. Sous l'ancien régime, l'artisan menait une vie familiale, avec un travail tranquille ; l'ouvrier d'aujourd'hui, pour répondre aux besoins d'une activité économique toute nouvelle, doit fournir un travail plus considérable, qui, dans la grande industrie surtout, devient excessif; or, s'il est vrai, comme l'a dit M. Goraï, que la petite indus-

trie tient encore là-bas une large place, il n'est pas moins certain que la grande industrie s'y développe en proportion même de l'européanisation du pays. Sous l'ancien régime, enfin, le marchand accomplissait pareillement, en famille, une besogne correspondante à la torpeur du mouvement commercial : l'apprenti, élevé avec les fils du patron, devenait employé, montait peu à peu en grade dans une maison à laquelle il s'intéressait d'autant plus qu'il y faisait souvent toute sa carrière ; aujourd'hui, régime des vastes entreprises, où l'employé n'est de plus en plus qu'une unité perdue dans un coin de la machine, et où le travail devient plus intense pour tous. Le volume du commerce extérieur du Japon a doublé en sept ans, de 1900 à 1907 ; le capital versé des grandes sociétés, qui, il y a dix ans, en 1897, avait déjà fait un bond formidable de 397 millions de yen à 532 millions, soit un accroissement de 135 millions en une année, s'est augmenté de 200 millions de yen, un demi-milliard de francs, pendant l'année 1907 (chiffres donnés par le gouverneur de la Banque du Japon à la dernière assemblée générale). On conçoit aisément la répercussion de ces phénomènes économiques sur la masse du travail national. En somme, à la fin de l'ancien régime, un document officiel pouvait déclarer ceci : « depuis longtemps, toutes les classes de la société vivent dans une paresse complète ». On peut dire qu'aujourd'hui ces quatre classes sont condamnées aux travaux forcés.

Si nous poussons un peu plus loin l'analyse, nous remarquerons que deux éléments constitutifs du tra-

vail se sont particulièrement transformés : je veux dire l'élément de peine et l'élément de temps. — D'abord, et surtout, l'élément de *peine*. Est-il besoin de rappeler que, presque toujours, le travail suppose une certaine peine ; que, sans cette loi économique, la propriété individuelle ne serait plus un stimulant nécessaire de l'activité humaine ; et que dès lors une société idéale pourrait être fondée sur le « travail attrayant » ? Les vieux Japonais avaient résolu, dans une certaine mesure, cet antique problème, grâce surtout au merveilleux esprit de gaîté qui est un de leurs traits dominants ; ils travaillaient avec bonheur, à des tâches libres et variées ; et à cette heure même, si vous observez chez eux les artisans à l'ancienne mode, c'est avec des rires et des chants que vous les voyez exécuter leur ouvrage. Mais aujourd'hui, de plus en plus, l'industrialisme tue cette joie : désormais, c'est tantôt l'emprisonnement dans l'usine, tantôt le « système de la sueur » qui viennent décupler l'élément de peine ; et c'est là le plus grave de tous les changements entraînés par la transformation économique du pays. D'autant plus que les salaires ne s'élèvent pas dans la même proportion que le prix de la vie, et que l'heureux équilibre signalé sur ce point par M. Goraï tend à se modifier rapidement : en cinq ans, de 1900 à 1905, tandis que le salaire moyen de vingt catégories d'ouvriers ne s'accroissait que de 8 p. 100, le prix du riz montait de plus de 15 p. 100, par l'effet combiné de l'augmentation de la population, de l'accroissement du stock monétaire en circulation, des tarifs protecteurs et des trusts, c'est-à-dire de causes dont plu-

sieurs, étant artificielles, pourraient être supprimées, mais constituent, à l'heure présente, des germes de socialisme évidents. — De même, transformation profonde en ce qui touche l'élément de *temps*. Les Japonais ignoraient la valeur du temps : ils ont dû l'apprendre ; mais, d'une paresse extrême, ils sont allés trop vite à un labeur exagéré. Normalement, la durée du travail doit être limitée à un certain nombre d'heures par jour, à un certain nombre de jours par an, à un certain nombre d'années de la vie. Or, premièrement, les anciens artisans se levaient tôt, mais se couchaient aussi de bonne heure : aujourd'hui, travail plus prolongé, et travail de nuit dans les usines ; leur besogne, intense aux heures occupées, était coupée de nombreux repos : aujourd'hui, monotones journées de douze heures ; ils travaillaient à leur fantaisie, sans se presser, s'accordaient des délais : aujourd'hui, obligation de livrer les produits au moment fixé, surtout pour le commerce extérieur, qui n'attend pas ; d'où, augmentation générale dans la durée du travail quotidien. Secondement, les anciens artisans se donnaient de grandes libertés quant aux jours de travail ; ils quittaient le travail à domicile quand le soleil ou les cerisiers en fleurs les attiraient à la campagne, négligeaient de sortir pour le travail au dehors quand la pluie les invitait à rester chez eux ; et de plus, ils chômaient toutes sortes de fêtes : aujourd'hui, dans les manufactures du nouveau Japon, très peu de jours de repos et de jours fériés. Troisièmement, les anciens artisans commençaient leur vie laborieuse fort jeunes, mais par contre se retiraient dès le déclin de l'âge mûr

(coutume excellente de l'*inkyo*) : aujourd'hui, si l'ouvrier de dix ans n'est pas rare dans les usines, on y voit entrer aussi des hommes que le régime humain d'autrefois eût admis au repos des vieillards. Ainsi, les conditions du travail se sont métamorphosées, dans tous les domaines. Le Japon y gagnera, sans contredit, au point de vue de la richesse nationale : il y a perdu beaucoup déjà au point de vue du bonheur du peuple. Autant de causes de socialisme qui peuvent se développer, là-bas comme chez nous, à mesure que la vieille organisation familiale, si bien décrite par M. Goraï, fera place peu à peu à l'émiettement individualiste, puis, par contre-coup, à des groupements sociaux artificiels.

Malgré tout, le socialisme japonais n'est, pour ainsi dire, qu'à l'état naissant, grâce à la psychologie spéciale du peuple. Ce peuple patriarcal, qui pendant des siècles d'éducation chinoise n'a entendu parler que de ses devoirs, est peu enclin à écouter les théoriciens à l'européenne qui veulent lui révéler ses droits. L'esprit d'envie, qui est peut-être le trait le plus choquant du caractère français et qui représente chez nous le principal ferment de socialisme, n'a aucune prise sur la bonté foncière du cœur japonais. De même que, dans les rapports entre égaux, l'aide mutuelle est le grand principe social, de même, dans les rapports entre supérieurs et inférieurs, tout repose sur l'idée du patronage bienveillant des uns, du dévouement loyal des autres. Sous l'ancien régime, chez les paysans, c'était à qui remettrait au percepteur le plus bel impôt en nature ; sous le régime actuel, à des élections générales qui

eurent lieu pendant mon séjour là-bas, ils votèrent en masse contre les candidats qui croyaient leur plaire en combattant une augmentation de l'impôt foncier jugée utile par le gouvernement. Avec un tel peuple, l'Etat peut ce qu'il veut : à une condition pourtant, qui est de le protéger contre des hommes d'affaires trop modernes, de répondre au dévouement qu'il apporte par le patronage qu'il attend. Or, l'exploitation des ouvriers est un fait évident, dans certaines grandes industries; on peut s'en convaincre en parcourant, par exemple, l'ouvrage d'un fonctionnaire japonais, M. Saïto Kashiro, sur « la Protection ouvrière au Japon »; les usines qu'il décrit sont bien ces « enfers » qu'a dénoncés maintes fois la presse indigène la plus modérée. De même, les troubles violents qui éclatèrent, l'an dernier, à Ashio et dans d'autres mines avaient pour cause la tyrannie exercée sur les ouvriers par leurs surveillants. Manifestement, on ne saurait compter sur l'initiative privée pour convertir les auteurs mêmes de ces abus. L'intervention de l'Etat est donc nécessaire, pour limiter les heures de travail, surtout de nuit, en particulier celui des femmes et des enfants, pour donner à tous un certain nombre de jours de repos par an, pour exiger partout des conditions de salubrité et d'hygiène élémentaires. L'ancien projet de loi, qui défendait d'employer dans les grandes usines les enfants de moins de dix ans, limitait à dix heures le travail au-dessous de quatorze ans, assurait enfin à tous les ouvriers un repos d'une heure par jour et de deux jours par mois, n'était certes pas bien terrible. Un autre projet, relatif aux assurances ouvrières, a été

mis à l'étude officiellement l'an dernier. D'autre part, une société de savants et d'hommes pratiques, la *Shakaï Seisakou Gakkaï,* propose d'adopter. comme l'indique son nom, une « politique sociale » appropriée aux relations nouvelles du capital et du travail. M. Matsouoka, ministre de l'Agriculture et du Commerce, publiait à ce sujet dans le *Jiji Shimpo*, il y a trois mois, un article où, tout en conseillant la prudence, surtout pour la limitation des heures de travail, il reconnaissait pourtant la nécessité de faire quelque chose ; et en effet, sans entraver la liberté, on peut imposer l'humanité à ceux qui l'oublient. Autrement, un jour viendrait où les ouvriers, qui, sous la législation actuelle, peuvent seulement entrer dans les corporations patronales, voudraient avoir, eux aussi, leurs syndicats ; et ce serait la lutte des classes. L'an dernier, Bebel déclarait que, la ploutocratie se constituant au Japon, le socialisme en serait fatalement l'antidote : généralisation excessive, étant données les conditions morales particulières du pays ; pour l'instant, les socialistes japonais eux-mêmes avouent que les troubles récents, uniquement provoqués par des exaspérations locales, n'avaient rien de commun avec les doctrines prêchées par eux. Le peuple japonais n'irait au socialisme que s'il se sentait abandonné de l'Etat. Mais il faut que l'Etat agisse. Il faut que la classe dirigeante revienne à la grande tradition qui lui donnait pour fonction de promouvoir la justice ; que le Gouvernement impérial fasse pour les ouvriers, dans la mesure des libertés modernes, ce que le Gouvernement shôgounal avait fait pour les paysans ;

qu'en un mot les hommes d'Etat d'aujourd'hui se souviennent de la parole, à la fois si sage et si humaine, d'Iyeyas, et qu'ils « assistent le peuple » pour « donner la paix à l'empire ».

Je crois que c'est là le seul moyen, rationnel et pratique, d'apaiser les conflits déjà naissants au Japon entre le capital et le travail ; que par suite la question de savoir si le socialisme doit s'y développer ne dépendra pas de ce que peuvent dire ou écrire les socialistes indigènes, mais de ce que fera le Gouvernement impérial ; et je suis d'ailleurs persuadé qu'on peut compter sur la sagesse de ce Gouvernement, dont la haute politique a toujours su unir si heureusement la hardiesse à la prudence.

CHAPITRE IX

ÉTATS-UNIS

Par André TARDIEU
Premier secrétaire d'ambassade honoraire, rédacteur du Bulletin de l'étranger du « *Temps* ».

Il y a peu d'années encore, on aurait pu dire que le socialisme, au sens où ce mot est pris dans le langage politique courant, n'existait pas aux Etats-Unis. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Le socialisme américain conserve cependant son originalité. Il ne ressemble exactement à aucun autre. Il a ses méthodes et son caractère propres. Il est essentiellement professionnel et pratique, plutôt que politique et doctrinal. Il est un groupement de métiers beaucoup plus qu'un parti de classe.

I

Il était inévitable que le prodigieux développement de l'industrie aux Etats-Unis donnât aux questions ouvrières une particulière importance. Ce développe-

ment, relativement récent, a créé des intérêts et des besoins en dehors de toute tradition. Et les organisations dont on peut suivre ailleurs l'évolution dans le champ élargi des siècles sont nées en Amérique avec une rapidité sans analogue. Le capital et le travail, passant sans transitions du néant à l'apogée, ont improvisé en quelques années des institutions qui, en d'autres pays, se sont lentement formées et organisées.

C'est à partir de 1860 surtout que le phénomène social est, aux Etats-Unis, intéressant et possible à observer. Les statistiques prennent alors une ampleur épique. Considérez-vous le nombre des établissements ? Vous constatez qu'il était en 1860 de 140.000, en 1880 de 253.000, en 1890 de 355.000, en 1900 de 512.000. Le chiffre du capital engagé dans ces entreprises ? Il passe de 1 milliard de dollars en 1860, à 2 milliards 1/2 en 1880, à 6 milliards 1/2 en 1890, à 10 milliards environ en 1900. Le nombre des ouvriers ? Il est de 1.300.000 en 1860, de 2.700.000 en 1880, de 4.200.000 en 1890, de 5.300.000 en 1900, auxquels il faut ajouter plus de 1.000.000 de femmes et 170.000 enfants. Le chiffre des salaires ? Il s'élève de 379 millions de dollars en 1860, à 948 millions en 1880, à 1.800 millions en 1890, à 2 milliards 1/2 environ en 1900. La valeur des matériaux employés passe dans la même période de 1 milliard de dollars à 7 milliards 1/2 ; la valeur des produits de 1.800 millions de dollars à 13 milliards.

Il en résulte que les Etats-Unis sont aujourd'hui, et de beaucoup, la première nation industrielle du monde ;

non pas cependant que la majorité de leurs habitants soit employé dans l'industrie. En 1900 les ouvriers d'industrie représentaient seulement 24,4 p. 100 de la population américaine. Mais l'organisation de cette industrie, édifiée sur une table rase, sous la sauvegarde d'un protectionnisme outré, — avec cette liberté dans la création qui fait la supériorité de la marine neuve du Japon sur les vieilles marines transformées des puissances européennes, — lui a permis d'obtenir en peu de temps des résultats incomparables. L'effort a été mieux dirigé, plus complètement utilisé qu'ailleurs. Et les Etats-Unis sont arrivés du premier coup à un haut degré d'intensification productive.

Cette organisation se caractérise surtout par une extrême concentration. La facilité que donnent à l'association des capitaux les lois de la plupart des Etats de l'Union explique ce phénomène. Non seulement les trois cinquièmes des produits de l'industrie américaine sortent des sociétés anonymes. Mais ces sociétés elles-mêmes atteignent, grâce aux *trusts*, à une intégration supérieure. C'est à M. John D. Rockfeller que revient l'honneur d'avoir inventé les *trusts*. Le mot *trust* qui est juridiquement susceptible de plusieurs interprétations, signifie, dans l'usage courant, une entente, une combinaison de capitaux et de personnes auxquelles on attribue, le plus souvent avec raison, le dessein de monopoliser une industrie ou un commerce en limitant, voire même en empêchant la concurrence. Il y a aujourd'hui plusieurs centaines de *trusts*, qui, grâce aux lois très larges de certains Etats, ont réussi à échapper à toutes les sanctions

légales. Tantôt sous forme de *pools*, tantôt sous forme de *holding societies*, ils ont su s'assurer un véritable monopole, concentrant aux mains de leurs chefs un formidable pouvoir économique.

Les profits de cette industrie sont considérables. En 1900, la valeur brute des produits manufacturés atteignait, on s'en souvient, 13 milliards de dollars. Sur ce chiffre total, l'achat des matières premières représentait près de 7 milliards et demi, les dépenses diverses 1 milliard, les salaires et traitements 2 milliards 1/2. Restait donc, pour la rémunération du capital, 1.900 millions de dollars, soit 600 millions de plus qu'en 1890. Un pareil chiffre fournit matière aux revendications ouvrières. En Amérique comme ailleurs le salarié juge excessif le bénéfice du capital. Pour apprécier précisément la valeur de ces revendications, il convient d'examiner la situation des ouvriers.

II

Cette situation est incontestablement supérieure à celle des ouvriers d'Europe. Il est aisé de s'en assurer.

En 1900, l'industrie américaine a payé 2.322.000.000 dollars de salaires se répartissant entre 5.300.000 travailleurs : soit une moyenne de 2.878 francs par tête. Les salaires nominaux sont donc, en moyenne et par jour, de plus de 8 francs pour un homme, de plus de 5 francs pour une femme. Comme, d'autre part, la nourriture coûte moins cher qu'en Europe, que le vêtement

ne coûte pas plus et que le logement seul représente une dépense supérieure, il est permis de conclure que, nominaux ou réels, les salaires américains dépassent sensiblement les salaires européens. On peut ajouter que ces salaires, sauf de rares exceptions, ont constamment progressé. Par exemple, dans les chemins de fer, les mécaniciens gagnaient, en moyenne et par jour 3 dollars 68 en 1892, 3 dollars 75 en 1900, 3 dollars 84 en 1902. Les ouvriers des ateliers sont passés pendant cette période de 1 dollar 52 à 1 dollar 73 et à 1 dollar 78 ; les ouvriers de la voie de 1 dollar 22 à 1 dollar 25. Il ressort de ces statistiques que l'extrême productivité du travail a eu pour conséquence le progrès de sa rémunération.

Cette moyenne élevée n'empêche pas cependant un nombre important de travailleurs de vivre dans une condition pénible. Les ouvriers instruits, surtout dans l'industrie métallurgique, gagnent beaucoup. Mais à côté d'eux, combien de journaliers, sans instruction professionnelle, sont soumis à une loi d'airain qu'il leur est impossible de rompre ! Le *sweating system*, très développé dans les grandes villes comme New-York ou Boston, surtout dans l'industrie de la confection, est le principe d'une réelle détresse. Durée excessive du travail, conditions antihygiéniques, insuffisance du salaire, tout contribue à faire de ces ateliers en chambre, exploités par des intermédiaires superposés, de véritables enfers. Si donc ce que l'on peut appeler l'aristocratie ouvrière gagne largement sa vie, il existe en revanche une plèbe du travail, dont la condition précaire est propre à faire éclore les revendications

violentes. La première est assez forte pour s'organiser et lutter pacifiquement contre les exigences du capital. La seconde est livrée aux impulsions de la faim.

L'immigration explique cet état de choses. Si l'on considère la période qui s'étend de 1830 à 1900 en la divisant par tranches de dix années (sauf la première qui est de vingt ans), on constate qu'il est entré aux Etats-Unis pendant la première période (1830-50) : 587.000 Allemands, 342.000 Anglais, 988.000 Irlandais, 55.000 Canadiens, 17.000 Scandinaves, 4.000 Italiens, 1.000 Russes et Polonais ; dans la seconde (1850-60) : 952.000 Allemands, 424.000 Anglais, 914.000 Irlandais, 59.000 Canadiens, 25.000 Scandinaves, 9.000 Italiens, 2.000 Russes et Polonais, 41.000 Asiatiques ; dans la troisième (1860-70) : 787.000 Allemands, 607.000 Anglais, 441.008 Irlandais, 126.000 Scandinaves, 8.000 Autrichiens, 154.000 Canadiens, 12.000 Italiens, 5.000 Russes et Polonais, 65.000 Asiatiques ; dans la quatrième (1870-80) : 718.000 Allemands, 548.000 Anglais, 437.000 Irlandais, 383.000 Canadiens, 243.000 Scandinaves, 73.000 Autrichiens, 56.000 Italiens, 52.000 Russes et Polonais, 124.000 Asiatiques ; dans la cinquième (1880-90) : 1.453.000 Allemands, 837.000 Anglais, 655.000 Irlandais, 656.000 Scandinaves, 392.000 Canadiens, 354.000 Autrichiens, 307.000 Italiens, 265.000 Russes et Polonais, 68.000 Asiatiques ; pour la sixième (1890-1900) : 544.000 Allemands, 342.000 Anglais, 403.000 Irlandais, 379.000 Scandinaves, 597.000 Autrichiens, 656.000 Italiens, 586.000 Russes, 87.000 Asiatiques. Soit, en y ajoutant les immigrants de provenances diverses, plus de 21.000.000 d'immigrants,

venus, pour la plupart, sans ressources personnelles et sans capacités spéciales.

Les ouvriers américains n'ont pas tardé à comprendre que cet afflux énorme et continu de travailleurs du dehors aurait pour conséquence de diminuer les salaires. De là les lois qui ont interdit l'immigration chinoise et restreint l'immigration européenne. En dépit de ces lois, l'immigration a aggravé l'acuité de la question ouvrière. Les ouvriers organisés reprochent aux arrivants leur présence d'abord, ensuite leur incapacité à résister. Ne pouvant les exclure, ils cherchent à les dominer en les enrégimentant. Ils y réussissent assez aisément pour les Anglais, les Ecossais, les Irlandais, les Suédois, les Tchèques; beaucoup moins pour les Polonais, les Canadiens et les Juifs. La nécessité de lutter contre les conséquences de l'immigration apparaît donc comme le levain le plus actif de l'organisation syndicale.

III

Cette organisation, aujourd'hui très puissante, ne s'est développée que dans la seconde moitié du XIXe siècle. Jusqu'à cette époque, on rencontrait des unions professionnelles locales, groupant, dans une ville donnée, les ouvriers d'un même métier. Mais il n'y avait nulle tendance à l'extension nationale de ces unions. Cette extension, obtenue au moyen de fédérations superposées, est le grand fait nouveau de la période contemporaine.

Dans cet énorme édifice, le syndicat (*union*) local continue à former la cellule élémentaire et à être considéré comme la base nécessaire. Cela est si vrai que, dans bien des cas, les syndicats locaux ont été créés par l'initiative, par la décision des grandes fédérations qui, aussitôt formées, se préoccupent d'élargir leurs assises et de multiplier leurs points d'appui. Les syndicats locaux, préexistants ou puinés, conservent leur pleine liberté pour toutes les questions de police professionnelle locale. Ils se mettent en rapport avec le syndicat national, auquel ils sont affiliés, seulement dans les grandes circonstances, par exemple en cas de grève. Le syndicat national apporte alors son appui qui est précieux. Il dispose en effet de ressources importantes. Son budget est alimenté par les contributions des syndicats locaux, qui elles-mêmes sont fixées proportionnellement au nombre des membres. Son bureau est un organe administratif appointé, pourvu de frais de voyages, véritable bureaucratie ouvrière, chargée d'assurer un contact continu entre le corps national et les éléments locaux. Au surplus, les syndicats nationaux eux-mêmes se préoccupent de resserrer les uns avec les autres leurs rapports réciproques. Et c'est ainsi qu'au cours des dernières années, on a vu se former, sous le nom « d'unions industrielles », des fédérations de syndicats nationaux de métiers similaires : telles l'union des travailleurs des chemins de fer, celle des dockers et celle des mineurs.

Ce n'était là cependant qu'un premier stade dans l'effort d'intégration qui caractérise la politique ou-

vrière. Il était inévitable que les Fédérations nationales, générales par leur extension, mais spéciales par leur objet, cherchassent à se réunir en une association plus vaste encore qui fournît un cadre unique à l'énorme armée du travail. Ce n'est point cependant sans tâtonnements et sans hésitations qu'on a réussi à élaborer cette formule supérieure d'organisation. Et les efforts ont été, durant de longues années, divergents et contradictoires. Les premiers en date se manifestèrent d'ailleurs en dehors des syndicats professionnels et dans un esprit tout différent de celui qui les animait : nous voulons parler de l'ordre des Chevaliers du Travail, créé il y a quarante ans.

Les syndicats locaux, surtout à cette époque, étaient strictement professionnels et s'occupaient exclusivement des faits économiques considérés en eux-mêmes. Les Chevaliers du Travail procédaient, au contraire, d'une vue de principes plus européenne qu'américaine. C'est l'idée de la lutte de classe qui présida à leur formation. Et c'est aussi cette idée qui fut la cause de leur ruine. L'Ordre accueillait ses membres individuellement et non professionnellement. Il groupait tous les ouvriers sans distinction de métier, en tant que salariés constituant une classe sociale distincte. Il était organisé sur le modèle de la franc-maçonnerie, avec une tendance marquée à la lutte sociale plus qu'à l'activité corporative.

Il était, à ce titre, contraire aux instincts de l'ouvrier américain, essentiellement pratique et rebelle aux mots, quand les réalités ne les suivent pas. Les Chevaliers du Travail, après avoir bénéficié d'une

grande faveur, — ils étaient 700.000 en 1886. — sentirent bientôt le terrain manquer sous leurs pieds. Leurs chefs se trouvèrent en conflit avec les organisations de métiers qui, entre temps, s'étaient constituées en se donnant une tâche limitée et un programme opportuniste. Ils prétendirent imposer des mots d'ordre aux syndicats professionnels. Ceux-ci se révoltèrent. En 1894, la décadence des Chevaliers était déjà manifeste. Elle n'a fait depuis lors que s'accentuer.

Sur les ruines de cette première organisation, une autre fédération se constitua, qui, ne commettant pas les mêmes fautes, connut une fortune meilleure. La Fédération américaine du Travail a hérité de la clientèle des Chevaliers du Travail en adoptant une méthode exactement contraire à la leur. Ceux-ci avaient ignoré l'intérêt professionnel. La Fédération borna son ambition à être l'organe supérieur de cet intérêt. Loin d'entrer en conflit avec les unions de métier, syndicats locaux et syndicats nationaux, elle encouragea ces organisations élémentaires, où elle voyait le principe de sa propre force. Au lieu d'affirmer des dogmes et d'y conformer son action, elle proclama sa neutralité politique et se tint exclusivement sur le terrain du travail. Les socialistes politiques le lui reprochèrent souvent et l'accusèrent, à maintes reprises, d'être vendue aux employeurs. Malgré certaines variations, elle demeura pourtant fidèle à sa mission et trouva, dans la limitation même de son objet, le meilleur gage de son succès. Elle compte aujourd'hui plus de 2 millions de membres, groupés en 119 syndicats nationaux. Elle exerce ainsi, par sa constitu-

tion fédérative, calquée sur celle des États-Unis, une action décisive sur le monde ouvrier. Elle n'est d'ailleurs pas exclusive et laisse subsister, à côté d'elle, différentes fédérations qui, avec une extension moindre, poursuivent des fins analogues.

Financièrement, la Fédération américaine du Travail est moins riche que les grandes *Trade-Unions* anglaises. Elle dispose cependant de ressources importantes. En 1905, par exemple, elle a distribué 5 millions de francs de secours après décès et 3 millions de francs de secours de maladie. Elle dépense également des sommes considérables pour la propagande ouvrière, la création de nouveaux syndicats locaux, les négociations avec les patrons. Elle est administrée par un président, six vice-présidents, un secrétaire et un trésorier. Elle a sa convention annuelle, qui tend de plus en plus à devenir le Parlement ouvrier des États-Unis. De même que les ouvriers paient à leur syndicat une cotisation; de même chaque Union paie la sienne, — 10 dollars par an, — à la Fédération dont le budget est ainsi constitué. Son président actuel, M. Samuel Gompers, est l'un des principaux personnages de l'Union. Et l'influence qu'il exerce lui permet de jouer dans les luttes politiques, notamment dans les élections présidentielles, un rôle souvent considérable.

Le programme de la Fédération est vaste. Son principe tient en quelques lignes : elle appelle à elle les unions professionnelles afin que leur force se multiplie par leur groupement : « Unionistes, s'écrie-t-elle, fédérez-vous ! Aux capitalistes ligués pour abaisser les

conditions des travailleurs, il faut opposer la ligue des ouvriers. S'il est mauvais que des travailleurs restent en dehors de l'Union, il est mauvais aussi que des Unions restent en dehors de la Fédération. » La forme et les raisons de la solidarité professionnelle sont donc identiques d'un bout à l'autre de l'échelle ouvrière. Les avantages qu'elle procure à ses adhérents sont réels. Le syndicat, dans plusieurs métiers, assure le règlement du contrat de travail ; l'assistance en cas de chômage ou de maladie ; la résistance en cas de grève. Il donne, en un mot, ou essaie de donner à l'ouvrier tout ce qu'il ne pourrait pas obtenir par lui-même.

Avec de tels instruments, le rôle des syndicats dans la vie économique des États-Unis est un rôle de premier ordre. Grâce à leur cohésion et à leur discipline, ce n'est pas seulement aux heures de crise et de lutte que leur action se fait sentir. Cette action est de tous les instants. Tout d'abord, les syndicats nationaux et la Fédération du Travail font un usage constant du *label* ou marque syndicale. Les cigariers y ont recouru les premiers en 1874, pour lutter contre la concurrence des ouvriers jaunes. L'usage s'en est depuis lors généralisé. Grâce au *label,* le syndicat exerce une pression continue sur les non syndiqués et dispose d'une force attractive. La Fédération du Travail a sa marque spéciale, dont peuvent se servir les membres des unions qui lui sont affiliées. C'est là un instrument de monopole syndical. Et, nulle part, ce monopole n'est plus envahissant qu'aux États-Unis. C'est fréquemment que des ouvriers syndiqués quittent le chantier ou l'atelier parce que le patron emploie des non syndi-

qués. Chaque jour on voit les représentants d'un syndicat s'opposer à l'exécution d'un travail déterminé dans des conditions qu'il estime contraires à la loi syndicale. En Californie, ce sont les syndicats qui ont mené toute la campagne contre les ouvriers japonais et provoqué, de l'automne de 1906 au printemps de 1908, les difficultés que l'on sait.

Les syndicats ainsi compris ne se contentent pas de diminuer l'inégalité qui existe entre le patron et l'ouvrier isolé. Ils prétendent imposer au patron le respect de leur volonté. Comme l'écrivait naguère un commissaire du travail de l'État de New-York : « Il est évident que l'ouvrier a recueilli de notables avantages de l'influence d'associations dévouées à ses intérêts. Les salaires ont augmenté. La durée du travail a diminué. Le nombre des membres s'est accru. Les membres en détresse ont reçu des secours d'argent. Les conditions du travail ont été en général améliorées et le travail a occupé une plus haute position dans l'échelle sociale. » Mais, par contre, les exigences syndicales ont provoqué des conflits, déchaîné des violences toujours regrettables.

Les syndiqués américains, s'ils ont la force du groupement, n'ont pas la force du nombre. Il n'y a que 2 millions et demi de syndiqués. Cela tient à ce que beaucoup de métiers échappent encore à l'influence syndicale, toute puissante au contraire dans les grandes industries, mines, métallurgies, transports, constructions. Ici le syndicat est souverain. Et souvent ceux qui traitent en son nom sont portés à en abuser. Il y a, dans l'administration syndicale américaine, un grand

nombre de brebis galeuses. Et il n'est pas rare qu'une menace de grève ne soit que l'instrument d'un chantage au profit d'un « rond de cuir » de la guerre sociale. Un procès retentissant, plaidé en 1906, a mis en pleine lumière cet aspect de l'organisation syndicale.

Si l'on tient compte de ces circonstances ; si l'on note qu'au cours des dernières années les syndicats ont notablement accru leurs prétentions ; que non contents de formuler des revendications générales relatives à l'élévation des salaires et à la réduction des heures de travail, ils essayent continuellement d'intervenir dans l'administration intérieure des usines, on comprendra que, aux forces ouvrières, se soient opposées les forces patronales et que, sur le champ de la lutte économique, deux armées soient maintenant face à face.

IV

Les patrons se sont organisés plus tard que les ouvriers. La concentration de l'industrie leur rendait facile cette organisation. Ils n'y ont recouru cependant que le jour où ils se sont sentis menacés par les syndicats dans l'autorité même qu'ils exercent sur leurs entreprises. Usant alors des armes formidables que le capital discipliné et massé mettait entre leurs mains, ils se sont préparés à une résistance qui, à maintes reprises, est devenue une offensive.

C'est en 1886 que fut créée la première association « combative » de patrons. Depuis lors, et surtout au

cours des dix dernières années, ces associations se sont multipliées, devenant de plus en plus larges, de plus en plus actives, répondant aux associations ouvrières, avec qui elles étaient appelées à traiter. La plus puissante d'entre elles, l'Association nationale des industries métallurgiques est calquée sur la Fédération américaine du travail. Elle est administrée par un comité de douze membres qui dispose d'un budget alimenté par les cotisations des industries fédérées. Dans les périodes de paix économique, ces sortes d'associations ne refusent pas de discuter et de négocier avec les syndicats ouvriers. Elles acceptent même assez souvent le contrat collectif. Par contre, elles réagissent avec une extrême énergie contre toute tentative syndicale de diminuer l'autorité du patron sur son entreprise. Elles défendent la liberté des chefs d'industrie contre une réglementation dont elles contestent le principe. Elles n'admettent ni qu'on leur impose l'emploi exclusif d'ouvriers syndiqués, ni qu'on limite la production ou le nombre des apprentis. Elles ont d'ailleurs été dépassées, à la suite des dernières grèves, par des associations de même ordre singulièrement plus audacieuses.

Ces associations constituent l'avant-garde de la résistance patronale. Elles se placent sur le terrain de la « défense légitime », et de la défense offensive. Elles estiment que dans sa forme actuelle, l'organisation ouvrière est un abus, un abus menaçant pour la prospérité nationale et pour les droits individuels. Elles prennent donc les devants en déclarant qu'elles considèrent comme des provocations les plus caractérisées

des tactiques ouvrières : boycottage, grève sympathique, atelier unioniste. Et elles répondent à la violence par la violence, opposant le boycottage patronal à la violence ouvrière, le lockout à la grève. On peut estimer qu'en certaines occasions les patrons ont recouru trop vite aux moyens extrêmes de défense qui sont ainsi à leur disposition. Il faut avouer toutefois que, dans la plupart des cas, c'est aux ouvriers que revient la responsabilité d'avoir provoqué le conflit.

Quoi qu'il en soit, l'organisation patronale américaine paraît de plus en plus résolue à se fortifier, à se concentrer, à placer son espoir dans sa force seule. C'est ainsi que l'Association Nationale des industriels est comme l'antithèse de la Fédération du travail. Elle a maintenant près de 4.000 membres et, en déléguant le soin de mener la défense patronale à une sorte de filiale « l'Association industrielle des citoyens d'Amérique », elle s'est ouvertement préparée à la lutte. Elle veut aider les associations locales, — associations d'État et associations nationales, — d'industriels et d'employeurs dans leurs efforts à établir et à conserver la paix industrielle, à créer et à diriger un sentiment public en opposition à toutes les formes de violence, de coercition et d'intimidation. Elle a élaboré un programme de résistance, qui est un mot d'ordre impératif imposé à toutes les unions d'industriels fédérées et à ces industriels eux-mêmes : c'est ainsi qu'en s'affiliant à l'association, ceux-ci s'engagent à ne pas traiter avec les meneurs de grève, à ne pas admettre la grève sympathique, etc... L'arbitrage même est écarté comme

suspect et le *label* est énergiquement combattu [1].

Par des conférences, des brochures, des articles de revue ou de journaux, l'association soutient ardemment ses idées. Elle organise, en cas de grève, le secours en numéraire ou en personnel. Elle s'approprie cette formule de son président, M. Parry : « Aucune organisation, sans en excepter la Maffia ou la Mano nera, n'a commis autant d'actes de barbarie que cette prétendue association du travail organisé qui, grâce à une sympathie mal dirigée, à l'inertie et à l'indifférence, a réussi à paralyser nos industries, à fouler aux pieds les droits naturels et constitutionnels de nos citoyens. »

Aussi longtemps que les ouvriers n'avaient pas été organisés, ils étaient restés livrés à l'arbitraire des patrons. La création des syndicats a renversé les termes de l'équation et la tyrannie syndicale est devenue aussi redoutable que la tyrannie patronale. On assiste aujourd'hui à un essai des patrons de rétablir l'équilibre, par les moyens mêmes qui l'ont rompu à leurs dépens.

V

Telles étant les forces en présence, quelle est la forme habituelle de leurs luttes ? Quelle en a été l'issue au cours des dernières années ?

Les grèves américaines sont d'ordinaire formidables,

1. Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de signaler les « briseurs de grève » de Jim Farley, destinés à remplacer les grévistes dans les chantiers.

comme les adversaires qu'elles opposent les uns aux autres. Si l'on considère une période de quatre ans, du 1er janvier 1902 au 31 décembre 1905, on y relève 6.625 grèves dont le coût, pour les ouvriers, s'est élevé à près de 60 millions de francs. En 1901, c'était l'Union amalgamée des ouvriers du fer et de l'acier qui se trouvait aux prises avec le trust de l'acier. En 1902, c'était la grève des mineurs de Pensylvanie. En 1903, l'industrie du bâtiment, en 1904, celle de la viande étaient à leur tour éprouvées. Puis vinrent les grèves de mineurs du Colorado, les grèves du textile dans le Massachussets. Au cours de ces conflits, c'étaient des armées de travailleurs, comptant des centaines de mille hommes, qui soutenaient le combat contre les forces patronales. Sans s'arrêter aux incidents de cette lutte, il convient d'en préciser les méthodes et le caractère.

On disait autrefois que l'état social des États-Unis les mettait à l'abri des grèves. M. Levasseur, il y a dix ans, observait que cette affirmation était contredite par l'événement. Elle l'est plus encore à l'époque où nous sommes. Et si les États-Unis gardent une originalité, ils l'empruntent à la gravité seule des conflits qui, à intervalles rapprochés, paralysent leur production. C'est le plus souvent une question de salaire qui est en Amérique la cause des grandes grèves. Il y a lieu cependant de noter que, depuis le développement de l'organisation syndicale, ces difficultés pratiques, qui sont la raison d'être de la grève, n'en sont plus le motif unique. A la grève normale s'ajoute de plus en plus ce qu'on nomme la grève sympathique, la grève par solidarité.

Il est naturel, au surplus, que cette solidarité et ses manifestations croissent en raison directe de la force des organisations ouvrières. Les travailleurs, qui n'ont pas de motif personnel de cesser le travail, font grève pour agir sur les patrons, dans l'intérêt d'un autre corps de métier qui lui-même a déclaré la grève. L'usage en est si profondément entré dans les mœurs que certains contrats de travail prévoient et autorisent cette sorte de grève. Celles des tailleurs de pierre de la Nouvelle Angleterre et des paveurs de New-York en 1892, celle de Homestead la même année, celle de Pullmann City, en 1894, celle de l'American Railway Union [1] sont les plus connues de ces crises de solidarité. Elles ont, plus que toute autre considération, déterminé la création des associations patronales.

Après la grève, le boycott. Le boycott est « un interdit prononcé contre une personne ou un établissement en vertu duquel les personnes engagées dans le concert ne doivent avoir aucune relation commerciale avec la personne ou l'établissement condamnés, aussi longtemps que dure le boycott ». Un des boycotts les plus fameux est celui infligé en 1877 au journal la *New York Tribune*. Aux mains d'associations puissantes, c'est une arme redoutable, si redoutable même qu'elle est interdite par la législation de plusieurs États, qui y voient, non sans raison, une atteinte aux droits et à la liberté des tiers. Il convient d'autre part de se rappeler que la constitution américaine, loi pre-

1. Cette grève fut l'œuvre du citoyen Debs qui fut candidat socialiste aux dernières élections présidentielles.

mière, supérieure à toutes les autres, permet aux tribunaux, du plus humble jusqu'à la Cour suprême, de frapper tout acte contraire aux droits des citoyens et que, par là, de nombreux phénomènes de violence ouvrière, possibles en Europe, sont frappés outre-mer d'une sanction légale. Il en est ainsi pour les boycotts combinés; pour le *patrolling* qui n'est que la forme américaine du *picketing ;* pour le *blacklisting,* c'est-à-dire pour la mise à l'index de certains entrepreneurs ou de certains salariés.

Les tribunaux considèrent d'ordinaire ces mesures comme abusives. « Le droit de l'employé à être employé, porte un jugement célèbre, est aussi sacré que le droit de l'employeur à l'employer : c'est même sa vie. L'État est intéressé à ce que le droit de chaque homme à trouver un emploi dans un travail honnête ne soit pas violé. Le droit de chacun finit où commence le droit d'autrui. Le droit de l'employeur, quand il a renvoyé son employé, ne saurait empiéter sur le droit de l'employé de chercher un autre emploi afin de faire vivre lui et sa famille. Tant que la compagnie se borne à congédier un de ses employés, lorsqu'elle n'est pas liée par un contrat, son droit ne saurait être mis en question. Mais si elle se concerte avec d'autres compagnies pour empêcher qu'il ne soit employé, elle paraît dépasser son droit. »

La législation américaine, longtemps flottante à cet égard, admet cependant comme légitime le droit de coalition, à condition qu'en l'exerçant nul ne viole la liberté individuelle. Cela est vrai, qu'il s'agisse d'une grève d'ouvriers ou d'un lockout de patrons. Le lockout,

pris en lui-même, est légal, comme la grève. Mais le concert en vue d'un lockout, aussi bien que le concert en vue d'une grève sympathique, peut être frappé par les tribunaux. Qu'est-ce à dire, sinon que la constitution américaine, à tant d'égards excellente et d'une si haute valeur politique, n'est pas moins utile dans l'ordre social, puisqu'on y peut trouver un frein contre le développement arbitraire de certains phénomènes de lutte économique ?

Dans les deux dernières années, les grèves ont été moins souvent des grèves de salaires, plus souvent des grèves de principes. La question de l'atelier unioniste, c'est-à-dire la prétention insoutenable des syndicats d'exclure des ateliers les non syndiqués, a provoqué beaucoup d'entre elles. Plusieurs aussi ont eu pour origine une protestation contre des décisions de justice rendues, en vertu de la *common law*, pour empècher un boycott (procédure de l'*injonction*). Des jugements de cette nature, rendus par M. Taft, du temps qu'il était magistrat, lui ont été violemment reprochés au cours de la campagne présidentielle. On peut donc dire que les causes de grève ont augmenté autant que les grèves elles-mêmes. La force ouvrière, aussitôt qu'elle s'affirme, est impatiente de toute limite, et non contente de s'employer au succès de ses revendications directes, elle s'attaque à tout ce qui, de biais, sinon de front, peut diminuer son pouvoir. Il semble, de ce point de vue, que l'exercice du droit de grève dépasse aujourd'hui les besoins et que le progrès de la puissance syndicale ait eu pour conséquence de multiplier les grèves artificielles.

Ces grèves sont trop souvent violentes. Et l'histoire économique des États-Unis contredit l'affirmation socialiste que des syndicats forts sont un gage de paix sociale. Sans remonter jusqu'à la fameuse grève de Homestead, qui donna lieu en 1892 à de véritables batailles rangées entre les grévistes et les agents de police privés chargés par les patrons de protéger leurs chantiers, on trouve dans les cinq dernières années de continuels exemples de violence ouvrière. En novembre 1903, les grévistes de l'Usine des forces motrices du Niagara lapident les travailleurs. Simultanément, les mêmes faits se produisent à Chicago et dans le Colorado. En juillet 1904, les grèves de la viande à Chicago sont l'occasion de sanglantes bagarres. En mars 1905, les grévistes du Métropolitain de New-York attaquent les trains à coups de pierres. Le mois suivant, les charretiers grévistes de Chicago tirent des coups de feu, lancent des bombes, blessent les chevaux, — par « sympathie » pour les ouvriers tailleurs. En avril 1906, la grève des mineurs est marquée par de graves désordres. En mai 1907, les dockers grévistes de New-York montent dans des chaloupes pour fusiller les travailleurs occupés sur le quai de la Clyde. En juin, commence un procès en complicité d'assassinat contre la Fédération des mineurs de l'Ouest. Ce ne sont pas d'ailleurs les seuls scandales. Des débats judiciaires établissent que le meneur ouvrier Weinseimer n'était qu'un maître chanteur qui extorquait de l'argent aux patrons en les menaçant de la grève.

— Croyez-vous, répond-il cyniquement aux ques-

tions du président, que ce soit pour mon plaisir que je m'occupe de ces questions de travail?

Quelques mois après, le maire socialiste de San Francisco, Schmitz, était condamné pour extorsion de fonds. Violence et corruption sont en honneur dans les milieux ouvriers autant que dans les milieux capitalistes. Et ce n'est pas toujours à armes loyales que se poursuit la lutte économique. M. Roosevelt, avec éclat, a dénoncé les « malfaiteurs riches ». Il y en a d'autres.

VI

Entre les forces ouvrières et les forces patronales, la loi peut servir de conciliatrice. C'est le rôle propre des lois sociales, par les réglementations qu'elles portent, que de remplir cette fonction. Mais aux États-Unis la Constitution ne se prête guère à une législation sociale, fondée sur une base uniforme.

Le Congrès ne peut légiférer que pour les relations entre États. Toute industrie fonctionnant dans un État unique échappe à la législation fédérale. Et, par suite, il peut y avoir, sur les mêmes questions, autant de lois que d'États. D'autre part, toujours en vertu de la constitution, certains principes ont été posés qui limitent étroitement le champ de la législation dite sociale. La liberté des personnes et la liberté de contracter sont au premier rang de ces principes. Toute loi qui porterait atteinte à l'une ou à l'autre de ces libertés serait, par conséquent, cassée comme con-

traire à la Constitution. A cet égard encore, la situation des États-Unis est toute différente de celle des pays européens. Les tribunaux et le plus élevé d'entre eux, la Cour suprême, annulent toute réglementation contraire à ces dispositions initiales. Et ils usent fréquemment du pouvoir qu'ils en ont. Ce pouvoir n'est pas d'une nature spéciale. Il résulte de l'essence même de l'autorité judiciaire qui consiste à appliquer la loi en faisant prévaloir une loi supérieure sur une loi inférieure, une loi d'autorité plus grande sur une loi d'autorité moindre.

Le rôle social de l'autorité publique, des États particuliers d'abord, du Gouvernement fédéral ensuite, s'est borné primitivement à réunir des informations et à publier des statistiques. Tel a été l'objet des Bureaux du Travail. Le premier a été créé dans le Massachussets en 1869. D'autres États ensuite ont suivi cet exemple. On en compte aujourd'hui 32. Dès lors qu'ils fonctionnaient, il était naturel et légitime que ces bureaux essayassent de coordonner leurs efforts. C'est dans cette vue que, le 27 juin 1884, a été créé le Bureau fédéral du travail rattaché au ministère de l'Intérieur. Le Bureau devait « réunir les informations relatives à la question ouvrière, aux rapports du travail avec le capital, aux heures de travail, aux salaires des ouvriers, hommes et femmes, et aux moyens d'améliorer leur prospérité matérielle, sociale, intellectuelle et morale ». Le 13 juin 1888, le Bureau du début devint un ministère chargé de centraliser « les informations utiles sur les sujets ayant trait au travail dans le sens le plus large de ce mot ». Le 14 février

1903, ce ministère a pris le titre de ministère du Commerce et du Travail. Il a conservé les mêmes attributions d'enquête et de statistique sociales. Ses publications sont de précieuses sources de renseignements.

Tels étant les organes, quelle est l'œuvre ? Cette œuvre, comparée à ce qui a été réalisé par les lois dans certains pays européens, notamment en Allemagne, est relativement peu importante, — pour les raisons même que nous avons indiquées tout d'abord. L'unité légale n'étant pas possible, il a fallu se contenter de celle qui résulte des mœurs. Et c'est par tâtonnements que l'on a procédé, en laissant naturellement de côté toutes les mesures que la Constitution aurait condamnées comme contraires à la liberté : lois sur la durée du travail des adultes, lois d'obligation sociale, de quelque nature qu'elles fussent. Les lois ouvrières, dans ces conditions, ont, dans les différents États, porté principalement sur les matières suivantes : durée du travail des enfants de moins de douze ans et du travail des femmes ; hygiène et sécurité des manufactures ; inspection des mesures prescrites en vue de l'hygiène et de la sécurité.

Quelques États, très peu nombreux d'ailleurs, ont poussé plus loin la réglementation, fixé, en l'absence de contrat spécial, la durée légale de la journée de travail ; précisé le mode de paiement des salaires ; prohibé le *truck system ;* réglementé la responsabilité de l'employeur. Une réglementation plus minutieuse encore a été élaborée pour les travaux publics du gouvernement fédéral. Tout cela d'ailleurs est fragmentaire, divers, souvent contradictoire et tout effort

pour imposer d'en haut plus d'unité se heurterait indiscutablement non seulement à la lettre de la constitution, mais encore à l'esprit public, fermement attaché au principe de l'autonomie des États.

C'est dire qu'il ne saurait être question de chercher la solution des conflits économiques, si fréquents et si intenses soient-ils, dans l'arbitrage obligatoire. On a essayé, en 1902, d'assurer à l'arbitrage le caractère d'une obligation morale, sinon légale, en demandant la création d'un organe spécial qui, par des enquêtes sur les grèves, aurait fait du public, par des publications détaillées, l'arbitre des parties en présence. Ce projet n'a pas été réalisé. Quelques États, dans leur pleine indépendance, ont constitué des « comités d'arbitrage et de conciliation ». Mais le recours à ces comités est toujours facultatif. Seuls les transports entre États sont soumis, en vertu d'une loi de 1908, à une procédure aboutissant à l'arbitrage. Ce n'est là qu'une exception.

Dans la généralité des cas, l'arbitrage ne résulte que de la bonne volonté des parties en cause. Ici encore l'intervention de la loi est réduite au minimum. Et les Américains, fidèles aux principes essentiels de leur constitution, répugnent invariablement à tout interventionnisme.

VII

Nous avons étudié jusqu'ici, dans leurs manifestations principales, les rappo ts des employeurs et des

employés, du capital et du travail. Et c'est là l'essentiel de la question sociale. Nous n'avons en revanche pas rencontré ce qui en Europe donne au socialisme sa physionomie propre : d'une part une doctrine nettement définie de lutte de classes, d'autre part une organisation politique travaillant soit légalement soit violemment à la transformation ou au renversement de l'ordre de choses établi. Et cela même permet d'apprécier la distance qui, du point de vue socialiste, sépare le nouveau monde de l'ancien. Cela prouve que, dans la vie courante des travailleurs, dans les conflits même qui les opposent aux patrons, leurs organisations restent sur le terrain professionnel et s'abstiennent de faire intervenir, dans la défense de leurs intérêts de métier, soit une théorie sociale, soit un parti politique.

Il y a cependant un parti socialiste américain. Il s'est développé parallèlement au mouvement ouvrier, sans se confondre avec lui et le contact, qui à de certaines heures, sur certains points, s'est établi entre l'un et l'autre, a été fortuit et intermittent. Aussi bien la théorie socialiste américaine est une théorie d'importation. Elle a été introduite par des immigrants, allemands pour la plupart, imbus des idées marxistes. Ces idées, dans leur ensemble, heurtaient le sentiment individualiste, qui est au fond de l'âme américaine. Le *sweating system* et la situation précaire d'une partie du prolétariat leur offrait par contre un terrain favorable. Ainsi s'est constitué peu à peu un parti socialiste, dont la doctrine n'est nullement originale et qui garde, au sein des organisations pro-

prement américaines, un caractère factice et artificiel[1].

C'est pendant la période de grande croissance industrielle qui a suivi la guerre civile que ce parti s'est formé. En 1887 est né le *Socialistic Labor Party*, qui s'est scindé en deux branches en 1883 et a été réorganisé en 1889. Son programme est le même que celui du collectivisme européen et tend à la création d'une communauté coopérative. D'une façon plus immédiate, il réclame la réduction des heures de travail en fonction du progrès de la production ; l'exploitation par l'État des grands services publics, eau, gaz, mines, chemins de fer ; la personnalité civile des syndicats ; l'impôt progressif ; les ateliers nationaux ou municipaux pour les chômeurs ; le référendum ; l'abolition du veto présidentiel et de la peine de mort. Ses revendications sont par conséquent politiques et sociales. *Le People's Party*, créé plus récemment, en 1891, soutient un programme analogue, programme de socialisme d'État et d'action politique. Ces deux partis ensemble, tels qu'ils ont pu se compter au dernier scrutin présidentiel sur le nom du citoyen Debs, comptent environ 450,000 votants sur 92,000,000 habitants. C'est une infime proportion.

Les organisations ouvrières professionnelles, notamment la Fédération américaine du travail, tout en demeurant sur le terrain syndical, ont soutenu par

1. Les articles que publient les journaux socialistes, — *The People*, anglais ; le *Vorwærts*, allemand ; l'*Avanti*, italien ; le *Swiatlo*, polonais ; l'*Arbeiare*, danois ; le *Volkstribune*, hollandais, — sont en général des extraits des livres de Marx et de Lassalle.

moment des revendications identiques à celles du parti socialiste et professé des théories qui s'en rapprochaient grandement. Déjà en 1893 M. Samuel Gompers, président de la Fédération, tenait au Congrès de Chicago un langage d'allure socialiste : « L'anarchie industrielle produite par le système capitaliste est évidemment, disait-il, démontrée par l'existence seule d'une classe de riches, parasites sociaux qui ne travaillent pas, n'ont jamais eu l'intention de travailler et qui dévorent le revenu provenant du travail d'autrui, du travail de l'enfant dans les manufactures, du travail du mineur, de la rente de la terre que d'autres bras font valoir. » Un autre orateur de la Fédération s'écriait à la même réunion : « Les hommes qui sont obligés de vendre leur temps sont les esclaves de ceux qui l'achètent. Les hommes qui emploient volontairement leur temps pour le bien d'autrui sont des hommes libres. » De tels discours auraient pu être prononcés par des socialistes européens. Et bien que ces derniers accusent volontiers de tiédeur les ouvriers américains syndiqués, une évolution commençait qui a, depuis lors, multiplié les points de contact doctrinal entre syndiqués et socialistes.

Aussi bien, les chefs des syndiqués, depuis 1906 surtout, paraissent disposés à étendre le champ de leurs revendications et à développer leur activité politique. En mars 1906, ils ont remis aux pouvoirs publics et communiqué à la presse un programme qui n'est plus un programme professionnel. On y trouve côte à côte : la journée de huit heures strictement appliquée pour tous les travaux d'États ; des restrictions à l'immigra-

tion ; des réformes judiciaires en matière de grèves. En même temps, on conseillait aux ouvriers d'envoyer dans les assemblées législatives quelques-uns d'entre eux qui, une fois députés, sauraient être autre chose que « des instruments complaisants des classes riches ». Aux élections suivantes, les syndiqués furent invités à combattre les députés sortants qui, par leurs votes, n'avaient pas donné satisfaction à la Fédération.

Cette première campagne électorale ouvrière fut peu brillante. Elle parut répondre cependant au vœu de ceux qui l'avaient engagée. Et c'est M. Samuel Gompers qui la caractérisait en disant : « Elle a été une leçon pour les hommes politiques qui ont témoigné dans leurs programmes et dans leurs discours une bienveillance inusitée à l'égard des questions ouvrières. Si les syndiqués n'ont pas fait élire de candidats indépendants, il n'en est pas moins vrai que dix membres du Congrès sont affiliés à des syndicats et que le nombre des syndiqués dans les législatures d'État s'est accru. » Depuis lors, M. Gompers a continué à préconiser le « vote indépendant », qui, par la force des choses, deviendra tôt ou tard un vote de classe. Il n'a pas cessé en même temps d'enfler le programme syndical d'articles nouveaux : instruction gratuite et obligatoire, repos hebdomadaire, journée de huit heures, municipalisation des grands services publics, nationalisation des télégraphes et des téléphones, suffrage des femmes. C'est, en somme, la constitution progressive d'un parti ouvrier, comportant la conquête du pouvoir et qui, ayant besoin d'idées et de directions générales, les

empruntera fatalement au programme socialiste, qu'il s'approprie sur divers points.

On peut se demander, il est vrai, si cette tendance n'est pas essentiellement contraire aux tendances et aux habitudes des ouvriers américains. Comme l'a fort bien dit M. Ghio, « il est impossible de concevoir un socialisme anti-étatiste, l'action de l'État étant le pivot de cette doctrine. Or la méfiance que l'ouvrier américain professe à l'égard de l'État et des monopoles qu'il engendre et protège doit l'amener précisément à éprouver une antipathie invincible pour l'étatisme caporaliste et monotone que prêchent les socialistes allemands. Ce qui fait et a toujours fait la force des doctrines sociales auprès des races naturellement portées vers la liberté, ce ne sont pas les dogmes ou les questions de détail, ce sont les sentiments qu'elles agitent, les horizons qu'elles ouvrent, l'idéal qu'elles font entrevoir. L'idéal collectiviste, très compréhensible dans une société militariste et bureaucratique, est trop restreint pour une âme américaine. Le peuple américain est convaincu que les maux dont il souffre viennent beaucoup moins de l'organisation actuelle de la société que des lois défectueuses, des abus, de la corruption qui règnent dans le gouvernement. Cette disposition d'esprit ne saurait donc favoriser la propagande socialiste, dont la caractéristique est une haine inexorable pour l'organisation économique actuelle. » Autant, en un mot, la discipline syndicale, orientée vers des conquêtes immédiates et purement professionnelles, devait réussir et a réussi sur le sol de l'Union, autant un idéal de transformation ou de révo-

lution sociale est peu assimilable pour les ouvriers d'outre-mer. Ce n'est là pourtant que l'aspect présent du problème, et rien n'empêche d'admettre que ses termes se puissent modifier.

A l'extrême gauche du mouvement ouvrier et du mouvement socialiste se développe le mouvement anarchiste, sous les deux formes qui lui sont habituelles : individualisme doctrinal et action révolutionnaire, la première intellectuelle, la seconde active. La première a trouvé son représentant le plus connu dans la personne de Benjamin R. Tucker. M. Tucker est un individualiste forcené. Il voit dans l'État le principe de toutes les iniquités. Il s'oppose donc énergiquement au socialisme collectiviste au nom du socialisme anarchiste. Il écrit : « Il y a deux socialismes, l'un est communiste, l'autre solidariste. L'un est autoritaire, l'autre libertaire. L'un est métaphysique, l'autre positif. L'un est dogmatique, l'autre scientifique. L'un invoque la souveraineté sociale, l'autre n'accepte aucune souveraineté. L'un montre une foi absolue dans la violence, l'autre n'a confiance que dans les efforts personnels. Le premier entend que l'on prenne à chacun ce qu'il possède, le second veut que chacun possède ce qui lui appartient. Le premier n'a confiance que dans la lutte des classes, le second ne voit le progrès que dans la coopération des classes. Le premier dit : « La terre à l'État, la mine à l'État, la machine à l'État, les produits à l'État. » Le second répond : « La terre au cultivateur, la mine au mineur, la machine au travailleur, le produit au producteur. »

M. Tucker prêche l'union libre. Il estime que le droit

de propriété n'existerait en entier que le jour où la société cesserait de l'assurer par la force. Il est hostile aux brevets d'invention et aux droits d'auteur. Il n'admet que l'association volontaire des travailleurs. Il a la haine de l'État, « de l'autorité qu'il incarne, de la contrainte qu'il pratique, de la démoralisation qu'il provoque ». Il ajoute : « L'État, par ses lois, ses violences, ses atteintes à la liberté, cause le désordre, produit la misère, pousse à la haine et au crime. Puis il assume généreusement la tâche de protecteur, de médecin des maladies dont il est lui-même, lui seul, la cause. » Comme conclusion à cette paradoxale utopie, M. Tucker réclame la libre émission d'une monnaie individuelle, la création d'un crédit universel et gratuit. Il n'admet la propagande que par la parole et la presse. L'outrance même de sa doctrine la protège contre toute chance de succès.

L'anarchisme insurrectionnel est moins original et plus répandu. Les incendies de New-York de 1883 à 1886 ont été ses premiers exploits. Ses deux centres actuels sont Paterson et Chicago. Les anarchistes de Paterson opposent « à la violence légale du capital la violence humaine de la révolte » et trouvent dans des grèves la meilleure occasion de se manifester. Ils se recrutent principalement parmi les immigrants d'origine italienne. A Chicago, l'anarchisme est né de l'extrême misère. Il prêche « la foi dans la révolution et dans la vengeance, la haine indomptable de ceux qui nous empêchent de vivre ». Les actes insurrectionnels de ses adeptes semblent être en général le résultat d'initiatives individuelles. Leur premier exploit reten-

tissant fut l'émeute de 1886 et la bataille qui ensanglanta, cette année là, la place de Haymarket. L'assassin du président Mac Kinley, Czogolsz, se rattachait à cette école.

Depuis lors, des lois contre les anarchistes ont été votées et énergiquement appliquées. Les États-Unis se défendent avec vigueur contre les séides de la destruction sociale.

VIII

Tels sont, dans le sens le plus large de ce mot, matériellement et moralement, les éléments du socialisme américain. Il convient, les ayant sommairement décrits, de les situer maintenant dans le milieu national et de définir la place qu'ils tiennent dans la vie collective de la nation.

Les hommes politiques américains ne croient pas à ce que nous appelons en Europe le péril socialiste. Le sénateur Lodge nous disait l'an passé : « Le socialisme, en tant que parti, est chez nous sans racines. Nous sommes un peuple conservateur et individualiste. » C'est là l'opinion la plus répandue. Et elle se justifie, si l'on compare le rôle du socialisme dans la politique américaine au rôle du socialisme dans la politique européenne. En France, le socialisme a pu, durant deux ans, gouverner la France sous le nom de M. Combes. En Allemagne, avec l'appui du centre, il a obligé le prince de Bülow à dissoudre le Reichstag. On chercherait en vain des succès analogues à l'actif du socialisme d'outre-mer.

Cela tient, d'une part, à ce que, jusqu'ici, il a disposé d'effectifs insignifiants et n'a pas réussi à embrigader dans ses rangs les syndicats. Cela tient, d'autre part, à ce que, même plus nombreux, il se heurterait à la résistance non seulement des pouvoirs publics, mais encore de la majorité du pays, qui est rebelle profondément à la notion de la lutte des classes. Quand, en 1906, M. Gompers s'en fut remettre à M. Roosevelt le programme ouvrier élaboré peu de jours plus tôt, le président lui déclara net qu'il se refuserait toujours à mettre son autorité au service des intérêts d'une classe. Et cette réponse fut universellement approuvée. Elle exprimait en effet une idée américaine fondamentale, qui a son principe dans la constitution même et que l'évolution économique, avec toutes ses conséquences, n'a pas suffi à entamer.

Jusqu'aux dernières années, ni les syndicats, ni le parti socialiste n'avaient d'ailleurs essayé d'exercer une action politique distincte. La Fédération américaine du travail se bornait, à chaque campagne électorale, à rechercher quel parti lui promettait le plus d'avantages et c'est en général vers les démocrates qu'allaient ses préférences. Aux élections de 1896, les socialistes eux-mêmes firent de même : « J'ai soutenu, disait leur chef, M. Debs, la candidature de M. William Jennings Bryan et les principes sur lesquels il s'appuyait, non pas parce que je considérais la frappe libre de l'argent comme la panacée de tous les maux de la nation, — ce point du programme, je ne le combattais ni ne le défendais, — mais parce que je croyais que le triomphe de M. Bryan et de l'argent libre rognerait les

griffes de la puissance capitaliste et arracherait les dents des requins qui dirigent les syndicats industriels. Il aurait également banni des grandes routes de l'activité humaine plus d'un étendard noir. La frappe libre de l'argent nous fournissait non seulement notre cri de ralliement, mais un terrain de lutte contre les trusts, les corporations et les monopoles, — en un mot, contre cette puissance du capital sous laquelle le pays a été presque ruiné, le travail réduit à la famine et la liberté personnelle supprimée. Une fois réuni dans cette communauté d'idées, le peuple pouvait, en phalange solide, marcher à la destruction de l'esclavage social jusqu'à ce que tout le système capitaliste fût aboli et que la société humaine fût établie sur la base de la propriété collective de tous les moyens de production et de circulation des richesses. » On a vu plus haut qu'en 1908 les socialistes ont voulu affronter la lutte avec leur propre drapeau et qu'ayant adopté la candidature de M. Eugène Debs, ils ont réuni sur son nom environ 450.000 suffrages.

La question se pose de savoir si la politique de M. Roosevelt, au cours des derniers mois, sa campagne contre les abus des trusts et contre les « malfaiteurs riches », n'ont pas fait le jeu des socialistes et des syndiqués avancés. Les adversaires du président n'ont pas manqué de le prétendre. M. Roosevelt s'en défend avec énergie. « Le socialisme, écrivait-il en 1897, qui est en fureur contre l'ordre existant, n'est pas capable d'améliorer pratiquement, si peu que ce soit, les conditions de notre vie sociale pour rendre plus aisé le sort des malheureux. » En combattant les

abus ploutocratiques, le président estime qu'il combat le socialisme : car « la tyrannie et l'anarchie doivent finalement alterner ».

— Vous savez, nous disait-il il y a peu de mois, la croisade que je mène et les attaques qu'elle me vaut. Si je lutte contre la ploutocratie, c'est que je suis l'ennemi du socialisme, de l'anarchie. La ploutocratie est pour un peuple le pire des régimes. Il n'en est qu'un d'aussi détestable, c'est la démagogie. Règne de l'argent, règne de la foule, cela se vaut. Et la ploutocratie est le meilleur allié du socialisme et de l'anarchisme. Je suis à ma façon un conservateur. Et c'est pour cela que je combats les abus ploutocratiques.

» Qu'est-ce que je dis aux ouvriers? Je leur dis que je leur suis favorable, que je fais et que je ferai pour eux ce qui dépend de moi. Mais pour que des progrès, pour que des réformes soient possibles, il y a une condition essentielle : l'ordre. Il faut l'ordre. Et un chef d'État a pour premier devoir de le garantir. Si on trouble l'ordre, on ne peut plus songer aux réformes. Si, dans une grève, il y a des menaces de désordre, j'envoie des troupes, plus même qu'il n'en faut, pour qu'on sache que les soldats seront en force. C'est, dans l'intérêt des ouvriers, la meilleure méthode. Car c'est cela qui empêche le désordre. Ordre et réformes, pas de réformes sans ordre.

» Quant aux ploutocrates, aux gens qui voudraient faire de nous une Tyr ou une Carthage, ce sont les fourriers de l'anarchie. Si on les laissait faire, ils mèneraient le pays à l'anarchie. C'est pour cela que je les combats. La malhonnêteté de quelques riches prépare

les violences des pauvres. Il ne faut pas dire que je suis l'ennemi de la richesse, ni l'ennemi du peuple. Je suis l'ennemi de la ploutocratie et de l'anarchie. »

Ces idées du président sur la nécessité de l'ordre répondent à l'opinion de l'immense majorité de la nation. Elles se sont imposées jusqu'ici comme un frein aux revendications de la démocratie industrielle la plus formidable qui fut jamais.

En résumé, le socialisme, en tant que parti, occupe aux États-Unis une place insignifiante. Le syndicalisme, beaucoup plus puissant et mieux organisé, exerce au contraire une action pratique, qui est restée le plus souvent purement professionnelle. L'un et l'autre réunis ne représentent pas, comme effectif, le trentième de la population américaine. Leur jonction est d'ailleurs loin d'être assurée. Et dans la politique parlementaire, ils ont été jusqu'ici totalement impuissants. Un changement se prépare-t-il ? Les deux forces, la force professionnelle et la force politique, travailleront-elles dans l'avenir en une forme plus européenne ? Il serait téméraire d'en préjuger d'après les seuls indices dont on peut actuellement disposer [1].

1. **Sources** : *Census* de 1900 ; Levasseur, *L'ouvrier américain* (1898) ; Viallate, *L'Industrie américaine* (1905) ; Pierre Leroy-Beaulieu, *Les États-Unis au XXe siècle* (1906) ; Paul Ghio, *L'anarchisme aux États-Unis* (1903) ; Vigouroux, *La concentration des forces ouvrières aux États-Unis* ; Paul de Rousiers, *Les industries monopolisées* ; vicomte d'Avenel, *Aux États-Unis* ; André Tardieu, *Notes sur les États-Unis* (1908).

CONCLUSIONS

1° LE SOCIALISME ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Il nous a paru intéressant de présenter en un premier chapitre de conclusion un résumé des idées en matière de politique étrangère des groupes socialistes et des influences directes et surtout indirectes que le mouvement socialiste est actuellement susceptible d'exercer sur la politique extérieure des grandes puissances.

I

ANGLETERRE[1]

Les ouvriers anglais — on ne saurait dire le « socialisme anglais », nous croyons avoir montré qu'il existe de l'autre côté du détroit une organisation, mais pas de doctrine ouvrière, — les travailleurs d'Outre-Manche, déjà rebelles à la méthode et aux théories des socialistes européens, ne partagent pas davantage

1. Communication de M. Jacques Bardoux.

leurs opinions sur le désarmement des nations et l'abaissement des frontières.

On sait que l'armée britannique, recrutée par des engagements, constitue au sein du pays une caste à part, contrairement aux principes des démocraties modernes. Tous les efforts tentés pour décider les ouvriers à remplacer les soldats professionnels par des milices nationales ont jusqu'ici échoué. Nous avons signalé plus haut la campagne infructueuse de Will Thorne. Plus récemment, au cours de l'été 1908, Blatchford, le directeur de la feuille socialiste *the Clarion,* a repris la même idée. Seul, le marxiste Hyndman et le révolutionnaire Grayson ont manifesté leur approbation. L'ouvrier anglais est, à la fois, trop indépendant pour n'avoir pas en horreur la discipline militaire, et trop pratique pour ne pas comprendre que cette armée professionnelle constitue un précieux débouché pour le marché du travail, presque toujours encombré.

La suppression des barrières nationales est une idée abstraite et lointaine, qui n'exerce aucune influence sur les pensées d'Outre-Manche, rebelles aux généralisations hâtives et aux utopies métaphysiques. On chercherait, en vain, dans les colonnes des journaux, dans les pages des brochures, que lisent les travailleurs anglais, la moindre attaque contre l'idée de patrie. C'est au contraire au nom du salut de la nation et de la beauté de la race, que les *leaders* ouvriers réclament des réformes sociales. Il n'y a pas un pays au monde, où le sens national soit aussi vivace et aussi unanime qu'en Angleterre. Ce fait s'explique

par des causes multiples, historiques ou psychologiques, par la vie insulaire et l'épopée impériale, par le rôle du sentiment et la fidélité des souvenirs, par la discipline de cette société hiérarchisée et l'intensité de sa vie politique.

Est-ce à dire, cependant, que rien ne distingue l'attitude du groupe ouvrier de celle du parti conservateur vis-à-vis des questions internationales ? Ce serait là une conclusion inexacte. Pour réaliser des réformes sociales, les hommes d'État ont besoin d'argent et de paix. Les travailleurs manuels s'en rendent compte. Et leurs mandataires s'associent à la campagne des radicaux en faveur des économies militaires et de l'arbitrage international. Les députés ouvriers ont signé les pétitions adressées chaque année au premier Ministre par les parlementaires d'extrême-gauche, depuis 1906, pour obtenir une réduction importante des budgets de la guerre et de la marine. Lorsqu'au cours de l'été 1908 le problème de la rivalité maritime anglo-allemande s'est posée à nouveau, le *Labour party* a envoyé à Berlin des délégués afin de protester contre la campagne belliqueuse des feuilles impérialistes. Lors de la guerre sud-africaine, le congrès des *Trade-Unions* n'a-t-il pas condamné l'attitude du gouvernement anglais ? Mais la discussion fut vive et la majorité faible.

Il conviendrait de ne point exagérer l'importance de ces convictions pacifistes. Elles ne sont partagées que par une élite. Lorsqu'ont été connues les premières victoires contre les Boers, la grande masse des faubourgs s'est associée aux manifestations, violentes et

passionnées, qui ont si vivement surpris l'opinion française. Hier encore, les articles de Blatchford sur l'imminence du conflit anglo-allemand ont été approuvés par des ouvriers d'autant plus chauvins, que le chômage les condamnait à la misère. Si une guerre importante venait à éclater, la majorité des travailleurs n'approuverait pas les protestations pacifistes du *Labour party*. Ne sont-ils point, en effet, — de par l'organisation militaire du Royaume-Uni, — assurés de goûter les émotions nerveuses que donne ce *sport* redoutable, sans avoir à subir les sacrifices douloureux qu'il exige de l'ouvrier de France ou d'Allemagne ?

II

ALLEMAGNE[1]

D'une manière générale les socialistes allemands, comme les socialistes des autres pays, ont pour principe idéal, dans les questions internationales, l'établissement d'une vaste fraternité mondiale. Ils rêvent la suppression des États actuels et voudraient les remplacer soit par de vastes confédérations de nations, soit par un émiettement de ces états en communes libres. Beaucoup d'entre eux désireraient l'adoption d'une langue universelle et la fusion progressive des nationalités concurrentes ou antagonistes. Les systèmes militaristes de l'heure actuelle leur paraissent

1. Communication de M. Gaston Isambert.

faire obstacle à la conquête de ces buts lointains, et ils sont systématiquement opposés à la guerre et aux armements.

Le paragraphe 3 du programme d'Erfurt est ainsi conçu : « Éducation pour le système militaire universel. Milices à la place des armées permanentes. La représentation populaire appelée seule à décider de la guerre et de la paix. Règlement de tous les conflits internationaux par voie d'arbitrage. »

Cependant les socialistes allemands font preuve dans ces questions de la pondération, de l'opportunisme qui caractérise si souvent leur attitude et adoucit l'intransigeance de leurs principes. Tout en refusant de voter au Reichstag le budget de la guerre et les diverses lois qui ont pour but d'accroître la force militaire et navale de l'Allemagne, ils ne se livrent qu'à titre très exceptionnel à des manifestations antimilitaristes.

Ils aimeraient mieux qu'il n'y eût pas de frontières entre les États, mais puisqu'il en existe, ils les acceptent et n'agissent pas comme si elles n'existaient pas.

On ne peut dire qu'ils aient une politique extérieure, mais ils ont cependant une règle de conduite qui est de ne pas gêner le gouvernement dans la défense des intérêts de l'Allemagne.

Prenons par exemple la question d'Alsace-Lorraine. Tout en ayant blâmé l'annexion, les social-démocrates demandent-ils qu'on s'entende pour trancher cette grave question qui reste une menace redoutable pour la paix européenne ? Eh bien, non ! Ils déclarent en général « qu'il n'y a pas de question d'Alsace-Lor-

raine pour les socialistes allemands, pas plus que pour les socialistes français : c'est une question artificielle qui ne peut résulter que de la société corrompue de notre temps[1] ». Ils se désintéressent de la question et n'essayent pas de discuter le fait accompli.

En ce qui concerne la Russie, ils sont les ennemis déclarés du tsarisme et s'indignent de voir la France alliée à la puissance russe ; il est probable qu'en cas de conflit germano-russe leur haine des idées autocratiques l'emporterait sur leur respect de la fraternité humaine et qu'ils marcheraient sans regrets contre les soldats du Tsar.

En ce qui concerne la Triplice, beaucoup de membres du parti partagent probablement la manière de voir que Vollmar a développée dans son discours retentissant de 1891 : « Il est parlé de la Triplice en termes défavorables dans une partie de notre presse... Néanmoins nous devons prendre parti pour elle, parce que sa tendance est indubitablement dirigée vers le maintien de la paix, et qu'elle est pour cette raison quelque chose de relativement bon. »

Enfin les socialistes allemands qui devraient être très portés à faire cesser le malentendu, l'état de tension qui règne entre l'Allemagne et l'Angleterre, restent également sur cette question assez « allemands » de cœur et d'esprit, assez défiants vis-à-vis de ce concurrent économique qu'est pour eux l'Anglais. Des ouvriers anglais ayant proposé au mois d'août dernier de venir manifester en Allemagne en faveur d'un rap-

1. Congrès de Bruxelles, 1891.

prochement anglo-allemand, Bebel écrivit au journal anglais *Labour leader* une lettre dans laquelle il conseillait aux socialistes anglais de renoncer à cette démarche qui ne pouvait qu'être inutile ou dangereuse : inutile, parce qu'en réalité l'Allemagne ne songeait pas à la guerre : dangereuse, parce qu'elle semblait présupposer que les socialistes anglais prévoyaient la guerre. Les socialistes anglais et notamment leur leader, M. Hyndmann, s'étonnèrent non sans raison de l'attitude de leur illustre compagnon germanique en cette circonstance.

Sur ces questions de politique extérieure, les syndicalistes allemands sont peut-être encore plus prudents que les membres du parti social-démocrate. En voici la preuve. Après les événements du Maroc et au moment de la période de grande tension des rapports franco-allemands, Griffuelhe se rendit à Berlin pour proposer à la Commission générale des syndicats de protester contre l'éventualité d'une guerre : 1° par une démonstration simultanée à Paris et à Berlin ; 2° par la réunion d'une conférence extraordinaire des confédérations des deux pays. Les syndicalistes refusèrent en se retranchant derrière la différence de buts poursuivis dans les deux pays par les syndicats. « En Allemagne, dirent-ils, les syndicalistes n'ont pas de visées politiques, mais seulement des visées professionnelles. Adressez-vous aux social-démocrates ». Singer, président du groupe social-démocrate au Reichstag, refusa à son tour de traiter directement avec Griffuelhe sans passer par l'intermédiaire du parti socialiste unifié français. Et ce prétexte lui permit d'éluder la

réponse. Griffuelhe revint à Paris sans avoir rien obtenu.

Il résulte donc de l'attitude que les socialistes allemands ont prise en ces diverses circonstances, ainsi que du vote émis au Congrès d'Essen en 1907 en faveur du discours patriotique de Noske, que ces socialistes ne laissent pas les sentiments d'humanitarisme étouffer chez eux le sentiment de solidarité allemande, et qu'ils seraient, le cas échéant, portés à défendre non seulement leurs revendications économiques et sociales, mais aussi leurs traditions et leurs coutumes germaniques.

III

AUTRICHE-HONGRIE[1]

Les socialistes autrichiens ont des sympathies et des idées en matière de politique étrangère, car ils sont, aussi bien que ceux d'Allemagne, loin, très loin des conceptions antipatriotiques et même antimilitaristes.

Les socialistes autrichiens, au moins ceux de langue allemande, ont une incontestable sympathie pour l'Allemagne, dont ils parlent la langue, fréquentent les hommes et ont reçu la foi orthodoxe socialiste; ils sont en rapports continuels et amicaux avec les chefs de la social-démocratie allemande et se sentent évidemment plus près d'eux que des socialistes d'autres pays. Dans la fraternité universelle théorique, il est dans la pratique des degrés. Aussi

1. Communication de M. Gabriel Louis-Jaray.

bien, ils reportent en politique étrangère cette sympathie et sont par suite partisans de la Triplice et surtout de l'alliance allemande. On a pu voir le journal socialiste de Vienne, *L'Arbeiter Zeitung*, qualifier l'Allemagne de seule « alliée véritable » et défendre le *Dreibund* comme étant une combinaison défensive, un élément de paix et d'équilibre en Europe. Les socialistes autrichiens d'autres nationalités s'occupent peu de politique extérieure en général et, en ces questions, c'est encore ceux de nationalité allemande qui donnent le ton.

Toutefois, les chefs de chacune des grandes fractions de la social-démocratie ont pris la parole à propos de l'annexion de la Bosnie; ils ont développé largement leurs conclusions qui tendent, de la part de tous, à la condamnation de la politique autrichienne. C'est le seul grand parti d'Autriche qui ait adopté cette attitude. Voyons les motifs qu'il en donne. Ils nous révéleront la manière dont il traite les questions de politique étrangère.

Le chef reconnu du parti, le Dr Adler, les a développés dans la séance de la Chambre du 3 décembre 1908, à propos de la discussion du budget. D'après lui, on ignore si les peuples de Bosnie désirent leur annexion à l'Autriche, à la Serbie ou à la Turquie ; chaque nation a le droit de fixer son sort et nous ne le lui avons pas demandé ; en tous cas, ajoute-t-il aussitôt, ce que l'annexion apporte aux peuples de Bosnie est douteux, ce qu'elle apporte à l'Autriche ne l'est pas, c'est un danger de guerre ; M. d'Ærenthal, continue-t-il, a pris une mesure qui ne changeait rien de réel pour nous ; cependant le résultat est : une menace

de conflagration et à la place de notre expansion économique aux Balkans, notre régression ; par suite, des milliers de travailleurs de Bohême, de Basse-Autriche, de Silésie sont à cause de lui sans travail. On le voit, le réquisitoire est bien mené, d'esprit réaliste ; c'est de la « bonne opposition ».

Le Dr Renner a repris ces arguments lors de la discussion du projet d'annexion, et le discours qu'il a prononcé est assurément l'un de ceux où abondent les remarques judicieuses et la connaissance des faits. Il a présenté une description intéressante des sud-slaves, dont il a expliqué ce qu'on appelle la « folie », et il a cherché à faire comprendre, sans le défendre, l'effort vers l'unité des Serbes, partagés entre six souverainetés, divisés dynastiquement, politiquement, confessionnellement. Et il a conclu en condamnant la politique imprudente du baron d'Ærenthal, la manière dont il a brisé un traité, la tension diplomatique dont il est la cause, toute politique expansive, en particulier aux dépens de la Turquie.

De même que le Dr Renner, M. Némec, un des principaux députés socialistes tchèques, exige avant tout une constitution démocratique pour la Bosnie. Mais cette exigence ne l'empêche pas de condamner l'annexion : la monarchie, dit-il, n'est pas fortifiée par elle, mais affaiblie ; elle est affaiblie extérieurement, car si nous gagnons deux provinces, nous perdons économiquement les Balkans ; elle est affaiblie intérieurement, car nous créons une nouvelle pomme de discorde entre la Hongrie et l'Autriche, de nouvelles difficultés pour l'avenir.

Enfin, au nom des socialistes polonais, M. Daszynski a attaqué assez vivement la diplomatie autrichienne ; « elle a, dit-il, suivi la politique russe pendant dix ans aux Balkans, sans en avoir le prestige ; la Russie y apparaît comme la libératrice et nous comme des politiciens chicaneurs, étrangers aux peuples, à leurs croyances et à leurs langues. La Turquie est la meilleure protection contre la vague salissante du panslavisme aux Balkans ; elle a lutté des siècles avec ce panslavisme et est appelée à continuer cette guerre en Asie et maintenant nous avons par cet acte perdu l'amitié de la Turquie ». Puis, après s'être déclaré partisan des guerres de défense et des guerres de libération, il attaque le meilleur soutien de l'annexion, le « néo-slavisme », la nouvelle mode, dit-il, trouvée cet été par M. Kramarz ; « à la fraternité à leur égard des Russes, les Polonais ne veulent certainement pas croire ; le pire des frères ne traite pas son frère comme le gouvernement russe fait pour les Polonais en Russie ; la Russie d'aujourd'hui apparaît comme une colossale prison, où il n'y a place ni pour l'égalité, ni pour la liberté, ni pour la fraternité, c'est ce que savent en Europe tous ceux qui ne sont ni aveugles ni achetés... A cause de cela, le néo-slavisme ne peut jouer un rôle en Autriche, si ce n'est de rafraîchir un peu la réputation d'un politicien dont la politique fait banqueroute. »

Il est assez intéressant et significatif de l'état d'esprit de certains Polonais de voir ainsi un slave et qui plus est un socialiste attaquer avec cette vivacité les idées de rapprochement slaves et les essais tentés.

Il est non moins curieux de voir que les socialistes d'Autriche de toutes nationalités sont animés d'un esprit fort réaliste, souvent fort avertis en matière de politique étrangère. Ils soutiennent toujours les intérêts des ouvriers, des consommateurs, des villes, luttent contre ceux des agrariens, montrent le contre-coup d'une erreur diplomatique sur le marché intérieur; ils ont une propension naturelle à critiquer la politique autrichienne, mais critiquent souvent avec à-propos et habileté. En cette question de l'annexion bosniaque, comme en bien d'autres, le parti socialiste d'Autriche a été le seul grand parti d'opposition; mais son opposition n'a été ni violente, ni désordonnée; elle n'a manqué ni de savoir, ni de savoir-faire. Cet exemple montre assez bien, croyons-nous, l'état d'esprit des socialistes autrichiens en matière de politique étrangère.

Quant à leur influence, elle ne s'exerce qu'indirectement par leurs critiques et leur propagande; mais encore cette propagande n'est elle pas d'esprit antimilitariste et ne cherchent-ils pas à répandre dans l'armée, parmi les soldats, de telles idées; il existe bien certaine propagande sourde dans quelques régiments, certains groupes locaux, qui sont animés de cet esprit; mais il ne semble pas, autant qu'on peut le savoir, que ceux-ci aient encore grande influence.

* * *

En Hongrie, les socialistes n'ont pas encore eu le temps de s'occuper de politique étrangère; ils se sont contentés de protester contre toute guerre, contre

l'annexion de la Bosnie, propre à faire courir à la monarchie, disaient-ils, un danger de guerre, contre toute augmentation de dépenses et de contingents militaires. Il n'y a rien là qui soit spécial aux socialistes hongrois ; des groupes radicaux détachés du parti de l'indépendance professent des idées semblables.

Toutefois, il existe une petite fraction de socialistes révolutionnaires et syndicalistes et d'anarchistes, amis du comte Ervin Batthyany, qui ne reculent pas devant la propagande antimilitariste. Ils ont lancé un manifeste aux soldats, à propos de la question de Bosnie, et leur conseillent de ne pas obéir à leurs chefs si l'on déclare la guerre. Cet état d'esprit ne doit pas étonner, quand on se rappelle que des sentiments révolutionnaires sommeillent dans une partie du prolétariat hongrois et que l'armée et la politique étrangère commune aux deux États de la monarchie rencontrent de vives hostilités en Transleithanie. Mais les groupes propageant des idées antimilitaristes sont encore de très peu d'importance et constituent, par rapport au parti social-démocrate de Hongrie, des groupements hétérodoxes.

IV

ITALIE[1]

La faiblesse numérique des députés socialistes à Montecitorio les a empêchés d'exercer une grande

1. Communication de M. Gilbert Gidel.

influence sur la politique extérieure de l'Italie. Leur action s'est affirmée bien plus par des manifestations bruyantes que par une impulsion imprimée à la politique italienne. Naturellement ces manifestations envers tel ou tel pays ont été inspirées par des considérations sentimentales tirées de la forme du gouvernement de ce pays. Tandis que l'extrême-gauche accueillait favorablement la visite du Président Loubet à Rome tant en raison de la forme républicaine de notre gouvernement que parce que cet événement pouvait être facilement exploité au profit de l'anticléricalisme, elle menait grand bruit autour du voyage projeté du tsar à Rome.

En ce qui concerne les dépenses « impériales », l'attitude des socialistes a été telle qu'on la pouvait attendre : opposition à toute politique d'expansion coloniale, résistance au vote des crédits militaires.

Il semble néanmoins qu'aussi bien en ce qui concerne ces dépenses qu'en ce qui concerne les questions proprement dites de politique étrangère, le parti socialiste revienne à un plus juste sentiment des réalités. D'une part, le 13 mars 1908, le député Sacchi a déclaré à la Chambre au nom de l'extrême-gauche tout entière, que désormais le parti démocratique comprenait la nécessité de la politique militaire et qu'il ne s'opposerait plus *a priori* aux crédits du budget de la guerre.

D'autre part, l'évolution des idées du parti socialiste en matière de politique extérieure s'est manifestée dans l'attitude de ce parti à deux dates différentes à l'égard de la visite du tsar à Rome. On se rappelle

qu'en 1906 lorsqu'il fut question du voyage de l'empereur de Russie en Italie, M. Morgari, suivi par la presque totalité du parti socialiste, s'était livré à une campagne tellement violente contre ce projet que les chancelleries jugèrent prudent de l'abandonner.

Or, en juillet dernier, il a été de nouveau question de cette visite possible du tsar. Dans un article extrêmement modéré publié par le *Messaggero,* M. Bissolati, laissant là toute considération sentimentale, affirmait la nécessité historique et économique d'un rapprochement entre la Russie et l'Italie.

Et voici les déductions qu'il tirait de cette idée : l'entente entre la Russie et l'Italie repose sur des raisons trop solides pour qu'il soit besoin d'un échange de visite entre souverains : par suite, si la venue du tsar en Italie peut présenter quelques difficultés, mieux vaut s'en dispenser, conclut le leader socialiste ; les deux peuples n'en seront pas moins d'accord et on évitera peut-être quelques incidents fâcheux.

On peut mesurer par là quelle évolution s'est produite dans les conceptions en matière de politique extérieure du parti socialiste italien. Cette évolution concorde à n'en pas douter avec celle qui s'est produite en toute autre matière et qui a consisté dans la scission, après élimination de toutes les positions intermédiaires, entre syndicalistes et réformistes. C'est sur elle que, dans le cours de ces lignes, nous nous sommes efforcé d'attirer l'attention.

V

ESPAGNE[1]

Comme on a pu s'en rendre compte par notre étude sur le mouvement socialiste dans la Péninsule, le parti ouvrier espagnol est une des branches les moins importantes du socialisme international. Non seulement il se trouve dépassé, à cet égard, par les partis analogues des autres grandes nations, mais encore par ceux d'États secondaires, comme la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Suisse, etc. Nous en avons donné les raisons : le faible développement économique du royaume sud-pyrénéen, l'ignorance du prolétariat, l'absence d'intellectuels à la tête du parti, sans parler des circonstances politiques défavorables qui, depuis la naissance du parti, ont jusqu'ici entravé son développement.

Pourtant, en dépit du petit nombre de ses adeptes, le parti socialiste espagnol ne s'est pas fait faute d'envoyer une représentation — bien que modeste — aux différents Congrès internationaux. Dans la mesure de ses ressources, il a prêté secours aux socialistes russes. Enfin, l'année dernière — nous l'avons vu — les socialistes du royaume voisin ont concerté avec leurs coreligionnaires français une campagne contre l'expédition marocaine. Plusieurs meetings, dans ce but, ont été organisés dans différentes villes de la

1. Communication de M. Angel Marvaud.

Péninsule, particulièrement à Madrid, et le chef du parti, Pablo Iglesia, a été délégué en personne à Paris : bien inutilement, il est vrai, puisque, à peine débarqué, le gouvernement de la République l'a invité à regagner la frontière.

En dehors de ces faits isolés, on ne saurait parler d'une action quelconque, directe ou indirecte, du socialisme espagnol sur la politique extérieure du gouvernement de Madrid. Si, au point de vue purement doctrinal, ses sympathies vont exclusivement aux purs « marxistes », cela ne signifie nullement qu'il préconise pour son pays un rapprochement avec l'Allemagne.

Il est essentiellement pacifique, mais on ne peut dire qu'il soit antimilitariste, puisque, au Congrès de Stuttgard, — comme aux autres Congrès, — il s'est rangé du côté de la majorité, contre les syndicalistes et les hervéistes. De plus, bien que son rêve soit en Espagne l'établissement de milices, il considère l'établissement du service militaire universel et obligatoire, dans les circonstances actuelles, comme une réforme éminemment démocratique et conforme à l'esprit général du parti.

On comprendra, d'ailleurs, sans peine, que la question militariste ne se pose pas, en Espagne, dans les mêmes conditions que dans les pays qui vivent sur un pied de guerre continuel. Très sagement, semble-t-il, les chefs du mouvement ouvrier, dans la Péninsule, ont appliqué tous leurs efforts à l'organisation du prolétariat, en vue d'obtenir pour lui des réformes pratiques. S'il leur est arrivé — tant au point de vue

international que purement intérieur — de protester contre la conduite du gouvernement de Madrid, c'est que les questions, pour lesquelles ils entraient en lice, leur paraissaient intéresser directement le sort du prolétariat espagnol.

VI

RUSSIE [1]

Il est difficile, en ce qui concerne la Russie, de discerner l'influence éventuelle des partis socialistes sur le développement de la politique extérieure. Qui dit influence dit autorité, et jusqu'à présent les socialistes russes n'ont pas acquis dans la vie publique une importance suffisante pour pouvoir contrebalancer ou entraver la diplomatie du gouvernement. S'ils sont entrés à la Douma, leur nombre n'est pas considérable et il ne s'est manifesté parmi eux aucun homme d'État. Ils sont trop faibles pour que le ministère ait à tenir compte de leurs préférences ou antipathies. D'ailleurs, quelles sont-elles ? Bien osé qui répondrait à la question. Il semble que notre république démocratique doive être leur modèle de prédilection, par suite l'objet de leur indulgence sinon de leurs faveurs. Et pourtant les temps ne sont pas éloignés où les socialistes russes flétrissaient avec horreur l'appui donné par notre épargne au gouvernement du tsar. Ils n'auraient pas

1. Communication de M. da Motta de San Miguel.

été plus violents envers le pire autocrate. C'est que l'article fondamental de leur *credo* politique est la lutte à tout prix et par tous les moyens contre le gouvernement établi. L'hostilité contre ce gouvernement, telle est la mesure et la condition de leurs sympathies internationales.

Si l'influence directe du socialisme sur la politique extérieure de la Russie est négligeable, il n'en est pas de même de celle qu'il a pu exercer indirectement en agissant sur les fondements essentiels de toute politique extérieure, à savoir sur les forces nationales du pays. Il serait abusif de croire qu'il existe en Russie une agitation antimilitariste analogue à celle qui sévit depuis quelque temps en France. Si des brochures ont été répandues parmi les troupes et si des agents provocateurs ont prêché l'insubordination, ce ne fut pas tant par haine ou mépris de la « servitude » militaire que dans l'espoir d'enlever au gouvernement une arme toute puissante. Le succès fut du reste médiocre, en dépit des apparences contraires. L'armée est trop considérable, trop éparpillée sur le territoire de l'Empire pour pouvoir être l'objet d'une propagande heureuse. La marine a été plus éprouvée, étant plus concentrée, très réduite et fort mal administrée. Les révoltes des équipages ont été fréquentes et la fameuse odyssée du *Potiomkine* est encore présente à tous les esprits. Quel a été le résultat de tant d'activité déployée pour affaiblir la défense nationale ? Pendant quelque temps la situation aurait pu être critique si les événements extérieurs avaient nécessité la mobilisation. Depuis lors tout est rentré dans l'ordre et la Russie poursuit

dans un calme relatif son œuvre de rénovation. La propagande socialiste n'a eu d'autre effet que d'ouvrir les yeux sur les imperfections et les points faibles de l'administration militaire. En voulant être destructrice et nuisible elle aura été en quelque sorte salutaire.

VII

ÉTATS-UNIS[1]

Les États-Unis sont, à coup sûr, de tous les pays industriels, celui où le socialisme a le moins d'influence sur la politique extérieure.

Étant surtout professionnel, ne jouant dans les élections qu'un rôle secondaire et indirect, le parti ouvrier n'est point à même de faire prévaloir un programme, dont il serait, au surplus, malaisé de préciser les termes. Les travailleurs américains ramènent les problèmes extérieurs à la mesure de leurs intérêts de métier. Quand ces intérêts ne sont pas en cause, ils se rallient le plus souvent aux idées des démocrates. Mais ces idées elles-mêmes sont indécises et flottantes. Questionnez les députés démocrates. Ils vous répondent : « Nous sommes résolument hostiles à la politique mondiale. » Ce qui n'empêche que, dans le détail, ils approuvent la politique d'intervention des républicains, à Cuba et même ailleurs. Les ouvriers acceptent cette théorie bâtarde sans l'examiner. Dans

1. Communication de M. André Tardieu.

l'ordre international, toute vue générale leur fait défaut.

Si au contraire leurs revendications professionnelles touchent par quelque point aux questions extérieures, ils ne s'inspirent plus que de ces revendications, quelles que puissent être les conséquences. Les syndicats de Californie auraient provoqué une guerre avec le Japon plutôt que de tolérer plus longtemps l'immigration des coolies japonais. Contre des concurrents, qui, se contentant de salaires deux fois moindre, faisaient baisser la Standard of life ils étaient prêts à tout. Et quand San Francisco, au printemps de 1908, fit à l'escadre de l'amiral Evans, incarnation de la résistance possible, une triomphale ovation, les ouvriers, syndiqués ou non, socialistes ou non, étaient au premier rang des manifestants. C'était, suivant l'expression d'un des députés de la Californie, M. Julien Kahn, le « soulèvement des boutiquiers et des classes laborieuses ».

Le socialisme américain ignore d'autre part l'antimilitarisme, — qui est, en son genre, une opinion sur la politique étrangère. L'armée, telle qu'elle est, n'impose aucune charge au peuple. Et son intervention dans les grèves ne suffit pas à la rendre impopulaire. Aussi bien, le mouvement syndical, qui est le cadre du prolétariat aux États-Unis, même depuis qu'il est en coquetterie avec le socialisme proprement dit, n'a rien de commun avec le vieil esprit insurrectionnel qui sommeille sous le marxisme européen. De longtemps encore les États-Unis ne connaîtront pas les dangers extérieurs dont un parti socialiste parlementairement puissant peut être l'origine pour les pays de l'ancien

monde. Le microbe antinational ne les a pas encore atteints. Même dans les querelles économiques, un américain reste américain. Et le drapeau étoilé brille pour tous.

2° LE SOCIALISME ET L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Par Pierre QUENTIN BAUCHART
Docteur ès lettres.

Le socialisme, ce mot vague mais immense, dans lequel se résument tous les espoirs, tous les efforts vers une transformation de la société au profit de la classe ouvrière, le socialisme, après avoir agité la fin du XIXe siècle, a pris aujourd'hui, dans les faits comme dans les préoccupations des sociologues, une importance qui justifie amplement la série des études précédentes. Celles-ci déterminent son importance actuelle et décrivent ses présents moyens d'action dans les principaux États du monde ; nous voudrions maintenant, comme conclusion, l'embrasser tout entier d'un coup d'œil général, en laissant de côté les différences nombreuses et souvent profondes qui se révèlent d'un pays à l'autre, et essayer de dégager quelques idées générales sur l'évolution économique de notre époque, sous l'influence de ce facteur puissant, irrésistible peut-être que l'on vient de voir à l'œuvre dans la pratique.

Cette évolution affecte essentiellement le caractère d'une reconstruction ; son point de départ remonte à la destruction de l'édifice économique d'autrefois,

personnifié par le régime des corporations qu'avait condamné l'opinion, à la fin du XVIIIe siècle, pour son caractère exclusif et oppressif. A l'ancienne société organisée succéda alors, au point de vue économique, une société inorganique, une société à proprement parler anarchique, en ce sens que les individus n'y virent leur activité limitée par aucune intervention législative, que leurs rapports n'y furent réglés que par la force, qu'ils s'y trouvèrent par conséquent en un perpétuel état de guerre, dont le mot concurrence n'est que le synonyme.

Cette anarchie économique d'ailleurs ne fut pas seulement un fait, conséquence de la disparition d'un organisme social : elle fut érigée en théorie et défendue, pendant la majeure partie du XIXe siècle, par une École célèbre, si universellement dominante qu'on l'appela l'École orthodoxe, celle du *laissez faire, laissez passer*. Cette École opposait, à la conception d'une réglementation de la vie économique, l'affirmation que la liberté absolue est le meilleur régime et que toute restriction à cette liberté ne peut aboutir qu'à fausser le jeu de lois naturelles inéluctables et à compromettre les résultats de la concurrence, dont les effets bienfaisants procurent à l'humanité le maximum de bonheur, ou plutôt le minimum de peine possible.

Ce régime inorganique parut même tellement l'idéal que le législateur parfois ne se contenta pas de le respecter, mais voulut encore le protéger contre des tentatives d'organisation venues d'autres que de lui. C'est ainsi notamment que la loi française de 1791 interdit

toute association d'hommes appartenant à la même profession, tout concert d'ouvriers ou de patrons en vue de réglementer les conditions de leur travail, toute coalition se donnant pour but la défense d'intérêts économiques communs. L'idéal est donc, sous l'autorité suprême d'un État qui n'intervient que pour assurer l'observation de la loi morale, une poussière d'individus, de molécules auxquelles il est interdit de s'agglomérer.

C'est contre cette conception qu'a réagi le socialisme. Son but est essentiellement de reconstruire une organisation sociale dont le régime légal se substitue à l'état de concurrence, c'est-à-dire de guerre, où des règles équitables se substituent à la loi du plus fort. Ce but, il l'a poursuivi sur trois terrains différents : dans le domaine de la théorie, en opposant doctrine à doctrine ; dans le domaine législatif, et, par suite politique, en réclamant des lois régissant la société économique ; enfin, dans le domaine des initiatives non plus gouvernementales mais privées, par la création d'associations professionnelles. Si nous laissons de côté la doctrine pure, qui sort de notre étude réaliste, nous retrouvons donc dans l'action socialiste la grande division signalée dans la plupart des études précédentes : action politique et législative d'une part, action syndicale de l'autre.

Mais, avant d'en aborder l'étude, il est nécessaire de faire cette remarque essentielle, que le mouvement socialiste, c'est-à-dire l'effort vers une réorganisation économique, ne fut point l'œuvre des chefs d'entreprise, des patrons, désireux de faire cesser entre eux

la concurrence par une réglementation de leur profession, comme cela se produisit au moyen age : ceux qui, après s'être plaints de la tyrannie corporative, s'insurgèrent contre le régime anarchique qui lui succéda, ce furent les ouvriers, parce que ce furent eux surtout qui en souffrirent ; ils se rendirent vite compte, crises industrielles aidant, qu'ils avaient beaucoup moins acquis des libertés que perdu des garanties. L'ancienne organisation du travail les emprisonnait, mais les protégeait : sortis de la prison, ils se trouvèrent sans abri et leur condition leur parut empirée.

Isolés au milieu d'une société inorganisée, ils subirent, dans toute sa dureté, la loi de la lutte pour la vie. Sans renouveler ici la controverse sur la fameuse *loi d'airain*, nous pouvons faire une constatation certaine : c'est qu'au XIXe siècle, le paupérisme a existé, c'est que la classe ouvrière y a connu d'affreuses misères, du fait surtout du chômage. Il est évident également que ce chômage, le grand mal redouté du travailleur, avait sa source dans le régime de la concurrence, tandis que cette même concurrence se montrait aussi l'obstacle au relèvement des salaires. C'est donc de l'ouvrier que devaient venir le désir d'abord, l'effort ensuite, pour transformer un régime anarchique dont il souffrait en un régime d'organisation économique qui ferait disparaître, ou du moins limiterait la concurrence avec ses conséquences. Le mouvement socialiste sera donc essentiellement ouvrier, et nous voyons en même temps les points principaux sur lesquels portera cet effort : limitation de la concurrence, hausse des salaires.

Les deux moyens par lesquels le socialisme agira seront, nous l'avons dit, l'action législative d'une part, et, de l'autre, celle des associations professionnelles ; notons d'ailleurs que ces deux éléments se trouvent étroitement liés et réagissent nécessairement l'un sur l'autre : d'un côté en effet la loi a dû intervenir pour autoriser, puis pour réglementer ou favoriser les syndicats, et, de l'autre, les syndicats, à mesure qu'ils deviennent plus puissants, acquièrent une influence plus considérable sur la politique, par conséquent sur la législation, et ainsi de suite en une sorte de cercle que d'aucuns trouveront vicieux, mais que d'autres, par contre, jugeront salutaire.

L'action législative est la première en date. Elle se montre fort timide d'abord, car ses premiers auteurs, tout en reconnaissant peu à peu sa nécessité, redoutent toujours de porter atteinte au principe sacré du *laisser faire* auquel ils demeurent fermement attachés. Ils s'efforcent de conserver à leur œuvre un caractère de mesures particulières. Ils ne légifèrent qu'en faveur de certains travailleurs, des enfants d'abord, dont la faiblesse a besoin d'être protégée et n'est point capable de se protéger elle-même. Afin d'empêcher une exploitation qui engendrerait d'irrémédiables misères physiques et morales, le législateur se voit entraîné à fixer un âge minimum pour leur entrée à l'usine, à leur interdire certains travaux, à limiter le nombre des heures de travail qu'on pourra exiger d'eux. Puis, à côté de l'enfant, on rencontre une autre faiblesse, sur laquelle il convient de veiller : c'est la femme, et pour elle on édictera des interdictions et

des limitations analogues. Mais la femme, somme toute, sait ce qu'elle fait : c'est une pure fiction que de la considérer comme une mineure. Si on la protège contre elle-même, ne faudra-t-il pas protéger aussi bien l'homme, l'ouvrier que la faim, la misère, l'ignorance pousseront à s'épuiser au mépris de l'humanité, au détriment de la race ? Par une pente d'abord insensible, puis de plus en plus rapide, la réglementation du travail, d'abord mesure exceptionnelle en faveur de certaines catégories d'ouvriers, deviendra une loi générale s'appliquant à tous, c'est-à-dire un commencement d'organisation législative du travail.

Et ce que nous venons de dire pour certaines catégories d'ouvriers, nous pouvons le répéter pour certaines catégories d'industries. Celles où le labeur paraît particulièrement dangereux, insalubre, épuisant, se verront les premières prescrire des lois concernant l'hygiène ou les conditions du travail, se verront soumettre à une véritable réglementation qui, d'ailleurs, deviendra peu à peu de plus en plus minutieuse et envahissante. Puis, à ces industries, dont le caractère spécial avait d'abord attiré violemment l'attention, se trouveront, par la force des choses, assimilées d'autres entreprises qui présenteront des points communs, des inconvénients pareils, quoique moins criants ; et insensiblement, de proche en proche, d'industrie en industrie, la réglementation gagnera jusqu'à l'envahissement de tout le domaine économique.

Or, en devenant universelles, ces limitations à la liberté de l'entrepreneur ou à la liberté de l'ouvrier voient changer leur caractère. Purement humanitaires

ou conservatrices à l'origine, elles affectent maintenant un caractère socialiste ; elles n'ont plus pour but de protéger des individus, mais d'atteindre la concurrence : ce sont des instruments de l'organisation du travail.

Parallèlement, et en collaboration avec l'œuvre législative, les syndicats progressent. Quel but visent-ils ? Il est évident que l'ouvrier, étant homme, désire obtenir le plus possible grâce au moindre effort possible, c'est-à-dire recevoir un salaire élevé pour un travail peu considérable. Cependant la question ne se pose pas de façon aussi simpliste : à y regarder de près, l'effort syndical a pour objectif véritable et dernier d'atteindre le chômage et avec lui la concurrence entre ouvriers : c'est un point qu'il faut bien comprendre si l'on veut saisir le caractère et le sens de l'évolution corporative.

Le chômage en effet, évidemment désastreux pour ceux qu'il force à l'inaction, atteint indirectement, mais de manière presque aussi grave, ceux qui continuent à travailler, car il leur enlève vis-à-vis du patron leur principale force, c'est-à-dire le besoin que celui-ci éprouve d'eux : plus, dans une profession, les chômeurs seront nombreux, et plus le patron pourra imposer des conditions défavorables, mieux il pourra résister aux revendications, car il sera toujours sûr de trouver une main-d'œuvre abondante, trop heureuse d'être employée.

La diminution des heures de travail est un moyen puissant pour enrayer cette concurrence désastreuse entre ouvriers : le patron, dont les ouvriers travaillent huit heures au lieu de douze, se trouvera obligé, s'il

veut obtenir la même production, d'embaucher un tiers d'ouvriers en plus [1], ce qui diminuera d'autant le nombre des chômeurs, cette *armée de réserve* misérable, qui combat contre son propre intérêt et que l'idéal des ouvriers, à tout point de vue, serait de faire disparaître. D'ailleurs, tant que cette *armée de réserve* existe, le patron peut maintenir un nombre d'heures de travail élevé, et ce nombre d'heures de travail élevé empêche la disparition du chômage et de la concurrence entre ouvriers. Il existe donc là un cercle vicieux que seule la loi peut briser en imposant une limitation générale du temps de travail et en renversant ainsi la situation au profit des ouvriers. Et c'est ici que redevient importante, capitale même, l'action politique d'un parti puissant, que peuvent jouer en même temps un rôle décisif les institutions politiques et notamment le mode de suffrage électoral.

Supposons maintenant que, grâce à une intervention légale, ce qui se produit dans la plupart des pays, les ouvriers soient parvenus à retourner contre les employeurs le cercle vicieux dont nous parlions : s'ils veulent conserver leur supériorité, il faudra d'abord éviter que certains d'entre eux ne travaillent plus que les autres, fût-ce pour un salaire plus élevé, et ne permettent au patron de restreindre sa main-d'œuvre en la perfectionnant : nous n'avons point la place d'insister ici, mais il est intéressant de signaler, à ce point de vue, la défaveur, la haine même dont les

1. Il va sans dire que nous donnons cette proportion pour faciliter le raisonnement et qu'elle n'est, en pratique, nullement exacte.

syndicats poursuivent le travail à la tâche, parce qu'il stimule l'activité individuelle : l'organisation ouvrière a intérêt, non seulement à ce qu'on travaille peu de temps, mais encore à ce qu'on travaille peu.

Un exemple typique nous en est même fourni par l'Australie, où domine l'influence ouvrière : cette influence a réussi soit à faire interdire, soit à limiter à une certaine proportion le travail aux pièces dans des industries données, soit encore, par un moyen détourné, à exiger du patron, quand il paie à la pièce, un salaire minimum si considérable qu'il trouve intérêt à le supprimer et à le remplacer par le travail au temps.

Voilà donc une première conséquence logique, et vérifiée par les faits, de ce but général que poursuit le mouvement syndical.

En voici une seconde : outre cette égalité de travail, à l'intérieur d'une profession, il ne faut pas que de nouveaux venus, attirés précisément par les avantages ainsi conquis, viennent du dehors reconstituer l'*armée de réserve* des chômeurs. Les ouvriers d'une même profession, quand ils sont organisés, manifestent donc une tendance à créer à leur profit un monopole, et à écarter de leur corporation, de plus en plus fermée, les concurrents possibles.

Ces concurrents, ce seront d'abord les femmes, ce seront ensuite les étrangers. Il suffit, dans cet ordre d'idées, de rappeler les événements récents qui se sont produits sur la côte du Pacifique, et les lois tant américaines qu'australiennes qui prohibent « le débarquement des indigents et *des personnes arrivant avec*

un contrat de travail. » La loi australienne interdit même absolument celui des immigrants de couleur qui sont les principaux concurrents et les États canadien et américain sont parvenus, indirectement, à un résultat analogue. Notons enfin qu'en France même, les décrets Millerand de 1899 fixent un maximum au nombre des étrangers employés dans les travaux concédés par l'État.

Mais, au cas même où l'on parvient à écarter les femmes et les étrangers, il reste les nationaux adultes des autres professions. Contre eux, les syndicats contemporains tendent à renouveler un procédé dont usèrent les corporations de l'ancien régime, et qui consiste à fermer l'exercice de leur profession à ceux qui n'y sont pas préparés par un apprentissage ; ils repoussent ainsi d'abord tous les adultes chômeurs des autres métiers, et d'autre part, ils y trouvent le moyen de restreindre à volonté le nombre des ouvriers ainsi recrutés, soit en limitant purement et simplement la proportion des apprentis, soit indirectement, en augmentant plus ou moins la durée et la difficulté de l'apprentissage. Des stipulations de ce genre, concernant l'admission des apprentis, se retrouvent fréquemment en particulier dans les sentences arbitrales néo-zélandaises et australiennes.

Il reste cependant, pour le syndicat, une difficulté capitale : il ne peut atteindre la concurrence de façon vraiment efficace que si son œuvre n'est pas rendue vaine par des dissidents ; cette idée fut exprimée de façon lapidaire, en 1889, par la Fédération des horlogers suisses, qui groupait la plupart des patrons et

des ouvriers, dans le but de maintenir les prix et les salaires, et qui s'était vue mise en échec par quelques individualités indépendantes :

« Un syndicat, déclarait-elle, n'a de raison d'être que si les décisions qu'il prend et les mesures qu'il arrête lient tous les membres de la branche d'industrie dans laquelle ce syndicat existe. Il faut donc, ou bien que tous les intéressés fassent partie du syndicat, ou bien que le syndicat soit en état d'imposer sa loi aux dissidents. »

Cet appel à la puissance publique, c'est la ressource suprême et nécessaire de toute organisation de ce genre, désarmée en face d'intérêts particuliers ; c'est en somme le recours à la force, argument dernier et décisif auquel se laissent si facilement entraîner les majorités ; et les syndicats, en pays de suffrage universel, ne se feront pas faute de se servir des institutions politiques pour réduire les dissidents.

Des tendances en ce sens sont très nettes actuellement ; on en retrouverait des exemples dans des statuts de syndicats, dès l'époque du Second Empire en France, dans des vœux de Congrès ouvriers, dans des projets de loi, comme celui de MM. Jules Guesde, Chauvin, Jourde, Jaurès et Sembat en 1894, ou celui, qui, la même année, fut repoussé en Suisse par un *referendum*...

Notons d'ailleurs que la tendance ne semble point être vers les syndicats mixtes, groupant patrons et ouvriers comme au moyen âge, dans lesquels certains esprits ont vu une solution de la question sociale et que la législation autrichienne ou allemande rend

obligatoires pour les petites industries. L'avenir paraît appartenir aux syndicats purement ouvriers ou purement patronaux. Les syndicats ouvriers, par exemple, ne cherchent à réunir que les ouvriers seuls ; mais quant à ceux-ci, ils prétendent au monopole absolu. Ne pouvant l'obtenir de la loi, ils cherchent à en créer un de fait, en mettant les non-syndiqués dans un tel état d'infériorité qu'ils n'aient d'autre ressource que de solliciter leur admission.

C'est pour cela que, dans tous les pays, ils ont livré ces luttes parfois grandioses pour leur *reconnaissance* et que les patrons, conscients de la portée de cet acte, la leur ont disputée avec un tel acharnement. Cette *reconnaissance*, en effet, aboutit à faire discuter les conditions du travail, non plus entre l'employeur et l'employé, mais entre l'employeur et le syndicat traitant au nom de la collectivité des employés. Le syndicat est devenu l'intermédiaire obligé : le *contrat collectif* s'est substitué au contrat individuel. Il n'y a plus ici place pour la volonté des isolés, pour les non-syndiqués ; et ceux-ci, de plus, se voient mis à l'index par les syndiqués qui vont jusqu'à la grève pour obliger les patrons à les renvoyer.

Dans des pays plus *avancés* que les nôtres, comme la Nouvelle-Galles, du Sud et la Nouvelle-Zélande, cette prétention a même été reconnue par les tribunaux d'arbitrage, dont nous parlerons bientôt : ces décisions obligent par exemple le patron à n'embaucher un non-syndiqué qu'autant qu'il ne trouve pas de syndiqué capable, à s'adresser au secrétaire du syndicat, s'il a besoin d'un ouvrier ; dans certains cas même les

patrons ne peuvent jamais employer de non-syndiqués.

Le monopole des syndicats, renforcé parfois par une consécration officielle qui achève leur domination [1], s'est donc imposé dans certaines industries, et l'existence de syndicats *jaunes*, créés en opposition à la tyrannie des premiers, devenus révolutionnaires, n'est même que la consécration de ce fait : qu'un ouvrier ne peut rester isolé. Le syndicat jaune, avec un autre esprit, d'autres méthodes même que le syndicat rouge, tend également à hâter l'organisation commençante du travail dont il devient, lui aussi, un rouage quand il est assez fort pour s'assurer une indépendance. Dans certains pays au contraire, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, il est interdit de former un nouveau syndicat dans une région et dans une profession où il en existe déjà un : c'est le monopole absolu.

L'obligation syndicale est donc aujourd'hui un fait, et un fait qui tend à se généraliser. Le contrat collectif, dans la grande industrie, se substitue au contrat individuel ; et, dans ce contrat collectif même, il faut discerner deux catégories. Il y a d'abord celui qu'on pourrait appeler *particulier*, et qui lie d'une part tous les ouvriers d'une entreprise quelconque, avec d'autre part le directeur de cette entreprise ; mais ce n'est là qu'une première étape, qui mène au contrat collectif *général*, entre tous les ouvriers d'une industrie d'une

1. En France même, on peut citer comme exemples la création, en 1900, de Conseils du travail, élus par eux seuls du côté ouvrier, et une circulaire de la même époque, qui en fait les collaborateurs de l'Inspection du travail.

part, et de l'autre tous les patrons de cette même industrie.

C'est surtout ce dernier qui possède une grande valeur au point de vue de l'organisation du travail, puisqu'il permet d'obliger tous les ouvriers d'une même profession à travailler aux mêmes conditions et tous les patrons à accorder ces conditions. C'est le but que poursuivent les grèves générales de tout un corps de métier, qui deviennent de plus en plus fréquentes ; c'est un rouage qui est en train de se multiplier, et auquel un projet de loi récent de M. Doumergue accorderait même une consécration officielle.

Nous nous acheminons donc ainsi vers la fixation uniforme des conditions de travail dans une industrie donnée et dans une région donnée à une époque donnée. Cette détermination d'un salaire *normal* et d'un nombre *normal* d'heures de travail est d'ailleurs formellement reconnue dans les décrets Millerand de 1899, qui prescrivent (ou permettent et provoquent, selon les cas) de les exiger des entrepreneurs traitant avec l'État ou d'autres personnes publiques.

Mais une dernière étape reste à parcourir pour faire disparaître les derniers vestiges de la concurrence et achever l'évolution sociale en réaction contre le régime libéral du XIX[e] siècle : c'est de fixer ces conditions uniformes du travail dont nous parlions, non plus par voie de discussion libre entre les deux parties, mais par voie d'autorité : cette étape a été franchie par une loi néo-zélandaise de 1894 sur l'arbitrage obligatoire, dont s'inspirent, en même temps que des lois austra-

liennes récentes, une loi genevoise et un projet déposé par M. Millerand le 14 novembre 1899.

Ce système consiste, en cas de conflit entre employeur et employés, ceux-ci représentés par leur syndicat[1], à supprimer la grève ou le lock-oût et à les remplacer par un véritable procès porté, sur la demande d'une des parties[2], devant un tribunal de trois membres, dont l'un est nommé par les patrons, le second par les ouvriers, et le dernier pris parmi les magistrats de la Cour suprême. Le pouvoir de ces trois juges est discrétionnaire et ses décisions possèdent force de loi. Lorsqu'il est saisi, il est également interdit de faire grève ou de fermer l'atelier.

Il est à peine besoin de constater que ce système, vers lequel nous nous acheminons, aboutit en fait à une véritable réglementation du travail. Nous voyons des jugements fixer par exemple le nombre des heures de travail, avec les heures des repos et les pauses pour fumer, ou encore le salaire minimum pour chaque catégorie d'ouvriers, ou le nombre des apprentis. Et ils les fixent pratiquement pour toute une profession, car la Cour d'arbitrage a le pouvoir d'étendre à sa volonté la portée de ses décisions à toute une région, voire même au pays tout entier. D'ailleurs, selon la loi néo-zélandaise, le syndicat, dans une profession, peut imposer l'arbitrage aux chefs d'entre-

1. La loi ne s'applique, en effet, qu'aux industries où existe un syndicat, lequel n'est pas obligatoire. Mais sept ouvriers ou deux patrons suffisent à constituer un syndicat capable d'être *enregistré*.

2. Dans la loi fédérale australienne de 1904, la Cour peut intervenir d'elle-même, sans être saisie.

prise même n'employant pas d'ouvriers syndiqués, et cette loi n'admet, en outre, qu'un seul syndicat par profession dans chaque région. Voici donc la concurrence supprimée entre ouvriers, puisque les conditions du travail sont fixées législativement ou juridiquement, et ne dépendent plus du jeu de l'offre et de la demande.

Mais ce système entraîne encore une conséquence considérable, qui est la fixation arbitraire des bénéfices mêmes du patron par le tribunal. En effet, armé nécessairement et en fait de pouvoirs discrétionnaires, pouvant examiner toutes les opérations et tous les comptes, chargé de trancher le litige en équité, ce dernier en viendra à édicter les conditions de travail et de salaire de telle façon que, les plus favorables possible aux ouvriers, elles laissent encore au patron la possibilité de gagner assez pour que lui aussi soit rémunéré de son travail et conserve un intérêt à continuer son industrie : autrement dit le tribunal décidera le montant du bénéfice qu'il considérera comme juste d'accorder au patron.

Cette conséquence apparait avec plus de netteté encore dans une loi de 1896, adoptée par l'État de Victoria, et dont le but est d'atteindre le travail à domicile, qui paraissait échapper à toute réglementation et favoriser un surmenage connu dans les pays anglo-saxons sous le nom de *sweating system*. Cette loi permet au gouverneur de placer toute profession, où des abus sont signalés, sous l'autorité d'un conseil mixte, composé d'ouvriers et de patrons sous la présidence d'un étranger à la profession, qui fixe le salaire

minimum tant aux pièces qu'au temps et dont les décisions ont force de loi. Autrement dit ce conseil détermine par voie d'autorité, à l'encontre du patron, le prix de revient de la marchandise, et il le calcule pratiquement, comme nous disions tout à l'heure, de façon à laisser entre celui-ci, et le prix de vente, la marge d'un bénéfice jugé équitable. Ce prix de vente se trouve ainsi lui-même indirectement déterminé, en attendant qu'il le soit directement et explicitement, comme le fit le Parlement fédéral australien pour les machines agricoles et comme ne craignit pas de le réclamer d'une façon générale le parti ouvrier du même pays. D'ailleurs, dans ces conditions, le régime de la concurrence, qui avait précisément pour les patrons l'avantage de ne pas mettre de bornes aux bénéfices possibles, ne présente plus pour eux que des inconvénients. Et ce sera leur tour de désirer une réglementation de la concurrence entre eux-mêmes.

Cette réglementation d'ailleurs se fera fatalement, par une sorte de nivellement spontané qu'un système d'arbitrage comme celui que nous venons d'examiner produira forcément dans chaque compartiment d'entreprises présentant des conditions analogues. Cette réglementation, en outre, l'État se trouvera très naturellement conduit à l'imposer, pour consacrer une stabilité de tout le régime économique indispensable au bon fonctionnement du système et éviter les crises qui le bouleverseraient.

On voit donc que la limitation de la concurrence entre ouvriers entraîne nécessairement la limitation

de la concurrence entre patrons, c'est-à-dire, comme but final et nécessaire, l'institution d'un régime économique où tout sera réglementé, où rien ne sera laissé à l'initiative individuelle, régime dont l'État, converti aux idées socialistes, sinon communistes, deviendra le grand moteur, dont les syndicats deviendront les rouages nécessaires et formidables.

*
* *

Des régimes de ce genre, il en exista déjà, et les rapprochements se font d'eux-mêmes quand on compare les caractères de certaines évolutions contemporaines ou de certains organes en voie de création avec ceux d'institutions économiques appartenant au passé. La vision de la corporation de l'Ancien régime s'impose à ceux qu'inquiètent le développement des syndicats et leurs tendances au monopole ainsi qu'à l'exclusivisme. Il est impossible de ne pas trouver une analogie très grande ; cependant, il faut se garder soigneusement de dépasser la mesure, et c'est pourquoi il importe, avant de rapprocher les deux époques, de marquer nettement les différences capitales qui les séparent.

Tout d'abord, le système corporatif d'autrefois avait été créé peu à peu par les patrons et à leur avantage. C'est entre eux et à leur profit qu'ils réglementèrent la concurrence. Ce furent eux qui s'entendirent pour empêcher la hausse de la main-d'œuvre, laquelle faisait prime, et non les ouvriers pour empêcher la baisse des salaires. L'État n'intervint que plus tard

pour soutenir vigoureusement cette domination patronale, et pour interdire notamment, avec les *cabales*, qui correspondraient aux grèves, les *conférences*, les associations entre travailleurs qui correspondraient aux syndicats ouvriers. On voit donc l'erreur que l'on commettrait en comparant, comme deux termes équivalents, la corporation et le syndicat : la corporation, ce serait plutôt le syndicat patronal devenu assez puissant pour détruire le syndicat ouvrier, supprimer le droit de grève et légiférer dans son seul intérêt. Or, aujourd'hui précisément, les lois obtenues par l'effort syndical le sont dans l'intérêt des ouvriers.

Mais elles tendent pourtant finalement au même but, car l'initiative ouvrière a contraint l'élément patronal à s'organiser, à créer des institutions capables de tenir la place des anciennes corporations. La force impulsive est différente, mais le résultat est pareil ; seulement on y parviendra par un détour : c'est en supprimant la concurrence entre ouvriers qu'on en viendra à la supprimer entre patrons ; alors seulement l'exemple d'autrefois pourra être invoqué, mais il pourra l'être avec toute sa force.

Une autre différence pourtant devra être maintenue : celle qui résulte des conditions économiques, c'est-à-dire de la substitution de la grande industrie à la petite industrie familiale, en même temps que des facilités de communications. L'antagonisme des classes a toujours existé ; mais, outre que les conditions anciennes de la vie l'empêchaient d'être aussi heurté, cette lutte de classe consistait, dans chaque industrie et dans chaque localité, en une série de petits combats

pour lesquels d'ailleurs les armées patronales se trouvaient seules organisées.

Aujourd'hui, avec l'emploi croissant du contrat collectif, on arrive à pouvoir représenter schématiquement, dans chaque industrie, deux grandes armées en présence, groupant, dans une région, l'ensemble des forces antagonistes pareillement organisées. Au-dessus d'elles, un pouvoir souverain, qui n'existait point autrefois dans ces conditions d'omnipotence et avec cet esprit d'intervention, l'État, résout cet antagonisme en édictant des lois ou en imposant un arbitrage qu'il rend obligatoire et auquel il apporte l'appui de son autorité suprême.

Il serait donc totalement inexact de prétendre que la société actuellement en formation se modèlera servilement sur la société constituée autrefois par les corporations. Mais, ces différences une fois signalées, il n'est point téméraire de chercher dans cette dernière des leçons et des indications : les mêmes causes générales, en somme, n'en produiront pas moins les mêmes effets généraux et il est intéressant de signaler, à l'origine de l'évolution contemporaine, les caractères qu'elle présente en commun avec un régime dont la destruction a paru un bienfait incontestable de la Révolution française.

Les corporations d'abord, suivant un mot de M. Frédéric Passy, étaient exclusives et oppressives. Aussi exclusifs et aussi oppressifs paraissent devoir être les syndicats à leur plein développement, les syndicats ouvriers surtout. Nous avons constaté, en effet, d'une part, leur tendance à monopoliser la main-d'œuvre, à absorber tous ceux qui exercent la même profession.

à créer une corporation jouissant du privilège d'exercer seule un certain métier; et, d'autre part, la manière dont ils cherchent, pour des raisons et par des moyens que nous avons exposés, à restreindre le nombre des membres qui la composent de façon à restreindre par là-même la concurrence entre eux. Cette corporation nouvelle vise donc très nettement à se fermer comme l'ancienne.

Un des résultats inévitables de ce monopole corporatif ou syndical est la spécialisation de l'ouvrier dans une profession, la difficulté qu'il trouve à en sortir et son véritable emprisonnement. Ce métier, auquel il sera sans doute parvenu par un apprentissage plus ou moins long, il s'y trouvera en outre attaché par des intérêts qu'il faudra abandonner ou liquider d'une façon certainement onéreuse : par exemple ses droits à une caisse de retraites. Sorti coûteusement d'une profession, c'est-à-dire d'un syndicat, que deviendra-t-il? Il cherchera à rentrer dans une autre profession, c'est-à-dire dans un autre syndicat. Mais le pourra-t-il? Ne se heurtera-t-il pas aux barrières infranchissables des autres métiers, protégés par la limitation du nombre des travailleurs ou la nécessité d'un long apprentissage réservé aux enfants? Ne sera-ce point pour lui le chômage? Dans cette extrémité, s'il appartenait à une organisation professionnelle, il serait secouru plus ou moins; isolé, il sera broyé, grain de sable invisible et impuissant, entre ces colossales organisations auxquelles il aura eu l'imprudence de vouloir échapper.

Il se résignera donc à rester attaché là où il s'est trouvé d'abord et où sans doute il essaiera d'attacher

ses enfants. Car l'apprentissage, plus ou moins long, plus ou moins difficile, limité peut-être quant au nombre des jeunes gens admis à le recevoir, ne va-t-il pas se trouver plus ou moins complètement réservé aux fils de ceux qui pratiqueront le métier? Et voilà cette organisation syndicale qui évolue vers l'hérédité. Mais qu'est-elle alors devenue, cette liberté que l'on croyait avoir définitivement conquise sur les ruines du Moyen Age?

A cette première et capitale conséquence d'une organisation économique, il convient d'ajouter encore certains traits considérés comme les caractéristiques de l'époque corporative, et que semble devoir reproduire notre évolution actuelle. D'abord une tendance très marquée à une spécialisation de plus en plus grande des professions, à un émiettement de plus en plus marqué des grands syndicats englobant toute une industrie en syndicats restreints à une branche de cette industrie. Les lithographes, les ouvriers en voitures, ceux du bois sculpté, les tisseurs, les ouvriers de la porcelaine, et d'autres fourniraient des exemples typiques et nombreux de ces organisations très spécialisées et très jalouses de leur indépendance.

Cette spécialisation est d'ailleurs logique, puisque c'est la concurrence entre eux que les ouvriers veulent atteindre, et que, plus le cercle sera restreint, plus il sera facile de la détruire. Mais cette spécialisation, étant donnée la difficulté de déterminer rigoureusement les limites des métiers, donne lieu à d'interminables contestations, qui furent une des plaies de l'ancien régime et dont M. Levasseur, en particulier, nous a laissé un tableau instructif. Les mêmes causes pro-

duisant les mêmes effets, on vit ce genre de procès refleurir en Autriche après la réorganisation des corporations de la petite industrie : entre 1886 et 1890, par exemple, on ne compta pas moins en cette matière de 820 avis administratifs.

Un autre caractère de l'ancien régime économique, c'était l'intervention, dans les procédés de fabrication, de règles étroites, et, dans leur dernier état, profondément vexatoires. Il est d'ailleurs bien difficile d'y échapper dans une organisation où le prix d'un travail est fixé législativement : du moment qu'un patron se voit obligé de le payer un certain taux, il faut que la qualité de cet ouvrage réponde à sa rémunération ; sous le régime de la liberté, la sanction est le refus ou la diminution du salaire en cas de malfaçon ; du jour où l'État fixera un prix minimum, il sera obligé d'intervenir encore pour assurer la bonne exécution, à moins que les syndicats ne s'en chargent eux-mêmes. Or toute mesure dans cette voie en entraîne nécessairement d'autres à l'infini, et la pente est rapide jusqu'au chaos de règlements et de prohibitions qui garrottaient la vie économique d'autrefois.

A vrai dire, cette conséquence de la suppression de la concurrence ne se révèle point encore par l'apparition de faits bien précis ; nous approchons d'ailleurs seulement de l'étape précédente : celle de la fixation du taux des salaires. On peut cependant signaler déjà, dans cet ordre d'idées, le *label*, ou marque syndicale, mesure de contrôle encore peu employée en France, mais dont l'usage est très développé en Amérique et en Angleterre.

Enfin, le trait le plus important et le plus caractéristique du système d'organisation économique, c'est, avec la disparition de la liberté individuelle, la prime que ce système donne à la routine et les obstacles qu'il suscite au progrès.

De nos jours notamment, ce résultat se fait sentir dans la question des machines. Les inventions et le progrès, ayant pour premier résultat de diminuer la main d'œuvre et par conséquent de retirer du travail aux ouvriers, ont toujours rencontré chez ceux-ci une animosité et des résistances parfois violentes. Que sera-ce dans une société où le but est la stabilité et la disparition du chômage ?

Certes, théoriquement, les doctrinaires du socialisme ne font plus la guerre aux machines ; au contraire ils professent le culte de la science et échafaudent sur ses progrès les plus belles espérances. La machine, utile désormais à l'ouvrier et non plus au patron, n'aura plus pour effet d'augmenter le nombre des chômeurs, mais de diminuer les heures de travail au profit de tous.

Telle est la théorie, et elle est exacte. Mais son application provoquera nécessairement des crises, devant l'imminence desquelles seront bien tentés de reculer les ouvriers, même s'ils ont en perspective un mieux définitif plus ou moins lointain. Ils garderont toujours une certaine défiance qui ne favorisera pas le progrès. D'ailleurs, ce progrès, quel intérêt trouveraient les patrons à le réaliser, puisque, somme toute, comme nous le voyions plus haut, il ne leur profiterait pas ? Tout changement, dans une telle société, devient

une perturbation, et cette perturbation, tout le monde la craint.

D'ailleurs les faits sont là, et il est inutile d'insister sur ce point cependant capital : tout a été dit sur la stagnation et la routine du Moyen Age corporatif ou du Bas-Empire fonctionnarisé, stagnation et routine qui sont, il faut bien le dire, le résultat naturel et inévitable d'un état de choses d'où la concurrence et l'intérêt individuel ont disparu.

* * *

Nous assistons donc actuellement à la ruine progressive de l'ancienne économie politique et au passage d'une époque anarchique mais féconde à une époque d'organisation, que tout fait prévoir une époque d'immobilité. Le grand facteur de cette transformation est l'influence croissante de la classe ouvrière de mieux en mieux organisée et possédant dans le suffrage universel l'instrument nécessaire et suffisant pour imposer ses volontés.

L'évolution ne nous conduit pas à l'âge d'or, comme le voudraient certains prophètes qui annoncent le paradis démocratique ; elle nous ramène plutôt à un régime économique fort semblable à d'autres que l'on fut autrefois heureux de détruire. En elle-même cette évolution est-elle donc un mal ou un progrès ? Qui pourra le dire avec certitude ? L'Humanité change son fardeau d'épaule, mais elle ne peut le laisser sur la route.

— « Il y a, écrivait Lamennais en 1833, un mouvement des choses qui, d'époque en époque, pousse les

peuples à des destinées nouvelles, à une nouvelle organisation sociale, et ce mouvement est irrésistible, parce qu'il est le produit d'une multitude de causes intimement liées entre elles et sur lesquelles l'homme ne peut rien. »

En face de ce mouvement pourtant, tout irrésistible qu'il soit, l'homme d'action conserve le choix entre deux rôles : le hâter ou le retenir. Ceux qui ont adopté le premier invoqueront l'utilité de faciliter, par des mesures à la fois hardies et sages, un enfantement qu'à le vouloir retarder on rendrait laborieux et qu'on risquerait de voir s'accomplir dans des convulsions sociales : parmi ces accoucheurs de l'avenir, la Nouvelle-Zélande compte des Seddon, l'Australie des Watson, la France des Millerand.

Mais ceux qui ne veulent pas que des soins maladroits amènent au jour avant terme une organisation sociale peu viable et toute viciée d'utopie, ceux qui cherchent à modérer un mouvement qui deviendrait désordonné, et, manquant son but, ne ferait qu'accumuler des ruines, ceux-là jouent aussi un rôle utile. Et le progrès social s'accomplira d'autant plus normalement que les oscillations créées par ces effets opposés se feront plus près du point d'équilibre.

Il est enfin un côté essentiel de ces modifications économiques et sociales sur lequel je voudrais, en terminant, attirer l'attention : c'est le côté international.

Aujourd'hui, et c'est un fait nouveau, l'évolution se produit au milieu d'États puissants, homogènes et dont les existences économiques sont intimement mêlées. Or n'est-il pas évident que le premier qui entrera

dans la voie des transformations sociales, qui paralysera par là-même les initiatives et augmentera les charges des producteurs, se placera vis-à-vis des autres dans des conditions d'infériorité manifeste ?

Les causes qui l'auront contraint à supprimer la concurrence à l'intérieur de ses frontières rendront impossible à l'ensemble de son industrie et de son commerce de soutenir celle qui viendra de l'étranger. C'est là un argument en faveur de ceux qui voudraient ralentir le mouvement au lieu de l'accélérer ; car, si même un jour tous les pays du monde aboutissent à une organisation économique similaire, le dernier qui aura conservé les avantages de l'initiative individuelle n'aura-t-il pas accumulé plus de richesses au détriment des autres ?

Aussi la conséquence nécessaire de l'évolution économique est-elle l'établissement d'un protectionnisme de plus en plus rigoureux, seul moyen de défense contre les avantages restés aux étrangers. Comme preuves à l'appui, on peut citer la Nouvelle-Zélande et l'Australie, pays de l'arbitrage obligatoire et des lois ouvrières les plus avancées, où les droits de douane sont très élevés et les produits très chers.

Que chaque État, comme il est probable, suive cet exemple, et ne voit-on pas les murs s'élever sur les frontières ? L'organisation du travail ruine le libre-échange international comme le libre-échange intérieur. Certes on cherchera un palliatif dans les traités économiques et sociaux, dont on ne saurait exagérer la très grande et très bienfaisante influence ; mais il est à craindre qu'ils ne puissent jamais être qu'un palliatif : car ils ne

sauraient être conclus que grâce à des concessions réciproques, et il y aura toujours un moment où l'une des deux parties n'en voudra ou n'en pourra plus consentir.

Comprend-on maintenant le sens profond de ces impérialismes avides et gigantesques, aux tendances d'ailleurs nettement protectionnistes ? Ce ne sont point des appétits de conquêtes, un chauvinisme rétrograde qui les entraînent, c'est comme un instinct profond et prophétique qui les avertit de se munir rapidement, pour demain, pour l'heure où il sera bon de pouvoir se suffire à soi-même. Heureux alors sera l'État qui se trouvera, non pas le plus grand, mais le plus complet, qui produira largement la nourriture de ses habitants et les matières premières nécessaires à son industrie, et chez qui l'industrie même sera adaptée à la consommation. Alors seulement il pourra organiser son régime économique fermé, que ne viendront plus bouleverser les exigences de voisins dont il ne sera plus tributaire.

Mais, cet État idéal, il devra compter aussi que les autres, qui auront besoin de ses produits, se verront tentés de les lui arracher par la force, s'y trouveront même contraints par la nécessité. Il faudra être armé pour ces guerres de la faim. A quoi serviront les richesses, à quoi servira la plus remarquable organisation, si l'on ne peut les défendre ? Au point de vue économique comme dans l'ordre politique, la première sagesse, la nécessité supérieure, c'est donc encore d'être fort.

3° LE MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

ET

LE SOCIALISME SANS THÉORIES

Par JEAN BOURDEAU
Correspondant de l'Institut

« Vous ne vous occupez pas de politique, Monsieur, mais la politique s'occupe de vous. » Ces mots du sentencieux Royer-Collard s'appliqueraient mieux encore au socialisme qui s'occupe de tout le monde et sur lequel nous ne serons jamais trop renseignés et avertis. Le meilleur exposé d'ensemble que nous connaissions touchant le socialisme et le mouvement socialiste est le livre de M. W. Sombart[1] traduit dans toutes les langues et dont chaque édition allemande est refondue et mise à jour. M. Sombart ne sépare pas l'exposé des idées de l'action des partis socialistes dans les différents pays du monde. Sur ce dernier point, une série de conférences, suivies de discussions, ont été inaugurées l'an passé, auxquelles ont pris part les spécialistes les plus compétents et qui ont fourni la matière des chapitres qu'on vient de lire.

1. *Sozialismus und soziale Bewegung*, 6e édition. Iéna, 1908.

Les auteurs se sont attachés à examiner l'influence que ces partis sont susceptibles d'exercer en matière de politique étrangère, et l'on juge par là de l'intérêt tout actuel de ces études sur un sujet si important.

Le mot vague de socialisme, d'après le docteur Le Bon [1], synthétise un ensemble d'aspirations, de croyances, d'idées de réforme et de rénovation qui passionnent profondément les esprits. Les gouvernements le redoutent, les législateurs le ménagent, les peuples voient en lui l'aurore de nouvelles destinées. Il est un effort vers le bien-être matériel et il a un caractère humanitaire et religieux. Il représente le progrès d'émancipation du prolétariat, de la classe considérable des travailleurs salariés des villes et des campagnes, de ces foules déracinées par la grande industrie, enrégimentées dans les usines, vivant dans les ateliers et hors des ateliers d'une vie collective, avec toutes les facilités nouvelles de communication et d'entente, au milieu de cette atmosphère générale d'agitation, de discussion et de critique qui remet tout en question. Jamais il n'y eut dans l'histoire de groupes aussi nombreux, aussi affranchis des traditions, aussi étroitement unis par une telle communauté de pensées, d'intérêts, d'action.

Les premiers mouvements socialistes, le chartisme en Angleterre, l'insurrection de Lyon, les journées de Juin, furent des explosions spontanées, sans un plan préconçu de reconstruction sociale. Les systèmes socialistes ont précédé les mouvements organisés.

1. *Psychologie du socialisme*. F. Alcan.

Frappés des conditions nouvelles créées par la grande production, des souffrances qui résultaient pour les classes ouvrières de la transition de l'ancien régime industriel au nouveau, les écrivains socialistes, en opposition à l'économie politique classique, à la libre concurrence, au laisser-faire, à la propriété privée, proposaient des arrangements sociaux touchant l'organisation du travail, les rapports du travail et du profit, du travail et du revenu, du travail et de la jouissance. Les systèmes *utopiques* et *pacifiques* de Saint-Simon, Owen, Cabet, Fourier, Louis Blanc, etc., fondés sur la philosophie du XVIII[e] siècle, sur la possibilité non seulement d'amender la société, mais de la modeler par la raison, ont été détruits par le socialisme *scientifique* de Karl Marx, qui leur a fait d'ailleurs beaucoup d'emprunts. Cette dénomination de *socialisme scientifique* était parfaitement justifiée en tant que méthode, puisque Marx prétendait établir sur l'observation des faits la certitude d'une catastrophe prochaine de la société capitaliste : la lutte de classes, levier de l'histoire, l'accumulation et la concentration des capitaux, la paupérisation des masses, lui semblaient autant de lois absolues. Le système de Karl Marx a été détruit par sa méthode même ; les faits n'ont pas suivi l'évolution fatale qu'il leur prescrivait ; et le marxisme dans son intégrité est abandonné aujourd'hui par les marxistes eux-mêmes [1].

A mesure que les partis socialistes se développent,

1. La plus récente théorie, le syndicalisme de M. G. Sorel, qui se rattache à Karl Marx, en y ajoutant les préoccupations de Proudhon, et en cherchant à enflammer l'ardeur de combat des

entrent dans le domaine des réalités, les théories disparaissent pour ainsi dire. Les Revues nous fournissent sans doute une abondante littérature socialiste, mais les programmes théoriques s'effacent, passent à l'arrière-plan, ou ne sont formulés qu'en quelques mots. L'unité de pensée et d'action des différents partis, des organisations syndicales et coopératives s'exprime par les manifestations des Congrès internationaux. La première internationale fondée par Karl Marx comptait des chefs et peu de soldats. Elle périt en 1876 par la rivalité de Marx et de Bakounine, représentants l'un du socialisme centralisateur, l'autre de l'anarchisme fédératif. La démonstration du 1er mai, pour la journée de huit heures, décidée par le Congrès de Paris en 1889, lors du centenaire de la Révolution bourgeoise, symbolisait l'entrée des bataillons prolétariens sur le champ de bataille de la politique. Cette démonstration est devenue généralement insignifiante depuis que les socialistes en nombre ont forcé l'entrée des Parlements. Le Congrès de Paris, en 1900, a constitué un bureau international qui se réunit à Bruxelles, à des époques déterminées, et sert de lien entre les diverses nationalités. Les Syndicats centralisés ont de même, comme organe qui les relie, un secrétariat international.

Enthousiaste et belliqueuse, l'internationale prolétarienne vise à la conquête d'institutions démocrati-

classes ouvrières par le *mythe* de la grève générale, est une doctrine d'éducation et d'entraînement, née de la défiance des politiciens socialistes, de la prédominance croissante des Syndicats, et qui ne s'est guère répandue qu'en France et en Italie.

ques par le suffrage universel, dans le but d'exercer une influence de plus en plus grande sur la législation sociale et fiscale, de faciliter chez tous les peuples la lutte du travail organisé contre le capital et de préparer l'avènement d'une société collectiviste.

Toutes les questions passionnément discutées aux Congrès socialistes internationaux concernent non la théorie, mais la tactique. Les anarchistes ont été bannis de l'internationale à cause de leur hostilité à l'action électorale et parlementaire. Mais cette action dont la nécessité est reconnue par tous les socialistes, comment s'exercera-t-elle ? Au scrutin de vote, dans les Assemblées élues, les socialistes doivent-ils s'allier avec les partis bourgeois les plus avancés jusqu'à partager le pouvoir avec eux, ou rester vis-à-vis d'eux sur pied de guerre? Les Congrès se sont prononcés contre une collaboration compromettante ou des alliances trop durables et trop étroites, mais ils n'excluent pas les coalitions, qui tiennent ouverte la porte de l'opportunisme. Enfin ils sont profondément hostiles à la lutte entre les États, qui fait obstacle et diversion à la lutte entre les classes. Ils combattent le « chauvinisme », l'impérialisme capitaliste, le militarisme, et demandent la substitution, d'un système de milices purement défensives aux armées permanentes.

Telles sont les revendications des masses socialistes représentées dans les Congrès internationaux par les délégués des partis politiques et des Syndicats. Toutefois il ne s'agit pas seulement de ce qu'on veut, mais de ce qu'on peut. A côté de la tendance à l'unité, il y a la tendance à la diversité résultant de la psycholo-

gie, du milieu et de la résistance que rencontre la poussée socialiste dans les institutions politiques.

Si la croissance des partis socialistes est continue ainsi que celle des organisations syndicales, qui les dépassent en nombre, il s'en faut de beaucoup que leur action soit uniforme et la constatation est fort importante. En France, sur ce sol volcanique bouleversé par tant de révolutions, les socialistes ont trouvé, dans le désarroi, les divisions et l'impuissance du parti conservateur, la complaisance et la complicité de la petite bourgeoisie radicale, les circonstances les plus favorables. Ils ont été les maîtres sous le ministère Combes. Rejetés aujourd'hui dans l'opposition, ils seront singulièrement favorisés par une fiscalité draconienne, qui est une étape vers le collectivisme et le concours d'instituteurs dressés à leur propagande d'antimilitarisme.

Les socialistes français, si influents, si actifs, sont pauvres, relativement peu nombreux; les Syndicats les plus militants possèdent des caisses à peu près vides. Tout à l'opposé, en Allemagne, le parti socialiste est le mieux discipliné, le plus riche, le plus nombreux, le mieux éduqué; ses Syndicats et ses coopératives rivalisent en ressources avec les Trade-Unions. Longtemps les socialdémocrates recueillirent plus de voix électorales, aux élections du Reichstag, que les candidats socialistes des autres nations réunis. Ils comptent de nombreux représentants au Reichstag, dans les Landtags et les municipalités; mais, séparés des radicaux bourgeois, ils sont réduits à la plus complète impuissance dans la politique de l'empire, tant

intérieure qu'extérieure. Il en sera ainsi tant que la Prusse, à demi féodale et militaire, conservera l'hégémonie en Allemagne. Aussi les socialdémocrates font des efforts désespérés en vue d'obtenir le suffrage universel dans le royaume de Prusse, ce qui impliquerait un renversement de souveraineté.

L'avenir de la socialdémocratie allemande dépend aussi de la Russie. Si jamais le parti socialiste venait à triompher en Allemagne, le voisinage de l'Empire des tsars serait une formidable menace jusqu'au jour où il serait à son tour démocratisé. Contre le tsarisme, les socialdémocrates ont souvent déclaré qu'ils prendraient volontiers les armes. Que d'espérances ils avaient fondées sur la révolution russe! Ils eurent un moment la velléité de prendre modèle sur les grandes grèves de Moscou, d'octobre 1906. Mais aujourd'hui les socialistes russes, mis en pleine déroute, n'ont à la Douma qu'un refuge précaire. La grande majorité du peuple russe, lisons-nous dans une revue socialiste [1], est étrangère à une révolution purement politique; la classe ouvrière s'en désintéresse de plus en plus, les intellectuels du socialisme prêchent dans le désert et risquent de ne pouvoir faire mieux à l'avenir. Le vent souffle aujourd'hui avec la même violence du côté du panslavisme qu'hier vers la révolution sociale.

En Angleterre, jusqu'à ces dernières années, grâce à l'esprit politique des classes dirigeantes, au système des deux partis libéraux et conservateurs qui alternent au pouvoir, il n'y avait point de place pour un troisième

1. *Mouvement socialiste*, du 15 janvier 1909.

parti. Au moment des élections, les Trade-Unions mettaient en quelque sorte leurs revendications aux enchères entre les deux compétiteurs. Mais un parti ouvrier siège aujourd'hui à la Chambre des Communes auquel se sont ralliés les députés ouvriers élus grâce à l'appui des libéraux. Si ce parti gagnait en influence, il gênerait singulièrement l'impérialisme traditionnel de l'Angleterre.

Les colonies australasiennes, la Nouvelle-Galles du Sud, la Nouvelle-Zélande donnent déjà l'avant-goût du régime collectiviste. Une législation s'y est établie par la simple poussée des Syndicats, devenus maîtres du gouvernement grâce à l'alliance des radicaux. C'est la réalisation d'un *socialisme sans doctrines,* selon le mot si juste de M. Metin. L'arbitrage obligatoire, les retraites, le salaire minimum, le droit au travail, l'étatisation croissante, les monopoles de l'État, ces divers articles du programme socialiste y sont exactement appliqués. On y voit renaître un nouveau régime corporatif, non plus patronal mais ouvrier, sur le modèle de l'ancien régime, mais cela dans des conditions spéciales avec une population ouvrière restreinte.

Le socialisme aux Etats-Unis présente un caractère tout spécial. Nulle part, ailleurs, l'industrie n'atteint un pareil développement et pourtant là, selon la remarque de M. Tardieu, le socialisme a plutôt l'aspect d'un groupement de métiers que d'un parti de classe. A la concentration capitaliste correspond une vaste concentration ouvrière, qui a procuré à l'élite du travail des avantages considérables, tandis que l'armée de réserve industrielle, sans cesse alimentée par l'im-

migration, trouve encore le débouché du Far-West. Il s'est sans doute formé, à côté de la Fédération du travail, un Parti du peuple, dont les voix électorales s'accroissent lentement, mais dont l'influence politique reste encore nulle.

Sans doute, par suite de l'avènement des classes ouvrières, maîtresses de l'avenir, nos formes de Société, fondées sur la liberté, la propriété, la famille telles que nous les entendons, sont appelées à subir des transformations profondes. Nous ne sommes qu'au commencement. Mais, loin d'être simultanées, les allures des grandes nations paraissent très inégales, et celles qui précèdent les autres dans cette voie du socialisme courent le danger, si l'on n'y prend garde, de devenir une proie facile pour les peuples qui n'auront pas désarmé.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE

Par Anatole Leroy-Beaulieu, de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques.

INTRODUCTION

Par Gabriel Louis-Jaray, auditeur au Conseil d'État.

CHAPITRE PREMIER

ANGLETERRE

Par Jacques Bardoux, rédacteur de politique étrangère au *Journal des Débats*.

CHAPITRE II

ALLEMAGNE

Par Gaston ISAMBERT.

CHAPITRE III

AUTRICHE

Par Gabriel Louis-Jaray, auditeur au Conseil d'État, chargé de missions en Autriche-Hongrie par le Gouvernement français, la Société de géographie et le Musée social.

CHAPITRE IV

ITALIE

Par Gilbert Gidel, professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université de Rennes.

CHAPITRE V

ESPAGNE

Par Angel Marvaud, chargé de missions en Espagne par le gouvernement et le Musée social.

CHAPITRE VI

RUSSIE

Par da Motta de San Miguel

CHAPITRE VII

HONGRIE

Par Gabriel Louis-Jaray, auditeur au Conseil d'État.

CHAPITRE VIII

JAPON

1° Le socialisme peut-il se développer au Japon ?

Par Kinzo Goraï, répétiteur de japonais à l'École des langues orientales.

2° *Les causes de la naissance du socialisme au Japon.*

Par Michel Revon, chargé de cours à la Sorbonne.

CHAPITRE IX

ÉTATS-UNIS

Par André Tardieu, premier secrétaire d'ambassade honoraire, rédacteur du bulletin de l'étranger du *Temps*.

CONCLUSIONS

1° LE SOCIALISME ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

2° LE SOCIALISME ET L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Par Pierre Quentin Bauchart, docteur ès lettres de l'Université de Paris.

3° LE MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL ET LE SOCIALISME SANS THÉORIES

Par Jean Bourdeau, correspondant de l'Institut.

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY ET FILS




UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 01 05 12 006 9